

L'agonie de l'apartheid

Il n'y a guère eu que l'extrême droite sud-africaine pour pleurer le bon vieux temps de l'apartheid dont le Parlement a aboli, lundi 17 juin, la dernière loi inique qui classait la population selon la couleur de la peau. Guère que des nostalgiques pour croire encore possible la « lutte du peuple boer » pour s'agripper à un territoire dont il s'estime le défenseur « légitime ».

Contre vents et marées, le président Frederik De Klerk a tenu la promesse - bâtir une « nouvelle Afrique du Sud » - qu'il avait faite dans son discours « historique » du 2 février 1990, devant des parlementaires alors quelque peu ébahis par tant d'audace réformatrice. La libération tant attendue de Nelson Mandela lui ouvrait les voies du dialogue avec un homme d'un égal courage, pour mener à bien son entreprise.

Mais, comme on pouvait le redouter, ce changement radical de direction a provoqué de fortes turbulences non seulement au sein de la communauté blanche mal résignée à son sort mais, plus encore, parmi les mouvements nationalistes noirs, stimulés par la perspective d'un pouvoir à prendre, ou du moins à se partager. M. De Klerk et les siens ont joué, pas toujours très habilement, de ces divisions de nature politique et ethnique pour tenter de rester maîtres de la parole.

Les gens au pouvoir n'ont jamais vraiment perdu espoir de trouver des « bons Noirs » avec lesquels le dialogue serait facile. La préparation d'une sorte de conférence nationale qui aura pour mission de fixer l'avenir constitutionnel du pays bute notamment sur la qualité des participants. Le gouvernement, qui se considère comme la « puissance invitée », n'entend pas se laisser dicter sa conduite par le Congrès national africain (ANC), imbu, il est vrai, de sa « légitimité » historique.

Même si, juridiquement, le système de l'apartheid est mort, la plupart des mouvements nationalistes noirs n'ont pas baissé la garde devant le pouvoir blanc, qui n'a pas encore formellement approuvé le principe d'un homme, une voix. Car, ce n'est pas du jour au lendemain que la discrimination raciale disparaîtra du paysage quotidien. Tout est désormais possible pour un Noir sud-africain, même d'habiter à côté d'un Blanc ou de lui acheter un lopin de terre. Mais encore faut-il qu'il ait les moyens financiers de ses ambitions. Et c'est là une toute autre histoire...

ATTENDRE d'y voir plus clair pour lever les sanctions économiques comme le réclame l'ANC ? M. De Klerk estime qu'il a rempli son contrat et demande la levée de la quarantaine imposée à l'Afrique du Sud. Un certain nombre de pays étrangers ont déjà entendu son appel et y ont favorablement répondu. Reste à faire sauter la pièce maîtresse de ce dispositif anti-apartheid : les États-Unis, prêts à sauter le pas dès que tous les prisonniers politiques auront été libérés.

Mgr Desmond Tutu, archevêque anglican du Cap, attend encore un peu plus de M. De Klerk : le Prix Nobel de la paix souhaite que celui-ci présente, au nom de la communauté blanche, des excuses publiques aux Noirs. Pour des décennies de mauvais traitements.

Lire page 3
l'article de notre correspondant
FRÉDÉRIC FRITSCHER

M0147 - 0619 0 - 6.00 F



Chargé de préparer les élections législatives

Le nouveau gouvernement algérien se veut indépendant du FLN

Après de longues consultations avec toutes les formations politiques et des représentants de la société civile, M. Sid Ahmed Ghozali, le nouveau premier ministre algérien, a rendu publique, mardi matin 18 juin, la liste de son équipe, composée de vingt-neuf membres, et qui n'est plus sous la coupe du FLN. Six ministres faisaient déjà partie du gouvernement de M. Mouloud Hamrouche, mais

C'est un gouvernement de transition et d'ouverture que M. Ghozali vient de former, composé d'amis et d'hommes de confiance, sans affiliation partisane. Cette équipe aura pour tâche prioritaire de préparer les élections législatives, prévues dans les six mois à venir et dont le nouveau premier ministre a promis qu'elles seraient « loyales et propres ». La grande nouveauté de ce changement politique tient au fait que le FLN, l'ancien parti-Etat, est, pour la première fois depuis l'indépendance, ramené, ni plus ni moins, au rôle d'une formation ordinaire, ce qui ne manquera pas de créer en son sein aigreurs et résistances.

Lire page 3
l'article de GEORGES MARION
et page 4
celui de JACQUES DE BARRIN
sur la situation au Maroc

aucun n'est très marqué politiquement. Quelques heures avant la publication de la liste gouvernementale, l'agence de presse APS s'était fait l'écho des accusations lancées par le pouvoir contre M. Ali Benhadj, le « numéro deux » du Front islamique du salut (FIS), soupçonné d'être mêlé à la mise sur pied d'une « organisation armée » qui visait à « déstabiliser les institutions de l'Etat ».



Guyane : les dessous d'Ariane

I. - Kourou et ses bidonvilles

Le ministre des DOM-TOM, M. Le Pen, doit se rendre du mercredi 19 au dimanche 23 juin en Guyane. Il y dressera notamment un bilan des premières mesures prises par le gouvernement pour remédier aux déséquilibres nés de la concentration des activités spatiales et s'entretiendra avec les élus et les responsables professionnels de la mise en œuvre des orientations relatives à la recherche de l'égalité sociale avec la métropole. Cette visite intervient alors que le département français d'Amérique du Sud connaît divers tiraillements politiques et sociaux sur fond d'efforts économiques soutenus par la Communauté européenne.

KOUREU

de notre envoyé spécial

Un panneau le proclame à l'entrée de la ville : Kourou est le « port spatial de l'Europe ». Il n'y a pas de honte à afficher cette fierté, en effet. Le succès d'Ariane a mis fin à la malédiction qui pesait sur cette ancienne région marécageuse qu'on appelle longtemps le « cimetière des Blancs », en souvenir de la funeste expédition entreprise en 1763 sur l'initiative du duc de Choiseul et qui se solda par plus de huit mille morts. Mais, comme tous les ports, Kourou a ses zones d'ombre. Les dessous d'Ariane apparaissent mités quand les hasards de la promenade conduisent le voyageur aux confins de la cité artificielle.

ALAIN ROLLAT

Lire la suite page 10

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Pas d'espoir de vaccin pour le sida

En dépit de nombreux travaux présentés à la conférence de Florence, aucun espoir de vaccin n'est encore en vue. La maladie bouleverse, d'autre part, profondément la pratique de la médecine pénitentiaire.

Lire page 15 l'article de FRANK NOUCHI et le point de vue des docteurs EMMANUELLI et ESPINOZA

La ceinture de feu du Pacifique

Le volcan japonais Unzen et le philippin Pinatubo font partie de cette ceinture de feu du Pacifique jalonnée de quelque 350 volcans actifs, dont les éruptions ont pour origine l'affrontement de plaques de la croûte terrestre.

Lire page 13 l'article d'YVONNE REBEYROL et nos informations page 12

«... LES COUTEAUX, l'un des livres les plus marquants de la littérature albanaise publiés ces dernières années.»

Ismail Kadaré



95 F

La difficulté des réformes en URSS

Les conservateurs contestent les projets de M. Gorbatchev

Le premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov a raillé, lundi 17 juin, le plan de réforme économique élaboré aux États-Unis par l'économiste russe Grigori Iavlinski avec le soutien de M. Gorbatchev. M. Pavlov a réclaté au parlement des pouvoirs accrus en matière économique. Cette mise en cause de l'accord passé entre MM. Gorbatchev, Eltsine et huit dirigeants républicains, est intervenue alors que s'achevait une première étape de la négociation d'un nouveau traité de l'Union.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

La datcha officielle de Novogorovo étant située dans une zone interdite aux étrangers, l'histoire gardera de cette dernière réunion des « Neuf plus un », lundi 17 juin, les images fixées sur les caméras soviétiques. Signe des temps, la télévision russe a joint de diffuser les images de l'arrivée de M. Boris Eltsine que les dirigeants des autres Républiques sont venus féliciter de son élection sur le perron, tandis que Vremia, le journal de la télévision centrale, se contentait de filmer l'arrivée du président Gorbatchev, avec M. Eltsine devisant dans un coin avec un collègue.

La réunion s'est achevée par un accord sur l'ensemble du projet de traité de l'Union qui va mainte-

nant être examiné par les Parlements des neuf Républiques concernées (toutes sauf les trois baltes, l'Arménie, la Géorgie et la Moldavie) et celui de l'URSS. Cela ne veut pas dire que les questions litigieuses aient toutes été réglées pour autant : « Les remarques, critiques, précises l'agence Tass, formulées sur certains articles du traité approuvé dans son ensemble, rendent nécessaires une coordination supplémentaire ».

Le commentateur de Vremia relevait, pour sa part, alors que la réunion était encore en cours, que « le chemin vers l'accord n'était pas aussi simple » que l'avait supposé M. Gorbatchev.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 5

Minorités, peuples et frontières

Le réveil de l'Histoire lance un défi aux Occidentaux

par Jacques Amalric

N'est-il pas temps, sinon de briser, du moins d'ébranler des tabous profondément enracinés dans les bonnes consciences occidentales ? Des tabous au nom desquels, demain, des peuples - abusivement et confortablement présentés comme des minorités - risquent de s'enfermer à quelques centaines ou à quelques milliers de kilomètres de nous ? Des tabous qui ont des noms en forme de principes décrets sacro-saints : intangibilité des frontières, respect des droits de l'homme et des minorités, stabilité et sécurité des équilibres régionaux ou continentaux existants.

Un autre principe, tout aussi respectable que les précédents, est malheureuse-

ment en train d'être oublié : celui du droit des peuples à l'autodétermination. C'est évident depuis plusieurs années dans le cas de l'Union soviétique, cet Etat-Frankensteen, cet aggloméré gigantesque et ingérable de peuples rattachés à toute coexistence, conçu par le tsarisme et « perfectionné » - mais à quel prix ! - par le « socialisme réel ». C'est encore plus évident, depuis peu, dans le cas de la Yougoslavie dont les peuples qui la composent ont été contraints à la cohabitation par la raison d'Etat d'autres peuples européens.

Ici comme là, l'Histoire, qu'on avait cru - sinon espéré - figée pour toujours par la terreur totalitaire, prend sa revanche. Les vieux comptes entre peuples ne sont pas réglés, bien au contraire.

Lire la suite page 8

La normalisation des relations germano-polonaises

Bonn et Varsovie ont enfin signé un traité de bon voisinage page 5

Echec de la motion de censure

L'opposition a fait le plein de ses voix à l'Assemblée nationale sans inquiéter M. Cresson page 9

La construction de l'Europe politique

Les Douze rapprochent leurs vues, mais Londres n'accepte pas la « vocation fédérale » de la Communauté page 8

Hausse des loyers ralentie à Paris

+ 6,2 % en 1990, après 7,4 % en 1989 page 21

Le 39^e Salon du Bourget

- Le Koweït commande quinze Airbus
- Les efforts de commercialisation des Soviétiques
- Le F-117 A « furtif » en vedette page 16

Des quotas pour la chanson française

Dans un entretien accordé au Monde, le directeur général de la SACEM souhaite une réglementation en faveur de la production nationale à la radio et à la télévision page 18

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 30

DÉBATS

Intellectuels

La tyrannie de la bien-pensance

par Guy Scarpetta

Le populisme et l'anti-intellectualisme, que l'on s'accorde généralement à trouver menaçants en Union soviétique et dans les pays d'Europe centrale, seraient-ils, en France même, en train de gagner du terrain ? De s'imposer insidieusement ? De se systématiser ? De devenir une sorte de préjugé commun, de *doxa* ? On peut légitimement se le demander.

Les intellectuels, nous dit-on ici, se sont toujours trompés : ils ont été, nous affirme-t-on là, complices des pires idéologies totalitaires ; leur discours, proclamé-on ailleurs, est désormais définitif. Pour un peu, on en arriverait vite aux formules qu'un Pierre Pujade, en son heure de gloire, se complaisait à lancer : « Les sociétés, comme les poissons, pourissent d'abord par la tête ». La régression, en bref, est manifeste, et l'on ne peut qu'être inquiet devant ceux pour qui le surréalisme se réduit à ses illusions « révolutionnaires », la pensée de Foucault à sa complaisance de quelques jours envers l'ayatollah Khomeiny, et l'œuvre de Picasso à son malencontreux portrait de Staline.

L'injustice de Thomas Bernhard

Tout cela me semble devoir susciter, pour le moins, quelques réflexions.

1) Un tel état d'esprit procède, le plus souvent, d'une pensée frileuse, étiolée — celle qui oppose, en un schéma purement mythologique, le « bon sens » (populaire) aux « excès » et aux « extravagances » (qui semblent le lot obligé des intellectuels, présumés « coupés de la réalité »). En ce sens, rien de plus symptomatique que l'accueil fait au livre récent de Bernard-Henri Lévy, *Les Aventures de la liberté*. Il s'agit, pour Lévy, me semble-t-il, de traiter « subjectivement » l'histoire de l'engagement politique des intellectuels de ce siècle : comme quel-
qu'un, si l'on veut, qui décide de faillir dans les zones obscures de sa propre famille, pour tenter d'y démentir le délicat enchevêtrement de passions équivoques et d'aveuglements volontaires qui a pu conduire quelques-uns parmi les plus grands aux pires égarements.

Or, de cela, on n'a guère voulu retenir (à contresens) qu'une « condamnation » globale, propre à rassurer les tenants du « bon sens », ce qui a conduit, chez certains commentateurs, dans l'abusivité promotionnelle de Raymond Aron au titre de seul intellectuel exemplaire de ce pays. Le seul ennui, c'est que, si l'on retient de l'intellectuel la définition qu'impose depuis l'affaire Dreyfus (un écrivain, un artiste ou un philosophe qui interrompait parfois son œuvre pour prendre parti dans les grandes questions qui agitent la cité), Raymond Aron est précisément l'un de ceux qui n'y répondent pas : car d'œuvre, au sens majeur, c'est-à-dire dégagée des contingences de l'actualité, et visant à l'éternité, — il n'en a tout bonnement pas produit.

Pour le dire autrement : je parierais volontiers que, dans un siècle ou deux, on continuera de lire avec passion Céline ou Aragon (ces écrivains « qui se sont trompés », alors que les livres d'Aron (cet intellectuel

« lucide ») ne seront guère, au mieux, considérés que comme des documents d'époque.

2) La question, au fond, est de savoir si on fait de la grande littérature (ou de la grande philosophie) avec des bons sentiments : Gide, on le sait, avait déjà répondu par la négative. Si l'on voulait aller un peu plus loin, on pourrait avancer ceci : l'une des fonctions essentielles de la littérature est de dire le mal, d'exposer l'envers ou le non-dit de ce qui soude positivement les communautés ; de rappeler qu'il y a toujours, au-delà des discours positifs et idéaux dont se targuent le bien social, quelque chose d'impur dans l'humanité, et de socialement incurable.

Toute la difficulté, c'est que la position subjective propre à une telle dimension de la littérature ne peut, d'une certaine façon, qu'être impliquée dans ce qu'elle met en scène. Sade, même s'il était loin d'être le monstre que d'aucuns veulent en faire, ne pouvait pas être tout à fait « convenable » : on n'imagine pas *Juliette* ou les *Cent Vingt Journées de Sodome* écrites par quelqu'un de « convenable ». L'œuvre de Proust elle-même (on rougit un peu d'avoir à le rappeler) suppose une expérience directe, intime, du vice. Plus près de nous, qu'on pense à Thomas Bernhard : le formidable effet de vérité que ses romans ont suscité sur l'Autriche d'aujourd'hui, et sur le mal qui continue de la ronger, n'aurait jamais surgi si Bernhard n'avait pas adopté ce ton exaspéré, radical, injuste, sous-tendu de mauvaise foi systématique, qui était le sien (le contraire exact d'un discours mesuré, responsable) : ce ton, il n'était pas un obstacle à l'effet de vérité, il en était la condition.

Le génie de Céline et son ignominie

3) Il y a dans tout cela une dimension d'effraction, de scandale. La littérature implique souvent, dans ses zones les plus effrayantes, une sorte de haine métaphysique contre l'humanité (la publication récente du troisième volume de la correspondance de Flaubert en apporte une confirmation éclatante) : d'où, bien évidemment, la tentation qui a pu pousser tel ou tel écrivain, dès lors qu'il s'est risqué à prendre parti politiquement, aux positions les plus radicales, les plus absolues, voire aux mythes de « régénération ».

Ces mythes sont dangereux ? Ces

positions sont inacceptables ? Sans doute. Mais ce qui est non moins inacceptable, ce sont les tentatives de ceux qui voudraient subordonner toute écriture à une « pensée » raisonnable, froide, consensuelle. Au fond, ce qui est difficile à penser, c'est le lien qui existe, par exemple, entre le génie de Céline et son ignominie : car il ne fait aucun doute que *D'un château l'autre* (roman génial) et *Bagatelles pour un massacre* (pamphlet intolérable) procèdent de la même logique subjective, et s'alimentent à un même feu.

De même, il me semble clair que le grand tourment, appuyé sur une certaine haine de soi, qui imprègne un chef-d'œuvre comme la *Mise à mort* n'est pas sans rapport avec ce qui a pu pousser Aragon à accepter, et même à promouvoir, les pires délires stalinistes. Quant à l'engagement de Genet aux côtés des terroristes palestiniens, il procédait explicitement d'une fascination sexuelle plutôt trouble — celle-là même qui irrigue aussi l'univers sublime des *Bonnes, des Nègres, ou des Paravents*.

Autrement dit : les écrivains véritables ne se partagent pas, et le meilleur en eux repose souvent sur le pire. Bataille, en son temps, avait pointé cela avec éclat (1) — qu'il serait pas inutile, aujourd'hui, de réactiver. En revanche, j'aimerais bien qu'on me cite une seule grande œuvre littéraire qui soit fondée sur les bons sentiments.

Cette tyrannie des bons sentiments, ou du moralisme, c'est précisément ce qui est le plus redoutable, aujourd'hui, dans un monde où la naïveté télévisuelle omniprésente va jusqu'à métamorphoser Coluche en enfant de chœur, et Serge Gainsbourg en poète immaculé. J'aimerais en dire que l'ennemi, pour nous, est là : dans cette hégémonie diffuse du sentimentalisme, du conformisme moral, de la bien-pensance. Autrement dit : c'est probablement moins d'un nouveau Raymond Aron que nous avons besoin (les candidats à la succession, d'ailleurs, sont légion) que, disons, d'un nouveau Thomas Bernhard, ou d'un nouveau Pasolini.

(1) Georges Bataille, *La Littérature et le Mal*, Œuvres complètes, volume IX, éditions Gallimard.

► Guy Scarpetta est rédacteur en chef de la revue *la Règle du jeu*.

Défense de la philosophie

par Dominique Lecourt

JAMAIS peut-être la philosophie n'a, depuis un demi-siècle, suscité autant d'intérêt qu'aujourd'hui. On voit médecins et juristes, par exemple, se tourner vers elle pour tenter d'éclaircir les questions de déontologie, d'éthique et de politique que le « génie génétique » a mises à l'ordre du jour ; astrophysiciens et biochimistes, redécouvrant des questions d'origine (celle de l'univers, celle de la vie), en perçoivent l'ascendance et la portée philosophiques ; et lorsque les spécialistes des « neurosciences » et de l'intelligence artificielle ouvrent, dit-on, la perspective d'une nouvelle « science de l'esprit », ils se savent les héritiers d'une très ancienne ambition. La qualité de « philosophe » paraît à ce point estimable que bien des écrivains et des journalistes croient devoir à l'occasion s'en décorer pour livrer aux médias leurs pensées sur le monde.

Paradoxalement, ceux dont le métier consiste à enseigner la philosophie semblent, au même moment, dans leur grande majorité, moins de ne plus bénéficier de la considération que leur paraît due. Ils déplorent, non parfois sans une pointe d'envie, le galvaudage de leur discipline par des non-professionnels.

Les motifs réels de ce désarroi ne doivent-ils pas être cherchés dans le paradoxe que je souligne ? L'enseignement de la philosophie s'est en effet trouvé en France victime du partage brutal et désastreux qu'on a progressivement imposé dès le lycée entre études scientifiques et littéraires. La philosophie y fait figure de discipline littéraire.

Ainsi conçue et pratiquée, même avec virtuosité, elle s'avère impuissante à répondre aux demandes qu'on lui adresse, au risque d'ailleurs de décevoir bien des élèves et des étudiants. Or, ces demandes se portent légitimement vers elle en vertu de l'idée qu'on s'y puise, s'en forme depuis deux millénaires : un mode original de pensée nouant ensemble des questions qui concernent aussi bien le savoir (sciences et techniques au premier chef) que la cité (politique et droit) dans une perspective d'universalité, laquelle permet d'aborder aussi bien les questions

religieuses que les réalités de l'art sous l'angle de la réflexion critique. On peut même avancer que ce type d'argumentation qui consiste à explorer « à blanc », abstraitement, l'horizon des possibles dans l'unité d'une même pensée a véritablement modelé le visage intellectuel du monde occidental. La question de l'avenir de la philosophie et de son enseignement n'a donc rien d'académique, elle peut apparaître cruciale au moment où des poussées d'extrémisme religieux et de nationalisme et de racisme témoignent, avec l'extension des pratiques de la superstition populaire, de la crise profonde qui affecte ce monde.

D'abord savoir

L'avenir de la philosophie concerne le « savoir » : bien des chercheurs, parmi les plus éminents, ressentent la nécessité de réaffirmer la liberté essentielle de la recherche fondamentale contre la tendance actuelle qui voudrait en subordonner le développement à des finalités technologiques. Ils nous invitent à redécouvrir l'argumentation philosophique là où elle n'a, en fait, malgré la désignation positive, jamais cessé d'être présente et active : au foyer de la production des connaissances nouvelles. Le prétendu divorce entre sciences et philosophie apparaît comme un leurre inventé par le scientisme du siècle dernier et manipulé par le technisme du vingtième siècle au profit de la technocratie.

L'avenir de la philosophie concerne aussi la cité : pendant des siècles, la pensée normative a trouvé les ressorts d'une inventivité, qu'elle semble avoir perdue, dans le type d'argumentation mis au point par les philosophes : cela vaut, au premier chef, du droit et de l'éthique qui, par vocation, énoncent dans l'absolu ce qu'il faut croire et instituer ces valeurs en objets de « respect ». Disons, comme Pierre Legendre, que leur fonction « dogmatique » les expose toujours au dogmatisme. Un tel retour à l'inventivité permettrait aux citoyens d'échapper à tant d'individus, « sans cesse » subjective, aux conformismes et aux stéréotypes qui pèsent, à présent, sur eux comme une chape de plomb.

Faut-il donc « défendre » l'enseignement de la philosophie ? Assurément. Y a-t-il lieu de l'étendre ? Sans le moindre doute. Mais il s'agit d'abord de le transformer, de le redéfinir. Entendue comme libre exploration des possibles dans les perspectives ouvertes par la rationalité existante, sa fonction pourrait s'opérer concrètement dans les institutions d'enseignement et de recherche avec chacune des disciplines intellectuelles qui contribuent aux progrès du savoir et à l'ajustement, toujours conflictuel, des pensées normatives. S'émanciper, en premier lieu, une véritable réforme de nos enseignements universitaires qui ne se présenterait plus comme un simple ravaudage administratif mais toucherait aussi bien leurs contenus — les « programmes » — que la pédagogie et ses finalités. L'enseignement des sciences en bénéficierait : la pensée scientifique et sa histoire y trouverait leur juste place, au lieu de se résumer, comme souvent aujourd'hui, au morne apprentissage doctrinal, bel et

bon manœuvre d'équations et de formules ; les études juridiques et économiques, comme les études médicales et technologiques, ainsi que l'ensemble des sciences sociales et humaines, réinterrogeraient les bases de leurs pensées, y gagneraient le bénéfice intellectuel et pratique de ce que Georges Canguilhem appelle, « une certaine *alibris* de l'homme ».

C'est évidemment des positions de philosophie que s'est repaillé l'effort le plus rude. Leur formation devrait être revue ; leur culture refaite. Qu'ils acquiescent certes par la connaissance scrupuleuse des grandes textes de la philosophie des orientations sous toutes leurs variantes ; mais ils ne sauraient se borner à cette seule rumination, si vitale soit-elle. Ils doivent aussi parer que leurs études s'ouvrent sur ce « extérieur » que constituent les savoirs dits « positifs ». Toute pensée éminente s'élève au-dessus de la philosophie ; et il n'y a jamais eu, en définitive, pour elle, de bonne matière qu'elle étrangle. Comment, de surcroît, se désintéresser du « tout » de ces savoirs, d'est-à-dire des modèles de leurs entrecroisements, multiples et imprévisibles, féconds et durables ou, au contraire, stériles et sans lendemain ?

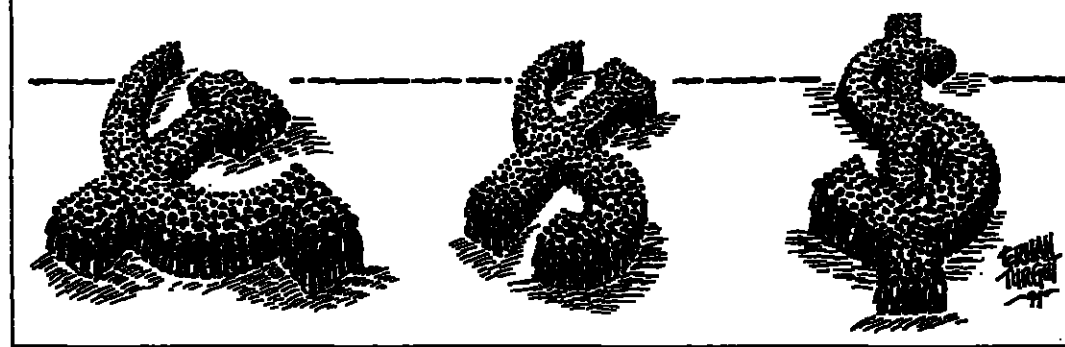
Démission intellectuelle

Certain discours superficiel et démagogique contre le « totalitarisme » réputé inhérent à toute pensée du Tout a pu se faire entendre au cours des années 70, empruntant l'essentiel de ses thèses au versant anti-hégélien de l'œuvre de Karl Popper. Le rejet de « maîtres-penseurs » aboutit en fait trop souvent à une véritable démission intellectuelle qui tend à nier toute valeur à la pensée spéculative. Sans aucun doute, c'est là une grave carence de la philosophie, par réaction, à la vieille et vaine tentation de surplomber le savoir par le légiférer de sa propre autorité. L'adoption passive de la question de l'homme, il lui faut, au contraire, soumettre les formulations qu'elle s'aventure à en proposer à l'épreuve du « terrain », dans chacun des « domaines » qui sollicitent son jugement.

Contribuer ainsi à dégarer les savoirs du positivisme qui borne leurs horizons, les professeurs de philosophie redécouvriraient alors avec leurs collègues que, messagère de la turbulence qui anime toute pensée créative, elle ne saurait être tenue pour une « discipline » comme les autres puisqu'elle ne connaît en vérité pas d'« extérieur ». Peut-être la question insidieuse qu'ils leur pose si souvent, non sans arrière-pensées dépréciatives ou agressives, de l'« utilité » de leur enseignement se trouverait-elle enfin favorablement réglée au cœur de tous ? Ils auraient chance de se libérer du doute qu'ils ne s'avouent guère à eux-mêmes au cœur de leur présent malaise. Libre à eux de répondre alors, sur de nouvelles bases, la méditation de l'éternité et l'essentielle question que nul ne saurait esquiver sur cet étrange « dehors » sans dehors à l'inconfort duquel les vœux leur engagement propre dans la pensée.

► Dominique Lecourt est professeur de philosophie à l'université Paris-VII (UPF de physique).

TRAIT LIBRE



DOMAINE DE JARDY

RECTIFICATIF
DE L'APPEL D'OFFRES PARU DANS
LE MONDE
DES 8 ET 11 JUIN 1991

RAPPEL DE L'OBJET DU MARCHÉ

Appel d'offres restreint pour la conclusion d'un contrat d'affermage pour la gestion et l'exploitation du domaine de Jardy (75 hectares sur les communes de Marnes-la-Coquette et de Vaucresson).
LE DÉPÔT DES CANDIDATURES EST REPORTÉ AU MARDI 9 JUILLET 1991 À 16 H AU PLUS TARD.

Tous renseignements complémentaires seront obtenus auprès du service consultant :
Téléphone : (1) 47.29.30.31, postes : 53660 - 53662 - 55834.



Hôtel du Département
2-16, boulevard Soufflot - 92015 NANTERRE CEDEX

Une brochure du « Monde diplomatique »

Les « puissances grises »

À travers les yeux de M^{me} Edith Cresson, l'Allemagne et le Japon viennent de prendre un relief nouveau : l'une pour susciter la réflexion sur de meilleures passerelles entre l'éducation et l'emploi, l'autre pour repousser les arènes du libéralisme à-tout-va qui endormiraient avant de les égarer les industries européennes de forte technologie.

Ces « deux Titans » ont inspiré une nouvelle brochure du *Monde diplomatique* (le deuxième numéro de la série « Matière de voir ») où l'on retrouvera aussi bien les grandes articles publiés sur le thème par le mensuel que des inédits. Une centaine de pages qui balaient au plus près de l'actualité, les champs historique, politique, économique et culturel de ce qu'ignacio Ramonet appelle les « puissances grises » (comme l'on dit d'innombrables).

Mobiles ou menaces ? C'est la bonne question d'entrée, car s'il

faut craindre l'agressivité économique de ces pays, c'est sans doute parce qu'ils ont su, mieux parfois que leurs anciens vainqueurs, tirer parti du travail, source de la vraie richesse.

Il ne faut pas se méprendre pourtant : la prospérité ne détermine pas ces pays de leur histoire. Toute la première partie de cet ouvrage est consacrée à cette recherche, portant aussi bien sur les sources de la « nation allemande », les débats concernant la période nazie, le néo-patriotisme germanique que sur les difficultés qu'a le Japon pour renouer les valeurs qui fondent son unité nationale... ou les liens entre le théâtre kabuki et la cinématographie d'aujourd'hui.

Les cultures nationales ont souvent, au cours des siècles, servi dans l'explication de la réussite des entreprises. C'est le mérite des analyses qui suivent de restituer cette dimension pour faire comprendre comment les Alle-

mands et les Japonais traitent la qualification de la main-d'œuvre comme un investissement et non comme un coût. Un éclairage particulier est donné sur deux réussites exceptionnelles du Japon : sa manière de collecter l'information à travers le monde et d'utiliser l'ordinateur pour « doper » ses idéogrammes. Réussite moins avouée, celle-là, par Tokyo : la façon dont son gouvernement protège son marché national, en battant la coupe de ses concurrents au nom du libéralisme.

Comment ces nouvelles hégémonies afficheront-elles leur puissance ? « L'an de grâce » de M. Kohl, celui de l'unité allemande, est rapproché de la machine financière de la « pax nipponique » ; les nouvelles alliances entre les deux Titans n'empêchent pas des menaces, car « d'une part les États-Unis demandent au Japon de faire des efforts considérables pour permettre à l'Amérique de freiner son déclin, mais d'autre

part, ils dépendent en grande partie de sa puissance financière pour leur survie ».

Cela dit, tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes germano-nippons et nos auteurs rappellent *in fine* les leçons de ces sociétés. L'Allemagne est aujourd'hui un pays à deux visages « et donc à deux citoyennetés », et le chancelier Kohl paie maintenant son système ébranlé par la corruption et le clientélisme, et se voit perdre de vue les idéaux collectifs.

On sort effectivement secoué de cette lecture car il est rare de pouvoir rassembler en si peu de pages autant de données et de jugements sur ces « deux Titans », les vaincus d'aujourd'hui leur loi économique.

PIERRE DROUIN

► « Allemagne, Japon, les deux Titans », *Matière de voir* n° 12, le *Monde diplomatique* 98 pages, 42 F.

M. Ghossein

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

Le président de la République...
Le président de la République...
Le président de la République...

ÉTRANGER

• Le Monde • Mercredi 19 juin 1991 3

ALGÉRIE : pour préparer les élections

M. Ghozali a formé un gouvernement d'ouverture

Le premier ministre démissionnaire, M. Mouloud Hamrouche, et son successeur, M. Sid Ahmed Ghozali, ont procédé, lundi 17 juin, à la passation des pouvoirs. Cette cérémonie, qui a eu lieu au palais du gouvernement, à Alger, a précédé, de quelques heures, l'annonce de la nouvelle équipe gouvernemen-

tales, composée, pour le moment, de vingt-sept ministres. Six appartenaient au précédent gouvernement. Aucun n'a une responsabilité significative au sein du FLN. Le «numéro deux» du Front islamique du salut (FIS), M. Ali Benhadj, a été accusé, lundi, par les autorités locales d'avoir «approuvé un projet de créa-

tion d'une organisation armée pour déstabiliser les institutions de l'Etat» et dont les éléments seraient recrutés en France. Selon l'agence de presse APS, il s'agit des premiers éléments d'une enquête menée par la gendarmerie après l'arrestation d'un ressortissant français, M. Didier Roger Guyon, le 9 juin, à

Bordj-Bouanama, à plus de 200 km au sud-ouest d'Alger. D'autre part, la Ligue algérienne des droits de l'homme a demandé, lundi, la levée de l'état de siège et l'identification des officiers supérieurs chargés de le faire appliquer, «afin qu'ils puissent être vus et dénoncés demain s'ils transgressent les lois».

ALGER

de notre correspondant

L'entourage du premier ministre avait laissé entendre : le nouveau gouvernement, qui a une espérance de vie de six mois, serait composé, en majeure partie, de personnalités choisies pour leur compétence et non en fonction de leur appartenance politique. Le résultat est conforme à cette promesse : plusieurs des nouveaux ministres sont peu connus sur la scène politique, voire oubliés. Hormis M. Ghozali, lui-même toujours officiellement membre du comité central du FLN - mais, pour combien de temps? - aucun n'a de res-

ponsabilité majeure au sein d'un quelconque parti.

Pour autant, la nouvelle équipe n'est pas sans convictions. Nombre de ses membres ont, au contraire, été de la politique au sein du FLN, à l'époque parti unique et passage obligé pour toute une génération de militants ou de cadres formés dans le feu des combats pour l'indépendance et l'enthousiasme de la construction du pays. Beaucoup d'entre eux ont aussi fait partie de précédents gouvernements. Mais, tous se sont, depuis lors, éloignés d'une formation avec les pratiques de laquelle ils avaient eu l'occasion de manifester, parfois publiquement, leurs désaccords. L'originalité du gouvernemen-

de M. Ghozali est de ne plus être marqué du sceau du FLN, qui devient ainsi un parti comme un autre.

Six ministres du gouvernement appartiennent à l'ancienne équipe de M. Hamrouche, dont celui de la défense, le général-major Khaled Nazari, qui conserve les mêmes responsabilités. Compte tenu de l'état de siège, cette décision est, somme toute, logique bien que le microcosme politique algérien le dise malade et partant.

Est-ce à cause de la mauvaise image induite par l'état de siège que le gouvernement compte dans ses rangs, pour la première fois en Algérie comme, sans doute, dans un pays

arabe, un ministre délégué aux droits de l'homme? La démarche symbolique n'échappera en tout cas à personne alors que le pays entend manifester qu'il a choisi la voie démocratique et que nombre d'islamistes opposent volontiers les droits de l'homme à ceux de Dieu.

Le titulaire de ce portefeuille, M. Ali Haroun, est un avocat d'affaires, ancien dirigeant de l'importante fédération de France du FLN durant la lutte pour l'indépendance. Comme quelques autres membres de la nouvelle équipe gouvernementale, il ne cachait pas ses critiques à l'égard du cours politique que suivait son pays. Il retrouvera au gouvernement le ministre de la justice, M. Ali

Benflis, l'un des membres fondateurs de la Ligue algérienne des droits de l'homme, déjà titulaire du même portefeuille dans le gouvernement précédent.

Une femme - une seule - est nommée ministre de la santé, Gynécologue et professeur de médecine, militante indépendantiste de la première heure - elle a été membre du MTLD, creuset d'où sont sortis nombre de dirigeants de la révolution algérienne. - M^{me} Nafissa Lalliam avait connu quelque notoriété lorsqu'elle s'était heurtée aux islamistes de son service à qui elle entendait faire respecter une tenue hospitalière appropriée.

étrangers. Il est réputé proche de M. Bouteflika, ancien ministre des affaires étrangères du président Boumedienne.

La volonté d'ouverture se manifeste avec la désignation, au poste délicat de ministre de l'économie, de M. Hocine Benissad. Professeur d'économie à l'université d'Alger, M. Benissad, sans être lui-même membre du Front des forces socialistes (FFS), avait fait acte de candidature à Alger, sous la bannière du parti de M. Ali Ahmed, lors de l'élection avortée du 27 juin.

Une attention particulière doit être, enfin, accordée au nouveau ministre des relations avec le Parlement, M. Aboubakar Belkaid. Haut fonctionnaire plusieurs fois ministre dans les années 80, notamment à l'intérieur, juste après les émeutes d'octobre 88, dans le gouvernement de M. Kadi Merbah, M. Belkaid aura la délicate responsabilité d'amadouer un FLN gâté par les divergences et les scissions mais force politique avec laquelle il faut encore compter.

Il lui faudra aussi faire la jonction entre un gouvernement qui n'est plus celui du FLN et une assemblée issue de l'époque du parti unique et dont la quasi-totalité des députés portent encore l'étiquette. M. Hamrouche avait dirigé l'Assemblée au knout, lui imposant souvent sa loi. M. Ghozali préfère séduire. Pour combattre le FIS, il a l'ambition de jeter les fondements d'une alliance jusqu'ici impossible entre un FLN renouvelé et les partis démocratiques, ce qui donne la mesure de la tâche confiée au nouveau ministre des relations avec le Parlement.

GEORGES MARION

M. Lakhdar Brahimi, chef de la diplomatie

Un médiateur infatigable

Les Libanais connaissent bien sa longue silhouette toujours un peu penchée. Pour ce diplomate chevronné la recherche de la paix au Liban ne fut que la dernière d'une série de missions délicates.

Né en 1934 au sud d'Alger, dans la région des hauts plateaux, diplômé en droit, Lakhdar Brahimi abandonne à vingt-deux ans l'institut d'études politiques de Paris pour, en pleine guerre d'indépendance, aller représenter le FLN en Asie du Sud-Est, avant d'être nommé délégué du GPRA (gouvernement provisoire de la République algérienne) à Tunis et au Caire. A vingt-neuf ans, il est le premier ambassadeur de la République algérienne en Egypte et représentant permanent de l'Algérie nouvellement indépendante à la Ligue arabe. C'est pendant ces sept ans, de l'après-guerre au début des années 1960, qu'il a été, que tout le monde arabe - dirigeants, opposants, réfugiés politiques - passe par le Caire, que le jeune ambassadeur tisse un vaste réseau de

connaissances qui perdurent aujourd'hui. Après la mort du raïs égyptien, il est nommé ambassadeur à Londres, poste qu'il occupe jusqu'en 1979 avant de rejoindre Alger. Membre du comité central du FLN de 1979 à 1984, il est, de 1982 à 1984, conseiller diplomatique du président Chadli Bendjedid pour lequel il accomplit un certain nombre de missions difficiles, comme une médiation entre la Syrie et l'OLP après l'invasion israélienne du Liban. Ses relations avec les Palestiniens datent de son séjour au Caire, et il est membre du conseil d'administration de l'institut d'études palestiniennes.

En 1984, toutefois, c'est la disgrâce. Le président Chadli, mal à l'aise avec les hommes de l'époque Bourmedienne, se sépare de M. Brahimi et celui-ci quitte Alger pour occuper, à Tunis, la poste de secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, dont il était encore titulaire. Là, de nouveau, il a l'occasion d'exercer ses talents de négociateur, notamment pendant la san-

glante bataille des camps palestiniens du Liban qui oppose, à partir de 1985, le mouvement chiite syrien Amal aux combattants de l'OLP, pour lesquels il obtient une aide koweïtienne de nature à desserrer l'étau qui les étreint.

Lors de la première tentative de règlement de la crise libanaise par un comité de six Etats arabes, présidé par le Koweït, il est choisi comme représentant spécial et, à ce titre, effectue de nombreux voyages, quelquefois périlleux, au Liban. Au cours de l'un d'eux, alors que les bombes pleuvent sur Beyrouth, et qu'il préside une délégation avec l'ambassadeur du Koweït à Damas, il obtient, au grand soulagement des Libanais, une trêve de près de trois semaines. Il sera élu au poste d'ambassadeur spécial du comité tripartite arabe (Arabie saoudite, Maroc, Algérie) à l'issue du sommet de Casablanca. - Infatigable médiateur, ce diplomate, chaleureux et distant à la fois, qui croit aux vertus des contacts humains, se rend sans

relâche et sans exclusive auprès de tous les intéressés, libanais, européens, américains, et représentants de l'ONU plaçant la cause du Liban.

Quand, après l'accord de Taëf sur la fin de la guerre civile, les Libanais incrédules viennent spontanément lui offrir des fleurs pour le remercier de son action, il se garde de tout triomphalisme, affirmant même : «Si on arrive à donner un président et un gouvernement au Liban, ce n'est peut-être que 10 % du processus, mais c'est énorme». Aujourd'hui la paix se profile au Liban et M. Brahimi y est assurément pour quelque chose.

De retour aux affaires, en Algérie, de cet homme indépendant et courageux politiquement - il sait se montrer très critique, au risque de l'éloignement - est l'un des signes de la volonté de changement du nouveau premier ministre, dont il est un ami.

F. Ch.

La nouvelle équipe

Le cabinet que dirige M. Sid Ahmed Ghozali comprend, outre le secrétaire général du gouvernement, vingt-sept membres dont sept ministres délégués. Le ministre de la jeunesse et des sports et le ministre délégué au logement seront désignés ultérieurement.

Ministres : défense nationale : M. Khaled Nazari ; affaires étrangères : M. Lakhdar Brahimi ; relations avec le Parlement et les associations : M. Aboubakar Belkaid ; intérieur et collectivités locales : M. Abdelatif Rahal ; justice : M. Ali Benflis ; économie : M. Hocine Benissad ; énergie : M. Nardine Ali Lahoussine ; éducation : M. Ali Benmohamed ; travail et affaires sociales : M. Mohamed Salah Mentouri ; industrie et mines : M. Abdenour Keramane ; postes et télécommunications : M. Mohamed Serradj ; municipalités (anciens combattants) :

M. Brahimi Chibout ; communication et culture : M. Chikhi Bouamrane ; affaires religieuses : M. M^{me} Hamed Benredouane ; santé : M^{me} Nafissa Lalliam ; université : M. Djillali Liabes ; transports : M. Mourad Belgacem ; agriculture : M. Mohamed Elyes Mesli ; équipement et logement : M. Mustapha Harrati ; formation professionnelle et emploi : M. Mohamed Boumahrat.

Ministres délégués : droits de l'homme : M. Ali Haroun ; recherche, technologie et environnement : M. Cherif Fiaji Slimane ; collectivités locales : M. Abdelmadjid Tebbane ; trésor : M. Ali Benouari ; budget : M. Mourad Medelci ; commerce : M. Ahmed Fodil Bey ; petite et moyenne industrie : M. Lakhdar Bayou.

Secrétaire général du gouvernement : M. Kamel Leulmi.

AFRIQUE DU SUD : après l'abolition de la dernière loi de l'apartheid

Le président De Klerk demande la levée des sanctions

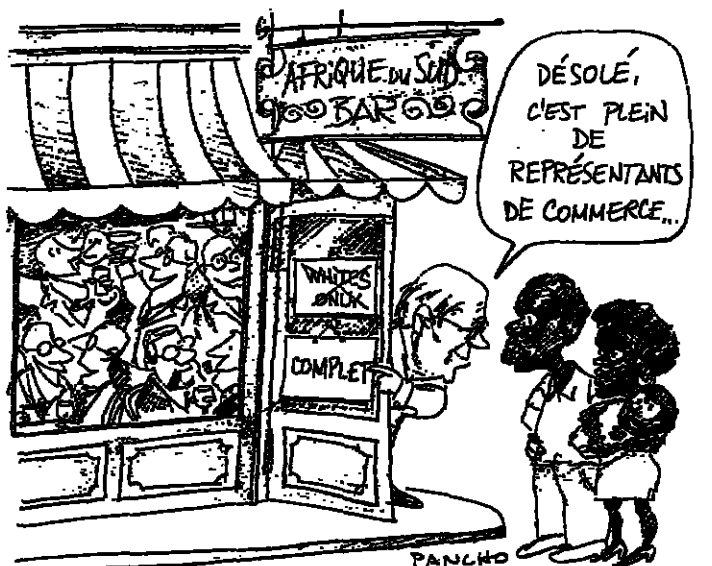
Le Congrès national africain (ANC) s'est félicité, dans un communiqué, de l'abrogation par le Parlement, lundi 17 juin, de la loi sur la classification raciale de la population. Mais l'ANC a invité la communauté internationale à maintenir les sanctions «jusqu'à ce qu'il soit évident que le processus» devient «irréversible». Le secrétaire général de l'ONU s'est déclaré «ravi» de la suppression du dernier pilier juridique de l'apartheid. Pour sa part, M. Douglas Hurd, le chef de la diplomatie britannique, a salué la «remarquable constance» du président Frederik De Klerk et confirmé qu'il se rendrait, en juillet, en Afrique du Sud. Quant aux Etats-Unis, ils ont salué, par la voix du porte-parole du département d'Etat, ce «moment historique», tout en précisant que la cinquième condition à la levée des sanctions américaines - la libération des prisonniers politiques - n'était pas encore complètement remplie.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Devant les députés des trois chambres (Blancs, Métis et Indiens) qui venaient de voter l'abrogation, M. De Klerk, manifestant sa satisfaction, a souligné qu'il avait tenu parole en faisant annuler les derniers textes de l'apartheid avant la fin de la session parlementaire.

Le président a estimé qu'un dernier pas restait à franchir, celui d'une «nouvelle Constitution qui garantisse participation et représentation à tous les Sud-Africains, dans une vraie démocratie, avec une protection réelle des minorités». Il s'est réjoui de l'adhésion de la majorité des Sud-Africains au processus de réformes, montrant du doigt «une frange de la population» guidée par «le Parti conservateur (CP) et quel-



ques organisations extraparlamentaires hostiles à la fin de la discrimination».

Il a aussi repris point par point les reproches qui lui sont adressés à propos de la libération des prisonniers politiques et du retour des exilés. Il a affirmé que les discussions continuaient avec l'ANC, en dépit du «prétendu ultimatum» de ce mouvement et «des supplications des médias».

M. De Klerk ne voit pas d'autre solution pour continuer à aller de l'avant que l'organisation d'une «conférence multipartite» que «tous les protagonistes importants appellent de leurs vœux». Il estime, cependant, qu'au préalable, l'ANC doit régler les problèmes des «caches d'armes», abandonner définitivement la «lutte armée» et renoncer à ses «démonstrations de masses», qu'il juge «souvent répétitives». Alors que l'organisation de M. Nelson Mandela revendiquait, le matin même, un demi-million d'adhérents, le chef de l'Etat a exigé que celle-ci étoffe sa représentativité afin que ses respon-

sables aient une «réelle autorité pour négocier». «L'ANC doit maintenant commencer à penser, parler et agir comme une organisation qui croit réellement aux négociations et fait la preuve de son engagement», a dit M. De Klerk. Très ferme à l'égard de l'organisation nationaliste qui ne l'a pas ménagé au cours des derniers mois, il s'est, surtout, adressé à la communauté internationale.

Si les Européens ont déjà annoncé leur intention de lever les sanctions et même commencé à le faire, les Etats-Unis sont toujours liés par la loi de 1986 qui pose cinq conditions à la levée de ces dites sanctions, la dernière condition - la libération des prisonniers politiques - n'étant pas complètement remplie. M. De Klerk a toutefois rappelé à la Maison Blanche et au Congrès américain que les engagements de Pretoria ont été tenus et que la mise en quarantaine de l'Afrique du Sud n'a plus de raison d'être.

FREDERIC FRITSCHER

Prochaine réintégration dans le mouvement olympique

L'Afrique du Sud n'a jamais été aussi proche de sa réintégration au sein du mouvement olympique, et de sa participation aux Jeux de 1992 à Albertville (France) et à Barcelone (Espagne). Après l'abolition de la loi sur la classification de la population, rien ne semble plus désormais s'opposer à un retour de ce pays dans le mouvement sportif international.

La session du Comité international olympique (CIO), à Birmingham (Angleterre), avait donné les pleins pouvoirs à son président, M. Juan Antonio Samaranch, pour inviter l'Afrique du sud à Albert-

vile, puis à Barcelone, «dès que les conditions de sa réintégration dans le giron olympique seront remplies».

Le CIO pourrait utiliser ce pouvoir dès le 9 juillet, à l'issue d'une réunion, à Lausanne (Suisse), entre cette commission et le comité olympique sud-africain intérimaire (INOCSA), reconnu pour le moment «sous condition» par le CIO. Celui-ci exige désormais la fusion des différentes fédérations sud-africaines existantes sur des bases non raciales. Le processus est en cours.

On y prend goût
NOUVELLES FRONTIÈRES

I est un lieu où il ne pleut jamais au cœur des pubs irlandais. On y entre vite fait pour se sécher... puis, impossible de s'en détacher : les histoires y sont savoureuses et l'ambiance si chaleureuse !
DUBLIN 990 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS. PRIX MINIMUM
TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

AFRIQUE

Les mutations au Maghreb

Rabat souhaite que l'Algérie réussisse son expérience démocratique

Ca tangué en Algérie. Ça secoue en Tunisie. Ça bouge en Mauritanie. Alors que ses voisins maghrébins sont pris dans la tourmente, le Maroc, lui, paraît s'être installé dans une sorte de torpéur politique, à peine troublée par le remue-ménage qu'orchestre une bande de jeunes islamistes à la faculté de médecine de Casablanca, et qui risque de coûter une « année blanche » aux carabins.

RABAT

de notre envoyé spécial

Les événements d'Algérie, que les médias locaux couvrent de manière très factuelle tant il leur semble hasardeux de les commenter, ne laissent pas d'inquiéter et d'intriguer bon nombre de Marocains. Les gens au pouvoir qui aiment jouer avec l'idée que le royaume chrétien est un modèle de démocratie expriment, sur un ton de condescendance navrée, le regret que les louables efforts entrepris par leurs voisins pour ouvrir le jeu politique aient donné lieu à de sérieux dérapages.

Rompues, en 1976, après la reconnaissance par l'Algérie de la République arabe sahraïe démocratique (RASD), les relations diplomatiques entre les deux pays avaient été rétablies, à grand peine, en mai 1988. Les dirigeants marocains s'interrogent, aujourd'hui, sur l'avenir du président Chadli Bendjedid, dont ils avaient fini par apprécier la « modération ».

Ne comptaient-ils pas sur lui pour les aider à trouver une solution honorable pour tous au problème du Sahara occidental — comme l'a montré la récente visite, à Oran, de Hassan II — alors que se prépare, sous les auspices de l'ONU, un référendum d'autodétermination au résultat quelque peu incertain ? Qu'à la faveur des événements les caducques du FLN, voire les militaires, récupèrent le devant de la scène n'arrangerait évidemment pas leurs affaires.

Pas d'amalgames

Les craintes ne sont pas moins vives dans les rangs de l'opposition devant les risques d'explosion du « laboratoire » démocratique algérien pour cause de mauvaise « manip ». « Ça nous aiderait qu'ils réussissent leur expérience », confie M. Abderrahim Bouabid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). « Il faut que ça pousse de tous les côtés. On ne peut pas continuer à vivre de faux semblants, ajoute M. M'Hammed Boucetta, secrétaire général du parti de l'istiqal. Nous n'avons pas eu d'élections loyales depuis 1963. Le jeu est faussé par l'intervention impulsive et démesurée de l'administration ».

Des élections législatives sont prévues pour juin 1992. Mais les partis d'opposition ne souhaitent pas lancer, dès maintenant, le débat sur une réforme constitutionnelle qui permettrait la mise en place d'un vrai Parlement et d'un vrai gouvernement. Pas question d'embarrasser Hassan II, dont l'attention, pour les mois à venir, est mobilisée par l'affaire du Sahara occidental.

« C'est la priorité absolue », convient M. Boucetta. « Nous avons déjà présenté verbalement nos revendications au roi », précise M. Bouabid. « Nous vivons dans un climat d'immobilisme crispé », assure M. Nadir Yata, rédacteur en chef du quotidien procommuniste *Al Bayane*. Il ne s'en félicite pas moins de voir dans cette course d'obstacles à la démocratie le Maroc tenir le bon rôle, celui de la sage tortue, abandonnant à l'Algérie celui du lièvre folâtre.

Les islamistes sont-ils capables de bousculer ce bon ordre des choses ? Il n'y a pas « d'april vert » en la demeure, du moins dans l'immédiat, ne cesse-t-on de répéter. « Il faut éviter les amalgames faciles », insistent les milieux autorisés. Ici, le terrain religieux a toujours été, il est vrai, solidement occupé, d'en haut, par le roi, par le titre de « commandeur des croyants » et, à la base, par des mouvements maraboutiques. En outre, le Maroc n'a pas connu, comme ses voisins algériens et tunisiens, de tentatives plus ou moins sournoises de laïcisation de la société qui ont nourri la contestation intégriste.

Il n'empêche qu'au nom du rigorisme moral et de la justice sociale — des thèmes de prêche qui, ici, font mouche — les intégristes s'activent pour hâter l'avènement du royaume d'Allah. Déjà, dans les années 70, la montée du gauchisme avait suscité la création du Mouvement de la jeunesse islamique, mêlé à l'assassinat de Omar Benjelloun, membre du bureau politique de l'USFP. A l'époque, dans une lettre ouverte intitulée *L'Islam ou le déluge*, M. Abdessalam Yacine, chef de file de l'association clandestine El Adl Wal Ihsane (Justice et Spiritualité), s'était enhardi jusqu'à donner des conseils de gouvernement à Hassan II. Son impudence lui avait valu d'être aussitôt placé dans un établissement psychiatrique.

Justice et Spiritualité est, aujourd'hui, privée de moyens d'expression comme de commandement : son chef est en résidence surveillée et les membres de son comité de direction sous les verrous. S'inscrivent, dans le sillage de cette association, l'Association islamique de M. Abdellah Benkirane, donnée pour « modérée », et des confréries qui se consacrent à l'éducation des masses. Le pouvoir, auquel l'opposition reproche de s'être, à l'occasion, servi des intégristes comme d'utiles trouble-fêtes a utilisé toutes sortes de tactiques — de la manipulation à la

répression en passant par l'intimidation — pour contenir le « péril vert » sans jamais chercher à l'affronter vraiment.

La vigilance royale n'a, cependant, pas entamé la détermination de certains islamistes — condamnés, entre autres motifs, pour « troubles à l'ordre public », une centaine sont en prison — qui n'hésitent plus à déployer leurs bannières dans la rue. On les a notamment vus en mai 1990 lors d'une manifestation en faveur de la Palestine, le 3 février, à l'occasion d'une marche de soutien à l'Irak, et pendant le traditionnel défilé du 1^{er} mai. Ils tentent de faire de l'entrisme aussi bien dans les syndicats que dans les universités, surtout si, comme à la faculté de médecine de Casablanca, il y a un vide à combler.

Les yeux doux

Le monde politique, qui, jusqu'alors, les ignorait superbement, commence à leur faire les yeux doux. Le Front islamique du salut (FIS) « n'est pas un mouvement fondamentaliste. Il cherche la stabilité et exprime l'opinion de l'homme de la rue », explique M. Bouabid. Il se dit prêt à dialoguer avec ses compatriotes intégristes, qui comptent des « personnalités respectables et compétentes », pour creuser ce qu'ils ont dans la tête. Même indulgence et même refus de tout a priori de la part de M. Boucetta. « Il faut les considérer comme des partenaires, pas comme des adversaires », souligne-t-il. Ils veulent un retour aux valeurs traditionnelles de l'Islam. Notre programme n'est pas très éloigné du leur.

Ces intempéries politiques qui secouent l'Algérie vont-elles donner du tonus aux mouvements islamistes, qui sont devenus un élément durable du jeu politique local sans pour autant être en mesure de le bouleverser de fond en comble ? « Hassan II ne manquera pas d'espace pour manœuvrer », raconte un universitaire. Il maintient le contact avec les intégristes, qui n'ont pas les moyens de lui dicter sa conduite.

Les cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA) sont appelés à marcher du même pas, politique et économique. « Il n'y aura pas d'union solide sans démocratie dans chacun des Etats membres », note M. Boucetta. Pas d'union durable non plus si le couple algéro-marocain — qui est un peu à l'UMA ce qu'a été à la CEE le couple franco-allemand — bat de l'aile. Or, pour juger des bons sentiments d'Alger à son égard, Rabat ne voit, pour le moment, pas de meilleur test que celui du Sahara occidental, vieux problème de discordie entre voisins, dont le sort lui importe plus que tout. Pour Hassan II, le péril est encore aux frontières.

JACQUES DE BARRIN

TOGO : la réunion d'une conférence nationale

La « victoire » de l'opposition provoque la grogne des militaires

Comme une formule magique, l'acceptation du principe d'une conférence nationale par le général Eyadéma, au pouvoir depuis un quart de siècle, a soudainement, et sans doute provisoirement, calmé les esprits. Après quarante-huit heures de scènes d'émeutes dans la capitale, le pouvoir et l'opposition sont récemment parvenus à un compromis qui, selon les observateurs, permet au président de limiter la casse.

LOMÉ

correspondance

Le document stipule que « le gouvernement accepte l'organisation d'une conférence nationale le 24 juin 1991 », dont le chef de l'Etat s'engage à « ne pas remettre en cause les décisions ». Ce forum débouchera sur « la constitution d'un gouvernement de transition dirigé par un premier ministre, issu de la conférence nationale ». La nouvelle équipe gouvernementale devra « comporter toutes les sensibilités politiques ». Placées « sous le contrôle d'observateurs », des élections sont prévues au terme de la période de transition, dont la durée reste à déterminer, afin de donner à chacun la possibilité de se soumettre à l'égalité de chances au verdict des électeurs.

L'opposition, qui avait fait de la démission du président de la République son cheval de bataille — elle avait, à cet effet, lancé un mot d'ordre de grève illimitée, le 6 juin, — a finalement fait une concession de taille : « Pendant la conférence nationale et la période de transition, le chef de l'Etat assumera ses fonctions en tant que garant de la continuité de l'Etat ».

Des comptes à régler

Le général Eyadéma s'en sort plutôt bien. « Le débat est cadré et les prérogatives du chef de l'Etat sont préservées », constate visiblement satisfait, le ministre de l'Intérieur, signataire, avec le Collectif de l'opposition démocratique (COD), de cet accord. Le plus dur reste à faire. La discussion sur la composition et le règlement de la conférence nationale risque fort de tourner à la fuite d'empoigne, d'autant que le COD est loin

d'être une organisation homogène. L'alliance tacite conclue entre les durs et les modérés, entre les avocats « petits-bourgeois » et les intellectuels « marxistes » pourrait voler en éclats.

Le futur premier ministre aura, lui, la rude tâche de gérer une économie malade et de satisfaire les revendications des agents de l'Etat, à l'image des enseignants, qui demandent 75 % de hausse de salaire. Autre inconnue de taille : l'attitude de l'armée. Les militaires

sont sortis humiliés de cette crise pour avoir reçu l'ordre d'assurer la sécurité avec des matras et des bâtons. Cette phrase, lourde de conséquences, est de plus en plus souvent entendue chez les officiers, qui commandent 12 000 hommes bien entraînés et bien équipés et qui, de surcroît, sont quasiment tous d'ethnie kabyle, celle du président.

JEAN-KARIM FALL

VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-68
MINITEL 36.15 CODE A 3 T
puis OSP

ADI, Office notarial de FERRAY-EN-YVELINES (M. GRUEL), le 26 JUILLET 1991
BEAU TERRAIN de 770 m² AUX ESSARTS-LE-ROI - 78
17, rue de l'Yvette
près des résidences de Bois
Mise à Prix : 400 000 F
Consig. pour ench. 30 000 F. Chq. ou Sdr. à l'échéance. Tél. : 34-04-97-32. 93.

Vte s'ens. Pal. Just. CRÉTIL (94), Jeudi 4 JUILLET 1991, à 9 h 30
APPARTEMENT à FONTENAY-SOUS-BOIS (94120)
59, rue André-Laurent, au rez-de-ch. en façade S/E, COMPARTIMENT 1 Po. - Cuisine et Cabinet de toilette - M. à P. : 20 000 F
S'adr. M. Th. MAGLLO, avocat à CRÉTIL (94000), 4, allée de la Terrasse-Fr. - Tél. : 49-50-01-85. Vis. spt. 2 JUILLET, de 11 h à 12 h.

Vente après liquidation au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 4 JUILLET 1991, à 14 h 30, en deux lots
à CLICHY (92) - 17, Villa Emile
1^{er} lot : APPARTEMENT de 2 P. plus grenier, cave loué - Mise à Prix : 200 000 F
2^e lot : CAVES - Mise à Prix : 1 000 F
Maître Yves TOURAILLÉ, avocat à Paris-8, 48, rue de Cligny
Tél. : 48-74-45-85, M. BRIGITE PENET, liquidateur à PARIS-8, 3, rue du Renard
Visites les 22, 25, 26 juin, de 10 h 30 à 12 heures.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 4 JUILLET 1991, à 14 h 30, en un seul lot
à PARIS-17^e, 15, rue Sauffroy
dans un immeuble, au rez-de-chaussée
UN APPARTEMENT de type F 2
de 30 m² environ, comprenant : entrée, 2 pièces, salle de bains
Mise à Prix : 170 000 F
S'adr. Maître Denis TALON, avocat à PARIS-17^e, 20, quai de la Mégisserie, Tél. 40-26-06-47, et les avocats près le TGI de PARIS, sur les lieux pr visiter.

Vente après liquidation au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 11 JUILLET 1991, à 14 h 30, en un lot
PAVILLON à FOUCHEROLLES (Loiret) sur terrain de 2 613 m²
Lotissement « Bois de la Cloche » n° 2
(de 3 pièces principales + garage)
LIBRE - Mise à Prix : 180 000 F
Maître Yves TOURAILLÉ, avocat à Paris-8, 48, rue de Cligny, Tél. 48-74-45-85, M. BRIGITE PENET, liquidateur à PARIS-8, 3, rue du Renard, Visites les 27 juin, 6 et 8 juillet, de 14 h à 16 h 30.

Vente sur Licitation au Palais de Justice d'EVRY rue des Mésanges, le Mercredi 19 JUILLET, à 14 heures
DEUX LOTIS
1^{er} lot : **TERRAIN de 75 a env. à BREUX (91)**
Lieux-dits « Les Champs-de-Bas »
2^e lot : **MAISON d'habitation à JOUY**
Commune de BREUX (Essonne) - 34, rue du Docteur-Bubla
Chemin départemental n° 19, comprenant au rez-de-chaussée : entrée, cave et garage - 1^{er} étage de cuisine, salle à manger, chambre, WC et salle de bains - terrasse - JARDIN devant et derrière - Cadastre pour 5 a
Mise à Prix : 1^{er} lot : 7 000 F - 2^e lot : 1 000 000 F
avec faculté de baisse de 1/4, 1/3 ou 2/3 en cas de non enchères
Consig. préalable indisp. pr ench. - Pour prendre connais. du cahier des charges, s'adr. au Greffe du Trib. de gte Just. d'EVRY, les lundis et jeudis, de 9 h à 11 h et de 13 h à 16 h - Min. 36-16 code Javen - Pr renseignements, écrire à M. DAMOISEAU, 20, r. du Général Ledere à CORBEIL-ESSONNES.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 4 JUILLET 1991, à 14 h 30, en un seul lot
dans un immeuble, au premier étage, bâtiment unique, etc. A
DEUX STUDIOS à PARIS-15^e
24, rue l'Abbé Groult
comp. chacun : entr. avec coin cuis., séjour av. balcon, bains, WC
Mise à Prix : 350 000 F
S'adr. Maître Denis TALON, avocat à PARIS-15^e, 20, quai de la Mégisserie, Tél. 40-26-06-47, et les avocats près le TGI de PARIS, sur les lieux pr visiter.

ADJUD. s'ensuivra, chambre des notaires, Paris (1^{er}) 12, av. Victoria, mardi 2 juillet 1991, à 14 h 30 - d'un APPARTEMENT
5 PIÈCES - 121 m² - LIBRE à PARIS (3^e)
13, RUE FROISSART - MISE A PRIX : 2 640 000 F
Consig. 528 000 F - VIS. spt. les 22, 26, 28, 29, 30, 1^{er} à 12 h - Les 20, 26, 27, 28 juin de 14 à 17 h - M. PELONI, not. à Paris (16^e) 15, av. Victor-Hugo - Tél. : 45-00-33-63 - M. LIBOSART.

Cah. de M^{rs} SEBAUX et HALLAIS, avocats associés à Blois (41) 2, rue d'Artois - Tél. : 54-74-33-92 - Vente s'ensuivra immob. au palais de justice à Blois, le JEUDI 4 JUILLET 1991, à 14 heures
1^o - **LA FERME de la COTENSIÈRE à SELLES-SUR-DENIS-41**
61 ha. 01 a 80 ca dont 2 étangs 4 ha et 1 h 50 a - 23 ha env. terres cultivables - 32 ha env. friches et taillis.
Mise à prix : 550 000 F
2^o - **CHÂTEAU de VILLEMORANT à NEUNG-SUR-BEUVRON**
et MONTREUX-EN-SOLOGNE (41) - construit au 19^e siècle avec murs en briques et toiture d'ardoises - Maison de gardien, autre maison à prox. du château - Parc autour - TERRES - BOIS - TAILLIS - Le tout pour une contenance de 23 ha 35 a 39 ca.
MISE A PRIX : 600 000 F
3^o - **HÔTEL-RESTAURANT à VILLEFRANCHE-SUR-CHER-41**
« Le Monzangé », construit de 3 bts à l'abandon - Un hangar - Un 2^e bdt. de construction récente - Le tout d'une contenance de 76 a 92 ca - Mise à prix : 50 000 F.

36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

⇒ BACCALAURÉAT ⇒ BREVET

POUR VOS CORRIGÉS TAPEZ 36.15 LMBAC 36.15 EDUC

- Philosophie
- Français (élèves en 1^{re})
- Histoire-Géographie
- Mathématiques
- avec l'Association des professeurs de Mathématiques
- Sciences Physiques
- avec l'Union des physiciens
- Sciences Naturelles
- avec l'Association des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1)
- avec l'Association des professeurs de langues vivantes
- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

Le service des corrigés vous est proposé par :

HACHETTE Education

Onisep

MNEP

Education

ESIG

مكتبة العالم

EUROPE

A Bonn

L'Allemagne et la Pologne ont signé un traité de bon voisinage

Neuf mois après l'unité allemande et cinquante-deux ans après l'agression nazie contre la Pologne, Bonn et Varsovie établissent de nouveaux rapports, concrétisés par la signature, lundi 17 juin à Bonn, par le chancelier Kohl et le premier ministre polonais, M. Krzysztof Bielecki, d'un « traité de bon voisinage et de coopération ».

BONN

de notre correspondant

Les membres des deux délégations regardaient obstinément le bout de leurs chaussures en traversant le parc de la chancellerie pour participer à la cérémonie de signature du « traité historique » normalisant les rapports entre l'Allemagne et la Pologne. Cette attitude n'avait pourtant rien à voir avec un quelconque sentiment de honte ou de culpabilité à l'égard de ce document. C'était la seule manière d'éviter de regarder le ciel où tournoyaient inlassablement deux petits avions traînant derrière eux des banderoles où l'on pouvait lire : « La Silésie est à nous ! » et « Renoncer, c'est trahir ! ».

Les associations de réfugiés des territoires allemands cédés à la Pologne entendaient ainsi protester contre un traité qui met fin à leurs espoirs de récupérer « 104 000 kilomètres carrés de terres marquées par 750 ans d'histoire allemande ». Un combat d'arrière-garde contre l'ac-

tion d'un chancelier Kohl qui avait tenu à marquer symboliquement qu'il s'inscrivait dans la continuité de ses prédécesseurs : le document a été signé sur le bureau, plutôt kitsch, ayant appartenu à Konrad Adenauer et sous le regard de Willy Brandt, invité pour l'occasion.

Le principal obstacle à la normalisation des relations entre Bonn et Varsovie, la question de la frontière Oder-Neisse, avait été écarté par la conclusion de l'accord le 12 septembre 1990, dans lequel il était spécifié que « les frontières extérieures de l'Allemagne unifiée sont celles de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande ». Les anciens vainqueurs de la seconde guerre mondiale avaient ainsi aidé le chancelier Kohl à rendre son opinion publique consciente du fait que, sans acceptation définitive de la frontière Oder-Neisse, il n'y avait pas d'unité allemande possible.

« Droit au retour » allemand ?

Le chancelier s'était pourtant attaché, bien avant la chute du mur de Berlin, à établir les bases de nouvelles relations avec une Pologne qui se débarrassait par étapes du joug communiste. Le 9 novembre 1989, il se trouvait en visite officielle à Varsovie, discutant de ce futur traité avec le premier ministre de l'époque, M. Tadeusz Mazowiecki, premier chef de gouvernement non communiste de la Pologne d'après-guerre.

Le document signé lundi doit beaucoup, dans son inspiration, à celui qui a mis fin, il y a vingt-sept ans, à l'antagonisme séculaire entre la France et l'Allemagne. On y trouve même cette institution qui, dans l'esprit du chancelier, doit garantir pour les générations à venir les bonnes relations entre les deux peuples : un office germano-polonais de la jeunesse, à l'image de l'office franco-allemand du même nom.

A la différence du traité franco-allemand, le traité polono-allemand consacre plusieurs articles à la garantie des droits de la minorité allemande en Pologne. Il est notamment spécifié que « les citoyens polonais de souche allemande, qui se reconnaissent dans la langue, la culture et la tradition allemande (...) ont le droit de manifester librement leur identité sans être soumis contre leur volonté à une pression assimilationniste ». Les négociateurs allemands, poussés par les associations de réfugiés, auraient ainsi aller plus loin dans ce sens. Varsovie a ainsi refusé que les panneaux indicateurs soient bilingues dans les régions de concentration de cette minorité, tout comme la possibilité pour elle de bénéficier de la double nationalité.

Les garanties offertes aux Polonais de souche allemande - dont le nombre reste un point vivement contesté entre les deux gouvernements - est le prix que doit payer une Pologne qui compte essentiellement sur l'appui de Bonn pour résoudre deux problèmes vitaux pour son avenir : le rééchelonnement et la remise d'une partie de sa

dette extérieure et le rapprochement avec la Communauté européenne. Sur le premier point, Bonn, sans aller aussi loin que Washington, se fait l'avocat de mesures généreuses envers Varsovie au sein du Club de Paris, le gouvernement allemand étant conscient du fait qu'une déstabilisation politique et sociale en Pologne aurait des répercussions immédiates en Allemagne.

L'adhésion polonaise à la CEE est évoquée dans l'échange de lettres entre MM. Hans-Dietrich Genscher et Krzysztof Skubiszewski qui accompagne la signature du traité : « Le gouvernement de la République de Pologne déclare que, dans la perspective d'une adhésion de la Pologne à la Communauté européenne, des possibilités existent permettant l'installation croissante de citoyens allemands sur le territoire de la République de Pologne ».

Bien que ne faisant pas partie du traité devant être ratifié par les parlements des deux pays, cette déclaration peut se révéler perverse à l'avenir. C'est sur celle-ci que les irrédentistes allemands entendent désormais s'appuyer pour bénéficier d'une sorte de « droit au retour » qui pourrait aboutir, avec l'aide du deutchemark, à une « recolonisation » des territoires perdus. On devrait donc voir, dans les prochains mois et les prochaines années, les associations de réfugiés et la droite allemande se faire les avocats de l'adhésion la plus rapide possible de la Pologne à la CEE.

LUC ROSENZWEIG

ITALIE : les élections régionales

Large victoire de la Démocratie chrétienne en Sicile et recul des anciens communistes

Large victoire de la Démocratie chrétienne, naufrage des anciens communistes et de l'extrême droite, coup d'envoi réussi pour un nouveau parti local, le Réseau, dont le mot d'ordre est la lutte contre la Mafia. Tels sont les principaux enseignements du scrutin qui s'est déroulé, dimanche 16 juin, en Sicile pour le renouvellement du « parlement » régional de l'île.

ROME

de notre correspondant

Les quatre millions d'électeurs siciliens qui renouvellent tous les cinq ans les quatre-vingt-dix conseillers de leur assemblée régionale n'ont pas, c'est le moins qu'on puisse dire, la fibre très révolutionnaire. Cent quatre listes et plus d'un millier de candidats se disputaient, dimanche 16 juin, leurs sièges, et c'est un « gouvernement » local, fondamentalement peu différent du précédent, qu'ils ont décidé de reconduire.

Avec 42,3 % des voix contre 38,8 % en 1986, la Démocratie chrétienne, qui règne sur l'île depuis des décennies, atteint son plus haut niveau historique. Elle dirigera donc, comme avant, la « giunta » régionale, et ses douze « ministres-assesseurs », aidés de leurs vingt et un mille bureaucrates, continueront de gérer, à leur guise, un budget régional qui dépasse l'équivalent de 110 milliards de francs par an.

La constitution italienne, qui a toujours laissé une large place à la spécificité et à l'autonomie régionale, prévoit que le parlement régional de l'île peut voter tous les textes qu'il veut, pourvu que ceux-ci n'entrent pas en contradiction avec les lois de la République. L'assemblée ne s'en est donc pas privée et elle a voté en catastrophe, le 2 mai, l'augmentation générale des salaires des fonctionnaires de l'île (pour 2 milliards de francs) ainsi que la recapitalisation des deux premiers établissements - publics - de crédit de la Sicile, pour 5 milliards de francs.

Le Réseau de M. Orlando

Dans une île qui souffre d'un chômage endémique et qui a élevé le clientélisme au niveau d'un art de vivre, ces mesures de dernière heure se sont peut-être révélées utiles. En tout état de cause, la démocratie chrétienne n'a pas souffert le moins du monde de la montée en puissance d'un tout nouveau parti, le Réseau, fondé il y a quelques mois par son plus célèbre transfuge, M. Leoluca

Orlando. Le Réseau, qui paraît de rien, est en fait une bonne image-perspective de son chef, a obtenu 7,3 % dans l'île, soit plus de 200 000 voix, recueillies pour l'essentiel dans la capitale, Palerme, et ses environs.

Ancien maire démocrate-chrétien de la ville, jeune (quarante-quatre ans), dynamique, quelquefois confus mais très populaire, M. Orlando a fait sa campagne « pour une manière plus propre de faire la politique » et sous la bannière d'un virulent credo « anti-Mafia ».

Récemment exclu de son parti après avoir virtuellement accusé ses anciens compagnons de « coupables complicités » avec la mafia sicilienne, une accusation qu'il lance contre M. Orlando avait perdu sa maîtrise et sa majorité démocrate-chrétienne pour avoir tenté de gouverner la ville avec les adversaires de la DC au plan

national, à savoir les « Verts » et les « communistes ».

Résultat : alors que son ancien parti s'envole, que ses ennemis jurés, les socialistes, maintiennent leurs positions avec 15,5 % des voix, ses alliés écologistes s'écroulent (0,9 %) et les anciens communistes du PDS passent de 19,4 % en 1986 et 15,4 % aux législatives de 1987 à 11,3 %, leur plus mauvais score historique. Il est vrai que le PDS n'a plus grand-chose à voir avec l'ancien PCI et qu'il allait à la bataille en ordre dispersé : refusant la grande mutation social-démocrate de février dernier, un groupe de « refondateurs » avait fait scission au nom de la renaissance du marxisme démocratique.

Ces derniers, qui se sont appropriés la vieille bannière prolétarienne de la faucille et du marteau, ont « fait » 3,2 %. Manquant encore quelques points au score communiste global de naguère et c'est évidemment dans l'es-

carole de M. Orlando qu'il faut aller chercher. C'est également sur les listes du Réseau que se sont portées les quelque cent vingt mille voix que le MSI néo-fasciste a perdues entre 1986 et 1991.

Le parti, qui jouit, historiquement, d'une image d'opposant déterminé à la Mafia, est revenu de 9,2 % des voix à 4,8 %. Ce naufrage, en partie lié aux ambitions démocratiques et relativement libérales de son nouveau secrétaire général, M. Pino Rauti, a immédiatement provoqué la démission de ce dernier et un congrès extraordinaire devrait être convoqué incessamment.

Aucun bouleversement de ce genre n'est à envisager dans le reste de la partition italienne, les quatre partisans de la majorité gouvernementale sortant globalement renforcés du scrutin.

PATRICE CLAUDE

URSS : les conservateurs face aux projets de M. Gorbatchev

Suite de la première page

A la faveur d'une pause, on demanda au président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, en bras de chemise et la chaise orange, si la majorité des problèmes était réglée. « En termes de quantité, oui », répondit-il de son bon accent ukrainien avec l'air de celui qui n'est pas tombé de la dernière pluie : le projet de traité comporte en effet vingt-sept articles. « Mais en termes d'importance, les trois ou quatre problèmes qui subsistent touchent au principe politique de la construction de nos Etats souverains et si l'on ne les résout pas, on ne peut pas aller de l'avant. » Comme dit le proverbe, le diable est dans les détails.

Les participants à la réunion de Novo-Ogarevo ont ensuite reçu l'économiste Grigori Iavlinski qui, de retour des Etats-Unis, leur a exposé le plan de réforme économique élaboré avec une équipe de l'université de Harvard. Plus tôt dans la journée, il était allé défendre successivement devant le président russe Eltsine. La télévision russe avait demandé dimanche à M. Iavlinski, à son arrivée à l'aéroport, s'il ne craignait pas que son plan subisse le même sort que celui des « cinq cents jours », d'abord bien accueilli puis rejeté par M. Gorbatchev à l'automne dernier. « Bien sûr que je le crains », rétorqua M. Iavlinski.

Pas vous ? ». Sortant lundi du bureau de M. Gorbatchev, le jeune économiste russe a pourtant affirmé à l'agence Tass que le chef de l'Etat soviétique avait réagi de manière « assez positive ».

« Derrière Israël... »

Mais celui qui, en revanche, ne devait pas réagir de manière positive du tout, fut le premier ministre, M. Valerii Pavlov, surnommé par la *Komsomolskaja Pravda*, pour l'usage intensif qu'il fait de la planche à billets. « Le premier imprimeur Pavlov ». Tournant en dérision ce nouveau plan de réformes, lundi, devant le Soviet suprême d'URSS, M. Pavlov observa que « le nombre de programmes économiques dépasse désormais dans ce pays le nombre de dissertations ». « Je connais plusieurs responsables de Harvard, je sais qu'ils ne comprennent pas notre vie, qu'ils ont leurs propres critères et je sais qu'il n'y aura jamais de programme commun avec eux », poursuivit-il.

Le premier ministre, qui s'était déjà fait remarquer en février dernier en accusant les banques occidentales de comploter pour déstabiliser l'URSS, a émis des doutes quant aux intentions désintéressées d'une éventuelle aide américaine et a, en tout état de cause, entoué de la queue derrière Israël et le Nicaragua pour des crédits. M. Pavlov préfère s'en tenir à son

« programme anticrise » et laisse entendre qu'il ne partage pas le point de vue de M. Gorbatchev.

Le premier ministre a donc demandé au Parlement un renforcement de ses pouvoirs, notamment pour diriger le système monétaire et pour donner à ses décisions une force contraignante à tous les niveaux. Une demande faite sans en référer préalablement au chef de l'Etat, a reconnu M. Pavlov, et qui va à l'encontre des accords que ce dernier a passés avec M. Eltsine et les autres dirigeants républicains. La salve de M. Pavlov contre le plan Iavlinski fut suivie d'un tir de barrage de députés conservateurs, notamment du président de la commission budgétaire Viktor Koutcherenko et de membres du groupe Soutzov.

Selon le compte-rendu fait par l'agence Tass du plan élaboré à Harvard par des experts américains et soviétiques, celui-ci prévoit une phase préparatoire dès cette année ; 1992 verrait la libéralisation des prix et du commerce, l'introduction de strictes mesures fiscales, une réforme du système monétaire et le début de la « petite privatisation ». A partir de 1993, le texte prévoit la dénationalisation, l'introduction d'infrastructures d'un marché financier et une nouvelle impulsion à la conversion civile des entreprises du secteur de la défense. Enfin, des modifications structurelles de l'économie à une large échelle interviendraient dans la période 1994-1997. Le tout serait accompagné d'une aide importante de la part des pays occidentaux.

SYLVIE KAUFFMANN

ESPAGNE : le procès des organisateurs présumés du GAL

Des témoins qui ont des trous de mémoire...

Le procès des deux policiers espagnols soupçonnés d'avoir mis sur pied le GAL (Groupe antiterroriste de libération « anti-ETA ») qui a assassiné vingt-deux personnes en territoire français) est entré, lundi 17 juin à Madrid, dans sa deuxième phase avec le début de l'audition des témoins.

MADRID

de notre correspondant

Les premiers témoins étaient les supérieurs hiérarchiques des deux accusés. On attendait avec une attention particulière la déposition de M. Rafael del Rio, directeur général de la police au moment des faits (le Monde du 12 et du 13 juin). Mais M. del Rio est un champion de la réponse évasive. « Peut-être », « Ça dépend », « Je ne me souviens pas » et « Qu'est-ce que j'en sais ? » ont été les expressions les plus utilisées par l'ancien « numéro 1 » de la police espagnole. A-t-il ordonné durant l'exercice de ses fonctions une enquête sur les activités du GAL ? « La police espagnole n'est pas compétente pour se pencher sur des délits commis en territoire français », rétorque-t-il.

Mais les attentats n'étaient-ils pas préparés en territoire espagnol ? Les mercenaires arrêtés n'ont-ils pas tous assuré avoir été recrutés par des policiers espagnols ? La revendication des attentats ne se produisant-elle pas toujours en territoire espagnol ? A ces questions, dont le bombardement les avocats de la partie civile, M. del Rio répond invariablement par la même phrase : si des faits délictueux ont été commis en territoire espagnol, ils ont certainement fait l'objet d'une enquête.

On n'en saura pas davantage sur le fameux voyage effectué à Lisbonne par les deux accusés, José Amado et Michel Dominguez, lors duquel ils auraient recruté des mercenaires portugais pour perpétrer des attentats au Pays basque français.

Un voyage qui aurait été financé par des « fonds réservés » du ministère de l'Intérieur. « Sur les fonds réservés, je ne déclarerai rien », affirme tranquillement M. del Rio, et le président du tribunal n'insistera pas.

M. Julio Hierro succède à M. del Rio. Supérieur immédiat d'Amado au moment des faits en tant que chef de la brigade régionale d'information de Bilbao, il ne semble pas mieux informé. A l'entendre, il ignorait totalement que la justice française avait lancé un mandat d'amener contre l'un de ses subordonnés les plus immédiats en l'accusant ni plus ni moins d'avoir organisé le GAL : un subordonné dont il chahutait longuement les mérites professionnels. Quant au GAL, il n'en avait jamais entendu parler qu'à travers la presse : cette organisation, d'ailleurs, ne le concernait d'aucune manière, assurait-il, puisqu'elle n'agissait pas à Bilbao.

Vendredi, le tribunal avait rendu publiques les réponses apportées par écrit, comme la loi l'autorise, par le président du gouvernement M. Felipe Gonzalez. Il s'agit sans conteste d'un modèle de concision. M. Gonzalez assure ne rien savoir quant aux circonstances de la naissance du GAL, et n'avoir jamais parlé avec les autorités françaises de « ce sigle ». Il ajoute qu'une enquête avait été ouverte par le ministère de l'Intérieur espagnol une fois publiées les premières informations à ce sujet, mais ne donne pas l'ombre d'une précision à son sujet.

Certes, le procès est loin d'être terminé mais il est clair que, du côté de l'administration, on ne fait preuve d'aucun enthousiasme pour élucider les faits. Dans ces conditions, la création du GAL risque de rester un mystère.

THIERRY MALINIAC

ROUMANIE

Les grèves se multiplient

BUCAREST

de notre correspondant

Une brusque multiplication des grèves, marches et meetings de revendications salariales a contraint le premier ministre roumain, M. Petre Roman, à renoncer provisoirement à sa visite au Salon du Bourget, prévue mardi 18 juin, et à annuler ainsi sa rencontre avec M^{me} Edith Cresson (nos dernières éditions du 18 juin). M. Roman, qui veut imposer le « tournant de la rigueur » réclamé par le FMI, a cédé en partie, lundi, aux ouvriers de Faur, une des plus grandes entreprises de Bucarest paralysée depuis dix jours.

Après une marche sur le siège du gouvernement de milliers d'ouvriers de Faur soutenus par d'autres grandes usines, le premier

ministre a accepté de « dialoguer », mardi, au siège de cette entreprise de construction de locomotives. Au même moment, l'Union confédérative nationale (UCN), qui revendique près de trois millions d'adhérents et groupe des syndicats d'opposition, organisait un meeting devant le siège du gouvernement, dont elle réclame la démission en promettant une grève générale.

Lundi, les pharmaciens et les médecins ont commencé les débrayages et les employés des chemins de fer devaient enchaîner mardi. La cinquantaine de conflits recensés dans le pays, qui prennent de plus en plus une tournure politique, soulignent le revirement des ouvriers, qui avaient massivement soutenu le Front de salut national lors des élections de mai 1990.

J.-B. N.

EN BREF

■ TURQUIE : M. Yilmaz appelé à former le gouvernement. - Le président turc, M. Turgut Ozal, a chargé, lundi 17 juin, M. Mesut Yilmaz, quarante-quatre ans, nouveau président du Parti de la mère patrie (ANAP), de former un nouveau cabinet, en remplacement de celui de M. Yildirim Akbulut, qui avait présenté sa démission la veille. - (AFP)

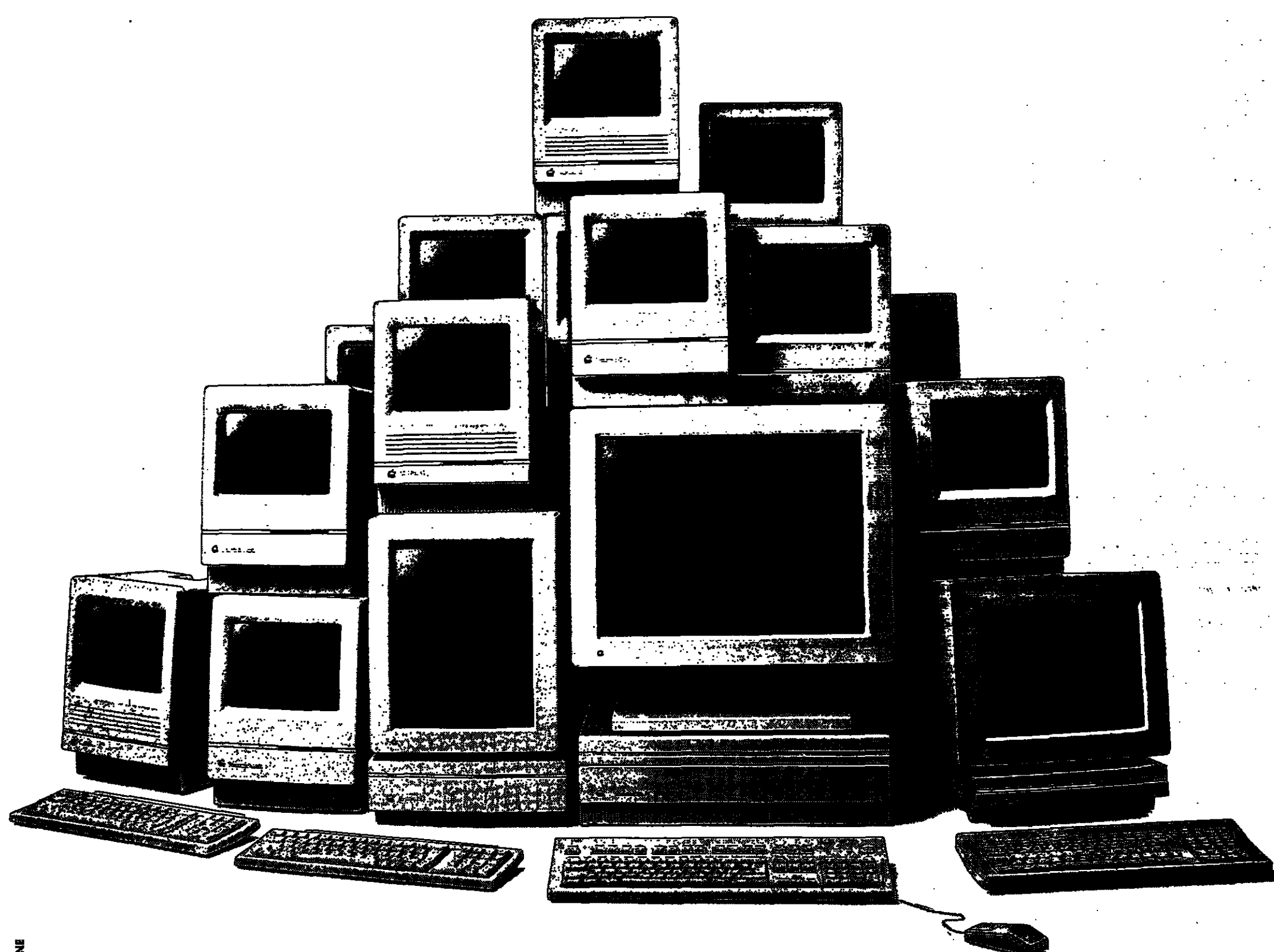
■ YOUGOSLAVIE : succès de l'extrême droite dans une élection partielle en Serbie. - Le leader de l'extrême droite néo-fasciste serbe, M. Vojislav Seselj, est arrivé en tête au premier tour de l'élection législative partielle qui s'est déroulée, dimanche 16 juin, dans une banlieue ouvrière de Belgrade. Il a recueilli plus de 6 000 voix, devant le candidat socialiste, Rados Karaklijajic, crédité de 1 600 voix. Agé de trente-sept ans, le sociologue Vojislav Seselj se réclame des « tchetniks », mouvement de résistance royaliste serbe de la Seconde Guerre mondiale, et

prône la formation d'une Grande Serbie englobant la Macédoine, la Bosnie et une partie de la Croatie. - (AFP)

André JEILLARD
TANDIS QUE
JAGONISE
de William FAULKNER

192 PAGES 132 Frs.

C'est parce que IC vend
des montagnes d'Apple que ses prix
sont aussi petits que des souris.



WELL DONE

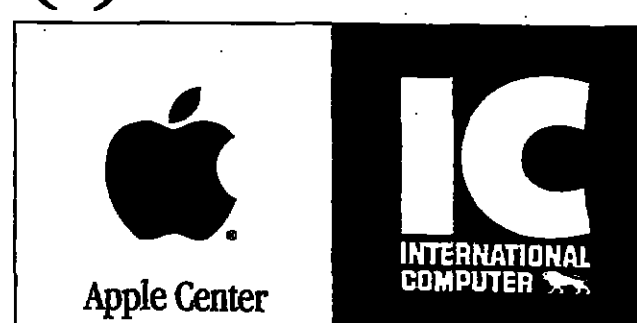
L'équation est simple: IC possède une puissance d'achat en volume qui lui permet de vous faire bénéficier des meilleures conditions et d'une disponibilité optimale sur l'ensemble de la gamme Apple (et déjà sur les nouvelles imprimantes Personal Laserwriter LS et Stylewriter). IC vous propose également un système de chèques de maintenance très économique et très efficace. 10 ans d'Apple, ça compte. A Paris, comme à Nantes, Toulouse, Marseille ou Lyon, IC met à votre disposition toute son expérience de l'univers Apple. En 10 ans, IC a installé plus

de 20.000 machines dans tous les secteurs d'activité et réussi donc à bien cerner les besoins réels des entreprises comme ceux des professions libérales.

Nous avons des prix petits comme des souris soit, mais surtout une compétence de service et de conseil. Voyez-vous, on peut être le premier distributeur Apple d'Europe et continuer de penser que rien ne sert d'être le premier si on n'est pas le meilleur.

Venez vite nous rendre visite, nous ne tarderons pas à vous le prouver.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE CA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS • APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS • IC MARSEILLE 91 37 25 03 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE • IC TOULOUSE 61 25 62 32 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE • IC NANTES 40 47 08 62 3 ALLÉE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 44000 NANTES • IC LYON 78 62 38 38 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON

LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE. RENSEIGNEZ-VOUS

هكذا من الأهل

PROCHE-ORIENT

Une nouvelle résolution du Conseil de sécurité
Les Irakiens devront prendre en charge
l'élimination de leurs armes de destruction massive

L'Irak devra prendre à sa charge la destruction de ses armes dites de destruction massive, a décidé, lundi 17 juin, le Conseil de sécurité des Nations unies qui a par ailleurs confirmé l'embargo total sur toutes les ventes d'armes à Bagdad. Le Conseil a prévu, dans sa résolution 700, adoptée à l'unanimité, que les autorités irakiennes sont désormais tenues « de prendre à leur charge la totalité des dépenses liées à l'exécution des opérations prévues » par la résolution 687. Celle-ci a posé en avril le principe de la destruction et ou la neutralisation de toutes les armes chimiques, biologiques, nucléaires et balistiques de l'Irak ainsi que de toutes ses installations nucléaires.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a tenté pendant deux jours de proposer au Conseil un plan de financement de ces opérations complexes dont des diplomates à l'ONU évaluent le coût à quelque 200 millions de dollars, en l'absence d'informations précises sur les moyens de les mener à bien sur le plan technique. Le Conseil a déjà prévu de prélever un pourcentage de encore à préciser (probablement de

l'ordre de 30 %) sur les revenus pétroliers irakiens pour financer un fond d'indemnisation des dommages de guerre.

L'Irak reconnaît posséder des armes chimiques en quantité importante, tel que du gaz moutarde et des gaz innervants, comme le sarin et le tabun, et une cinquantaine de missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 kilomètres. En revanche, les autorités irakiennes assurent n'avoir ni armes biologiques ni nucléaires. Quant aux installations nucléaires, selon Bagdad, elles sont toutes placées sous la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

D'autre part, un ingénieur britannique, M. Douglas Brand, condamné à la prison à vie en Irak pour « espionnage », a été libéré lundi, après l'intervention de l'ancien premier ministre Edward Heath, a annoncé un porte-parole du Foreign Office. M. Brand, cinquante et un ans, arrêté en septembre 1990 alors qu'il tentait de quitter l'Irak après l'invasion du Koweït, avait été condamné en mai à la prison à vie « pour espionnage ». Son procès s'était déroulé à huis clos. — (AFP)

IRAK

Pas de date
pour un retrait allié du Kurdistan

La Grande-Bretagne ne souhaite pas fixer de date pour le retrait des troupes alliées du Kurdistan irakien tant que la population de cette région ne sera pas rassurée sur son sort, a-t-on déclaré, lundi 17 juin, dans les milieux gouvernementaux à Londres. Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, présent à Luxembourg pour une réunion des ministres des affaires étrangères des Douze, devait consulter ses homologues européens à ce sujet.

Londres estime que les Kurdes se sentiraient rassurés si les Nations unies définissaient des mesures au cas où « les choses tourneraient mal », ont dit les responsables britanniques. L'aboutissement des négociations entre les dirigeants kurdes et Bagdad ainsi que la résolution des problèmes financiers qui empêchent le déploiement programmé des forces de police de l'ONU, pourraient aussi y contribuer. Par ailleurs,

M. Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) d'Irak, a regagné dimanche le Kurdistan pour des « consultations » politiques portant sur « la phase finale » des négociations engagées avec Bagdad en vue d'un accord sur l'autonomie du Kurdistan d'Irak, a indiqué lundi le bureau du PDK à Téhéran. M. Barzani a qualifié ces négociations de « positives et satisfaisantes ». « Après plus de vingt réunions avec les responsables du gouvernement irakien, nous avons jugé qu'il fallait procéder à certaines consultations (avec les autres formations kurdes) avant de conclure les accords », a ajouté M. Barzani, qui devrait retourner à Bagdad la semaine prochaine. Il a, enfin, affirmé qu'« un comité ad hoc a été formé pour délimiter la région autonome du Kurdistan » et que « ce grand problème n'a pas encore été réglé ». — (AFP, Reuters)

KOWEÏT

Treizième condamnation à mort

L'Association Reporters sans frontières a demandé, lundi 17 juin au président François Mitterrand d'intervenir en faveur des journalistes condamnés à mort pour collaboration avec l'occupant irakien. L'association affirme qu'« aucune des phases cruciales de la procédure n'a répondu aux normes d'équité » et que « de graves présomptions de torture » au cours des interrogatoires pèsent sur l'appareil judiciaire koweïtien.

Lundi, le tribunal d'exception au Koweït a prononcé sa treizième condamnation à mort. Une Palestinienne de cinquante-cinq ans, détentrice d'un passeport jordanien, M^{me} Hamda Assad, a été condamnée à la peine capitale « pour avoir travaillé dans une

école secondaire dirigée par des Irakiens ». Au cours de son interrogatoire, l'accusée avait rappelé qu'elle résidait au Koweït depuis 1950 et qu'elle avait consacré sa vie à l'enseignement de la langue arabe. L'une de ses filles a affirmé ne plus avoir de nouvelles de ses deux frères depuis qu'ils ont été enlevés, selon elle, par la police koweïtienne le 15 avril. Plus de deux cents personnes accusées de « collaboration » ont déjà comparu devant le tribunal d'exception depuis l'ouverture des procès, le 19 mai, contre les collaborateurs présumés. Ces procès, qui se déroulent sous le régime de la loi martiale, devraient en principe prendre fin avant le 27 juin, date d'expiration de cette loi. — (AFP)

EN BREF

EL SALVADOR : l'assassinat d'un capitaine revendiqué par la guérilla. — Les commandos urbains de la guérilla salvadorienne ont revendiqué, lundi 17 juin, l'assassinat du capitaine Carlos Alfredo Lopez Aviles, tué au volant de sa voiture d'une rafale de fusil-mitrailleur alors qu'il se rendait au ministère de la défense. Dans un communiqué, le commando Modesto Ramirez du Front Farabundo-Marti pour la libération nationale (FMLN) a indiqué que cette opération, baptisée « Commandant Jesus-Rojas jusqu'à la victoire », avait été menée à titre de représailles à l'assassinat de Jesus Rojas, neveu de la présidente du Nicaragua, M^{me} Violeta Chamorro, survenu il y a quelques mois à Chalatenango, dans une embuscade tendue par l'armée à un groupe de guérilleros. — (AFP)

Visite à Paris du vice-ministre iranien des affaires étrangères. — M. Mahmoud Vaezi, vice-ministre iranien des affaires étrangères, était attendu, mardi 18 juin, à Paris pour poursuivre les discussions sur le contentieux financier franco-iranien et, si possible, mettre la dernière main à un accord. D'autre part, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a confirmé que M. François Mitterrand et le président Ali Akbar Hachemi Rafsanjani s'étaient entretenus par téléphone, mais il n'a pas donné de détails sur la teneur de leur conversation. Le quotidien iranien *Tehran Times* avait affirmé lundi que M. Mitterrand avait exprimé « son désir de visiter l'Iran avant que le chef de l'Etat iranien ne se rende en France ». — (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

ARTS
Le Monde et SPECTACLES

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS

Le consul, la piscine et le FBI

WASHINGTON

de notre correspondant

Peut-on démentir soupçonner un consul général de France de ramasser les poubelles d'un quartier cossu de Houston pour voler des secrets industriels ? L'affaire semble pourtant prise tout à fait au sérieux par la section locale du FBI, et le *Wall Street Journal* y a trouvé l'occasion de nourrir un grand article consacré aux turpitudes des services français de renseignement. Il faut dire que les faits, même tels qu'ils sont relatés par un diplomate ami du consul en question, sont un peu cocasses. Bernard Guillet, est consul général de France à Houston depuis que la fin de la « cohabitation » a mis un terme à ses fonctions de conseiller diplomatique de Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur.

Le climat local, moite et suffocant à souhait, rend hautement souhaitable la possession d'une piscine, et de ce point de

vue, la venue à Houston de M. Mitterrand, en juillet 1990, à l'occasion du sommet des pays les plus industrialisés, est une aubaine. Chaque fois que le président rend visite à un poste diplomatique, ce poste reçoit des crédits de rénovation — et en l'occurrence il est resté un petit quelque chose pour la piscine. Las, l'ouvrage, creusé trop près de la rue, n'est pas conforme aux règlements. Il faut donc creuser un autre trou.

C'est là que l'affaire se noue : la terre tirée du second trou, plus petit, ne suffisant pas à combler le premier, le consul et des membres de son personnel vont ramasser, devant d'autres résidences du quartier, où habitent un certain nombre d'industriels texans, des sacs poubelle remplis, selon la version française, de feuilles et d'herbe coupée... En février dernier, un gardien trouve ce petit marécage un peu étrange, relève le numéro de la voiture et alerte les services compétents. Le

Houston Chronicle, quotidien local, a vent de l'incident, et interroge Bernard Guillet, qui trouve tout cela « ridicule » et avance un argument de bon sens : comment pourrait-on être assez stupide pour se livrer à des activités d'espionnage au moyen d'un véhicule doté de plaques consulaires ?

Mais un représentant du FBI local, tout en soulignant qu'aucune action n'a été entreprise contre le diplomate — la collecte de poubelles étrangères n'est pas une activité répréhensible — affirme ne « pas croire un mot » à la version du consul. Une conviction apparemment partagée par un reporter du *Wall Street Journal*, qui rappelle dans la foulée un certain nombre d'exploits d'espionnage industriel ou commercial commis au détriment de firmes américaines et où les services français semblent se tailler la part du lion... Maudite piscine.

JAN KRAUZE

Exécution au Texas d'un condamné à mort en attente depuis dix-sept ans. — M. Jerry Joe Bird, condamné à mort depuis dix-sept ans, a finalement été exécuté, lundi 17 juin, à Huntsville (Texas), par injection létale. M. Bird, meurtrier d'un collectionneur d'armes anciennes en 1974, est la quarantième personne exé-

tée dans le Texas et la cent quarante-septième aux Etats-Unis, depuis que la Cour suprême a autorisé, en 1976, les Etats à rétablir la peine de mort. — (AFP)

Tirs de coups de feu sur un groupe où se trouvait M. Jimmy Carter. — Des coups de feu ont été

tirés, lundi 17 juin, à Miami (Floride), sur un chantier de volontaires, où travaillait M. Jimmy Carter, ancien président des Etats-Unis. « Cela nous visait sans aucun doute », a déclaré M^{me} Anita Björk, qui travaille sur ce projet de construction de logements pour les pauvres du quartier de Liberty City. — (AFP)

PÉROU

Vague de conflits sociaux

Quelque 80 000 mineurs péruviens se sont mis en grève illimitée lundi 17 juin, alors que d'autres arrêts de travail dans le secteur public étaient prévus pour les 18 et 19 juin, pour protester contre la politique du gouvernement et réclamer des augmentations de salaires.

La grève des mineurs vient s'ajouter à celles, également illimitées, de 5 000 infirmières, de 75 000 employés administratifs du secteur de la santé (en arrêt de travail depuis plus de trois mois), de 250 000 enseignants et de 5 000 médecins qui seront rejoints mardi par les employés des universités d'Etat puis par les cheminots.

Les mineurs en grève réclament notamment un salaire minimum équivalent à 500 dollars, contre les 211 dollars qu'ils touchent en moyenne par mois, et l'application des conventions collectives.

Alors que le ministère du travail a déclaré samedi la grève illégale, le syndicat des mineurs a dénoncé l'assassinat lundi dernier du dirigeant syndical Juan Deza, retrouvé mort après un arrêt de travail d'une heure à la mine de Casapalca, à Pasco (centre du Pérou). — (AFP)

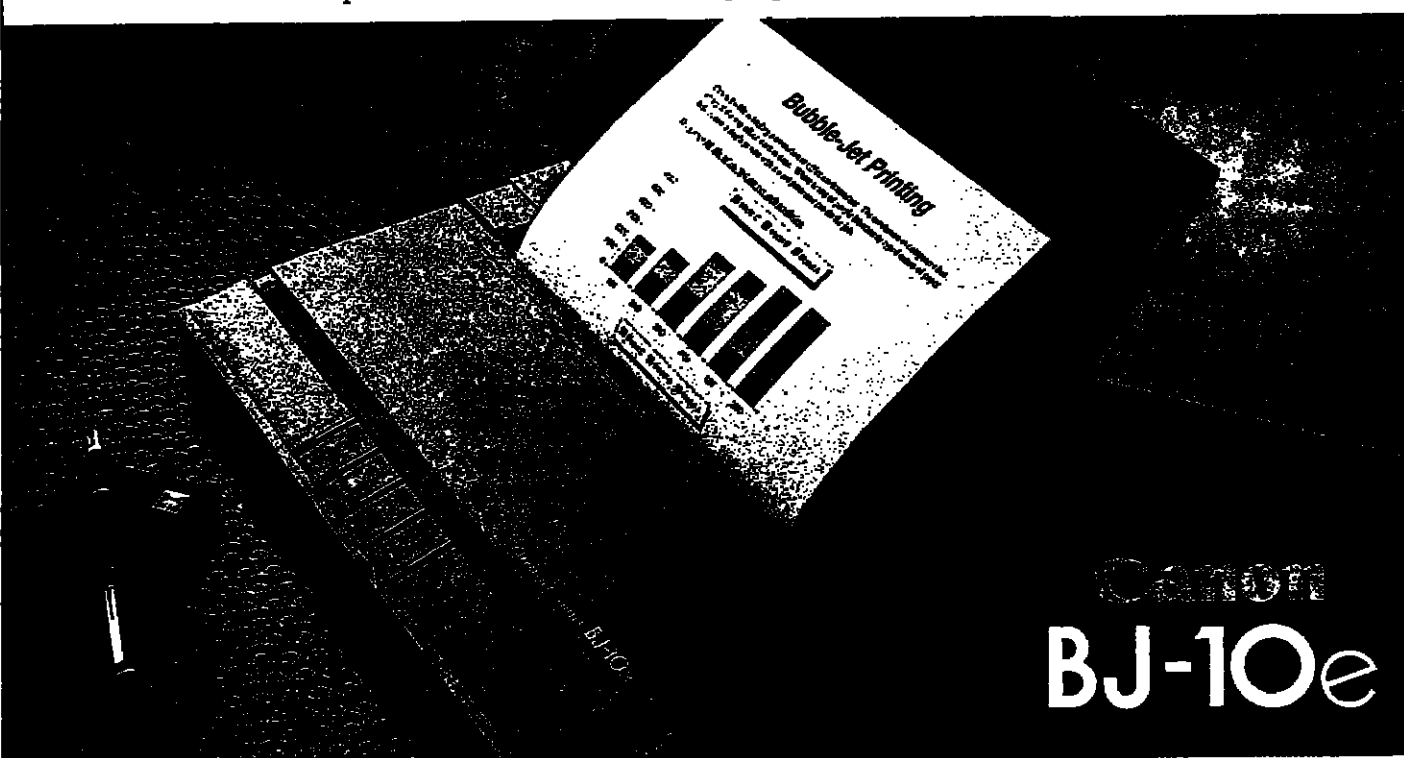
VOYEZ-VOUS LA DIFFERENCE?

Bubble Jet

Dot Matrix

SI CE N'EST PAS LE CAS,
VOUS N'ENTENDREZ PAS NON PLUS
LA DIFFERENCE.

La nouvelle imprimante BJ-10e utilise la technologie à Bulle d'encre exclusive Canon. Et vous en offre tous ses avantages : Une extraordinaire qualité d'impression, en silence... Avec la nouvelle cartouche d'encre, intégrant la tête d'impression, l'imprimante est d'une fiabilité à toute épreuve. Compacte, légère et économique, la BJ-10e peut être équipée d'une batterie et d'un introducteur feuille à feuille optionnels. Vous serez vraiment surpris par la différence!



Pour recevoir une documentation sur l'imprimante BJ-10e.

Nom : _____ Prénom : _____
Société : _____ Tél. : _____
Adresse : _____
Coupure à renvoyer à CANON FRANCE SA :
DEPARTEMENT MARKETING SPI, Centre d'Affaires PARIS-NORD, 93154 LE BLANC-MESNIL CEDEX.
Tél. (1) 48 65 42 23

NOUVEAU

DIPLOMATIE

Première réunion du conseil de la CSCE à Berlin

Trente-quatre pays tentent de définir les mécanismes de prévention des conflits et la nouvelle sécurité collective

Pour la première fois depuis l'adoption de la charte de Paris, en novembre dernier, le conseil de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) se réunit, mercredi 19 et jeudi 20 juin, à Berlin. Composés des ministres des affaires étrangères des 34 pays membres de l'organisation - tous les pays européens, l'URSS, les États-Unis et le Canada -, il a pour objectif de mettre en place les premières composantes d'un système de sécurité collective pour l'ensemble de l'Europe. L'admission éventuelle de l'Albanie sera également discutée au cours des débats.

BERLIN

de notre correspondant

Cette réunion, M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères, en a fait son affaire personnelle. D'abord parce que c'est la première grande réunion internationale qui se tient à Berlin depuis la réunification allemande, dans cette ville que M. Genscher, originaire de l'est de l'Allemagne, aimerait voir à nouveau tenir son rang de grande capitale européenne.

Pour le doyen des ministres du gouvernement de Bonn, qui souhaite voir son pays jouer un rôle de ciment entre l'Occident et l'est de l'Europe, il importe que cette conférence, après Paris, fasse date.

Aucun effort n'a été ménagé. M. Genscher s'est rendu en personne le week-end dernier en Albanie pour régler les conditions d'une adhésion de Tirana à la charte européenne. L'Albanie était le seul pays à être resté à l'écart du processus de la CSCE. Mais surtout, il a longuement préparé les points importants de la rencontre en recevant tour à tour la semaine dernière M. Bessmertnykh, le ministre soviétique des affaires étrangères, et en ce début de semaine, à Berlin et à Halle, sa ville natale, M. James Baker, le patron du département d'État américain.

Allemands et Soviétiques ont longuement insisté, le 13 juin dernier à Bonn, sur leur approche commune du nouvel ordre de paix européen. Si Moscou continue de considérer l'OTAN comme une organisation dépassée, les deux capitales sont d'accord pour faire jouer à la CSCE un rôle important dans l'architecture de ce nouvel ordre et mettre en place les structures nécessaires. Et ce ne sont certainement pas les Soviétiques qui s'opposent à l'intention de M. Genscher de faire de l'aspect économique des relations entre l'est et l'ouest de l'Europe un élément essentiel d'une stratégie de prévention des crises. Les deux thèmes seront au centre des débats à Berlin.

La conférence de Paris avait prévu la mise en place d'un secrétariat de la CSCE à Prague, d'un centre de prévention des conflits à Vienne et d'un bureau des élections libres à Varsovie. Il appartient au conseil d'installer ces ins-

tutions. La question d'arbitrage en cas de crise est particulièrement à l'ordre du jour, avec les problèmes de minorités et de nationalismes renaissants à l'est. Les susceptibilités sont vite à fleur de peau. On le voit avec le problème de la représentation des Républiques baltes à la CSCE. Les ministres vont devoir une nouvelle fois avoir à se contorsionner pour sembler accepter un système acceptable par Moscou.

Aucun mécanisme n'est pour le moment prévu pour proposer, par exemple, un arbitrage dans une crise aussi brûlante que celle de la Yougoslavie, dont le conseil devrait se borner à entendre un exposé de la situation par le représentant du gouvernement fédéral. En effet, le centre de prévention des conflits ne pourra intervenir qu'en cas de litige entre deux pays.

HENRI DE BRESSON

M. Bush fait état d'une réponse positive de M. Gorbatchev sur les START. - Le président George Bush a annoncé, lundi 17 juin, avoir reçu une réponse « positive » et « très importante » de M. Gorbatchev à la lettre qu'il lui avait envoyée sur les négociations START concernant la réduction des armements nucléaires stratégiques des deux pays. M. Bush a néanmoins noté que certaines divergences, portant principalement sur la vérification d'un traité START et sur la manière de compter les missiles, restaient « difficiles à résoudre ». (AFP)

la Tchecoslovaquie et j'aimerais bien m'en tenir là», laisse-t-il tomber, péremptoire.

Il n'a jamais été question, bien sûr, pour l'Occident d'encourager le réveil des vieilles haines, dans les Balkans ou ailleurs. Les Occidentaux, d'ailleurs, ne l'ont jamais fait depuis le début du « grand chambardement » à rebours, bien au contraire. Mais malgré leur grande prudence, ces vieilles haines, qu'on croyait enterrées sous les mensonges les plus flagrants, se sont révélées toutes seules. Et s'il y a bien un problème de minorités en Yougoslavie (les Serbes de Croatie par exemple), il n'est pas convaincant de présenter l'affrontement entre Serbes, Croates et Slovènes - pour ne rien dire des Albanais du Kosovo - comme un problème de minorités.

Ce sont bien là des peuples qui s'affrontent; chacun a son histoire, sa religion, ses intérêts - bien ou mal compris, peu importe, - sa mémoire des massacres, des dominations, des humiliations et des oppressions d'autant. La réconciliation souhaitée ne viendra pas par miracle. Ne vaudrait-elle pas mieux, pour les Douze, proposer leur médiation active - quitte même à ce qu'elle débouche sur une séparation qui n'aurait rien de dramatique dans cette plus grande Europe élargie tant bien que mal à Prague - plutôt que de multiplier les appels à la raison, à la tolérance et à l'unité et les menaces de suspendre leur aide à un gouvernement fédéral déjà impuissant?

Les admonestations n'ont, dans les circonstances actuelles, aucune chance d'être entendues par des peuples prêts à se sauter à la gorge. Ce qui est le plus urgent, c'est de tout faire pour les empêcher de se déchirer et de ne plus se contenter de bonnes paroles sans effet.

JACQUES AMALRIC

Malgré le maintien de certaines réticences britanniques

Les Douze rapprochent leurs vues sur l'élaboration de l'union politique

Les Douze ont rapproché leur point de vue sur ce que devra être l'organisation de la Communauté - devenue une union politique - et dont l'activité, au-delà du domaine économique, s'étendra à la politique étrangère et de sécurité. C'est là sans doute le principal résultat de la réunion de la conférence intergouvernementale que les ministres des affaires étrangères des Douze ont tenue le lundi 17 juin à Luxembourg.

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Le débat un peu artificiel sur la structure du traité (strict maintien du modèle communautaire ou bien architecture plus décentralisée) qui opposait notamment la France à la commission Delors, et qui dissimulait en réalité les arrière-pensées, les craintes et les appétits des uns et des autres à propos de la répartition des pouvoirs dans la future Communauté, a pu être conclu grâce à la formule de compromis que M. Jacques Poos, le ministre luxembourgeois qui préside les travaux, avait déjà annoncée lors de la précédente rencontre le 3 juin à Dresde.

Cette parole dégage le terrain avant la réunion du conseil européen qui se tiendra les 28 et 29 juin à Luxembourg. Celui-ci devrait être l'occasion pour les chefs d'Etat et de gouvernement de prendre acte de ce qui a été acquis depuis le lancement en décembre 1990 des deux conférences intergouvernementales (sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique) et de donner des impulsions sur les dossiers difficiles, tels l'élargissement des compétences de la Communauté en matière de politique sociale, les modalités d'octroi d'un pouvoir législatif de co-décision au Parle-

ment européen, ou encore la référence dans le futur traité à la cohésion économique et sociale, c'est-à-dire à la nécessité d'un effort de solidarité accrue au profit des pays les moins riches de la Communauté.

C'est le schéma qu'espèrent les Français : « Depuis décembre, nous avons parcouru un peu plus de la moitié du chemin », a constaté M. Roland Dumas. Il importe selon lui de l'enregistrer et de ne pas aussi de limiter dès cette occasion l'incertitude aujourd'hui encore complète concernant la participation des Anglais à l'entreprise. Il est entendu cependant que les décisions finales ne pourront être prises qu'au conseil européen de Maastricht en décembre.

M. Jacques Delors, par souci de cohérence et d'efficacité, voulait éviter que les Douze donnent l'impression qu'il y aurait désormais en pratique deux ou trois Communautés fonctionnant selon leurs règles et mérites propres et considérant donc avec réserve un projet de traité abondant de façon tout à fait distincte (les trois piliers) l'activité communautaire, la politique étrangère et de sécurité et la coopération judiciaire.

« La vocation fédérale »

M. Dumas insistait au contraire sur une telle séparation, nécessaire, expliquait-il, puisque aussi bien tout le monde est d'accord pour reconnaître que les procédures appliquées à la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ne peuvent être les mêmes que celles utilisées dans l'activité communautaire traditionnelle et doivent faire davantage de place au conseil européen et aux États membres.

M. Poos a réussi la synthèse en maintenant la structure de son projet de traité, mais en musclant le chapitre dont l'objet est précisément de mettre en relief le caractère unitaire de l'activité communautaire. C'est ce qu'évoque la « vocation fédérale » de l'union, la

monnaie unique, la politique de défense - trois références qui continuent à faire tiquer M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office.

Il indique encore que l'« Union dispose d'un cadre institutionnel unique qui assure la cohérence et la continuité des actions menées » (les mêmes institutions ont des prérogatives à géométrie variable selon les sujets traités). Il précise que la révision du traité ou bien l'adhésion à ce traité ne pourra se faire qu'en bloc. La Suède ou l'Autriche, pays neutres, ne pourront pas par exemple adhérer à la Communauté tout en restant en dehors de la PESC. M. Dumas, sans se prononcer, a demandé que ce dernier concept fasse l'objet d'un examen plus approfondi.

S'agissant de l'équilibre institutionnel, trois pays, à savoir le Royaume-Uni, le Danemark et le Portugal, sont hostiles à l'idée d'accorder un pouvoir législatif de co-décision au Parlement européen. Certains, et avec une particulière force l'Allemagne, voudraient aller au contraire au-delà de la formule préconisée par la présidence luxembourgeoise.

Un autre obstacle a été écarté lundi : à propos des pouvoirs à confier à l'Assemblée, le précédent projet sur la table avait eu pour effet de limiter ceux actuellement détenus par la commission, ce que celle-ci bien sûr, dénonçait. Le nouveau texte lui rétablit tous ses droits. M. Dumas est revenu avec ses propositions visant à davantage associer les Parlements nationaux à l'activité communautaire en réunissant trois fois par an la conférence des Parlements composée pour moitié des membres du Parlement européen et pour moitié de députés désignés des Parlements nationaux et les assemblées régionales. Les Belges, et surtout les Néerlandais, se sont prononcés contre cette idée, qui n'a guère trouvé d'ardents défenseurs.

PHILIPPE LEMAITRE

Mécontents de la révision du calcul de leurs salaires

De nombreux « eurocrates » ont observé une grève de deux jours à Bruxelles et à Luxembourg

Pour protester contre certaines réductions de salaires envisagées par les Douze, la plupart des fonctionnaires européens ont cessé le travail, lundi 17 et mardi 18 juin (le Monde du 18 juin). A Luxembourg, plusieurs dizaines de ces employés, qui sont parmi les mieux payés des fonctionnaires internationaux, ont manifesté devant le bâtiment où se réunissent les ministres des affaires étrangères de la CEE.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Plutôt habitués à voir manifester sous leur fenêtre des agriculteurs mécontents d'eux, les eurocrates sont à leur tour insatisfaits et ont fait grève. Avant qu'un dialogue ne s'amorce à l'occasion du conseil ministériel de Luxembourg, pratiquement aucun d'entre eux n'a travaillé lundi 17 juin à Bruxelles. Les plus révoltés de leurs syndicats faisaient respecter les

consignes à l'entrée du Berlaymont-siège de la Commission, du Charlemagne - siège du Conseil des ministres, - du Parlement européen et de multiples immeubles servant d'annexes aux institutions des Douze. En haut de la hiérarchie, tout le monde n'était pas ravi de cette perte de temps, qu'il faudra rattraper d'une façon ou d'une autre pour mener à bien les tâches en cours, mais personne n'a bravé ouvertement les dirigeants syndicaux qui livraient à la solidarité depuis l'administrateur central jusqu'à la femme de ménage, et mettaient en garde les « petits chefs » tentés de s'opposer au mouvement prévu pour durer jusqu'à mercredi matin 19 juin.

Les tentatives de corruption ?

Cause de ce courroux : la remise en question par certains États, dont la France, de la méthode de calcul des rémunérations, telle qu'elle avait été fixée pour une période décennale qui s'achève en principe à la fin du mois. La Commission, qui emploie à elle seule plus de la moitié du personnel communautaire - fort au total de 25 000 agents - défend un point de vue strictement technique : que les cadres compétents doivent trouver chez elle des conditions comparables à ce que le secteur privé leur offrirait.

Mais certains ministres trouvent la note de plus en plus lourde. Une fois retenues les cotisations pour la retraite et l'assurance-maladie, ainsi que l'impôt versé à la Communauté par ses salariés (le seul qu'ils paient), et une fois ajoutées la prime de dépaysement et des allocations diverses, le salaire net mensuel pour un chef de division (rang A 3 dans la grille salariale, qui va de A 1 à D 4) est de 41 316 francs français pour un célibataire et de 51 914 pour un père de deux enfants, de l'ordre du double de ce qu'il gagnerait à Paris.

Le personnel belge d'exécution est le plus nombreux et aussi le plus actif dans le mouvement en cours. On le comprend quand on compare les salaires de Bruxelles et ceux qu'offre la Communauté à ses secrétaires, chauffeurs et machinistes, dans le but louable en soi de réduire les écarts. En prati-

que, un agent manuel qui se trouve au bas de l'échelle - bien en dessous des quelques 4000 secrétaires de la Commission - gagne net 10 000 francs s'il est célibataire et 17 000 s'il a deux enfants (plus les 16 % de dépaysement s'il n'est pas belge).

Les hiérarchies bénéficient pour leur part de la règle du « parallélisme » avec l'évolution des rémunérations des fonctionnaires dans l'ensemble des douze pays membres, ce qui fait qu'une augmentation des grattes-papiers d'Athènes ou de Lisbonne bénéficie des améliorations sociales consécutives à l'entrée dans la Communauté, à automatiquement des effets de hausse sur l'ensemble de la rémunération d'un cadre français ou allemand de la Commission. Il en est résulté pour le personnel communautaire un relèvement annuel de 7,7 % entre le 1^{er} juillet 1990 et le 30 juin 1991, contre 2,5 % pour les fonctionnaires français pendant la même période.

En dehors des comparaisons avec le secteur privé, les grévistes font valoir les difficultés des concours d'entrée, la charge de travail, l'obligation de bilinguisme dans la plupart des cas et même « la nécessité d'être à l'abri des tentatives de corruption ». Ils soulignent aussi que les dépenses de fonctionnement ne dépassent guère les 5 % du budget total de la Communauté. L'enjeu est que l'avant-projet de budget communautaire pour 1992 est en hausse de 11,3 %, contre une moyenne de 6,3 % pour les budgets nationaux des États membres et 7 % d'accroissement du PNB chez les Douze.

Les eurocrates, dont le nombre augmente de plusieurs centaines chaque année, ne sont pas les seuls responsables de cette disparité mais le réexamen de leur situation ne tombe pas dans une conjoncture favorable. Les yeux des États dont les parts contributives sont les plus élevées. Les plus pittoresques de l'affaire étant le conflit d'intérêts corrélié entre les hauts fonctionnaires des représentations communales des États auprès de la Communauté et les gens de la Commission... leurs amis des affaires en ville, leurs camarades de grandes écoles, quand ce ne sont pas leurs anciens collègues.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Minorités peuples et frontières

Suite de la première page

Les haines ancestrales ont même été accentuées par de nouvelles injustices, de nouvelles annexions, de nouvelles colonisations, de nouvelles humiliations.

L'Occident assiste au phénomène sans parvenir à le comprendre. Quoi qu'en disent nationalistes basques (depuis la disparition de Franco et la mise en place des autonomies), corses ou bretons, mieux vaut connaître l'« oppression » d'un régime démocratique que celle de dictatures dont personne n'osait prédire l'effondrement il y a quelques années encore. Les deux phénomènes n'ont rien de comparable et, qu'on le veuille ou non, la raison ne prévaut pas sur la passion à l'autre extrémité du continent européen qu'après bien des affrontements et des récriminations - ces passages obligés sur le chemin de la réconciliation avec l'Histoire. Pourquoi donc, plutôt que de le nier, ne pas tout faire pour réduire au minimum les désordres et les malheurs qui s'annoncent?

La responsabilité des États de la Communauté et de leurs dirigeants est lourde à cet égard. Surpris, quoi qu'ils en aient dit, par la débâcle des régimes issus du grand partage de l'après-guerre, ils se raccrochent désespérément à des modèles étatiques qui sont leurs normes. C'est vrai dans le cas de

l'Union soviétique, même s'il faudra bien reconnaître un jour que la Moldavie soviétique a bien été arrachée à la Roumanie, que les pays Baltes ont droit à leur indépendance sans attendre le bon vouloir de ceux qui ne veulent pas la leur rendre, que les Républiques du Caucase ne sont pas russes et que la légitimité du président Boris Eltsine est dorénavant infiniment mieux établie que celle d'un président Gorbatchev, qui ne peut se réclamer que des suffrages d'un Parlement complaisant.

C'est tout aussi vrai dans le cas yougoslave, qui risque d'engendrer bientôt plusieurs guerres « civiles » si les Occidentaux continuent à n'être que les incantateurs d'un désordre établi et les spectateurs d'un drame annoncé.

La position du président Mitterrand est symptomatique de ce dangereux refus d'imaginer un ordre européen vraiment nouveau parce que les dirigeants veulent privilégier, au nom du cartésianisme, « la réconciliation et le rassemblement » sur « l'émiettement et la division ». Interrogé vendredi dernier à Prague sur le drame yougoslave, le président français se prononça une nouvelle fois en faveur de la préservation de « l'unité de cet Etat » et de « la garantie des droits de ses minorités ». Dans la forme, il jure que la Slovaquie « appartient » à la Tchecoslovaquie. « Moi, je connais

(Publicité)

RECTIFICATIF

L'APPEL DES 150 POUR LES KURDES

A la suite d'une erreur de transmission malencontreuse, les noms de certains signataires, mentionnés ci-dessous, n'ont pas été publiés dans le texte paru dans le Monde du 14 juin. Nous prions les lecteurs de bien vouloir nous en excuser :

Roger BARBEROT, ancien ambassadeur.
Michèle BARZACH, ancien ministre.
Jean BERTOLINO, journaliste.
Joyce BLAU, professeur de kurde à l'INALCO.
Michel BLUM, président d'honneur de la Fédération internationale des droits de l'homme.
Dr. Rony BRAJMAN, médecin.
Richard CAZENAVE, député.
Fondation FRANCE-LIBERTÉS.
Gérard GOUZES, député.
Daniel JACOBY, président de la Fédération internationale des droits de l'homme.
Yves JOUFFA, ancien président de la ligue des droits de l'homme.
Dr. Jacques LE BAS, médecin, président de Médecins du monde.
Maryse LESCOT, traductrice.
Juliette MINCES, écrivain.
Alexandre MINKOVSKI, professeur de médecine.
Robert PELLETIER, directeur général de l'Association française des établissements de crédit.
Guy PENNE, sénateur.
Minat SEN, cinéaste indien.

M. Chirac : « L'Europe de la défense doit se faire »

M. Jacques Chirac a tiré la conclusion, lundi 17 juin, devant l'Académie des sciences morales et politiques, de l'« inexistence » de l'Europe dans la guerre du Golfe, et de l'évolution idéologique, stratégique et démographique du monde. L'ancien premier ministre a estimé notamment que les armes nucléaires « conserveront, mais à des niveaux quantitatifs très inférieurs, un rôle essentiel dans la dissuasion de ce grand voisin militaire gisant qu'est et demeurera l'URSS, ou la Russie ». Mais, ajoute-t-il, elles posent des problèmes nouveaux à nos pays dans la mesure où elles risquent de profiter probablement dans le tiers-monde voisin de l'Europe. Aussi M. Chirac estime-t-il que l'Europe et la France devront « revoir profondément leurs moyens et leurs stratégies nucléaires ».

« L'Europe n'a d'autre option

que de s'unir afin de mobiliser les forces nécessaires, précise le président du RPR (...). Il n'est ni réaliste ni souhaitable de laisser aux seuls États-Unis la responsabilité de cette tâche. L'Europe de la défense doit se faire. Nous devons travailler avec obstination et pragmatisme à la construction du fait européen, sachant qu'aucune de nos nations, dans une planète de huit à dix milliards d'hommes, n'aura les moyens de peser seule et durablement sur le cours des événements. Ceci implique une vraie unité des nations de l'Europe dans le respect de leur personnalité et de leur souveraineté, l'émergence d'une politique de sécurité commune et une nouvelle relation d'alliances équilibrées avec les États-Unis, en même temps qu'un partenariat avec le Japon et avec une Russie, que l'espère, demain démocratique ».

L'opposition à

POLITIQUE

Le débat de censure à l'Assemblée nationale

L'opposition a fait le plein de ses voix, sans inquiéter le gouvernement

M^{me} Edith Cresson a passé sans encombre, lundi 17 juin, le cap de la première motion de censure déposée par l'opposition RPR-UDF-UDC depuis sa nomination, il y a un mois, à la tête du gouvernement. La censure n'a recueilli que 285 voix — soit deux de plus que la dernière motion déposée, le

11 avril dernier, contre le gouvernement de M. Michel Rocard (1). — alors que la majorité requise s'établissait à 289. L'opposition a pratiquement fait le plein de ses voix. Un seul député RPR, M. Pierre de Bénouville, ami de longue date du président de la République, ne l'a pas votée. En revanche,

trois députés non-inscrits, MM. Léon Bertrand, Jean-Pierre Peretti della Rocca et Maurice Sergheraert, qui, le 11 avril, s'étaient abstenus, ont joint, cette fois, leurs voix à celles de l'opposition. M^{me} Cresson peut ainsi faire valoir que les nouvelles orientations de son gouvernement n'ont pas sensible-

ment modifié les contours de la majorité relative qui existe à l'Assemblée nationale, du moins aussi longtemps que le groupe communiste acceptera de ne pas cautionner, selon l'expression de M. André Lajoinie, les « magouilles politiciennes » de la droite. Le premier ministre a d'ailleurs affirmé

devant les députés : « Il n'existe pas de majorité de remplacement. Il n'y a pas non plus de véritable politique alternative, notamment dans les domaines économique et budgétaire. On ne distingue pas ce qui pourrait être l'ébauche d'une autre politique crédible. »

Chaque fois que, d'un air contrit, ils confessaient, dans les couloirs, que, cette fois, vraiment, ils croient toucher le fond, les députés se trompent : il leur suffit, en effet, de faire un pas de plus dans l'exercice du jeu parlementaire pour qu'ils s'enfoncent davantage encore, loin, très loin des préoccupations de leurs concitoyens.

Il fallait ainsi beaucoup de jeunesse dans le métier, ou une solide candeur, ou encore une extrême conviction, pour pouvoir véritablement souhaiter, comme l'a fait M. Philippe Auberger (RPR, Yonne), « que tombe, ce soir, de notre débat, une brillante, une éblouissante clarté ! » Il n'était que 16 heures, lundi 17 juin à l'Assemblée nationale, et surtout, dans ce débat de censure impossible, tout avait été joué d'avance, jusqu'aux cartes laissées, par indulgence, aux secondes lignes des équipes de l'opposition.

Ne s'agissait-il pas, tout simplement, comme l'avait reconnu, la veille, au « Grand Jury RTL-Le Monde », le président du groupe UDF, M. Charles Millon, de « révéler aux Français la nouvelle alliance passée entre le Parti socialiste et le Parti communiste », une alliance conforme, somme toute, à celle qui avait permis de déjouer la dernière motion de censure déposée contre le gouvernement de M. Michel Rocard (voir notre encadré sur l'analyse du scrutin) ?

Absence totale d'enjeu

L'absence totale d'enjeu et le souci mis par les députés à ne déguer pour ce débat, avec parcimonie, que moins de 10 % de l'effectif de l'Assemblée nationale n'ont cependant pas empêché les représentants des différents groupes de réaffirmer ce qui ne cesse, d'être répété, jour après jour, depuis des mois, dans l'hémicycle. Un peu comme si la météo se mettait à confirmer le temps qu'il a fait la veille.

« Erreurs de prévision », a ainsi diagnostiqué M. Auberger, pour lequel l'impératif budgétaire n'est que le dernier avatar de la guerre des courants qui fait rage au Parti socialiste. « Irréalisme du budget pour 1991 », a soutenu, de son côté, M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais), avant de rappeler, en ces termes, le contenu du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF), qui a servi de prétexte à cette motion de censure et qui prévoit, en effet, un relèvement de la TVA pour certains produits horticoles : « Les rares Français qui voudraient toujours se promener avec une rose ou piquer mériteraient d'être plus lourdement taxés encore. » C'est « une sorte de mini-plan d'austérité », a jugé M. Guy Hermer (PC, Bouches-du-Rhône), en évoquant ce même projet. Les communistes sont en effet opposés aux mesures contenues dans le DDOEF, inspirées pour l'essentiel de la nécessaire harmonisation de la réglementation fiscale avec les autres pays européens, sans pour autant vouloir faire le jeu des

« intérêts politiques » de la droite. Bref, c'est là un vrai dilemme pour les députés communistes, car, a ajouté M. Hermer, « il se trouve naturellement quelques échoiers pour en tirer des leçons politiques majeures et soutenir l'idée que les communistes sont d'impénitents adeptes de la politique du pire, tantôt des partenaires complaisants prêts à avaler toutes les couleurs ».

Pour sortir de ce « débat pipé », il faut donc « avancer à gauche », il faut abandonner « les mêmes vieilles recettes, au terme desquelles les salariés paient plus pour être moins remboursés », il faut « mettre la finance à la diète, augmenter l'impôt sur la fortune, taxer les sociétés de capitaux, tarir la spéculation ». Dans la perspective de la prochaine loi de finances, qui, bien sûr, constituera l'épreuve décisive dans les relations nouvelles entre le PS et le PC, le député communiste s'est même pris à faire les gros yeux au premier ministre. « Force nous est de constater que, jusqu'à présent, la différence avec le gouvernement précédent se situe davantage sur le plan des intentions et des discours, que des actes (...). Vous devriez y prendre garde, madame le Premier Ministre. Pour remobiliser la gauche et faire obstacle aux ambitions de la droite, il ne suffit pas de donner le change, il faut changer de politique, à gauche. Pour notre part, nous y restons prêts. Il n'est que temps », a insisté M. Hermer, en assurant qu'« un véritable besoin d'autre chose s'esquisse dans le pays, un espace s'ouvre pour une renaissance de la politique, des forces sont disponibles pour un nouvel élan ».

M. Barrot (UDC) : « Un antique charroi »

Tout aussitôt après, c'est à un exercice inverse que s'est employé M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire) : « Ce que nous sanctionnons aujourd'hui, c'est une stratégie politique qui, sans dire son nom, nous ramène vers le passé et plonge encore un peu plus la vie politique française dans la confusion (...). Ce que nous sanctionnons, c'est la démarche qui, depuis le début de ce septennat, semble nous conduire à la gestion du quotidien à l'élection du lendemain. » Pour M. Barrot, « la France ne peut pas vivre à la fois en 1981 et en 1991 », car enfin « peut-on être libéral en Europe et socialiste en France ? Peut-on chauffer les fibres cocardières et poursuivre la marche en avant de la Communauté ? Peut-on prôner le pragmatisme et, dans le même temps, agiter d'antiques chiffons rouges ? »

Dans les premiers actes du gouvernement, le député centriste n'a vu qu'« improvisation, précipitation, archaïsme, sectarisme ». « C'est le prix que vous semblez devoir payer pour concilier vos propres amis et des alliés réticents », s'est estimé. A bien comparer « l'objectif affiché », qui est de préparer le pays au grand marché européen, et « l'objectif évident », qui est, selon lui, de « limiter les revers électoraux », M. Barrot ne comprend pas.

Où alors, il comprend trop bien : « Quel que soit le volontarisme des propos, le second (de ces objectifs) prendra le pas sur le premier, à mesure que se rapprochera l'heure fatidique du scrutin. Sinon, comment expliquer que, prônant l'unité nationale dans sa Lettre à tous les Français, le président de la République en appelle maintenant au dialogue fructueux, relance du machisme et source de divisions ? Comment expliquer que le Parti socialiste, qui se prétendait hier le grand modernisateur du pays, réactualise en un anti-

Vote personnel à l'Assemblée nationale sur le projet de loi sur la ville. — M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a exprimé, lundi 17 juin à Dijon, le souhait que la procédure du vote personnel soit appliquée pour l'adoption en seconde lecture du projet de loi sur la ville, présenté par M. Michel Delebarre, ministre d'Etat, chargé de la ville et de l'aménagement du territoire. La procédure du vote personnel, qui devait être inaugurée avec le projet de loi relatif à la réforme hospitalière, le 30 avril, avait été abandonnée faute de majorité sur ce texte, qui avait été adopté selon la procédure de l'article 49 3 de la Constitution (engagement de la responsabilité du gouvernement).

que charroi MM. Marchais et Mauroy ? »

M. Mauroy (PS) : « Embuscade »

De retour d'un bref séjour au Costa-Rica, M. Pierre Mauroy est là, précisément, toujours aussi massif, toujours aussi fidèle, pour « témoigner du soutien du PS tout entier au nouveau premier ministre », confesse-t-il un peu plus tard dans les couloirs. D'ailleurs, M. Mauroy, non plus, n'a pas très bien compris la hâte de l'opposition à déposer une motion de censure : « Est-ce qu'une hausse de la TVA sur l'horticulture appelle nécessairement une motion de censure ? Ou alors, c'est que lui aussi a trop bien compris : « L'opposition veut lancer l'offensive contre le gouvernement à un moment qui n'est pas facile. »

Après un long plaidoyer sur la politique des prélèvements obligatoires, qui permettent tout de même de financer la protection sociale, l'éducation, les policiers dans les banlieues, la défense et l'agriculture,

le premier secrétaire du Parti socialiste ne s'est pas privé, pour conclure son propos, de recourir à « l'arme absolue » de l'épouvantail : « Une opposition ne saurait se borner à critiquer. Les Français se rendront vite compte que, si vous avez des critiques sur tout, vous n'avez de réponse sur presque rien. Prenez garde ! Par vos critiques injustifiées, vous réveillez les vieux démons de la société française. M. Le Pen est là, en embuscade, profitant de tout, et, en particulier, de vos outrances démagogiques. »

Dans sa réponse aux députés, qui pouvait constituer une sorte d'oral de rattrapage après l'épreuve manquée de la déclaration de politique générale, le 22 mai dernier, à l'Assemblée nationale, le premier ministre s'est principalement attaché à expliquer en quoi le projet visé par la motion de censure pourrait permettre de « maîtriser les finances de l'Etat » face à « un risque sérieux de dérapage du déficit budgétaire ».

Dans un petit cours de macro-économie, M^{me} Edith Cresson a affirmé : « Parce que son commerce

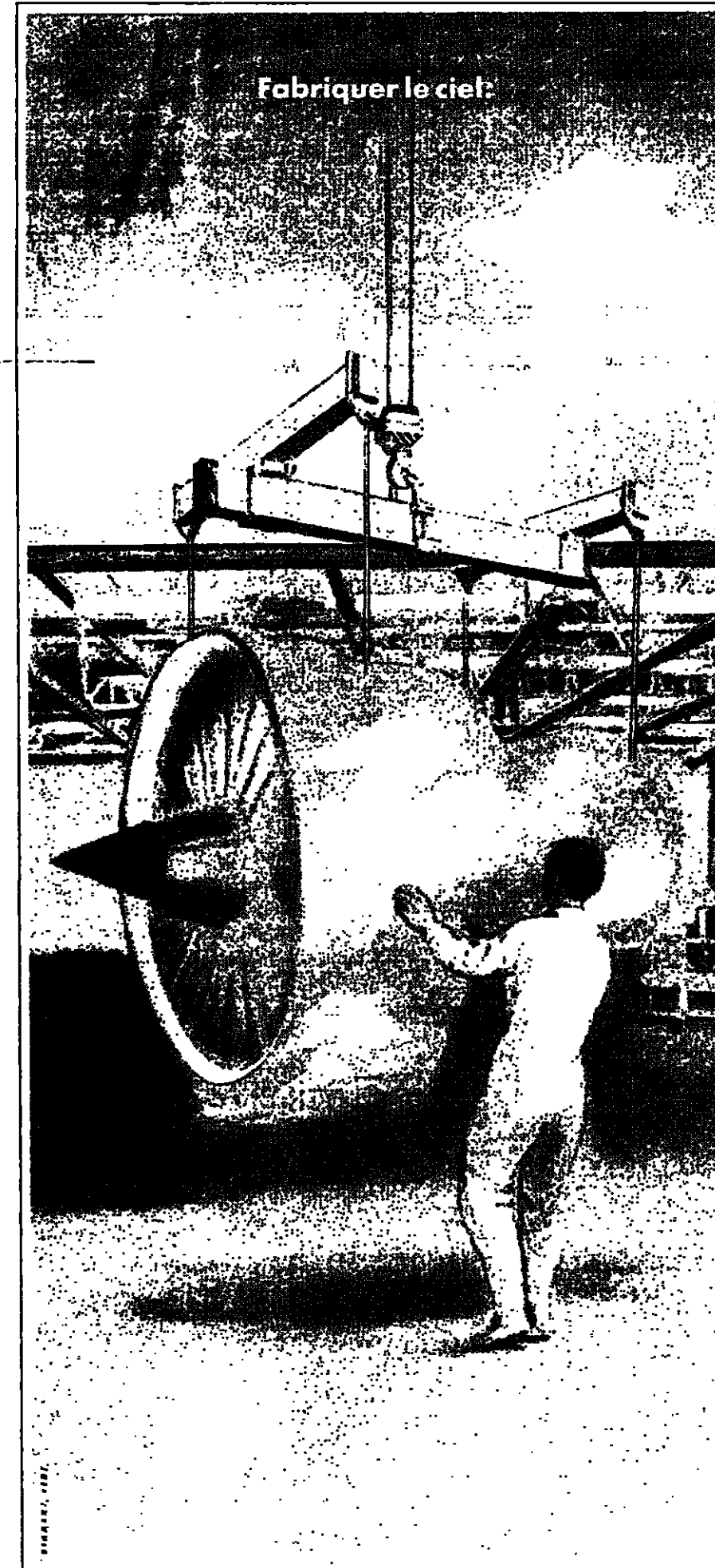
extérieur est déficitaire, parce que son épargne nationale est encore trop modeste, la France doit importer des capitaux pour financer son économie. Or les capitaux ne viennent que si nous leur offrons des taux d'intérêt élevés, ce qui augmente le poids de la dette au détriment des dépenses plus utiles. La suite, vous la connaissez : c'est le chômage, car c'est d'abord sur l'investissement et sur l'emploi que les entreprises compensent les coûts financiers. Finalement, pour éviter d'augmenter encore le chômage, de freiner la modernisation des entreprises et leurs exportations, il faut tenir les taux d'intérêt. Et comme on a besoin de capitaux, il faut impérativement tenir les dépenses publiques. »

Dans le second volet de son intervention, le premier ministre a réaffirmé, après le président de la République et après son ministre de l'intérieur, les impératifs que constituent la sécurité des Français et l'autorité de l'Etat, « un domaine où les rododendons doivent parfois faire place à une certaine humilité ».

« La politique de sécurité s'annonce clairement : dans notre Etat de droit, la police, institution de la République, doit faire appliquer la loi sur l'ensemble du territoire de la République, sans exception et sans défaillance », a ajouté M^{me} Cresson. Ce gouvernement ne dérogera pas sur les problèmes financiers. Il est fidèle à ses engagements sur la cohésion sociale. Il est vigilant sur la question de la sécurité des Français. Ce gouvernement est au travail. Il poursuivra son action avec toutes celles et tous ceux qui placent l'intérêt national au premier rang de leurs valeurs. »

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Cette motion de censure avait recueilli 261 voix, mais deux députés (1 RPR et 1 UDF) avaient aussi fait savoir que leur non-participation à ce scrutin n'était due qu'à une erreur de procédure.



Fabriquer le ciel :

Quand on fabrique des moteurs d'avions, la fidélité et la créativité sont de rigueur.

Fidélité absolue à des cahiers des charges exigeants, fidélité pour reproduire à l'identique pièces et procédés, fidélité pour garantir une fiabilité totale.

Creativité ensuite. Pour tous les hommes de la SNECMA, même l'acte le plus minutieux est l'objet de créativité. Creativité pour optimiser les performances, diminuer les coûts de production et enrichir les tâches.

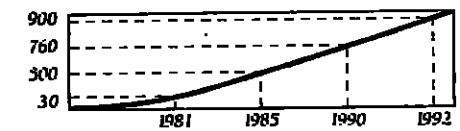
Voilà notre ambition : fabriquer des moteurs toujours plus fiables, plus économiques et respectueux de l'environnement.

Motorsize à part entière, la SNECMA maîtrise aussi la forge et la fonderie. La SNECMA fabrique plus de 100 000 axes de réacteurs par mois. Certains supportent une force centrifuge de 30 tonnes, d'autres peuvent résister à des températures de gaz excédant de 300°C celle de la fusion du métal.

Deux mois au lieu de dix pour réaliser un arbre de turbine. C'est la créativité appliquée à l'organisation.

Adapté pour l'A340 (long courrier de 12 à 14 000 km), le CFM56-5 C2 est le fleuron de la lignée CFM56.

30 CFM56 en 1981, 500 en 1985, 760 en 1990 et plus de 900 en 1992 : les hommes de la SNECMA relèvent les défis industriels et les challenges commerciaux.



SNECMA
LES MOTEURS DU CIEL

POLITIQUE

Le projet de loi d'orientation sur la ville

Le Sénat regrette l'insuffisance de l'engagement de l'Etat

Le Sénat devait commencer, mercredi 19 juin, l'examen du projet de loi d'orientation sur la ville présenté par M. Michel Delebarre.

Le Sénat, habituellement prompt à tailler en pièces les projets symboliques du gouvernement, a abordé le dossier de la ville avec circonspection. M. Gérard Larcher (RPR, Yvelines), rapporteur au nom de la commission des affaires sociales, maire de Rambouillet, reconnaît d'ailleurs quelques mérites au dispositif proposé par M. Delebarre, comme la « prise en compte de la rénovation des centres-villes » dans l'aménagement urbain, et l'objectif « souhaitable » de la « mixité » du logement, « qui doit permettre d'éviter une grande partie des phénomènes ségrégatifs ».

« Par contre », M. Larcher conteste cependant la notion trop stricte de logement social reposant sur les prêts locatifs aidés (PLA) et estime que la politique de la ville doit aussi prendre en compte d'autres formes d'habitat comme l'accession sociale à la propriété et les logements financés par les prêts locatifs intermédiaires (PLI).

Il regrette également que le projet de loi se limite à des procédures foncières et au droit de l'urbanisme, « alors que l'urbanisme contemporain s'efforce d'intégrer l'ensemble des domaines qui concernent la ville ». La commission des affaires sociales, qui proposera des amendements palliant ce qui est pour elle une lacune, souligne « l'absence de prise en compte de l'importance du commerce de proximité », puisque « l'insuffisance du tissu commercial favorise la spirale de l'exclusion ».

Le rapporteur émet surtout des réserves à propos du rôle et de la place de l'Etat dans le dispositif adopté par l'Assemblée nationale. Il s'agit notamment de savoir si le « engagement financier insuffisant » qui s'ajoute à certaines carences – le rapporteur souligne en effet la faiblesse d'implantation des services publics et des équipements de proximité dans les quartiers en difficulté – et du « transfert de charges sans transfert de

compétences pour les communes ». Il propose par exemple d'ajouter l'exonération de l'impôt sur les sociétés à celle de la taxe professionnelle pour les entreprises qui s'installent dans les quartiers en difficulté.

Dans le même temps, M. Larcher s'inquiète de certaines dispositions « qui constituent des tentatives insidieuses pour revenir sur les acquis de la décentralisation », ainsi que du « retour de l'Etat central », alors que, selon lui, « l'approfondissement de la décentralisation peut être la base d'un renouveau » des quartiers en difficulté.

Parmi les modifications que la commission souhaite apporter au texte figure en bonne place la suppression d'une disposition ajoutée par l'Assemblée nationale qui indique que, lors de l'élaboration des plans d'occupation des sols (POS), le représentant de l'Etat fixe à la commune les objectifs minimaux à atteindre en matière de politique de l'habitat.

A propos des plans d'orientation que sont les programmes locaux de l'habitat (PLH), une des novations du projet, la commission souhaite « donner la préférence à des actions volontaires des communes en limitant l'intervention de l'Etat aux seuls cas de carence des autorités locales ». La commission propose, enfin et surtout, la suppression des zones d'aménagement différé (ZAD), autorisant l'Etat à exercer un droit de préemption sur certains terrains.

G. P.

La commémoration de l'Appel du 18 juin

M. François Mitterrand devait présider, mardi 18 juin, les cérémonies commémoratives de l'Appel du 18 juin 1940, lancé de Londres par le général de Gaulle. Pour cet hommage traditionnel au chef de la France libre et aux combattants de la Résistance, M. Mitterrand devait être accompagné par le premier ministre, Mme Edith Cresson.

Kourou et ses bidonvilles

Suite de la première page

On est alors loin des itinéraires officiels balisant la vitrine, dans les bidonvilles qui rappellent l'existence de l'autre Guyane, celle des marginaux de l'aventure spatiale. Par un euphémisme révélateur d'un inconscient soucieux de camouflage, l'administration parle de « villages » pour qualifier certains des six quartiers insalubres où vivent plus de six mille personnes, presque la moitié de la population. Le « village haïtien », par exemple, situé au Bourg, centre historique de Kourou, est un dédale de tiges rouillées sans électricité, sans installations sanitaires, avec un seul point d'eau, où une centaine de personnes croupissent entre des cloisons de bois vermoulu et des paillasses posées à même la terre battue pour des loyers de 100 F à 500 F (1).

Un peu plus loin, au « village sarama », peuplé essentiellement de familles noires originaires du Surinam, un réseau sommaire amène l'eau et l'électricité à proximité des abris construits sur pilotis, mais l'endroit forme une cuvette et la saison des pluies le transforme depuis plusieurs jours en polder. On y voit de nombreux artisans travailler le bois comme si de rien n'était. On y dénombre aussi deux cents à trois cents travailleurs pseudo-clandestins utilisés comme manœuvres sur les chantiers publics et privés (surtout les Brestiens) ou comme employés de maison et de jardinage (surtout les Haïtiens) sur les propriétés résidentielles du personnel de la base spatiale.

Dévêts et lynchés

C'est ce « village sarama » qui a été soupçonné d'avoir donné refuge, le samedi 19 janvier dernier, aux deux auteurs d'Armand Digne, un jeune homme dont la famille est bien connue à Kourou et qui a frôlé la mort après avoir été blessé par balles en défendant le vélomoteur qu'on voulait lui voler.

Cet incident a donné lieu à un autre fait divers qui montre que Kourou reste capable du pire comme du meilleur. Le lendemain de cette agression, dimanche soir

M^{me} Martine Daugreilh (RPR) accuse M. Jacques Médecin de préparer le terrain à M. Jean-Marie Le Pen

Réfugié en Uruguay depuis sa démission, le 18 septembre 1990, de tous ses mandats électoraux, M. Jacques Médecin règle ses comptes dans un livre-entretien ayant pour titre Et moi je vous dis... ma vérité (éditions Michel Lafont). Mardi 11 juin, au cours de l'émission « Ciel, mon mardi » sur TF 1, l'ancien maire de Nice s'est longuement expliqué sur son action à la tête de cette ville, ses espoirs et ses projets. Adjointe au maire de Nice et député RPR des Alpes-Maritimes depuis juin 1988, M^{me} Martine Daugreilh conteste, dans l'entretien qu'elle nous a accordé, le blanc-seing donné, selon elle, au Front national par M. Médecin et expose sa volonté d'y faire échec.

« Quelle signification donnez-vous au retour médiatique de Jacques Médecin ? »

« J'ai l'impression qu'il veut, comme un boxeur, donner des coups parce qu'il a besoin de don-

Pour avoir participé à une réunion du Front national Le secrétaire départemental du Val-de-Marne du Parti radical est suspendu de ses fonctions

Le Parti radical a indiqué, lundi 17 juin, qu'il avait « suspendu de toutes ses fonctions » le secrétaire général de sa fédération du Val-de-Marne, M. Raymond David, en raison de la participation de celui-ci, le 13 juin, à Paris, à un dîner-débat organisé par le Front national autour de M. Jean-Marie Le Pen (Le Monde daté 16-17 juin). Une « demande d'exclusion » de M. David, qui est membre du bureau départemental de l'UDF, « a été adressée par sa fédération », a précisé M. Yves Galland, président du Parti radi-

cal, en soulignant que « celle-ci sera instruite par la procédure d'urgence prévue dans les statuts et aboutira dans les jours qui viennent ».

D'autre part, le RPR reconnaît que cinq de ses adhérents figuraient parmi les élus locaux participant au dîner du 13 juin ; un sixième ne siège plus au conseil municipal indiqué à la presse par le parti d'extrême droite. Deux femmes élus sous l'étiquette du Parti républicain assistaient, également, à cette réunion.

« Ce qui est grave, c'est qu'il y a chez nous, y compris dans notre équipe municipale, beaucoup d'élus qui sont de plus en plus fascinés par un discours très mus-

clé et qui ne verraient pas d'un mauvais œil de marcher avec le Front national. Par ses propos et ses écrits, Jacques Médecin est en train de leur donner sa bénédiction ».

« Pensez-vous que le menace de voir le Front national prendre la mairie de Nice est vraiment sérieux ? »

« Quand, en septembre dernier, j'ai refusé, avec d'autres, de démissionner du conseil municipal, ce n'était pas simplement pour garder mon siège au chaud. C'est que je n'avais pas et n'ai toujours pas le goût du suicide. Démissionner serait donner les clés de la ville au Front national, et tout ce qui s'est passé depuis neuf mois me confirme dans cette certitude. Jean-Marie Le Pen vient de prendre un appartement dans ma circonscription. Il ne fait plus mystère de son intérêt pour les élections régionales. Le danger est réel. Ce n'est plus une hypothèse d'école ».

« Les responsables parisiens du RPR sont-ils conscients de ce danger ? »

« Il existe au RPR une méconnaissance totale de ce qui se passe à Nice. Je suis profondément choqué par le manque de réactions de nos responsables face à ce danger. Comment peut-on accepter que nous ne mettions pas toute notre énergie à sauver Nice, à sauver la dernière grande ville RPR des Alpes-Maritimes, la cinquième ville de France ? Si, sur place, le RPR, dont les responsables locaux s'emploient à masquer cette réalité, ne construit pas une union réelle et solide, nous allons à notre perte ».

« Comment comptez-vous réagir ? »

« Je veux qu'on sache que je ne tairai jamais, que je dénoncerai sans cesse toutes ces connivences niçoises avec les léninistes. Nice aux mains du Front national, c'est impossible ! Ce serait une catastrophe pour cette ville tellement marquée, par une tradition d'accueil. Qui voudrait y venir

pour être reçu par un maître du Front national ? Le moment venu, le jour où il y aura des élections, j'ai l'intention d'être candidat à la mairie de Nice ».

« Je suis convaincue que l'opposition républicaine peut garder le pouvoir dans cette ville. Ce sera un choix important pour les Niçois, qui ont voté depuis des années pour un homme, de savoir ce qu'ils veulent pour leur avenir. La nouveauté, c'est qu'ils seront obligés alors de se positionner en termes politiques. En attendant, je ferai tout pour que la municipalité actuelle aille à son terme, mais je ferai tout également pour qu'elle ne fasse pas d'importants choix ».

Propos recueillis par DANIEL CARTON

« Seine-Saint-Denis : le RPR mobilise contre l'islamisme ». Les élus RPR de Seine-Saint-Denis ont distribué, samedi 15 juin et dimanche, des milliers de tracts-pétitions pour appeler la population à résister face à l'islamisme. Ils ont décidé d'organiser à la préfecture de Bobigny, samedi 22 juin, un rassemblement de protestation contre « l'insécurité quotidienne dans les villes, contre le vandalisme et le racket dans les cités, contre les dealers dans les écoles et contre l'afflux des clandestins dans le département ». (Corresp.)

« Un nouveau membre au bureau politique du Front national ». Ancien député du Front national, M. Jacques Boncompagni a été nommé au bureau politique de ce parti par M. Jean-Marie Le Pen. Cette instance compte, désormais, vingt-neuf membres. En raison de cette nomination, M. Boncompagni a été nommé vice-président du groupe Front national au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur à M. Max Bézet et devient vice-président « en compagnie » de M. Ronald Perdonnet.



nouveaux troubles, que « des citoyens dément murels de brasseurs » participent aux patrouilles de la maréchaussée.

Le pétard socialiste

Il est également question de « traiter » ces bidonvilles qui broient l'immigration d'origine étrangère. Le préfet, M. Jean-François Di Chiara, présentera cette semaine à M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, un « bilan diagnostic » de 240 pages, illustré de plusieurs photos en couleurs, dans lequel tout est dit sur les actions envisageables dans le cadre de la procédure « DSQ » (Développement social des quartiers). Réflexion faite, le « village sarama » ne sera pas rasé pour être reconstruit un peu plus loin, comme l'idée en avait été avancée, mais « on s'orienterait vers une opération plus douce » qui pourrait consister à « éradiquer et ouvrir le quartier sur la ville » en procédant à des « travaux de désenclavement, d'assainissement, de sécurisation foncière et de recensement ».

En attendant, le Front national est à Kourou comme un atypique dans l'atypique, un petit poison préhistorique très répandu dans les régions marécageuses et doté d'une carapace et de nageoires à toute épreuve qui l'autorisent à se déplacer sur la terre ferme d'une mare à l'autre, d'où son nom créole, qui signifie « à petits pas ».

politique gyanais, en réaction, justement, à la montée du Front national. Il s'agit de la création d'une fédération du Parti socialiste, alors que, jusqu'à présent, les militants du PS, très minoritaires, vivaient dans le silence du « parti fétide », le Parti socialiste gyanais (PSG), autonome depuis 1956, et se bornait à un rôle d'appoint pour l'intermédiaire d'une unique section implantée en 1984 dans la base spatiale. Ils disposent maintenant de quatre autres sections – à Cayenne, Saint-Laurent-du-Maroni, Matoury et Remire-Montjoly – et viennent de fêter leur centième adhésion.

Leur premier secrétaire, M. Alain Dujus, quarante-deux ans, inspecteur des FTI, membre du PS depuis 1984, a manœuvré habilement pour convaincre les instances nationales du parti d'accepter la naissance de cette fédération, en mars dernier, au risque de mécontenter le PSG, dont la fidélité à la majorité présidentielle n'a jamais été prise en défaut depuis l'accession de M. François Mitterrand à la présidence de la République.

Mis devant le fait accompli, le PSG a grincé des dents mais n'a pas déterré la hache de guerre, et M. Dujus continue de faire sa pekte. Il a enregistré le ralliement du maire et conseiller général de Matoury, et sa fédération, constituée au départ, surtout, par des métropolitains, accueille de plus en plus de créoles. Il rêve d'un PS unifié qui rassemblerait aussi « des Antillais, des Américains, des Antilles, des Saramas ». Il est heureux parce qu'il a su moins une centaine de lui enverrait déjà ses camarades de métropole : sa fédération sera sans doute l'une des rares à engranger des dividendes aux prochaines échéances électorales.

Il a fait sien l'adage sarama le plus adapté aux circonstances : « Saafi! Saafi! boung, échi échi boung ». Ce qui signifie littéralement « Doucement, doucement, c'est bien, vite, vite, c'est bien », mais peut se traduire plus simplement par : « Mieux vaut tard que jamais ».

ALAIN ROLLAT

(1) Selon une étude de l'INSEE portant sur le degré de confort de 33 245 logements principaux gyanais, 17 010 logements seulement disposent d'une alimentation en eau et en électricité : 3 317 ne bénéficient ni de l'une ni de l'autre, tandis que 10 360 ne disposent ni de suite de bains ni de WC et 18 525 ne sont pas reliés à un réseau d'épuration.

Prochain article La question amérindienne

JUSTICE

Après trois semaines de grève, M. Nallet annonce des mesures en faveur des éducateurs de la protection judiciaire

Nicolas et Patrice dans la pénombre

Les éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) sont en grève depuis bientôt trois semaines à l'appel du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée. Le SNPE, un syndicat affilié à la FEN largement majoritaire dans la profession, demande une revalorisation du statut, qui date de 1956. « Tout le monde a l'air de découvrir aujourd'hui les problèmes des

tré solitaire : le 30 mai, le veilleur de nuit a décidé lui aussi de suivre le mouvement. Pourtant, les revendications du SNPE concernent avant tout les éducateurs. Le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée, contesté par la CFDT, exige une revalorisation du statut, qui date de 1956. « Tout le monde a l'air de découvrir aujourd'hui les problèmes des

les connaît pas beaucoup, alors on ne peut pas leur parler comme aux autres. » Les journées, surtout, sont longues. Le foyer est fermé de 9 heures à 17 heures, et les jeunes qui n'ont ni stage, ni travail, sont livrés à eux-mêmes du matin au soir. « Ils nous donnent un ticket-restaurant pour déjeuner à midi, et parfois, un bon de cinéma, raconte Patrice. Dans la journée, je

agent EDF, plusieurs réparateurs télé, des dépanneurs d'antenne, et une dizaine de livreurs en tout genre. Patrice leur a commandé pour les prochains jours un piano qu'il a promis de payer par chèques lors de la livraison. Certains jours, ses grands-parents reçoivent plus d'une trentaine de visites. « On voit bien que certains jeunes vont mal, mais cette grève est importante, explique une éducatrice de Seine-Saint-Denis. On fait ce que l'on peut pour limiter les dégâts. »

Les éducateurs ont souvent du mal à abandonner « leurs » jeunes du jour au lendemain. Malgré la grève, la plupart d'entre eux continuent à les suivre « discrètement ». Geneviève, qui assure la sécurité du soir à Aubervilliers, a ainsi passé sa journée à s'occuper des problèmes de stages d'un jeune en apprentissage. « Il fallait tout boucler avant le 14 juin, note-t-elle. Je ne voulais pas qu'il paye la grève et j'ai tenté de tout arranger. C'est le problème de ce mouvement : depuis le 30 mai, on les suit tout en organisant la grève. Du coup, nous travaillons tous deux fois plus que d'habitude. » Un pas vers la fin du mouvement a toutefois été franchi la semaine dernière. Lors d'une réunion qui a eu lieu le 13 juin place Vendôme, M. Nallet a proposé aux éducateurs une amélioration indiciaire notable (de 480 à 820 F pour les 2 200 éducateurs de base), un relèvement du recrutement au niveau du DEUG dès le concours de 1992, et surtout, l'augmentation des débouchés en « A » : cette catégorie ne sera plus réservée aux seuls membres du corps de direction comme le proposait jusqu'ici la chancellerie. « La progression indiciaire n'est pas le salut de ce que nous espérons, mais le reste est très intéressant, souligne Robert Girier, le secrétaire général du SNPE. La possibilité pour les éducateurs de passer en catégorie A est exceptionnelle : nous avons enfin réussi à sortir du cadre étroit des accords Durafour ! L'annonce d'un recrutement définitif au niveau du DEUG est lui aussi un point d'appui satisfaisant. Cela faisait vingt-cinq ans qu'on attendait cela. » Le SNPE a toutefois maintenu son mot d'ordre de grève jusqu'au mercredi 19 juin. Les jeunes, eux, espèrent voir bientôt la fin du mouvement. « Qu'on leur donne ce qu'ils veulent, lance Nora en souriant. Pour qu'ils recommencent à s'occuper de nous ! »

ANNE CHEMIN



banlieues, remarque Arnaud Nikoladzé, l'un des dirigeants du SNPE, et le gouvernement affirme que la politique de la ville est l'une de ses priorités. Qu'il s'occupe donc de ceux qui travaillent depuis des années avec ces jeunes dans des conditions souvent difficiles. Actuellement, les salaires des éducateurs « de base » vont de 5 581 F à 10 271 F (rémunération nette hors primes). Le SNPE demande le passage de tous les éducateurs en catégorie A de la fonction publique, et une « réelle » revalorisation de la grille indiciaire.

me promène. Aujourd'hui, j'ai passé la journée dans le train et le métro. »

Deux fois plus de travail

Avec Nicolas, un autre jeune du foyer, Patrice est parti dans la matinée à Villiers-sur-Marne avant de déjeuner dans un McDonald de Noisy-le-Grand. Tous deux ont passé l'après-midi aux Halles, à Paris, et ils sont repassés à Aubervilliers quelques heures plus tard.

Au cours de ces après-midi baladeuses dans la région parisienne, Patrice a repris une habitude qu'il abandonne dans les moments où tout va bien : il a envoyé chez ses grands-parents une dizaine d'ambulances commandées par téléphone d'une cabine publique. Une façon de leur rappeler qu'il existe. « Ils n'ont pas voulu me revoir et je ne comprends toujours pas pourquoi, explique Patrice. Alors je me venge. » Cette semaine, ses grands-parents ont vu défiler un

Un nouveau juge d'instruction dans l'affaire du cap d'Agde

MONTPELLIER

de notre correspondant

Saisie par le procureur de la République de Béziers en janvier, la chambre criminelle de la Cour de cassation a désigné la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nîmes pour poursuivre l'instruction de l'affaire de la « résidence du Golf » au cap d'Agde (le Monde des 4, 8 et 12 janvier). La plainte de deux propriétaires – pour défaut de permis de construire et publicité mensongère à l'encontre de la société anonyme SOPRA, dont le président, M. Serge Mas, a été inculpé – avait permis de constater que les cahiers des charges de la station, qui prévoyait de réserver des espaces collectifs de loisirs, n'avaient pas été respectés, comme dans de nombreuses autres résidences.

La chambre d'accusation a à son tour choisi M^{me} Elisabeth Vieux, juge à Nîmes, pour poursuivre l'instruction. M^{me} Vieux devrait élargir les investigations aux anciens élus, car, dans ses réquisitions, le parquet général fait descriptifs d'« escroqueries » et de « complicités de défaut de permis de construire », pesant sur MM. Leroy-Beaulieu, Guy Tournau et Raymond d'Estor, respectivement ancien maire RPR, ancien premier adjoint et ancien adjoint chargé de l'urbanisme de la commune d'Agde.

J. M.

Une décision du tribunal administratif de Marseille

Un député des Verts est autorisé à déposer une plainte dans l'affaire Urba

Depuis le début de l'affaire Urba, les Verts multiplient les procédures, afin de mettre fin au « blocage de la machine judiciaire ». Leur dernière initiative vient de trouver un premier aboutissement : le tribunal administratif de Marseille a autorisé, jeudi 13 juin, M. Gérard Monnier-Besombes, député européen et contribuable de Marseille, à porter plainte en lieu et place de la commune de Marseille dans l'affaire Urba. Le député des Verts pourrait donc déposer, dès cette semaine, une plainte pénale contre X, avec constitution de partie civile, au sujet d'une affaire évoquée par l'inspecteur Gaudino dans son livre *« Enquête impossible »* : le versement, lors de l'attribution du marché de l'aménagement du tunnel Prado-Carénage, d'un « pot-de-vin » de 5,7 millions de francs.

Pour en arriver là, M^{me} Pierre-François Divier, l'avocat des Verts, a utilisé un article du code des communes, qui précise que tout contribuable a le droit, avec l'autorisation du tribunal administratif, d'exercer « les actions qu'il croit appartenir à la commune » et que celle-ci « refuse ou néglige d'exercer ». M. Monnier-Besombes a donc commencé, le 9 avril, par mettre la commune de Marseille en demeure de délibérer « dans les plus brefs délais » au sujet du dépôt d'une plainte pénale contre X avec constitution de partie civile dans l'affaire Urba. Six jours plus tard, arguant de « l'urgence » du dossier, le député européen

adressait une requête au tribunal administratif, afin d'obtenir l'autorisation de se substituer à la commune de Marseille. Le conseil municipal ayant refusé, le 27 mai, de porter plainte, le tribunal administratif autorisait le député européen à agir en lieu et place de la commune.

Délais de prescription

La plainte, si elle est déposée, pourrait aboutir à l'ouverture, à Marseille, d'une information judiciaire. Les obstacles, toutefois, ne manquent pas. Le premier tient aux délais de prescription qui, pour les délits, sont de trois ans : pour être poursuivis, les faits invoqués par les Verts devront donc être postérieurs au mois de juin 1988. Le second tient au problème de la recevabilité de cette plainte : M. Monnier-Besombes a obtenu le droit d'agir en lieu et place de la commune de Marseille, mais la recevabilité d'une action émanant de la commune n'est pas encore acquise. S'ajoutent enfin à ces embûches tous les problèmes liés à l'évocation, dans une plainte, des noms de plusieurs conseillers municipaux ou députés. Aucun membre du Parlement ne peut être poursuivi pendant la durée de la session parlementaire et le privilège de juridiction, qui prévoit le « dépaysement » des affaires impliquant des élus, exige la saisine « sans délai » de la chambre criminelle de la Cour de cassation.

A. C.

Devant les assises de la Haute-Vienne

Les aveux parfaits du témoin de Jéhovah

Hervé Evangelista, trente-quatre ans, agent des Télécommunications, comparait depuis lundi 17 juin devant la cour d'assises de la Haute-Vienne. Il est accusé du meurtre de sa compagne, Anne-Marie Gillyard. Un meurtre étrange : malgré les aveux insistants et détaillés de l'inculpé, personne n'y croit vraiment.

LIMOGES

de notre correspondant

Un « crime » parfait. Le 16 août 1988 à 22 h 46, Hervé Evangelista avertit la gendarmerie de Pierre-Buffière (Haute-Vienne). En rentrant d'une réunion de pompiers secouristes de la ville dont il est membre, il a découvert sa concubine inanimée au pied d'un escalier escamotable qui monte vers les combles du pavillon commun. Près d'elle, une boîte de matériel de couture, habituellement entreposée au grenier : dans la cuisine, la télé est toujours allumée. Arrivent les gendarmes, le médecin du bourg, les pompiers, le SAMU. Trop tard. L'accident ne fait de doute pour personne : Anne-Marie s'est tuée en tombant de l'escalier et elle est inanimée dans son village d'Etagne (Charente), où son compagnon va souvent fleurir sa tombe.

Coup de théâtre : près de deux ans plus tard, le 13 avril 1990, Hervé Evangelista se présente à Limoges à la rédaction du quotidien régional *« Le Populaire du Centre »* et passe des aveux complets. Il a assassiné sa compagne et organisé la mise en scène de l'accident. Ses aveux semblent si insolites que les journalistes enregistrent et filment la confession. Le soir-même, il se constitue prisonnier. Il a préparé soigneusement son bagage en prévision de l'incarcération. « Quand les portes de la prison de Limoges se sont refermées sur moi, dit-il à l'audience, j'ai senti que ma prison intérieure s'écroulait. Je me suis senti libéré. »

Entre l'acte et l'aveu, il s'est passé un événement : Hervé Evangelista est devenu témoin de Jéhovah. C'est alors, dit-il, que le remords a commencé à l'assaillir. Il a confessé son crime à l'« Ancien » (le chef spirituel) de la congrégation de Limoges-ouest, à laquelle il appartenait depuis son baptême en décembre 1989. Le conseil des anciens a porté l'affaire devant l'instance nationale des Témoins, qui lui procura un avocat-conseil, M^{re} Abel Louga, du barreau de Paris, jéhoviste lui-même, qui le défend aujourd'hui à Limoges. « Tout le monde m'a dit : rien ne t'oblige à te dénoncer, c'est une affaire entre toi et ta conscience, et c'est tout ce que j'ai pris ma décision », affirme Hervé Evangelista.

Dans le box, l'accusé est méthodique, consciencieux, affable, gentil, soumis. Tous ceux qui l'ont connu à Pierre-Buffière affirment qu'il est incapable d'avoir commis un tel forfait. Les témoignages éclairent sa personnalité. Hervé Evangelista était sous la coupe d'une mère, veuve, qui habitait le

même pavillon et supportait mal de le voir vivre en concubinage. Elle détestait la jeune femme : « Elle était méchante », dit-elle à la barre des témoins. De celle-ci, qui fut la première et la seule compagne qu'il ait jamais connue, Hervé Evangelista dit : « Elle me faisait peur. Ma mère voulait que je me sépare d'elle. Quand à elle, elle m'avait dit : c'est ta mère ou moi. » Elle avait d'ailleurs, quelques jours avant sa mort tragique, décidé de quitter le domicile commun et visité un appartement à louer dans un village voisin. Hervé Evangelista : « C'était invivable, mais je ne pouvais pas supporter l'idée de la perdre. »

« Délire mystique »

L'ennui, c'est que nombre de témoins, et même des enquêteurs, ne sont pas vraiment convaincus qu'il y ait eu meurtre. Hervé Evangelista, devant le jury, en rajoute dans la noie, comme s'il voulait absolument être condamné : « J'ai tenté de l'assommer avec un rondin pris dans la cave, puis de l'étrangler. Elle m'a dit : « Je t'ai tout donné et tu veux me tuer. » Je lui ai tapé la tête contre le carrelage de la cuisine, puis je lui ai mis un mouchoir dans la bouche et un autre plein d'éther sur le visage : je l'ai traînée sous l'escalier escamotable. Avant de partir à ma réunion, j'ai nettoyé car elle avait beaucoup saigné. »

Les secours arrivés une heure plus tard n'ont rien décédé d'anormal, ils n'ont remarqué ni traces suspectes sur le corps, ni odeur d'éther. La brigade de gendarmerie chargée de l'enquête n'a pas réussi à retracer avec précision la chronologie des événements tels que l'inculpé les retrace et l'autopsie d'Anne-Marie (pratiquée, il est vrai, deux ans après la mort) n'a pas permis de confirmer la violence supposée de l'assassinat. Les parents de la jeune femme, eux-mêmes témoins de Jéhovah, ont « pardonné » et ne se sont pas portés partie civile.

Les journalistes qui ont recueilli les premiers ses confessions l'ont vu, à l'époque, en proie à une sorte de « délire mystique », dit sans doute à sa toute récente conversion. Ils ont relevé que la confession avait eu lieu un vendredi 13, qui était en plus le vendredi saint et qu'il avait à ce moment-là trente-trois ans, l'âge du Christ. « Coïncidences sans signification », répond Hervé Evangelista.

Pour M. Christian Tessandier, psychologue, il voulait, « si tant est qu'il ait commis ce crime », montrer « une fois dans sa vie qu'il pouvait exister ». Et peut-être aussi « tuer son amie pour aggraver sa mère ». Pour M. Christian Aubriet, psychiatre, « il fallait qu'un crime parfait, succédant des aveux parfaits ». Le jury – six femmes et trois hommes – devra trancher dans cette étrange affaire, où la seule certitude est celle des aveux.

GEORGES CHATAIN

POLICE

Journée d'action de l'intersyndicale à Paris et en province

La journée d'action de l'intersyndicale de policiers, lundi 17 juin, a été un « succès », selon cette organisation qui regroupe l'Union des syndicats catégoriels (USC, près de 30 % des voix dans la police en tenue), FO, la CGT, la CFDT et la CGC-police. Sous le titre « Le monde policier en colère », le tract diffusé à cette occasion, notamment dans les gares et les stations de métro, a réclamé un « rattrapage du pouvoir d'achat » ainsi qu'une « véritable réforme de la police ». Initialement prévue le 19 juin, cette journée avait été avancée, afin d'éviter de voir « un parti politique tenter de récupérer son action en appelant à manifester à la même date sur les

problèmes de sécurité », cette décision visant, sans le nommer, le Front national.

La Fédération professionnelle indépendante de la police (7 % des voix chez les gardiens et grades, proche de l'extrême droite) avait aussi appelé à une manifestation, lundi 17 juin, dans la capitale. Malgré l'interdiction prononcée par la préfecture de police, ce rassemblement a attiré une quarantaine de personnes, qui ont été dispersées par les gendarmes mobiles. Seize personnes ont été interpellées, dont le président de la FPIP, Philippe Bitault, et ont été relâchées, après avoir été entendues par la police.

Enfin, à partir de mardi et jusqu'à vendredi, la Fédération nationale autonome de la police (FNAP, majoritaire chez les policiers en civil) a décidé de constituer des délégations dans les préfectures, afin de faire connaître ses doléances à chaque préfet. « Si rien ne vient, avertit M. Alain Brillet, secrétaire général de la FNAP, notamment sur l'application rapide des accords Durafour aux policiers, nous mobiliserons, durement, à la rentrée. »

VO Des prix à vous faire partir !
Prix à partir de + taxes **4540F**
LA RÉUNION
Tél. : 40 53 07 11 • 181, bd Pereire, 75017 PARIS

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Auditionné par des députés

Un conseiller de M. Joxe plaide pour le maintien de la « triade » nucléaire

Un conseiller du ministre de la défense a plaidé, devant les députés, en faveur du stationnement de l'avion Rafale, armé d'un missile nucléaire, sur le territoire d'un Etat européen qui le souhaiterait et en faveur du maintien du plateau d'Albion, où pourrait être enfoui un nouvel engin balistique dérivé du missile M.5 des sous-marins stratégiques.

Directeur de l'Institut des relations internationales à Villeneuve (Seine-Saint-Denis) et conseiller technique chargé des affaires stratégiques au cabinet de M. Pierre Joxe, M. Pascal Boniface a déposé, la semaine dernière, devant les députés de la commission de la défense, sur l'avenir de la dissuasion française. Ce thème devrait être examiné lors d'un prochain conseil de défense, présidé par le chef de l'Etat, dans le cadre des réflexions que mène le gouvernement sur la planification de l'effort militaire jusqu'à l'an 2002.

M. Boniface s'est prononcé pour le développement d'une « composante » nucléaire – terrestre et aérienne – qui soit complémentaire de l'actuelle Force océanique stratégique (FOS), constituée des sous-marins à propulsion nucléaire lanceurs de missiles balistiques. A la différence d'autres experts, qui sont partisans d'une seule « composante » à côté de la FOST, le conseiller de M. Joxe considère qu'il est possible de prévoir le maintien d'une « triade » nucléaire, en réalisant « un équilibre entre les trois armées à l'horizon 2005 ».

Selon M. Boniface, la FOST devrait pouvoir aligner cinq sous-marins de nouvelle génération, du modèle Le Triomphant, qui entrera en service après 1994. Actuellement,

la France dispose de cinq sous-marins, du type Le Redoutable modernisés, portant chacun de seize missiles M.4 à plusieurs charges explosives. Les sous-marins de nouvelle génération déplaceront 14 200 tonnes en plongée et chacun devrait embarquer seize missiles M.5 qui ont une portée accrue et des aides à la pénétration pour franchir les réseaux adverses de défense.

Un avantage pour l'Europe

A côté de cette nouvelle FOST, le conseiller de M. Joxe propose « une composante aérienne stratégique » qui devrait être constituée par des avions Rafale armés du missile air-sol à longue portée (ASLR). Dérivé de l'actuel ASMP (air-sol à moyenne portée) des Mirage IV et des Mirage 2000 N qui sont déjà en service opérationnel, le missile ASLR est censé couvrir des distances supérieures à 600 kilomètres une fois tiré par son avion porteur. « Prenant la place de l'ASMP en 2002 ou en 2007, l'ASLR », précise M. Boniface, « pourrait réaliser des missions préstratégiques et stratégiques ».

Le conseiller du ministre de la défense estime que « le couple Rafale-ASLR » offre des avantages : il ouvre notamment la voie à une coopération en matière de sécurité européenne. Soit le missile peut être fabriqué avec la Grande-Bretagne (qui exprime le même besoin d'un engin aéroporté pour ses Tornado actuels ou pour son Eurofighter à venir). Soit le couple Rafale-ASLR pourrait être stationné sur le territoire d'un autre Etat européen », selon les propos de M. Boniface.

Outre la FOST et cette composante aérienne stratégique, M. Boniface recommande de conserver le site existant du plateau d'Albion, en Provence, où sont enfouis dix-huit

missiles S.3 à une seule tête mégatonnique. C'est précisément le sort du plateau d'Albion, au début du siècle prochain, qui sera en jeu lors du prochain conseil de défense présidé par M. Mitterrand. Face à ceux qui plaident pour la fermeture de ce site ou qui sont partisans – pour lui succéder – de la construction d'un missile déplaçable sur des semi-remorques en cas de tension internationale, le conseiller de M. Joxe propose de maintenir le plateau d'Albion en enterrant quelques missiles multitétes qui seraient dérivés du missile M.5 des nouveaux sous-marins.

« Une version terrestre du M.5, a expliqué M. Boniface, pourrait être développée sans que ces missiles remplacent nombre pour nombre les actuels missiles du plateau d'Albion, afin de ne pas encourir le reproche de surarmement ». A cette occasion, a-t-il ajouté, le site d'Albion, qui est aujourd'hui sous la responsabilité de l'armée de l'air, serait attribué à l'armée de terre « qui aurait ainsi sa composante stratégique ».

J. I.

Accord franco-italien pour la production d'une torpille. – Le ministre italien de la défense a annoncé, lundi 17 juin, la signature d'un accord avec la France pour la production, en commun, d'une torpille légère destinée à protéger les marines des deux pays, après 1996, contre la menace des sous-marins nucléaires d'attaque. Ce nouveau programme fusionne deux projets nationaux de torpilles : la Murène française (conçue à l'arsenal de Saint-Tropez) et l'A-290 italienne. Les besoins français sont estimés à quelque mille torpilles mises en œuvre à partir d'avions, d'hélicoptères ou de navires de guerre, soit un investissement total de 7 milliards de francs.

CATASTROPHES

Alors que l'activité du volcan philippin diminue

La population s'organise pour aider les réfugiés du Pinatubo

D'après l'Institut de volcanologie et de sismologie des Philippines, la dangerosité du volcan Pinatubo est passée du niveau 5 (stade d'éruption effective) au niveau 2 (alerte simple). Selon un dernier bilan officiel, cent dix personnes auraient été tuées à la suite des éruptions de la semaine passée, et plus de 200 000 personnes auraient fui ou seraient évacuées des zones dangereuses. Face à l'afflux de réfugiés, le gouvernement vient de faire un appel à la solidarité pour des dons en vivres et en vêtements.

MANILLE

correspondance

Des files interminables de piétons laissent cheminer lentement dans la grisaille. Ce sont des dizaines de milliers de Philippines qui refusent des environs du volcan Pinatubo vers Manille et son univers de béton peuplé de huit millions d'habitants, soit vers d'autres lieux jugés plus sûrs. La montagne de feu endormie depuis six siècles s'est réveillée depuis dix jours, et le typhon de ces derniers jours a servi de gigantesque ventilateur pour recouvrir d'un linceul gris blanchâtre toute la campagne et les villes environnantes. Manille, située à 80 kilomètres, est elle-même grise de poussières boueuses.

Le typhon Yunie a marqué, de plus, le début tant attendu de la saison des pluies. Les crues instantanées des rivières proches du volcan ont emporté au moins six grands ponts. Les pertes en vies humaines se chiffrent officiellement à au moins cent dix personnes, la plupart prises dans l'effondrement de toits sous le poids des sédiments accumu-

lés ou dans des coulées de boue. Les pluies, chargées de débris sulfureux au-dessus du volcan, ont, pendant quarante-huit heures, été acides, irritant les yeux, les voies respiratoires et la gorge. Les médecins du pays sont submergés de demandes de conseils, les vendeurs de masques chirurgicaux font des affaires d'or et les pharmacies sont dévalisées de leurs stocks de gouttes pour les yeux et de pommades dermatologiques.

Ce pays étant un des seuls d'Asie à jour d'une presse libre, les trois cents stations de radio et la trentaine de quotidiens de Manille rivalisent de titres meurtriers, prédisant en vrac l'explosion du volcan – qui n'est pas à l'ordre du jour, selon les volcanologues – des centaines de millions de dollars de dégâts agricoles – lesquels sont bien réels, et la colère renouvelée du Seigneur, reflet typique de la catholicité superstitieuse du seul pays chrétien de la région.

Une nature toujours hostile

Pour le moment, le volcan, qui s'est – relativement – calmé depuis quarante-huit heures, n'a pas vu de coulée de lave. Grâce à la compétence reconnue des spécialistes philippins, toute la région avoisinante avait été évacuée à temps, évitant des centaines de morts. L'aggravation météorologique avait également fait l'objet d'avertissements. Mais personne ne voulait déclencher une panique, en faisant évacuer soudainement une région-clé de l'agriculture des Philippines, abritant quelque 5 millions de personnes. Les forces armées philippines ont attendu pour évacuer les quelque 15 000 personnes travaillant sur la gigantesque base aérienne de Clark, située à 30 kilomètres du volcan. Du coup, l'humeur typique du pays aidant, la bague s'est relâchée dans tout le pays : « Le Pinatubo a

réussi en vingt-quatre heures à ôter le gouvernement échoué depuis toujours : faire évacuer les bœufs ».

Pendant que les piétons alignent sur les chemins, au-dessus, dans les collets et les charrettes tirées par les carabao (le bœuf local) embouteillent les grandes routes reconstruites de boue. Les autorités ont ouvert des dizaines de centres d'accueil, et le ministère de l'Agriculture a annoncé que les stocks de riz étaient suffisants. C'est techniquement vrai pour le moment, mais aucun Philippin ne le croit.

Aucune atmosphère de panique cependant. Les Philippines ignorent ce sentiment. « Bahala na », disent-ils. « C'est la vie ». Nul fatalisme de leur part, mais l'acceptation d'être temporairement dépassé par une nature depuis toujours franchement hostile. Nulle révolte non plus contre les pauvres moyens de la société civile. Farouches individualistes, les Philippines n'attendent jamais grand-chose du pouvoir et des autorités dans leur vie quotidienne.

Partout, en revanche, leur solidarité naturelle s'exprime. Des centaines d'associations, qui sont le signe de la démocratie retrouvée depuis l'arrivée au pouvoir de Cory Aquino, se sont mobilisées. Radios par l'Eglise catholique, les réseaux de radio et de télévision, les appels se multiplient pour des dons en nature ou en argent. Comme il y a deux mois, au moment du grand tremblement de terre qui a ravagé une partie de la même région et entraîné plus de deux mille personnes. Comme il y a sept mois, lorsque l'un des typhons les plus meurtriers de la décennie a dévasté le centre de l'archipel, emportant cinq cents personnes dans la mort.

Et le Pinatubo continue de trancher gaz et roches, les spécialistes prévoyant que cette activité durera des semaines, voire des mois, en plus.

JEFF BRITTON

MÉDECINE

Créés par manipulations génétiques

Des porcs mutants produisent de l'hémoglobine humaine

Une équipe de biologistes américains travaille pour la firme privée DNX (Princeton, New-Jersey) vient d'annoncer avoir réussi à greffer sur des porcs les gènes qui, chez l'homme, dirigent la synthèse de l'hémoglobine, molécule assurant dans le sang le transport de l'oxygène. Après injection des gènes humains *in utero* – lorsque les animaux étaient au stade embryonnaire – les chercheurs américains disposent, aujourd'hui, de trois porcs fabriquant de l'hémoglobine humaine. Celle-ci représente environ 15 % de l'hémoglobine totale de ces animaux, sa présence ne semblant

poser aucun problème immunitaire. La firme américaine a, parallèlement, mis au point une méthode permettant de purifier l'hémoglobine humaine ainsi produite.

Comment situer cette découverte, qui fait, outre-Atlantique, l'objet de commentaires enthousiastes, plusieurs spécialistes voyant là une étape essentielle dans la mise au point tant attendue du « sang artificiel » ? Ce n'est pas la première fois que l'on parvient à créer de la sorte un mammifère transgénique, dont l'organisme « sait » fabriquer la principale molécule du sang. Depuis quelques années, plusieurs équipes à

travers le monde disposent de souris ainsi modifiées afin d'étudier les mécanismes de régulation de l'hémoglobine et les maladies – comme la drépanocytose – liées à cette molécule.

Avec ces « porcs à hémoglobine humaine », on peut imaginer disposer d'une source inépuisable de cette matière première, les animaux mutants pouvant être saignés et non sacrifiés. On est pourtant encore loin du sang artificiel. « Le vrai problème n'est pas d'obtenir de l'hémoglobine, mais de trouver les moyens de l'utiliser à des fins thérapeutiques », expli-

que le professeur Jean Ross, directeur de l'unité « génétique moléculaire et hématologie » de l'INSERM (Hôpital Henri-Mondor, Créteil). L'injection intraveineuse d'hémoglobine provoquant des lésions rénales importantes, on dispose en théorie de deux solutions : soit d'encapsuler la molécule, soit d'en modifier la structure sans qu'elle perde ses fonctions et son affinité pour l'oxygène. Les chercheurs de DNX estiment que leur travail ne pourra avoir d'applications thérapeutiques avant au moins cinq ans.

J.-Y. N.

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

DIAGONALES

« C'EST connu, ce nom-B ! » Quand on signe des articles et des livres depuis un moment, votre pseudonyme finit par dire quelque chose aux gens. Quel ? C'est une autre affaire. Vous êtes connu, voilà tout. Un notaire, pourrait-on dire. On parle bien des notaires.

Cet état vaut certains embarras, contre les avantages. Ainsi des dédicaces. Le fétichisme du paraphe n'a pas disparu. L'opinion demeure qu'il a une valeur monnayable, qu'il en prendra peut-être une avec le temps. Chaque semaine environ, un collectionneur, souvent allemand (!), écrit pour qu'on lui signe un bristol vierge ou agrémenté d'un aphorisme impénétrable ; on ne sait ce qui est le plus dangereux pour le signataire. Récemment, une paire d'amis ont eu l'idée d'offrir en cadeau de mariage un recueil d'autographes. L'idée a le mérite d'être bon marché : le prix du timbre.

Les petits malins, il s'en trouve dès la lycée. Je ne compte plus les lettres d'élèves, du genre : « Monsieur, j'ai à faire une dissertation sur ceci ou sur cela, pourriez-vous me dire ce que vous pensez du sujet, si possible en quatre ou cinq feuillets double interligne ? » Ben voyons ! Des étudiants, aussi, tirent leur fierté de cette manière. « Y a-t-il une crise du roman ? », « Le Pen est-il un danger ? », « Du'est-ce que la culture ?... Les questionnaires de ce style prolifèrent, comportant des dizaines de sous-questions. Motif d'excuse : il s'agit de sociologie. Un patron de thèse appuie généralement la démarche, d'une lettre à en-tête. Cela s'appelle faire de la recherche, paraît-il.

Les passages à la télévision, même rares, compliquent tout. Les spectateurs ne vous par-

A Suzanne Vanité

lent plus de ce que vous avez dit ou fait. Ils se souviennent qu'ils ont été vaguement contents, ou mécontents, de vous ; ils-dessus, ils sont formels. On a tout dit sur cette frivolité obligée et sur les aérations qu'elle entraîne pour le public ; pour les ours montrés aussi, d'ailleurs, mais eux, comment les plaindre !

Un présentateur disparu racontait qu'une jeune mère l'avait dit plus que jamais de son dernier-né, vu qu'elle l'avait regardé le soir de la conception. Qu'en pensait le papa ? Saint-Joseph a fait des émules. Une autre vedette du petit écran a été apostrophée dans la rue, le lendemain d'une émission : « Otez-moi d'un doute, disiez le passant, sans rire : c'est bien moi qui vous ai vu hier soir ? » Pire encore est emfoncé.

Une lectrice m'a envoyé sa photographie, un beau jour, au motif que, connaissant mon visage, il lui semblait légitime que je connusse le sien. Bon. Je m'étais juré de ne pas parler courtoisie. Promesse d'ivrogne. C'est trop troublant car qui se passe entre celui qui écrit et celui ou celle qui ne voit pas pourquoi il n'en ferait pas autant.

Les lettres portant sur un point précis, elles, sont passionnantes. J'y réponds. Les opinions, je les transmets à qui décide de leur insertion. Ressemblent les lettres improprement citées « de tous », sous prétexte qu'elles ne se rapportent à rien de connu, d'évoqué, de récent, de raisonnable.

Il y a le correspondant prolix à qui tout, absolument tout, rappelle ses préoccupations centrales et dignes d'intéresser la planète puis-

qu'elles sont le plus souvent d'ordre théologique. Il y a l'algré de service, qui ne peut pas soumettre une remarque sans préambule acide. Il y a le pléideur qui se cherche un juge d'appel, vous transmet les pièces du dossier, surchargées de notes vengeresses, et qui s'indigne bientôt qu'on ne lui renvoie pas certains documents capiteux pour sa cause. La vie n'est souvent qu'un vaste litige !

Il y a Suzanne Vanité. Depuis dix ans, peut-être davantage, elle m'écrit quotidiennement, parfois deux lettres par jour. Comment ne pas reconnaître son écriture appliquée, depuis le temps ! Et pourquoi ouvrir encore les enveloppes ? Une sur vingt suffit à vérifier que le contenu n'a pas changé. Le même petit poème court sur le page, d'une plume de plus en plus tremblée.

Nou, il ne s'agit pas d'amour à vide, de fixation délirante, de nouvelle religieuse portugaise, ni de choses pas nettes. Cela ressemble à la strophe de Paludes :

De ma fenêtre j'aperçois,
Quand je relève un peu le tête,
Le lisière d'un petit bois
Qui ne s'est jamais mis en fête...

La France profonde s'entête à versifier dans le désert ses chimères et ses chagrins. Tant mieux, si cela la soulage. Suzanne Vanité dépense beaucoup en frais de poste. Elle n'a jamais reçu de réponse. Elle n'en demande pas. Mieux vaut ne pas la réveiller. Ouvrir ses envois serait indiscret. Ce n'est pas à leur destinataire qu'elle s'adresse. Elle parle à celui qui ne répond jamais et qui porte tous les noms imaginables.

Je ne me plains de rien. Je raconte.

ÉDUCATION

En raison de la crise financière

Des parents demandent la désignation d'un administrateur provisoire à la FCPE

Sept conseils départementaux de la FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves) viennent d'assigner en référé devant le tribunal de grande instance de Paris le président de leur fédération nationale, M. Jean-Pierre Mailles, pour demander la nomination d'un administrateur provisoire. Cette procédure a été engagée afin qu'une assemblée générale soit chargée d'examiner la situation financière de l'association et les remèdes à y apporter, vérifier la comptabilité, rechercher les éventuelles irrégularités commises et décider d'un plan d'apurement du passif.

A son dernier congrès de Bourges, la FCPE avait demandé à ses adhérents de voter le recours à un emprunt de 16 millions de francs pour apurer les comptes de l'association FCPE-Solidarité chargée de collecter les fonds de l'assurance scolaire autonome créée en 1989, dont les deux premiers exercices ont cumulé une perte financière de 9 millions de francs (le Monde des 21-22 mai). L'emprunt

avait été rejeté, tout comme le rapport financier de la fédération.

L'audience en référé, mardi 25 juin, pourrait remettre en cause la tenue du congrès extraordinaire prévu le 30 juin. Celui-ci doit examiner un plan de redressement, qui reprend les termes du plan de Bourges et y inclut une souscription nationale auprès de ses 500 000 adhérents.

Les professeurs du collège République de Bobigny suspendent leur grève. – Les professeurs et les surveillants du collège République de Bobigny (Seine-Saint-Denis), en grève depuis le lundi 10 juin pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail (le Monde du 13 juin), ont repris les cours, lundi 17 juin. Un nouveau préavis de grève a été déposé pour le jeudi 20 juin. Si aucune mesure n'a été prise d'ici là, les enseignants envisagent d'empêcher le déroulement des épreuves du baccalauréat dans leur établissement. (Corresp.)

Conférence

Dans le cadre de l'exposition IMPRIMER, EXPRIMER

mercredi 26 juin à 17h

« L'imprimé, l'unique et le multiple : livre de photographies, annuaire téléphonique... »

par Paul Traband, chef de la division technique à l'Imprimerie nationale, Claude Nori, photographe, éditeur de Camera International, éditions Contrejour.

(accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin Lemaître 75019 Paris. Métro Porte de la Chapelle
Informations : (1) 40 05 72 99

La ceinture de feu du Pacifique

Les éruptions actuelles de l'Unzen et du Pinatubo rappellent que tous les volcans associés aux zones de subduction sont dangereux

La simultanéité des éruptions de l'Unzen japonais et du Pinatubo philippin ne permet d'établir, en l'état actuel des connaissances, aucune relation entre l'une et l'autre. A cet égard, les deux volcans font partie de la « ceinture de feu » du Pacifique.

Le pourtour de l'océan Pacifique, de la Nouvelle-Zélande au Chili, est jalonné de quelque trois cent cinquante volcans actifs (1) sur les six cents (environ) recensés dans le monde. Les éruptions actuelles de l'Unzen et du Pinatubo, avec leurs victimes et les évacuations qu'elles ont déclenchées, rappellent que les volcans du pourtour du Pacifique sont, *a priori*, dangereux car ils sont tous associés à la plongée (ou subduction) d'une plaque océanique sous une plaque voisine.

La théorie de la tectonique des plaques, qui est née au cours des années 60, a montré que la surface de la Terre est faite d'une mosaïque de six grandes plaques et d'un certain nombre de plaques plus petites qui bougent sans cesse les unes par rapport aux autres. Toutes ces plaques constituent la lithosphère. Elles sont rigides et elles sont d'une nature composite — elles sont faites de deux « couches » solidaires l'une de l'autre — qu'elles soient océaniques ou continentales.

Toutes les plaques ont la même couche inférieure faite de la partie supérieure du manteau supérieur. Mais la couche supérieure est de deux natures différentes : dans les plaques océaniques, épaisses en moyenne de 70 kilomètres, on a affaire à de la croûte océanique (des roches basiques assez denses) ; dans les plaques continentales, épaisses de 100 à 150 kilomètres, à de la croûte continentale (du granite relativement léger).

Plaques continentales et plaques océaniques se comportent de façon totalement différente. Les premières sont purement passives. Leurs déviations sont la conséquence de l'activité des plaques océaniques. En

outre, leur relative légèreté leur interdit — principe d'Archimède aidant — toute plongée sous une plaque voisine. Les secondes, au contraire, se renouvellent constamment.

Les plaques océaniques se créent dans l'axe médian des dorsales océaniques (une chaîne de montagnes longue de quelque 60 000 kilomètres qui serpente sous tous les océans). Dans cet axe, monte du magma chaud venu d'une zone du manteau supérieur située à quelques dizaines de kilomètres de profondeur. Au cours de sa montée, le magma est soumis à des pressions et à des températures décroissantes. Il se solidifie peu à peu lorsqu'il arrive à la surface de la Terre et se soude, de part et d'autre de l'axe médian, aux deux plaques voisines situées de chaque côté de celui-ci. Ces deux plaques océaniques dérivent donc dans des directions opposées, perpendiculaires à l'axe médian où elles prennent naissance. Elles finissent par disparaître en plongeant sous la plaque au contact de laquelle chacune est arrivée, que celle-ci soit continentale ou océanique. Ces plongées sont matérialisées sur le fond des océans par les grands fossés océaniques qui sont, pour la plupart, situés tout autour du Pacifique.

Retour dans le manteau

Une plaque qui plonge commence par se courber. Ensuite, elle descend lentement (à une vitesse moyenne qui est comprise, selon les plaques, entre 1 et 10 centimètres par an) le long d'un plan incliné le plus souvent à 45° dans le manteau supérieur. Or celui-ci a une température qui croît avec la profondeur. Il est donc visqueux (à l'échelle des temps géologiques). Le matériau rigide et froid de la plaque plongeante se réchauffe, ainsi peu à peu jusqu'à prendre, à une profondeur variable, mais à l'ordre de plusieurs centaines de kilomètres, la température et la viscosité du manteau supérieur. Les plaques



océaniques, issues du manteau supérieur, s'y refondent donc. Les processus de la plongée d'une plaque océanique expliquent la sismicité et le volcanisme des zones de subduction. Bien entendu, la plongée d'une pla-

que ne se fait pas aisément. Elle génère des tremblements de terre. Les séismes sont superficiels (les foyers sont à moins de 60 kilomètres de profondeur) là où la plaque plongeante se courbe, là aussi où le rebord de l'autre plaque (considérée comme fixe) est « frottée ».

Plus loin sur le plan oblique, la plaque plongeante est encore rigide ; elle peut donc « casser » ; ce qui produit des tremblements de terre intermédiaires (les foyers sont situés à des profondeurs comprises entre 60 et 300 kilomètres de profondeur). Plus loin encore dans la plaque plongeante, tant que celle-ci ne s'est pas réchauffée suffisamment pour être devenue visqueuse (toujours à l'échelle des temps géologiques) se produisent des tremblements de terre profonds dont les foyers sont à plus de 300 kilomètres sous la surface de la Terre (720 kilomètres étant la plus grande profondeur connue).

Il faut revenir aux séismes intermédiaires. A leur verticale existent de nombreux volcans, dont tous ceux qui jalonnent la « ceinture de feu » du Pacifique. Ce sont eux qui ont créé ou dominent les arcs insulaires, ces archipels en festons qui entourent le Pacifique : Aléoutiennes, Kouriles, Japon, Ryū-Kyū, Philippines, Mariannes, Salomon, Tonga (2). Lorsque la plaque plongeante — celle

du Pacifique principalement, mais aussi celles des Philippines, de Nazca et des Cocos sans oublier la petite plaque Juan de Fuca (devant de la côte nord-ouest des Etats-Unis) — s'enfonce sous une masse continentale, les volcans associés aux séismes intermédiaires dominent de grandes îles (Japon, Philippines et le nord de la Nouvelle-Zélande), une presqu'île (Kamitchatka) ou les montagnes situées à l'ouest des Amériques.

Dômes et aiguilles

Quel que soit leur environnement insulaire ou continental, tous les volcans associés aux séismes intermédiaires des zones de subduction ont des caractéristiques très particulières. Ils émettent en général des laves acides, c'est-à-dire riches en silice. Ces laves ne coulent pas ou coulent mal. A leur sortie, elles édifient souvent par extrusion des dômes très pâteux ou même de gigantesques aiguilles (comme ce fut le cas à la montagne Pelée de la Martinique en 1902) qui obstruent leur cheminée, empêchant ainsi la pression interne de leur volcan de se relâcher.

Ces volcans sont donc *a priori* potentiellement dangereux. Ils sont très souvent explosifs et émettent des coulées pyroclastiques (des débris de roches volcaniques mêlés à du gaz) ou des nuées ardentes (du gaz contenant de fins débris et des blocs de roches volcaniques). Les unes et les autres ont une température de plusieurs centaines de degrés Celsius et dévalent les pentes du volcan dont elles sortent à des vitesses pouvant atteindre 100 ou 200 kilomètres à l'heure pour les coulées pyroclastiques, 400 ou 500 kilomètres à l'heure pour les nuées ardentes.

La France ne peut oublier les 30 000 morts de la montagne Pelée, les habitants de Saint-Pierre qui ont eu à évacuer de la ville, pour cause d'éruptions. Les Etats-Unis se sont mêlés à juste titre de leur mont

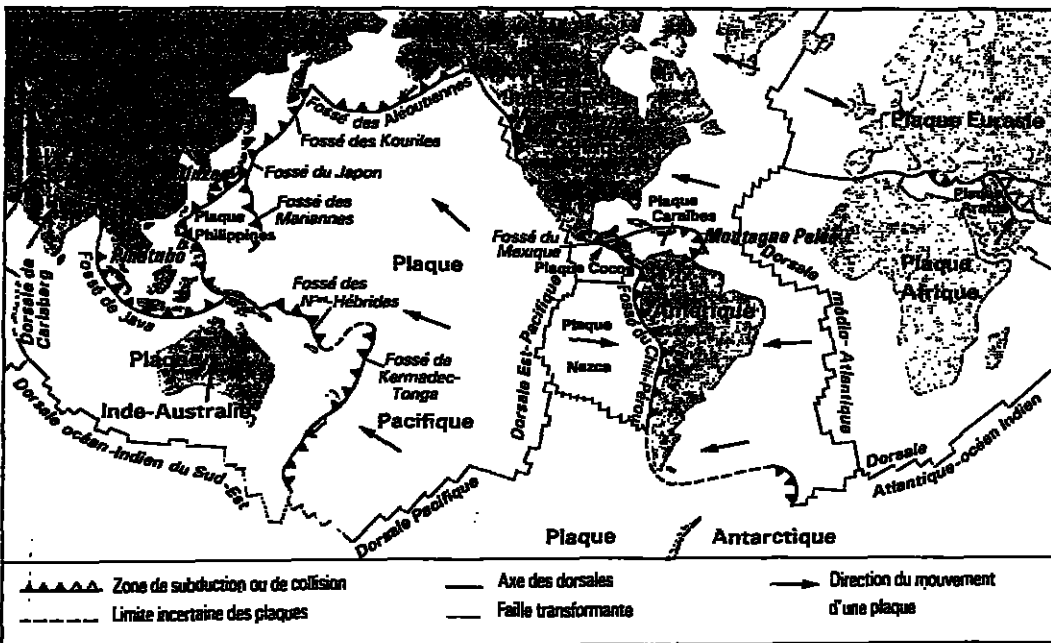
Saint-Helens (Etat de Washington). Celui-ci dormait tranquillement depuis 1860 lorsqu'il s'est réveillé le 27 mars 1980. Très vite, l'évacuation de la zone menacée a été ordonnée si bien que la fantastique explosion du 18 mai 1980 n'a tué qu'une soixantaine de personnes. De même, lorsque le Pinatubo philippin s'est fortement « éternué » au cours de la première semaine de ce mois de juin, les autorités américaines ont commencé à évacuer, dès le 10 juin, les 14 500 personnes qui vivaient dans leur grande base Clark située à une trentaine de kilomètres du volcan.

Avec les volcans associés aux zones de subduction, il faut vraiment appliquer la tactique qu'aurait prônée Napoléon face à l'ennemi : la seule victoire, c'est la fuite.

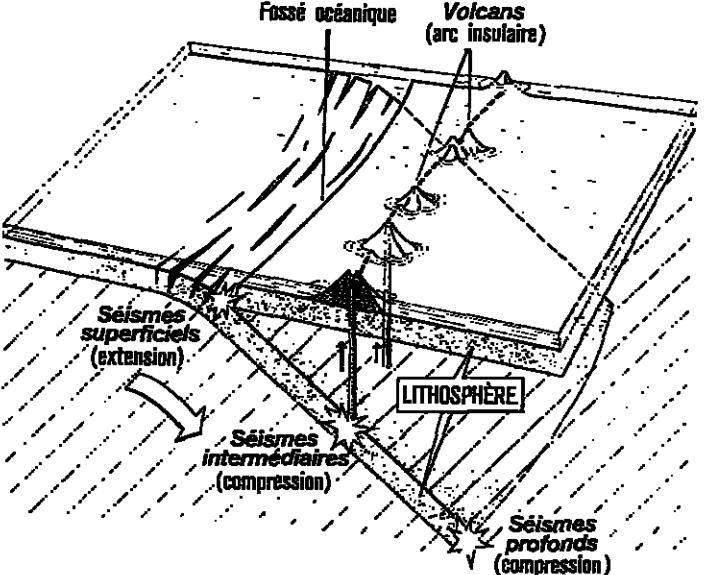
YVONNE REBEYROL

(1) La notion de volcan actif est difficile à préciser. On peut inclure dans cette catégorie seulement les quelque 600 volcans qui ont eu des éruptions au cours de la période historique, étant entendu que la période historique a une durée très variable puisqu'elle a commencé avec l'apparition de l'écriture, il y a plus de cinq mille ans au Proche-Orient et en Egypte, moins de cinq cents ans dans les Amériques, à peine trois cents ans en Océanie. On peut aussi, comme le fait la Smithsonian Institution américaine, considérer comme actifs tous les volcans qui ont manifesté une activité quelconque au cours des dix derniers milliers d'années. Selon ce calcul, on arrive à quelque mille trois cent cinquante volcans actifs. L'une et l'autre méthode de calcul ne prennent pas en compte la quasi-totalité des volcans sous-marins qui sont pourtant très nombreux dans l'axe médian des dorsales océaniques puisqu'ils sont associés à la mise en place des nouvelles plaques océaniques.

(2) Les nombreux volcans d'Indonésie ont la même origine, à ceci près qu'ils sont créés par la plongée de la plaque indonésienne sous la plaque Eurasie. De même, les volcans des Petites-Antilles sont engendrés par la plongée de la plaque Amérique sous sa petite voisine des Caraïbes.



d'après « Plate Tectonics » de J. F. Dewey



Un dernier livre...

Avant de partir pour le Japon, Maurice Krafft a eu la joie de voir son dernier livre : *Les Feux de la Terre, histoires de volcans*. Cette fois, il ne s'agit pas d'un grand album, comme « Les Feux de la Terre » avaient l'habitude d'en publier, mais d'un petit livre. Celui-ci n'en est pas moins superbe avec d'innombrables illustrations dont la plupart sont tirées, sans nul doute, de la collection iconographique personnelle de l'auteur et de son épouse. Les textes anciens décrivant et essayant d'expliquer les éruptions volcaniques sont souvent amusants et pittoresques. Ceux qui traitent des éruptions récentes et des explications actuelles des phénomènes volcaniques sont, bien évidemment, sérieux sans être ennuyeux ou incompréhensibles. Un petit livre donc. Mais un régal pour les yeux et l'esprit.

Y. R.
« Les Feux de la Terre, histoires de volcans ». Ed. Gallimard, collection « Découvertes », 208 pages illustrées, 77 F.

Trois siècles de tranquillité

Les autorités japonaises, comme nous le signale notre correspondant à Tokyo Philippe Pons, font étudier des modèles de ce qui pourrait se passer si le volcan Unzen émettait des coulées pyroclastiques plus importantes que celles qui ont tué, le 3 juin, trente-huit personnes, dont les deux volcanologues français Maurice et Katia Krafft. D'après les premiers résultats de ces études, une telle coulée pourrait atteindre une zone située à 2 kilomètres au-delà de celle où est parvenue la coulée du 3 juin et couvrir de débris brûlants une surface en forme d'éventail de quelque 3 kilomètres carrés. Elle parviendrait ainsi jusqu'au port de Shimabara (quarante-cinq mille habitants) et finirait dans la mer.

Cette « prévision » est d'autant plus inquiétante qu'elle suit un schéma rassemblant beaucoup à celui de l'éruption de l'Unzen de 1792 (la plus récente qu'ait connue le volcan) dans laquelle quinze mille personnes avaient été tuées. L'éruption de 1792

avait commencé sans doute pendant l'automne de 1791. A partir du 13 novembre, des tremblements de terre, des grondements et des éboulements se manifestèrent sur l'Unzen. Le 10 février 1792, des fragments de lave sont tombés du Hugenake, un des sommets de l'Unzen, situé à 7 kilomètres au sud-ouest de Shimabara.

Le 1^{er} mars, l'éruption sommitale s'était arrêtée, mais un dôme de lave a commencé à être extrudé par une cheminée située à 1 kilomètre au nord-nord-est du Hugenake. Ce dôme a grossi rapidement au point de mesurer bientôt 3 kilomètres de diamètre pour un volume estimé à un dixième de kilomètre cube. Le 5 mars, des glissements de terrain ont descendu les pentes du volcan, et le 21 avril trois cents séismes se produisirent, dont un démolissait des maisons à Shimabara.

Le 21 mai 1792, le flanc oriental de la montagne s'effondra. Déclenchée soit par une explosion survenue au Mayeyama, (un autre sommet du « système » Unzen, situé à 4 kilomètres au sud-est de Shimabara), soit par des tremblements de terre, des coulées pyroclastiques et sans doute des nuées ardentes d'un volume total estimé à un demi-kilomètre cube dévalèrent le flanc est du volcan, atteignant Shimabara, y tuant dix mille personnes avant de se précipiter dans la mer. Là, un tel volume de coulées déclenchait un tsunami (des vagues énormes improprement appelées raz-de-marée), qui noyait quatre mille trois cents victimes supplémentaires.

Depuis la catastrophe de 1792, l'Unzen s'était tenu tranquille — à l'exception d'essaims de petits séismes qui ont été ressentis en 1929, 1934, 1940, 1951, 1954, 1955, 1956 et 1958 — jusqu'à son réveil de novembre 1980.

Y. R.

Pour le savoir-faire suivez le guide!

Les Guides Micro

Application une présentation thématique pour accéder à l'information d'un seul coup d'œil.

MS-DOS • CLIPPER 5 • WINDOWS 3 • WORD FOUR

WILLOWE MICRO APPLICATION

EN VENTE A LA FNAC ET LIBRAIRIES SPECIALISEES TEL. (1) 47 70 32 44

SCIENCES • MÉDECINE

Le cosmos en accéléré

Un flux intense de particules a permis, pour la première fois, de simuler l'action des rayons cosmiques sur les météorites

On les savait dédiées à l'étude des quarks, des mésons et autres constituants élémentaires de la matière, mais l'on ignorait que les accélérateurs de particules raconteraient un jour l'histoire des météorites. Au centre d'études nucléaires de Saclay (Essonne), une équipe de chercheurs européens vient d'effectuer un spectaculaire voyage dans le temps et l'espace. Un voyage mené par l'accélérateur Saturne, qui a permis de reproduire, en deux semaines, les bouleversements de la matière que connaissent les météorites soumises au rayonnement cosmique pendant un million d'années.

Issues de la ceinture d'astéroïdes qui s'étend entre Mars et Jupiter, les météorites sont les seuls objets à nous arriver régulièrement de l'espace. En France, il en tombe en moyenne une tous les deux ans, et le Muséum d'histoire naturelle de Paris en possède plusieurs milliers de fragments. Passion de collectionneurs ? Pas seulement. Car l'histoire de ces pierres tombées du ciel présente pour les chercheurs un intérêt

considérable : témoins irremplaçables de la nébuleuse dont émergea notre système solaire il y a 4,5 milliards d'années (1), elles leur apportent également de précieuses informations sur leur périple à travers l'espace, donc sur les événements cosmiques auxquels elles ont assisté.

Durant ce long voyage jusqu'à la Terre qui peut durer d'un million à deux milliards d'années, les météorites connaissent en effet une tranquillité relative. Elles sont

notamment soumises aux rayons cosmiques, ces particules accélérées à de très hautes énergies provenant

via les champs magnétiques du milieu interstellaire, des supernovae ou des éruptions solaires. Un flux d'énergie diffus et permanent pour l'essentiel constitué de protons, dont les traces les plus

anciennes, vieilles de plusieurs milliards d'années, restent inscrites dans la matière météoritique sous la forme de « noyaux cosmogéniques ».

Ces noyaux atomiques, radioactifs pour la plupart, n'existent spon-

tanément qu'en faible proportion sur la Terre. Dans les météorites, leur présence abondante résulte du bombardement de noyaux primitifs par le rayonnement cosmique. Mais comment se forment-ils ? C'est précisément ce que voudraient comprendre les scientifiques. Ils savent déjà que les rayons cosmiques se déplacent à une vitesse proche de celle de la lumière et qu'ils provoquent ainsi, au cours de leurs pénétrations dans le milieu interstellaire, des collisions violentes avec les noyaux des atomes au repos qu'ils rencontrent. Ceux des météorites par exemple, dont les noyaux superficiels, sous le choc, se modifient ou se brisent pour donner des noyaux secondaires. Hautement énergétiques, ces derniers vont à leur tour provoquer des réactions nucléaires en chaîne, qui modifient d'autant plus la matière météoritique que celle-ci est située en profondeur.

Plus on s'enfonce au cœur de l'objet céleste, plus les calculs auxquels se livrent les chercheurs pour prédire le mode de formation des noyaux cosmogéniques (on en

connaît plus de trente dans les météorites) deviennent ainsi aléatoires. D'où l'intérêt de simuler en laboratoire le rayonnement cosmique grâce à la mise en œuvre de faisceaux de particules ultra-rapides. C'est ce qui vient d'être fait au laboratoire national Saturne (LNS) de Saclay, qui gèrent conjointement le CEA et le CNRS. Réalisée en avril 1990 à l'initiative de Rolf Michel, professeur de chimie nucléaire à l'université de Hanovre (Allemagne), l'expérience a réuni sept équipes européennes venues d'Allemagne, de France et de Suisse.

L'objectif : connaître les conditions réelles de l'exposition des météorites au rayonnement cosmique en soumettant à un flux de protons une météorite artificielle. « Au plan fondamental, préciser l'abondance et le mode de formation des noyaux cosmogéniques présente un double intérêt », explique Jacques Arvieux, directeur du LNS. Cela permet d'une part de reconstituer l'histoire de l'irradiation de ces objets célestes – et donc de mieux dater les fragmentations d'astéroïdes

dont ils sont issus – d'autre part de préciser l'histoire du rayonnement cosmique lui-même, dont on sait que le flux varie avec le temps.

Taillée dans un gabrito (2) sous la forme d'une sphère de 50 centimètres de diamètre, la météorite artificielle utilisée au LNS a été creusée de deux cavités cylindriques, afin de mesurer les taux de production des noyaux cosmogéniques à différentes profondeurs. Dans ces cavités ont été déposés deux mille échantillons minces de minéraux et de composés synthétiques, ainsi que des matériaux prélevés sur de réelles météorites. L'ensemble a été soumis pendant deux semaines à un flux intense de protons (près d'une centaine de millions de milliards) d'une énergie de 1600 MeV (3). Soit, au total, l'équivalent d'un million d'années d'exposition au rayonnement cosmique.

Chacune des mesures effectuées permettait d'étudier vingt à trente produits radioactifs différents, l'analyse complète de ces échantillons, réalisée à grand renfort de spectromètres, prendra au total deux ou trois ans. Mais « les pre-

miers résultats dont nous disposons aujourd'hui permettent déjà de réviser certaines notions et montrent notamment que la production de neutrons dans les météorites joue un rôle beaucoup plus important qu'on ne le soupçonnait jusqu'alors », précise Jacques Arvieux. Convaincus que ce modèle permettra d'améliorer considérablement les analyses effectuées sur les vraies météorites, impatients de préciser leur longue et lointaine histoire, les chercheurs n'ont plus désormais qu'à se mettre au travail.

CATHERINE VINCENT

(1) Certaines météorites carbonées permettent même de remonter plus loin encore dans le temps. Il y a quelques années, on y a en effet découvert des grains de matière provenant d'étoiles lointaines avant l'apparition de notre système solaire.

(2) Les gabritos sont des roches ignées comparables aux basaltes, mais cristallisées en profondeur, dont la composition chimique est voisine de celle d'une classe de météorites primitives.

(3) MeV : million d'électronvolts.

POINT DE VUE

Pour une vraie politique des déchets nucléaires

par Jean-Paul Shapira

PARTANT d'une liste confidentielle de vingt-huit sites, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) avait sélectionné en 1987 quatre formations géologiques différentes (le granite dans les Deux-Sèvres, le sel dans l'Ain, le schiste dans la Maine-et-Loire, et l'argile dans l'Aisne), en vue de construire un laboratoire souterrain destiné à qualifier un centre d'enfouissement de déchets nucléaires. A la suite de violentes oppositions, le gouvernement décida, en février 1990, de suspendre pendant une année les travaux préliminaires à la création de ce laboratoire. Est-on en mesure, au terme de cette période, de proposer une politique des déchets nucléaires susceptible d'entraîner l'adhésion, sans laquelle toute solution, si parfaite soit-elle sur le plan technique, ne pourra être effectivement mise en œuvre ?

Depuis l'arrêt des travaux, deux organismes ont été consultés par le gouvernement sur le problème des déchets nucléaires : le Collège de la prévention des risques technologiques (CPRIT), qui a émis deux avis en avril 1990 et février 1991, et l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques, qui a déposé en son sein un rapporteur, M. Bataille. S'appuyant sur les conclusions de son rapport, publié en décembre 1990, le gou-

vernement va soumettre, lors de la session parlementaire de printemps, un projet de loi sur les déchets nucléaires, circonscrit aux recherches à entreprendre, et plus précisément à celles relatives aux études géologiques en laboratoire souterrain. Il s'agit, en réalité, de permettre la reprise des activités sur le terrain, en s'appuyant cette fois sur la force d'une loi, et en laissant entrevoir des compensations financières pour certaines collectivités locales concernées par l'implantation de ces laboratoires.

En ramenant les enjeux à certains aspects technico-scientifiques, le gouvernement s'interdit d'aborder le problème des déchets d'une manière globale, une démarche qui favoriserait la mise en œuvre de solutions socialement acceptées. A vouloir parer au plus pressé, on risque d'accroître dans les faits le retard pris par rapport à certains pays moins nucléarisés, mais qui prirent soin d'afficher très tôt leurs objectifs dans le domaine des déchets nucléaires, comme l'Allemagne et de Suède.

Une politique des déchets nucléaires apparaît de plus en plus indispensable. Elle devra prendre en compte les préoccupations et les aspirations des citoyens et pourrai s'articuler autour de trois grands axes : corriger certaines dysfonctionnements du passé, définir clairement

les principes des actions présentes, diversifier les options techniques.

S'agissant du présent, on observera que la quasi-totalité des déchets nucléaires posant un problème de sûreté à très long terme provient du retraitement à la Hague des combustibles usés nationaux et étrangers. La principe du retour de tous les déchets d'origine étrangère, inscrit dans les contrats de retraitement, doit être concrètement appliqué à toutes les catégories de déchets. Ce principe exclut toute possibilité qu'en substituant une catégorie à une autre option prévue dans les contrats on en vienne à stocker définitivement en France la partie la plus volumineuse et, par conséquent, la moins bien conditionnée des déchets étrangers.

Pour une très large part, la gestion des déchets nucléaires découle directement de celle des combustibles usés déchargés des réacteurs. On doit redécouvrir la doctrine rigide du retraitement et du recyclage du plutonium qui en découle en raison de son manque de flexibilité dans un contexte énergétique en évolution. Il serait donc prudent d'étudier diverses options techniques de gestion qui soient cohérentes avec l'importance et la forme que prendra le nucléaire dans les programmes énergétiques du siècle prochain. Il s'agit notamment de l'enfouissement définitif avec ou sans retraitement préalable, de l'entreposage de longue durée (à un à deux siècles) à faible profondeur, y compris de combustibles non retraités, de l'amélioration des conditionnements actuels et, enfin, de la séparation chimique des corps à vie longue (retraitement « poussé »), en vue d'une gestion spécifique se dégageant en principe des incertitudes à long terme de l'enfouissement géologique. Au-delà de la gestion des déchets actuels, le concept de technologie « propre » devrait être mis largement en avant avec le souci de minimiser la production des déchets dans les réacteurs du futur, ainsi que dans les cycles nucléaires associés, notamment ceux qui utiliseraient le plutonium.

Ces nouvelles orientations impliquent un réajustement des responsabilités au niveau de l'exécutif et du législatif. Les structures en charge de la recherche et de l'environnement devront constituer à terme des forces réelles de proposition, alors que la quasi-totalité de la compétence et du contrôle est jusqu'à présent concentrée au sein de l'industrie et des organismes qui lui sont attachés (CEA et EDF principalement). Les décisions devront être assumées par la politique tant au niveau national qu'au niveau local, en s'appuyant sur le recours systématique à l'expertise multiple et au débat de tous les acteurs concernés. Toutes ces dispositions, recommandées par le CPRIT dans son dernier avis mais qui ne semblent pas inspirer l'actuel projet de loi sur les déchets, pourraient être rassemblées dans une loi nucléaire, à laquelle ferait référence une loi sur l'énergie précisant la place du nucléaire parmi toutes les filières énergétiques dans les années à venir.

► Jean-Paul Shapira est physicien nucléaire.

Frapper pour exister

La violence domestique n'est pas ce qu'on croit. Un centre spécialisé lyonnais est fréquenté par des hommes cultivés et aisés

« C'EST jour-là ma campagne a commencé à contester l'une de mes décisions. J'ai cru mon autorité rejetée. Je n'étais plus le patron. Alors j'ai senti monter en moi une sensation d'étouffement. Pour m'en libérer j'ai cogné ».

En se livrant à cette confession devant des travailleurs sociaux et quelques journalistes réunis récemment à Lyon, François, beau garçon de trente ans, violoniste professionnel, avait les larmes aux yeux. S'il avait accepté de raconter son expérience, « c'est, disait-il, parce qu'en regardant vivre les couples autour de moi, y compris dans mon immeuble, je me suis aperçu que la violence domestique est à la fois courante, destructrice des couples et cachée comme une maladie honteuse ».

Pour la première fois en France, quelques « clients » du Centre d'accueil pour hommes violents (1) ont bien voulu parler, en petit comité. Ce qu'ils disent et ce que relate le fondateur du centre, Daniel Welzer-Lang, sociologue et professeur à l'université Lyon-II, ouvre une sacrée brèche dans le mur de la vie privée des ménages français. Et ce qu'on aperçoit est parfois stupéfiant.

« Voilà trois ans et demi qu'en France et au Canada je collationne des cas de violence domestique. Près de quatre cents à ce jour. Je ne cesse pas d'être surpris et d'y perdre mes illusions », avoue M. Welzer-Lang.

En tout cas l'ouvrage qu'il a tiré (2) démonte un certain nombre d'idées reçues et même de mythes pour leur substituer des notions scientifiques du moins fondées sur des témoignages soigneusement recueillis.

La violence conjugale, pense-t-on, serait exceptionnelle. Elle relèverait, au mieux du vaudeville, au pis du fait divers ou de la justice. Or, Michel André, qui fut dans le gouvernement Rocard secrétaire d'Etat chargé des droits de la femme, avait évalué à deux millions le nombre de Françaises qui à un moment ou à un autre de leur vie subissent des violences de la part de leur conjoint. Cela signifie que dix pour cent des hommes en âge de convoler ont, au moins une fois, levé la main sur leur compagne. Mais il y a une spirale de la violence. Un service léger en appelle un autre plus appuyé, un jour ou l'autre. Cela peut se terminer fort mal. Actuellement la moyenne des décès féminins provoqués par des coups et blessures est en France de un par jour. « Lors de notre dernière scène, la pire, avoue François, soudain j'ai hurlé à ma compagne « barre-toi ! ». Je sentais que tout pouvait basculer ».

Qui sont les brutes domestiques ? Essentiellement des personnages frustrés, mal équilibrés, issus des milieux les plus modestes ? L'expérience du centre de Lyon, qui a « traité », avec succès, plus d'une cinquantaine de volontaires en trois ans, est à l'opposé. Parmi ceux qui l'autre jour osaient se montrer à

visage découvert on dénombrait un musicien, un enseignant et deux autres « messieurs » de même niveau socio-professionnel. On aurait pu tout aussi bien trouver à leur côté des médecins, des travailleurs sociaux, des chefs d'entreprise qui pratiquent la claquette, le coup de poing, le début d'entraînement, quand ce n'est pas le viol conjugal.

Ces gens-là seraient-ils des malades, des fous ou des alcooliques, comme on le croit généralement ? « Moi je les trouve au contraire fort proches de nous », explique Daniel Welzer-Lang. Et même ils nous ressemblent étrangement. Sauf exception, rien dans leur comportement quotidien ne les trahit. Alors auraient-ils une double personnalité, Dr Jekyll au bureau et Mr Hyde à la maison ? « La majorité des hommes violents que j'ai rencontrés ne sont pas dans cette situation », répond le chercheur lyonnais.

Un « sentiment d'impunité »

Les coqueurs, dit la vox populi, le sont de naissance. C'est leur tempérament, voilà tout. « Faux, riposte encore le responsable du centre de Lyon. En les écoutant relater leur histoire, on découvre comment se construit l'univers mental masculin. Je suis convaincu qu'on ne naît pas violent mais qu'on le devient. » Lorsqu'on interroge François sur son passé, il raconte comment, étant gamin, il avait un jour, sur un coup de colère, menacé sa sœur et sa mère. « A ma grande surprise, dit-il, elles n'en avaient pas soufflé mot à mon père. J'en ai conclu quasi inconsciemment qu'on pouvait éventuellement brutaliser une femme sans être sanctionné. Plus tard, j'ai giflé ma première petite amie. Son absence de réaction m'a renforcé dans mon sentiment d'impunité. Je me suis construit un personnage de faux dur et de séducteur auquel le monde féminin ne résiste pas, au propre comme au figuré ».

Les femmes seraient donc souvent complices. « En réalité, entend-on souvent, elles aiment ça. » Il est indéniable qu'il existe des couples sado-masochistes. Témoins cette vieille dame de soixante-quatorze ans qui avoue recevoir une correction quotidienne de son octogénaire de mari. « Vous savez, en dehors de ces moments, il est si gentil avec moi... » Néan-

moins, on refuse du monde dans les foyers pour femmes battues, et même au centre de Lyon réservé aux hommes, la moitié des appels de détresse émanent d'épouses terrorisées.

Quant aux hommes, s'ils se résistent à parler, c'est dans 90 % des cas parce que leur compagne a fait sa valise. Les « confessions » de Lyon soulignent le danger de certains comportements. « Les femmes ont peur de changer, de perdre leur compagnon, de faire des histoires. Bref, elles encaissent, au début. Elles ont tort. Une épouse devrait dire non dès la première menace physique. Sinon... »

Compte tenu de toutes ces idées fausses ou de ces demi-vérités, la conclusion la plus courante est que « les violents sont ingérables ». Bien entendu, les centres de Lyon, de Paris et de Marseille, à l'instar de tous ceux qui fonctionnent depuis des années sur le continent nord-américain, démontrent quotidiennement que non. Selon leurs animateurs, la violence masculine a deux causes essentielles : l'image dévalorisée que le monde masculin continue à se faire de l'univers féminin ; l'incapacité de certains à exprimer leurs émotions autrement que par gestes. « C'est pourquoi », explique M. Welzer-Lang, nous ne sommes pas un dispensaire de soins. Nous écoutons les violents et surtout nous leur permettons de s'exprimer entre eux dans des groupes d'hommes qui se retrouvent chaque semaine. Très vite, ils cessent de frapper. Mais ils ne renoncent définitivement que s'ils parviennent à considérer leur compagne à l'égal d'eux-mêmes. C'est le gros problème des mâles d'aujourd'hui : comment rester viril sans dominer et finalement étouffer son entourage ? »

La plongée dans l'univers de la violence domestique a rendu ceux qui la pratiquent fort modestes. On croyait tout savoir sur les hommes. En réalité, les observations vraiment scientifiques sur leur mode de vie et leurs comportements privés sont très rares. L'homme violent reste encore pour une large part inconnu.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Centre d'accueil pour hommes violents, 21, rue de Belfort, 69004 Lyon. Tél. : 72-00-81-00.
(2) Les Hommes violents, par Daniel Welzer-Lang, Lierre et Coudrier Ed. 1991.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de rns
2 semaines	115 F	185 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	460 F	780 F	78

* TARIF PAR AVION. NOUS CONTACTER AU : (1) 49-60-32-30

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____ PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB _____

Expire à fin _____ Signature _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

111 MCN DA

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

ACCES DIRECT
2,19 F LA MINUTE

SIRENE
MINITEL

36.27.36.44

L'identification complète et instantanée de toute entreprise ou établissement :

Adresse complète, code APE, date de création, n° SIREN...
Plusieurs clés d'accès
Grande souplesse de recherche

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

cerf

AIDES SOLIDAIRES

EMMAUS/EL MESTRE

Aides : ceux qui luttent
ils ont inventé une
bouge...

"Ce document est..."

SCIENCES • MEDECINE

Le génie d'un virus

Au congrès international de Florence sur le sida
les chercheurs refusent tout pronostic sur la mise au point d'un vaccin

FLORENCE
de notre envoyé spécial

LORSQU'IL avait prédit, dans le *Destin des maladies infectieuses*, qu'apparaîtraient de nouvelles maladies liées au changement de comportement des hommes, Charles Nicolle, qui avait découvert le mode de transmission du typhus par le pou, ne se doutait pas qu'un jour surgirait un virus aussi extraordinaire que celui du sida. Son postulat était simple : les parasites, les virus, les bactéries entrent sans cesse en compétition avec l'homme et évoluent de manière à pouvoir découvrir chez lui un défaut dans la cuirasse, apparemment quasi invincible, de son système immunitaire.

Visiblement, cette faiblesse, le virus du sida - le VIH - l'a trouvée. Et les chercheurs, pour le plus grand malheur de l'humanité, n'ont pas réussi à la déceler. « Pour venir à bout de ce virus, pour espérer un jour trouver un vaccin, il nous faudra beaucoup de matière grise, d'argent et de chance. Surtout beaucoup de chance », reconnaissait, lundi 17 juin, le célèbre virologue anglais Robin Weiss (Institute of Cancer Research de Londres), à l'occasion de la 7^e conférence inter-

nationale sur le sida, qui a lieu à Florence jusqu'au 21 juin. S'adressant aux 8 000 chercheurs présents, il les encouragea à « retourner dans leur laboratoire » et il a espéré qu'un jour l'un d'eux aura « la bonne idée qui nous fera tous avancer ».

« Il faut l'admettre, nous disait le professeur Simon Wain-Hobson, de l'Institut Pasteur de Paris, ce virus est le plus rusé qu'on ait jamais vu. J'ai bien peur d'avoir des cheveux gris avant qu'un vaccin soit mis au point. » Pour Anthony Fauci, le directeur de l'Institut national de l'allergie et des maladies infectieuses (Bethesda, Maryland), l'énigme posée par le VIH est l'une des plus extraordinaires que les scientifiques aient jamais eu à résoudre.

Pic épidémique atteint en Occident

La variabilité génétique est telle qu'il suffit d'une infime variation génomique pour bouleverser son identité antigénique. D'où l'extraordinaire difficulté que représente pour les chercheurs la mise au point d'un vaccin qui protégerait contre toutes les souches du virus.

En attendant, l'épidémie ne cesse de progresser. Comme l'a rappelé

le docteur James Chin, de l'Organisation mondiale de la Santé, 8 à 10 millions de personnes ont déjà été contaminées par le VIH dans le monde. Le plus souvent - dans 60 à 70 % des cas - la contamination s'est faite par voie hétérosexuelle. Citant une étude de cohorte, menée depuis le début de l'épidémie à San-Francisco, le docteur Chin a indiqué que dix ans après avoir été contaminés, 53 % des séropositifs sont malades. On peut prévoir, a-t-il ajouté, que quinze ans après la contamination, 70 % des personnes infectées auront développé un sida.

Chez les personnes séropositives les plus jeunes - celles qui ont moins de 25 ans - la maladie survient le plus tardivement.

En réalité, le docteur Chin a bien montré qu'il n'y avait pas une, mais des épidémies de sida. Ainsi, dans les pays industrialisés, le pic est sans doute derrière nous. A moins d'une augmentation toujours possible de la fréquence des contaminations par voie hétérosexuelle. C'est vraisemblablement au milieu des années 80 que s'est produit le pic épidémique, et l'on assiste actuellement à une décroissance progressive du nombre des nouvelles contaminations. Pour ce qui est du nombre de cas de sida observés chaque année, il faudra attendre le

milieu des années 90 pour que le pic soit atteint.

Il n'en reste pas moins que si le sida se représentait, en 1980, que 0,8 % des décès survenus aux États-Unis chez les hommes âgés de 25 à 44 ans, ce pourcentage était passé en 1987 à 11,3 %. Il sera vraisemblablement, en 1994, entre 25 et 35 %.

Hausse vertigineuse en Afrique et en Asie

Les effets des traitements commencent aussi à se faire sentir : une étude présentée à Florence par le docteur George Lemp du département de santé publique de San-Francisco, montre que chez les malades atteints, par exemple, de pneumonie à pneumocystis carinii, la moyenne de survie est passée de 10,3 mois, pour ceux chez qui le diagnostic avait été posé entre 1981 et 1985, à 21,4 mois, chez ceux qui ont eu le sida ces deux dernières années. Au bout de deux ans d'évolution de la maladie, la moyenne de survie est de 46,5 % sous AZT seul, de 66,6 % sous DDI, et de 27,1 % sans traitement (il ne s'agit que d'une seule étude, et les résultats, apparemment supérieurs sous DDI, doivent être interprétés avec la plus grande prudence).

L'autre étude évoquée par le docteur Chin concerne, bien entendu, les pays en voie de développement (le *Monde* daté 16-17 juin). En 1994, on devrait compter dix millions d'adultes contaminés en Afrique sub-saharienne et trois millions en Asie. La progression de l'épidémie en Afrique de l'Ouest est illustrée par les résultats de deux études, l'une, présentée par le docteur Phyllis Kanki (Harvard School of Public Health), montre que chez les prostituées de Dakar la prévalence du VIH est de 9,5 %, et celle du VIH2 de 2,4 %. L'autre, présentée par le docteur Ronan Doorly (Abidjan), montre que la prévalence du VIH augmente en Côte-d'Ivoire dans la population générale, passant, par exemple, chez les femmes enceintes de 5 % en 1988 à plus de 9 % en 1990.

Selon un rapport de la Banque mondiale, l'espérance de vie en Afrique sub-saharienne passera de 50 ans en 1985 à 47 ans en 2010. S'il n'y avait pas eu l'épidémie de sida, en 2010, l'espérance de vie aurait été de 61 ans.

Charles Nicolle n'aurait sans doute jamais imaginé qu'une maladie puisse susciter tant de débats de controverses et de polémiques. La dernière en date, qui concerne les travaux du professeur Daniel

Zagury (le *Monde* daté 16-17 juin), a connu, lundi 17 juin à Florence, un nouvel épisode. Le professeur Zagury a présenté les résultats d'une nouvelle expérimentation réalisée sur six patients atteints de sida et traités auparavant par immunothérapie. Cette fois, il a imaginé un nouveau protocole, qui consiste à administrer une immunisation anti-suppressive, de manière, espère-t-il, à restaurer l'immunité cellulaire des malades. Avec un an de recul, les résultats apparaissent au professeur Zagury suffisamment probants pour envisager la mise en œuvre d'un essai vaccinal randomisé sur un plus grand nombre de malades volontaires.

A vrai dire, la communication du professeur Zagury a été, dans l'ensemble, assez mal comprise par les très nombreux spécialistes présents dans la salle, et il faudra attendre sa publication pour pouvoir mieux la commenter. Le chercheur parisien n'a, en revanche, pas dit un mot de conclusions du rapport qu'a rendu, la semaine dernière, M. Bruno Durieux, ministre délégué chargé de la santé, concernant le caractère scientifiquement critique de ses précédentes expérimentations menées à l'hôpital Saint-Antoine de Paris.

FRANK NOUCHI

POINT DE VUE

Le sida derrière les barreaux

par les docteurs Xavier Emmanuelli et Pierre Espinoza

Le sida est un révélateur des systèmes de santé. Si les structures sanitaires sont puissantes, elles arrivent à absorber le fléau et peuvent répondre : si elles sont faibles, le sida les pulvérise. C'est le cas de l'Afrique, où les maigres ressources de système de santé sont depuis longtemps débordées par la maladie et se révèlent absolument impuissantes à apporter des solutions cohérentes. Ce point bien sûr le cas de la prison, où le système de santé est fragile. Et déjà la nature des consultations montre la limite des forces médicales.

Pour l'extérieur, la maison d'arrêt reste un endroit mystérieux et ténébreux, où la violence et la promiscuité déchirant les pulsions les plus primitives, où le sida flambe dans l'indifférence et le mépris, vaguement combattus par des médecins de bague, qui contribuent à façonner l'image d'une sous-médecine pratiquée par d'étranges praticiens, avec des moyens rudimentaires, pour une faune peu recommandable ne méritant pas mieux. Mais cette image est fautive, et s'il est vrai que le virus VIH représente la plus grave préoccupation du corps médical, il convient de lui attribuer sa vraie place : le chiffre élevé de séropositifs et de sidéens correspond au chiffre élevé des toxicomanes par voie intraveineuse, incarcérés d'ailleurs non du fait de leur toxicomanie mais de la délinquance qui lui est liée. La prison n'est donc pas sidéogène. Les détenus séropositifs qui y entrent se savent porteurs du virus, le confinement ou l'apprentissage à cette occasion, mais n'attrapent pas le virus en prison.

Le préservatif est peut-être judicieux, mais il ne résout pas le problème largement situé en amont qui est celui de la toxicomanie. Les structures de santé ne peuvent qu'enregistrer le phénomène, observer la ma-

die qui le parasite (la maladie dans la maladie) et l'aborder avec perplexité car il révèle l'étendue du fléau. Bien que les chiffres soient difficiles à établir avec précision, on peut écrire que 30 % des détenus dans les maisons d'arrêt autour des grandes villes sont toxicomanes, et pas loin de 20 % d'entre eux sont séropositifs.

Les problèmes de santé en prison se présentent schématiquement selon trois cercles : le premier est inhérent à la condition carcérale : un détenu ne peut pas être en bonne santé en détention. Il perçoit le temps au rythme des repas et des mouvements, au rythme des repos, au rythme du claquement de la télévision allumée dix-huit heures sur vingt-quatre. Il perçoit l'espace à la mesure de sa cellule, des murs, des couloirs, des cours et des parloirs et l'univers est rétréci. La sensation de son corps s'amoindrit, faute d'exercer réellement le sens du toucher, dans un monde où tout est codé, où la main sur l'épaule ou la bourrade amicale prennent un tout autre sens.

Le virus révélateur en prison

Enfin, il est réduit, soumis derrière des grilles et contraint aux règlements et procédures hors de toute intimité. Le médecin, mandaté par l'administration pénitentiaire, procède à la fois de l'institution qui « punit », donc génératrice de maux, et de celle de qui « soigne », donc qui guérit.

Mal et remède, ce premier cercle est un paradoxe.

Le deuxième cercle est plus subtil. C'est la pathologie de « découverte ». Les toxicomanes à l'extérieur ne ressentent pas de douleurs, puisqu'ils sont en permanence sous anesthésie. Incarcérés, le sevrage réveille les caries et l'une des premières misères que découvrent ces détenus est le

douleur dentaire. De même, les détenus, habituellement peu enclins à lire, évaluent de fait leur vision : myopie, astigmatisme, presbytie, hypermétropie, car, confrontés à l'enfermement dans la cellule, ils se mesurent aux livres, lettres, journaux et télévision... et saturent de façon définitive la consultation d'ophtalmiste.

La France est dotée de dispositifs de dépistage et de prévention : syphilis, tuberculose, MST. La prison étant sur le territoire d'une DASS, les détenus deviennent des sujets de la circonscription sanitaire et, comme tout citoyen, sont tenus de se soumettre à ses obligations. Heureusement, la DASS n'a pas souvent les moyens de sa politique. C'est dans le cadre du dépistage des maladies transmissibles que l'on propose, sans pression, le dépistage du VIH. Les détenus qui l'acceptent, et c'est la majorité, « profitent » en quelque sorte de leur passage en prison pour avoir un bilan anonyme et gratuit. Ce deuxième cercle est celui de la pathologie révélée.

Il pose un problème de fond, car ces hommes et ces femmes incarcérés n'auraient sans doute pas eu l'idée de consulter les institutions médicales s'ils n'avaient été emprisonnés.

Le troisième cercle est plus facile à aborder, c'est la pathologie générale, celle, rassurante, rencontrée dans tout dispensaire, asthme, dermatose, pneumopathie, maladie chronique... On a vu des hémophilés en prison, des greffés du foie, la pathologie lourde ne met pas à l'abri de la délinquance, il faut également remarquer qu'il s'agit d'une population en général jeune, mais pauvre et clandestine, toxicomane souvent. Ces hommes et ces femmes ont perdu - s'ils l'ont jamais eu - le sens de leur corps et de leur santé. Ils sont vulnérables ; ils sont atteints ; ils ont le plus besoin de soins. C'est dans ce troisième cercle que se trouve le sida. La particularité

de la prison, c'est la violence faite au corps - le corps est l'ultime tribune d'un détenu. L'automutilation est un phénomène courant, la grève de la faim, l'ingestion d'une fourchette ou de corps étrangers sont des syndromes quotidiens, quand on ne se coud pas la bouche ou on ne se coupe pas sur toute la longueur des deux bras, au grand découragement de l'interne, qui passe de longues heures à recoudre... Parfois, au bout du désespoir, l'automutilation et la violence vont jusqu'au suicide.

Les surveillants sont les premiers intervenants quand le sang coule, du sang que l'on éponge avec courage, même en cette période d'épidémie sans cesser de penser à ce qu'il représente.

Toutes ces situations sont abordées par le médecin de médecine générale, assisté par les internes, les infirmières et les surveillants d'infirmerie. Mais dans tout le monde pénitentiaire, il n'y a pas de médecin à plein temps, et comme dans tout le service public pas assez de postes d'infirmeries. Ici le dogme est clair : on pratique la même médecine « dedans » que « dehors », mêmes prestations, mêmes traitements - mêmes indications d'hospitalisation - et mêmes hôpitaux - et s'il est vrai que, compte tenu des contraintes, le détenu bénéficie de la même médecine, sans doute est-il mieux soigné « dedans » que « dehors », mais ce « dedans » c'est l'incarcération, les murs, les grilles, la contrainte, alors, tout est plus lourd, plus lent, plus compliqué, et ce troisième cercle est, quand même, un paradoxe.

Enfin, la prison est l'endroit où l'on punit, et on punit parce qu'une faute a été commise. La prison est l'endroit où l'on trouve le plus grand nombre de gens avec une séroposité... dans ces conditions, par proximité, et bien que cela ne soit

que rarement explicité, il règne une sorte de confusion. La peine, la faute et la maladie sont intriquées... Comment alors dénouer l'enchevêtrement magique de ces enchevêtrements. Quel que l'on fasse, quoi que l'on dise, décide comme dehors, le SIDA est associé dans la mentalité populaire à la faute et à la punition.

Depuis 1984, la médecine a changé, les infirmiers et les médecins ont des missions claires : soins, écoute, éducation sanitaire, mais également observateur de santé et gardien de l'éthique, le secret médical. C'est un rôle de dispensaire, comme à l'extérieur, avec des heures d'ouverture et de fermeture, et une permanence pour les urgences la nuit et le week-end, sous le regard du médecin-inspecteur de la DASS.

Des consultations spécialisées

Mais à peine ces missions avaient-elles émergé que l'épidémie VIH les a submergées. Il a fallu avec l'aide des hôpitaux universitaires voisins créer des consultations spécialisées et, surtout, se souvenir qu'être détenu n'est qu'un état transitoire...

La tutelle du service de santé en prison est bien le ministère de la santé par la DASS, la DRASS et l'IGAS. Mais c'est le ministère de la justice qui prend en charge tous les frais de laboratoire, la pharmacie, l'équipement, l'hospitalisation, le personnel et l'ensemble des frais de la santé.

Le ministère de la justice s'est lentement éveillée au désastre que représente l'épidémie, mais il a fini par mettre loyalement des dispositifs en place qui impliquent les structures du ministère de la santé. Cependant, sa finalité n'étant pas de santé publique, sa tâche logique est, à court terme, de transférer complètement toute la problématique de la santé vers le mini-

stère de tutelle, celui des affaires sanitaires et sociales. C'est urgent et indispensable car l'épidémie est devant nous, pas derrière. Et les conséquences sont tragiques si on réalise que les sida déclarés (enquête un jour donné) ne représentent que 4,6 % de l'ensemble des personnes porteuses du virus en prison.

Nous n'avons donc pas encore pris la mesure du problème posé par le VIH, ce virus hors normes, pas encore à l'extérieur, mais sûrement encore moins en prison parce que nous n'avons pas pris la mesure du phénomène de la toxicomanie.

La prison est un archaïsme, et parce qu'elle s'est humanisée elle est encore plus intolérable, l'emprisonnement bien souvent est la solution de facilité, l'exclusion. Quelle signification dans un parcours de chute pour des toxicomanes marginalisés d'être condamnés une nouvelle fois à six mois de plus ou de moins sinon que, par un curieux retournement, il arrive que des malades ou des marginaux épuisés de cette déchirance se fassent parfois prendre volontairement pour que quelqu'un enfin les regarde les entourer et en tout cas les traite. Les médecins ne s'en plaignent pas. Mais était-ce le propos ?

L'épidémie galope. Dépistage et traitement représentent une charge économique qui ne peut que s'accroître... qui va la prendre en charge ? Mais surtout que vont devenir ces gens, atteints ou malades, qui trouvent momentanément un refuge, un abri dans un monde hostile et qui s'est détraqué, un réconfort au nom de la punition.

► Le docteur Xavier Emmanuelli est médecin-chef des maisons d'arrêt de Fleury-Mérogis. Le docteur Pierre Espinoza est chef du service de soins intensifs et du service des admissions de l'hôpital de Fresnes.

cerf

AIDES
SOLIDAIRES

par

EMMANUEL HIRSCH

Aides : ceux qui luttent contre le Sida.
Ils ont inventé une solidarité qui a fait
bouger l'Etat.

"Ce document est essentiel..."

JONATHAN MANN

710 pages 139FF

Vente par correspondance
franco de port

CATALOGUE PRATIQUE
DE L'ETUDIANT

droit, économie, gestion
et langues des affaires
matières, années d'édition et prix

demandez ce catalogue gratuit par écrit à :

MEDILIS S.A.

Librairie Universitaire

9 rue Séguier 75006 PARIS

Tél: 46.34.07.70

PROMO-LIVRE

La Librairie de l'Université

9-16 rue Bonald 69007 LYON

Tél: 78.61.26.61

Table ronde

L'association pour la Nouvelle Encyclopédie Diderot (NED) et la cité des Sciences et de l'Industrie proposent un cycle de tables rondes pour confronter le point de vue des chercheurs de toutes disciplines et des citoyens sur les "questions vives" que pose le développement des sciences et des techniques.

Mardi 25 juin à 17h

"La vie de l'homme
dans l'espace"

avec Alain Esterle, CNES,

Jean Schneider, Observatoire de Meudon,

Dominique Lecourt, Président de la NED,

et les auteurs...

(accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette
Informations (1) 40 05 73 32

LE SALON DU BOURGET

Kuwait Airways reconstitue sa flotte avec des Airbus

Entre l'exposition de l'avion furtif américain et l'agressivité commerciale des Soviétiques, qui cherchent à vendre leur matériel à tout prix, le trente-neuvième Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget sacrifie à la tradition de l'annonce de grandes commandes d'avions civils. La compagnie Kuwait Airways a annoncé, le 17 juin, qu'elle reconstituerait sa flotte de vingt-trois appareils détruits ou dérobés par l'Irak avec des Airbus dont elle achètera quinze appareils, soit trois A-320, trois A-310, cinq A-300 et quatre A-340. La compagnie a pris neuf autres

options. Tous ces avions seront équipés de réacteurs franco-américains CFM-56. Le montant du contrat s'élève à 12 milliards de francs.

Cette commande relance à point nommé les ventes du consortium qui n'avait, jusqu'à présent, placé que vingt-cinq Airbus depuis le début de l'année, en raison de l'atonie de la conjoncture et de la mauvaise santé des transporteurs aériens. Le Salon du Bourget pourrait permettre à Airbus d'annoncer encore deux importantes commandes portant sur une trentaine d'avions, dont quinze pour Federal Express.

L'offensive commerciale tous azimuts des Soviétiques

Comme lors du précédent salon en 1989, où ils exposèrent leur Mig-29, les Soviétiques, cette fois encore, font feu de tout bois au Bourget, en se lançant dans une offensive commerciale tous azimuts, pour la production militaire aussi bien que civile.

Dans le militaire, d'abord. Les visiteurs peuvent découvrir le Mig-31, identifié pour la première fois en 1982, photographié en vol au-dessus de la Norvège en 1985, mais qui n'avait jamais été montré à l'Ouest. L'OTAN a donné le nom de code de « Foxhound » à ce puissant biréacteur biplace de 41 tonnes de masse au décollage, qui doit atteindre une vitesse de pointe de 3 000 kilomètres à l'heure, un rayon d'action de 2 000 kilomètres et dont le premier vol remonte, croit-on savoir, à 1975. La mission du Mig-31 est probablement de s'en prendre aux bombardiers américains les plus lourds, grâce à son radar multibande et aux missiles air-air AA-8 (de 110 kilomètres de portée) dont il est équipé.

On estime généralement que l'armée de l'air soviétique aligne quelque deux cents Mig-31 dans ses escadrons de défense aérienne. Il se pourrait que, dans l'immédiat, la présence de cet avion dans la « vitrine » du Bourget s'explique par le souhait de Moscou de témoigner de son savoir-faire en matière de technologie

et, accessoirement, de sa volonté de dynamiser l'exportation de sa production aéronautique.

Selon certaines informations, cependant, le Mig-31 aurait été proposé aux Emirats arabes unis, dans le Golfe, qui forment une fédération prioritairement cliente des fournisseurs occidentaux.

Une offre sans ironie

Les Soviétiques n'en ont pas moins fait une bien étrange offre de leur société d'Etat Almaz à des responsables de Rafael, qui est la direction - au sein du ministère israélien de la défense - chargée de développer les armements. La proposition a porté sur l'antimissile AF-300, qui est censé atteindre une altitude de 25 000 mètres et une distance de 65 kilomètres. Si l'on en croit les Israéliens, la société soviétique entend rivaliser par son offre avec le programme national « Arrow » d'un missile antimissile qui serait fabriqué sur place avec l'assistance des Etats-Unis et qui devrait devenir un Super-Patriot israélien en perspective.

Il y a peu de chances pour que la proposition soviétique soit prise en considération à Jérusalem. Mais l'important est qu'elle ait été formulée, sans la moindre ironie, par un Etat qui est de longue date

le fournisseur attitré des pays arabes.

Dans le domaine civil aussi l'offre de collaboration des Soviétiques se fait insistante et elle peut déboucher. C'est le cas des entreprises soviétiques Sukhoi et améri- caines Gulfstream, qui ont choisi de lancer le projet d'un biréacteur supersonique d'affaires, apte au transport de huit à douze VIP, à la vitesse de Mach 2, sur des étapes de 8 000 kilomètres. La société de moteurs soviétique Lyulka et le groupe britannique Rolls-Royce envisagent de produire le réacteur en commun. Le prototype de cet avion, qui ressemble à un mini-Concorde, volerait en 1994. Prix annoncé de l'appareil : 300 millions de francs.

C'est encore le cas du groupe français Dassault, qui a conclu un accord avec Mikoyan, aux termes duquel le constructeur des Mig sera associé à la fabrication des empenages des avions d'affaires et de liaisons Falcon. D'autres discussions sont en cours dans le domaine de l'espace, avec la possibilité d'installer un système de sauvegarde de l'équipage sur la navette européenne Hermes à partir d'un siège éjectable soviétique.

J. I.

Depuis sa participation à la guerre du Golfe

L'avion-fantôme F-117A fait recette

Des grappes humaines devant l'invisible : l'avion « furtif » F-117A est sans conteste la vedette du Bourget, à observer la foule des visiteurs qu'il attire. La forme de cet appareil conçu par Lockheed et la peinture noire de son revêtement antiradar le font ressembler tout à la fois à une crépe, une chauve-souris ou à un bétier basque. Les Américains l'ont surnommé le *Black Jet* (l'avion noir) et les Saoudiens, au service desquels il vient de se battre dans le Golfe, l'ont baptisé le *Shabab* (le fantôme).

Le constructeur américain du F-117A compare l'aventure qu'il a vécue à celle du Manhattan Project, lorsque les Etats-Unis se lancèrent - dans le secret absolu - dans la mise au point de leurs bombes nucléaires. Il lui a fallu garder le silence le plus total jusqu'à la première annonce publique du programme Stealth par le Pentagone en novembre 1988. Entre-temps, l'avion avait fait son premier vol, dans le Nevada, en juin 1981 : cinquante-neuf F-117A avaient été produits, pour le coût global de 6,56 milliards de dollars (l'équivalent de quelque 40 milliards de francs), et la 37^e escadre tactique, qui regroupe ces avions indétectables par les radars, était créée et déclarée opérationnelle depuis 1983.

Aujourd'hui, le F-117A n'est plus tout à fait un inconnu, même si l'armée de l'air américaine n'a pas encore tout dit. Biréacteur et monoplace de combat, le F-117A est le premier avion à avoir été, dès le départ, étudié pour offrir à un radar le plus faible écho possible. D'où son aspect extérieur d'aile volante, faite de panneaux rectangulaires polygonaux, de masques, de matériaux composites et d'enduits, qui sont censés dévier ou absorber les ondes de détection dirigées sur l'appareil en vol. Ces formes pour le moins peu aérodynamiques et même disgracieuses rendent cet avion instable et difficile à piloter.

Les ingénieurs ont dû aussi limiter les « indiscretions » infrarouges du F-117A pour lui éviter d'être repéré. Ainsi, les réacteurs, qui développent chacun une poussée de 5,7 tonnes pour une masse maximum au décollage de 23,8 tonnes, sont dépourvus de réchauffe (post-combustion), ce qui réduit la vitesse à 900 kilomètres à l'heure. De même, pour des raisons de « furtivité », il a fallu placer son armement de 1,8 tonne d'armement en sous, soit trois fois moins de bombes ou de missiles (guidés au même près sur leurs cibles) que le Rafale par exemple, et écarter la solution qui consistait à emporter du carburant dans des bidons accrochés à l'extérieur. Le F-117A est, de ce fait, un avion lent et d'un faible rayon d'action.

Une formule magique

Pour autant, davantage qu'un Panama où il a été engagé pour la première fois, l'appareil de Lockheed s'est surtout illustré en Irak, où une quarantaine de ces F-117A déployés à partir du 17 janvier ont accompli quelque 1 270 sorties pour 8 905 heures de vol pendant la guerre du Golfe. Ces avions volent de nuit et à basse altitude par groupes de deux, décalés à bonne distance l'un de l'autre, pour que le second du couple puisse compléter par son bombardement les opérations restées par le leader.

Contre l'Irak, les raids des F-117A étaient précédés par des vols de EF-111 « Raven » ou de E-6B « Prowler », qui sont des avions de guerre électronique chargés de brouiller les radars adverses. Un exemplaire du « Prowler » est exposé au Bourget par son constructeur, Grumman.

Durant les premières vingt-quatre heures de l'offensive sur Bagdad, au lendemain du 17 janvier, les F-117A ont réalisé 2,5 % des attaques aériennes et ils ont atteint 31 %

des objectifs assignés à la coalition. « Pendant la seconde guerre mondiale, a calculé M. Donald Brice, secrétaire américain à l'Armée de l'air, il fallait 9 000 bombes pour atteindre une cible de la taille d'un abri pour avion. Au Vietnam, 300. Aujourd'hui, avec un F-117A, une munition guidée avec précision par laser suffit. »

Les Américains prétendent que leur avion n'a pas été détecté dans le Golfe, quoi qu'il en soit en dire les Britanniques et les Saoudiens lorsqu'ils ont affirmé - sans en apporter la preuve - que des radars de leurs batteries de missiles antiaériens étaient parvenus à suivre à la trace des vols de F-117A dans certaines configurations de navigation. Cela relève de la guerre des nerfs, même entre alliés, et nul n'a intérêt à démontrer que l'autre se trompe.

D'autant que les Etats-Unis sont persuadés d'avoir découvert la formule magique avec le « furtif ». Le F-117A, désormais, ne serait plus le seul système d'arme à faire appel à une telle technique. On connaît déjà le bombardier B-2 de Northrop, qui se veut lui aussi indétectable et dont le Congrès doit fixer sous peu le sort : cet appareil capable de larguer 40 tonnes d'armement devait être construit, à l'origine, à 134 exemplaires, mais le coût de chaque avion, qui est trois fois supérieur à celui du bombardier classique B-1 existant (on évoque un prix égal à 5,2 milliards de francs pièce), risque de réduire la série à moins de 75, voire à 15 seulement, selon le vote des élus américains.

Moins connus sont, en revanche, l'avion espion « furtif » TR-3A Black Manta, dont l'existence vient tout juste d'être révélée par *Aviation Week and Space Technology*, et le missile « furtif » de croisière subsonique AGM-129 (de 600 kilomètres de portée) que Northrop prépare en secret depuis 1986 pour armer les bombardiers B-52 et B-2.

JACQUES ISNARD

COMMUNICATION

Proposée par NRJ, Sony Music et Polygram

Une nouvelle chaîne musicale convoite les fréquences promises par M. Lang

Nouvel épisode dans le feuilleton interminable de la télévision musicale : NRJ, Sony Music et Polygram tentent de constituer le capital d'une nouvelle chaîne qui se porterait candidate au septième réseau hertzien avant la fin du mois. Ces trois sociétés sont pourtant actionnaires de MCM Euro-musique, déjà diffusée sur le câble et quelques fréquences hertziennes (Lyon, Toulouse, Côte d'Azur). Mais elles tiennent à marquer ainsi leur désaccord avec la Caisse des dépôts, la Lyonnaise des eaux et la Compagnie générale des eaux - actionnaires majoritaires d'Euro-musique - qui ne veulent plus entendre parler de réseau hertzien.

Les divergences d'intérêts, sensibles depuis quelques mois au sein d'Euro-musique, semblent maintenant mener à la rupture. Les trois grands opérateurs du câble se sont mis d'accord pour refuser le lancement de toute nouvelle télévision hertzienne qui viendrait freiner le développement des réseaux (le Monde du 10 mai). A l'inverse, NRJ et les éditeurs de disques jugent urgent qu'une télévision fasse la promotion de la chanson française et ne peuvent attendre les lents progrès du câble. Ils reprochent aux trois opérateurs d'avoir trahi le pacte d'action-

naires de la chaîne musicale, qui stipulait expressément la demande d'un réseau hertzien.

Pourtant le divorce est loin d'être consommé. Les éditeurs de disques ne veulent pas renoncer à Euro-musique. « Il peut y avoir une chaîne musicale sur le câble et une autre sur le réseau hertzien », affirme même M. Henri de Bodinat, PDG de Sony Music. Les câblo-distributeurs, de leur côté, considèrent avec beaucoup de scepticisme la nouvelle initiative de NRJ et des éditeurs. « Nous sommes dans le brouillard complet », reconnaît l'un d'eux. Le dossier de la chaîne musicale est tellement miné par les interventions politiques que la prudence s'impose.

Le ministre de la culture isolé

En fait, M. Jack Lang semble bien à l'origine de ce nouveau rebondissement. Le ministre de la culture est l'un des plus chauds partisans de la chaîne musicale, qu'il croit utile à la santé de l'édition musicale nationale comme à celle de la jeune « des bastilles ». Mais il est jusqu'à présent très isolé sur ce dossier. Au sein du gouvernement, où il doit affronter l'hostilité du ministre des P et T et le scepticisme de celui de la communication ; face au Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui

estime une chaîne musicale peu viable économiquement. M. Lang s'était imprudemment avancé, il y a deux mois, en menaçant de recourir à la loi pour donner un réseau hertzien aux éditeurs de disques si le CSA persistait à leur refuser (le Monde du 22 avril). Une promesse d'autant plus risquée qu'un même moment Euro-musique renouait à sa demande.

M. Lang a relancé le dossier en suscitant une nouvelle candidature. Et les éditeurs de musique ont suivi, espérant - sans trop y croire - un cadeau législatif. Mais si le cabinet du ministre de la culture se refuse à tout commentaire, de nombreuses sources font état de l'activité de la Rue de Valois, qui n'hésite pas à donner son avis sur les programmes de la future chaîne et à suggérer des investissements pour le tour de table. Pourtant, le projet tarde à se concrétiser. « Les investisseurs éventuels ne sont guère rassurés par le contexte politique du dossier, confie-t-on chez un éditeur. Et pour les mêmes raisons, rares sont les professionnels de la télévision qui peuvent prendre le risque de rejoindre le projet. Mais tout est de la bonne volonté de M. Lang. La chaîne musicale devra peut-être se rabattre sur le câble. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN

En signe de défiance

La Bourse d'Amsterdam suspend trois sociétés de MM. Parretti et Fiorini

AMSTERDAM

de notre correspondant

Grande première à la Bourse d'Amsterdam : les titres de trois sociétés ont été simultanément interdits de transactions lundi 17 juin et leur cotation au tableau officiel a été suspendue sine die à compter du mardi 18 juin. Il s'agit des sociétés Media International, Bobel et Chamotte unie, qui ont un double point commun : elles sont contrôlées par les hommes d'affaires Giancarlo Parretti et Florio Fiorini et elles ont pour banquier la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais, le CLBN.

Les titres Media, Bobel et Chamotte unie sont désormais inscrits et cotés au tableau dit « non officiel », qui est le box des accusés de la Bourse d'Amsterdam. C'est le « lieu de banissement » des valeurs « à problèmes », telles celles des sociétés en faillite, ou celles des sociétés dont la situation « n'est pas en ordre ». Dans le cas présent, la sanction s'apparente à un signe de défiance », nous a déclaré le porte-parole de la Bourse, avec un art consommé du sous-entendu transparent.

Par une étrange coïncidence, Media, Bobel et Chamotte unie n'ont toujours pas publié les résultats définitifs de leurs exercices 1990 et leurs représentants légaux ont tous demandé un délai. La Bourse d'Amsterdam est d'autant plus vigilante que la confusion règne autour de chacune des sociétés.

M. Kieijman n'envisage « en aucun cas » une fusion A2-FR3. Commentant le plan de restructuration d'Antenne2 et de FR3 présenté par leur PDG, M. Hervé Bourges, le ministre délégué à la communication n'envisage « en aucun cas » la fusion des deux chaînes, qui n'est pas un problème d'actualité. Interrogé sur France-Inter lundi 17 juin, M. Georges Kieijman limite ainsi la portée ultime du plan de M. Bourges, dont la logique de rapprochement et d'intégration par étapes pave la voie d'une telle fusion. Avant d'envisager toute nouvelle injection d'argent dans l'audiovisuel public, M. Kieijman veut voir « si la restructuration a eu lieu et si les chaînes ont une politique digne d'un service public ».

Gaëlle Durand va quitter le journal de 20 heures sur la Cinq. Dans un entretien au *Figaro* du 18 juin, Gaëlle Durand annonce qu'il va abandonner la présentation du journal de 20 heures sur la Cinq à partir de septembre prochain. Le journaliste, qui assurait cette fonction depuis la réattribution de la chaîne à M. Robert Hersant en 1987, affirme que cette décision a été prise en commun avec M. Yves Sabourat, nouveau PDG depuis la reprise de la Cinq par le groupe Hachette.

tés impliquées. Media, qui a permis à M. Parretti de prendre par étapes le contrôle de Pathé Communication, ex-groupe Cannon, puis, à partir de cette position, de se porter acquéreur de la Metro Goldwyn Meyer dans des conditions mal éclaircies, n'a toujours pas répondu aux questions posées par la presse au début de ce mois quant à... sa situation financière.

Bobel, qui avait déjà été retirée de la cotation boursière en octobre 1989, n'a pas encore « indiqué de quelle façon elle avait appliqué la stratégie d'investissement » (dans les diamants, l'immobilier et l'industrie) qu'elle avait promise lors de sa réinscription au tableau officiel des valeurs au début de cette année. Dans l'intervalle, ses seuls actifs consistent en des créances pour environ 520 millions de francs sur... sa société mère, le

holding suisse Sasea de M. Fiorini.

Chamotte unie fait également partie de la nébuleuse Sasea, dont elle gère les participations dans un certain nombre de compagnies d'assurances italiennes. M. Fiorini a toutefois annoncé en avril dernier que Chamotte allait faire passer son capital à 75 milliards de francs et se consacrer à l'acquisition et à la gestion d'intérêts immobiliers. Mais, selon la Bourse d'Amsterdam, personne « ne s'est porté inconditionnellement garant » de la fiabilité des initiatives de cette transformation ni de sa bonne fin. Pas même le Crédit lyonnais Bank Nederland, « parain » traditionnel de Media, Bobel et Chamotte dans la capitale néerlandaise et partenaire privilégié jusqu'à présent de M. Parretti.

CHRISTIAN CHARTIER

RSCG et BDDP consolident leurs positions américaines

Les publicitaires français à la conquête de l'Ouest

Pour les publicitaires français, l'Amérique est un mythe. Pas seulement parce que leurs agences ont été rachetées par des américains (*l'American way of life*, des jeans aux pin-ups). Mais aussi parce que tout groupe doté d'une ambition internationale ne peut ignorer les clés du premier marché publicitaire du globe, celui où se prennent les décisions des principaux annonceurs mondiaux.

Ces clés, la publicité française les a longtemps cherchées. Hormis TBWA, agence implantée dès sa conception dans plusieurs pays, les Français n'ont longtemps rencontré que désillusions, alliances avortées, rachats d'agences qui devenaient des coquilles vides après le départ de leurs dirigeants, et se trouvaient rejetés hors du sanctuaire de Madison Avenue, siège des grands noms de la publicité américaine. Depuis peut-être des stratégies de partenariat qui ne leur laissent que la portion congrue, les groupes français veulent maintenant entrer par la grande porte, avec des agences qu'ils contrôlent.

Eurocom, après avoir rompu l'alliance qui le liait, au sein de l'HDM, au numéro un américain Young et Rubicam, court maintenant sous ses propres couleurs. La filiale de Havas songe à rassembler sous la houlette de Jerry Della Femina (directeur réputé d'une agence qu'Eurocom a récupérée en achetant le holding anglais WCRS) toutes ses possessions futures aux Etats-Unis.

Au début de l'année, le groupe FCA Feldman-Callaux et associés) a racheté l'agence Bloom, qui réalise à Dallas et New-York environ 1 milliard de francs de chiffre d'affaires. RSCG et BDDP viennent, pour leur part, de consolider leurs têtes de port américaines. Le premier vient de porter à 70 % sa part dans Tatham-Laird and Kudner, agence de Chicago dont il détenait 51 % depuis 1988. Rebaptisée Tatham-RSCG, la quarantième agence américaine affiche 278 millions de dollars de chiffre d'affaires. Avec ses autres possessions (Messner à New-York, et quelques sociétés spécialisées), RSCG réalise maintenant environ 20 % de son activité outre-Atlantique. Quant à BDDP, qui avait fait son entrée sur ce marché l'an dernier en prenant 40 % de l'agence Wells-Rich-Green, il vient de porter sa participation à 70 %. Comme il se doit, le groupe français a aussitôt rajouté ses initiales au nom de l'agence...

A l'exception - pour l'instant - de Publicis, qui détient cependant 20 % du réseau FCB, les ténors français de la publicité sont donc maintenant tous présents aux Etats-Unis sous leur propre bannière. C'est la marque incontestable que l'époque des complexes est révolue. Reste cependant à prouver que la ruse vers l'Ouest est bénéfique, dans un contexte économique difficile.

M. C. I.

AUVERGNE = AUTOROUTE!

LE SUD PLUS PRES PAR LA NOUVELLE AUTOROUTE A 75

Juin 1991 : ouverture de 100 km d'autoroute gratuite au sud de Clermont-Ferrand vers la Méditerranée.

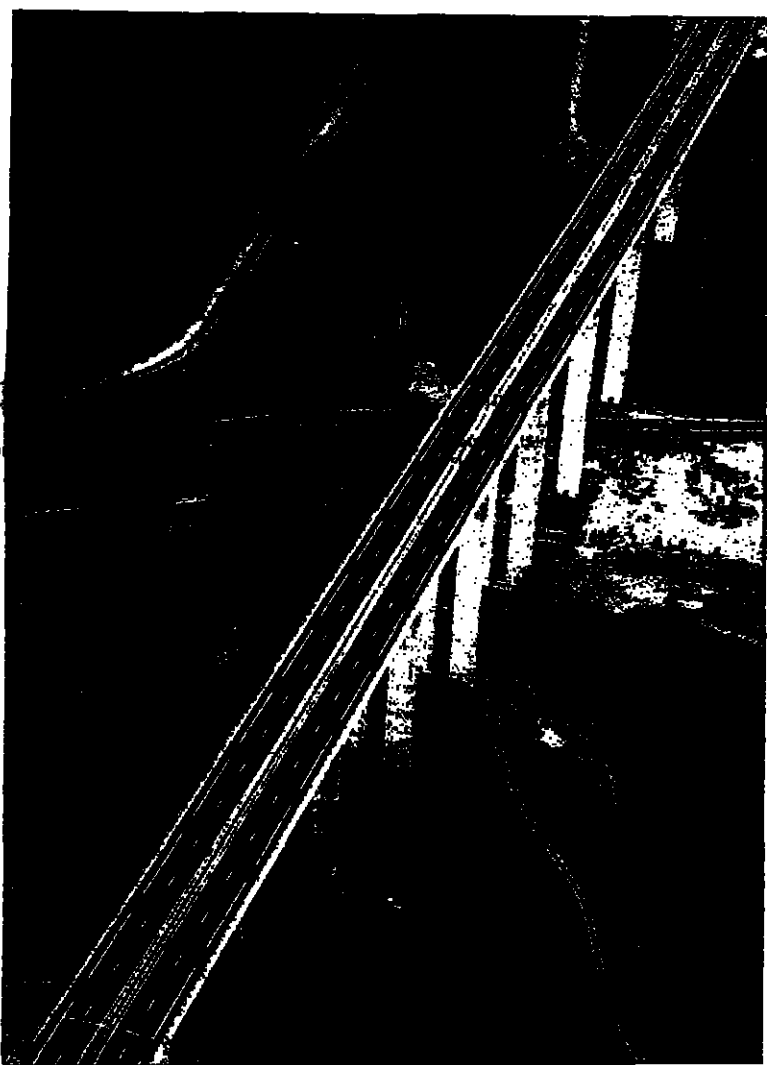
Désormais, vous pouvez faire 540 km d'autoroute (Paris - Clermont-Ferrand - Saint-Flour) sans passer par la vallée du Rhône. Vous éviterez les encombrements.

Réalisé avec la participation du Conseil Régional d'Auvergne, ce nouvel axe Nord-Sud vous permettra de rejoindre plus vite la Méditerranée.

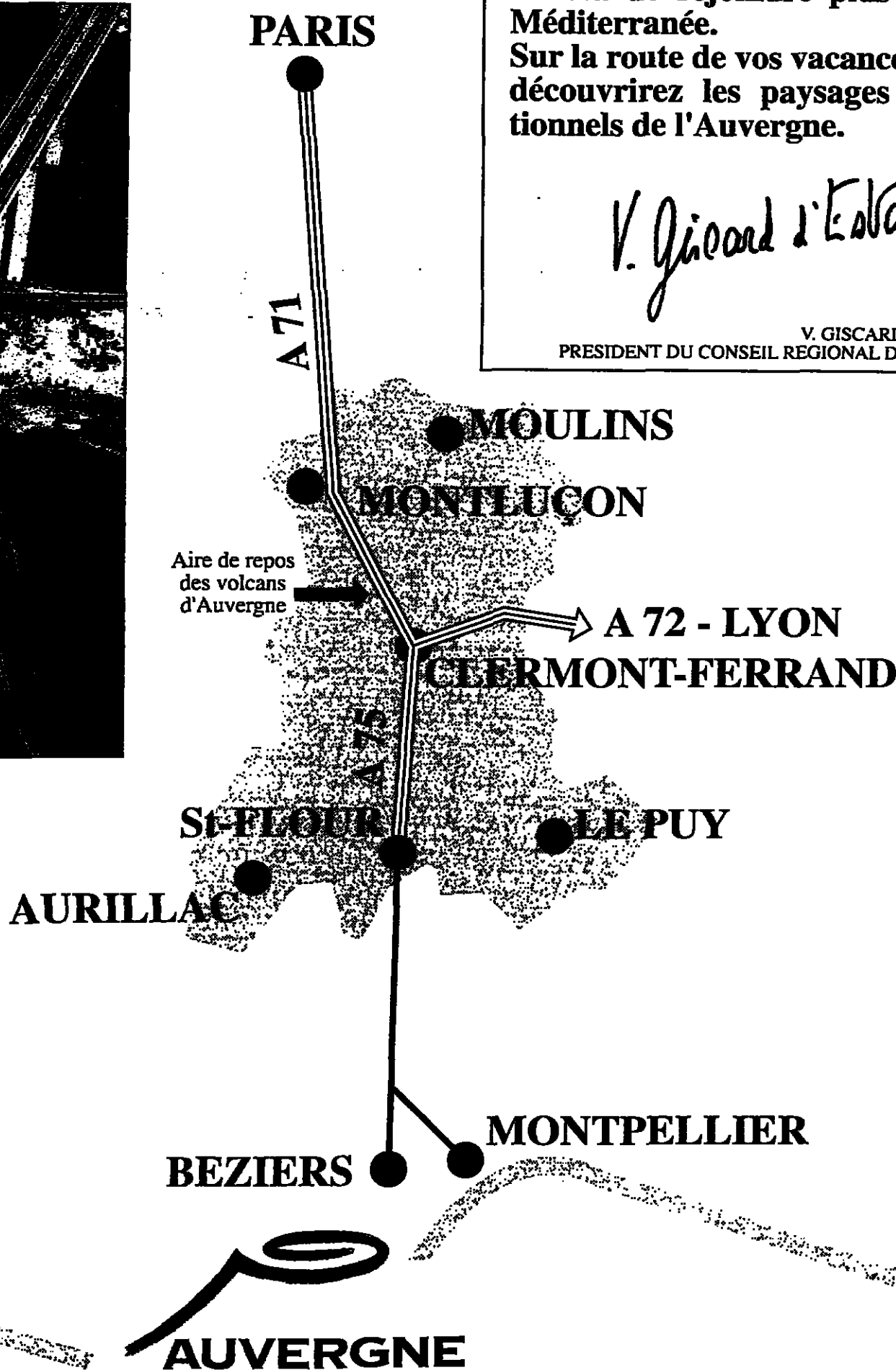
Sur la route de vos vacances, vous découvrirez les paysages exceptionnels de l'Auvergne.

V. Giscard d'Estaing

V. GISCARD D'ESTAING
PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL D'Auvergne



A 75 - Viaduc de la Violette



CONSEIL REGIONAL D'Auvergne

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Délires logiques

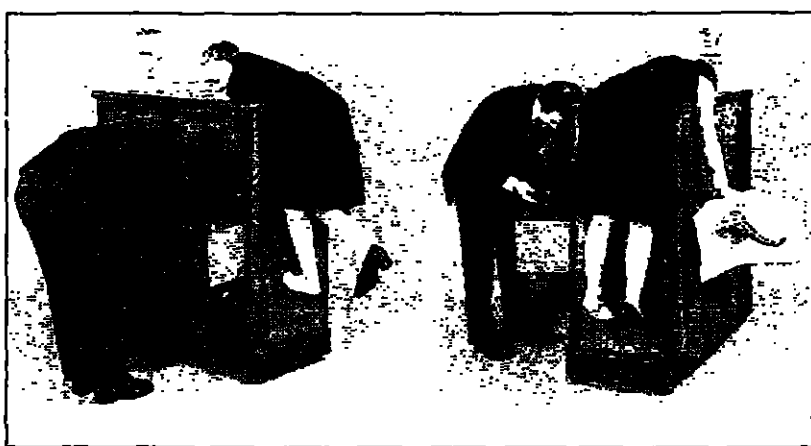
Entre Swift et Kafka, des tableaux excentriques conçus par un apôtre du non-sens

BOYD WEBB
à l'espace
d'art contemporain OCO

Percé sur une chaise longue, un couple plonge à la découverte de l'équateur. Une valise à la main, un quidam rampe sous un matelas posé en équilibre sur une grosse corde. Une femme escalade un meuble tandis qu'un homme fouille un tiroir en quête du soulier qui lui manque. Telles sont quelques-unes des scènes burlesques ou tragi-comiques conçues par Boyd Webb lors de ses études au Royal College of Art de Londres entre 1972 et 1976.

Ce fils naturel d'Edward Lear et de Buster Keaton, né en 1947 en Nouvelle-Zélande, est arrivé à vingt-sept ans en Angleterre, où il commence à travailler comme sculpteur. Faute de pouvoir réaliser en fibre de verre ses «tableaux vivants», des personnages en situation, il conçoit ses premières créations photographiques où il se met lui-même en scène.

Il s'agit de photos légendées qui racontent dans un jargon intraduisible des histoires denses et très précises. Image et texte se renvoient l'un à l'autre. Ces saynètes énigmatiques ou incongrues, souvent à dou-



«Torpeurs préhensiles» de Boyd Webb (1977)

ble sens et aux résonances très britanniques, sont des paraboles allusives et dérisoires sur l'absurdité de la condition humaine. Ces défilés à la logique mettent en situation des naufragés du quotidien aux prises avec les objets. Les vœux simples, mais complexes, imaginés dans l'espace ou du studio, se réfèrent à la botanique, à la zoologie et à la science en général. La gravitation, la peur de l'inconnu, la proximité des contraires, l'obsession du minuscule

et de l'infiniment grand, sont les sujets réfléchis de ces fables.

Ponctué par la présence agressive d'objets courants (pot de fleurs, mouchoir, papier tue-mouche), ces tableaux acides et angoissants, où la raison vacille, témoignent d'un sens du burlesque qui rappelle les courts métrages de Polanski. Boyd Webb lui-même les décrit comme «une succession de dessins humoristiques, saugrenus mais baroques, où les objets du peintre de genre victorien s'ac-

commodent de la technique du photographe pour catalogue de vente par correspondance». Ces œuvres de jeunesse n'avaient jamais été montrées à Paris. Elles contiennent les germes de son évolution future.

PATRICK ROEGERS

► Boyd Webb 1973-1979. Espace d'art contemporain OCO, 3, rue Houdart, 75020 Paris; jusqu'au 13 juillet.

DANSE

En dehors des sentiers tracés

Danse et théâtre dans des faubourgs d'Abidjan et de Paris

BLACK BLANC BEUR
et KOTABA
au TEP

Boire, traîner, bosser sans autre espoir que le foot et le Loto. La compagnie Black Blanc Beur, formée en 1983 par Jean Djemad, avec des jeunes «des problèmes» des cités de Saint-Quentin-en-Yvelines, a brodé autour de la vie quotidienne, et avec l'aide de la chorégraphe Christine Coudun, une suite d'hymne au ballon rond, intitulé : *Contre-pied*. De l'équipe initiale, environ quarante danseurs, il n'en subsiste que douze dont trois filles. Au-delà de l'intérêt artistique – un peu mince et répétitif –, la compagnie montre que, au bout de sept ans, des jeunes banlieusards plutôt paumés sont devenus de véritables professionnels. Ils viennent d'ailleurs d'intégrer une formation pour passer le diplôme d'Etat de professeur.

A partir des figures du hip-hop ou de la break dance, ils brûlent les planches. Le début du spectacle, plus élaboré, plus lent aussi, s'approche de l'expressionnisme allemand, celui d'un Jean Weidt par exemple. Il est vrai que Hambourg est un des fiefs des Black Blanc Beur.

Au même programme, l'ensemble Kotaba, du faubourg de Treichville d'Abidjan, que dirige Souleymane Koly, raconte dans *Tous unis dans nos wax ou s'en joua la crise* les retombées de l'économie mondiale sur la production textile locale. Tout est au premier degré : c'est le rythme et l'humour qui, là aussi, sauvent le spectacle.

► DOMINIQUE FRÉTARD
Le 18, à 20 h 30, ensemble Kotaba, et à 22 h 30, Black Blanc Beur. Les 19, 21, 22, à 20 h 30, et le 20, à 19 heures : Kotaba seulement. TEP, 159, avenue Gambetta, 75020. Tél. : 43-63-20-96

Le réveil de Bordeaux

Un nouveau directeur, un nouveau départ pour une troupe qui s'étiolait

PAOLO BORTOLUZZI
au Ballet-Théâtre d'Abidjan

Bakhti, Roméo et Juliette, Messe pour le temps présent, *Cygne*, *La 9^e symphonie*, *Nomos Alpha*, les *Chansons du compagnon errant* avec Nouriev... Images fulgurantes de Paolo Bortoluzzi, des ailes aux pieds, créant quelques-uns des plus beaux ballets de Bégat au Ballet du vingtième siècle. Où il s'affirme, des ses débuts en 1960, l'un des plus grands virtuoses de l'époque. Il quitte Bégat en 1972, et depuis, on le perd un peu de vue en France, car il danse principalement en Amérique, en Italie, en Allemagne. Il prend la direction du Ballet de la Scala, en 1981, celle du Ballet de Düsseldorf en 1984.

Il se voit aujourd'hui offrir, à cinquante-trois ans, un nouveau rôle : celui de prince éveilleur de cette belle au bois dormant qu'était devenue la danse à Bordeaux : la troupe du Grand Théâtre ne se produisait que dans des opérettes et un gala annuel pour une petite centaine d'abonnés. A peine nommé directeur artistique du Grand Théâtre, Alain Lombard l'appelle et Paolo dit oui, tenté par «une nouvelle équipe, une nouvelle politique : j'aime les choses qui commencent».

Il remplace la moitié des danseurs, porte leur nombre à trente et les soumet, depuis octobre dernier,

à un entraînement intensif, avec des professeurs venus de Leningrad et de Prague. Rebaptisée Ballet-Théâtre de Bordeaux, la troupe vient de faire ses débuts au Théâtre du Port-de-la-Lune, le Grand Théâtre étant en réfection jusqu'à janvier prochain. Dix représentations gratuites, «pour réhabiliter les Bordeaux à la danse», dit Lombard : les dix salles seront comblées.

Belle surprise : homogène, harmonieuse, disciplinée, la troupe est déjà d'une qualité plus qu'honorable. On y repère des perles fines, à tenir à l'œil, comme Paola Battistino, venue de Turin, ou Emmanuelle Grizot, de Düsseldorf. Deux programmes : une *Butterfly* tout en blanc, débarrassée de tout pittoresque japonais, alterne avec *Formes*, une manière d'Arts de la barre, *Clair de lune*, joli pas de deux, et un très romantique *Inconfort*. Chorégraphies de Bortoluzzi, d'un néo-classicisme ouvert, mêlant de bégatisme («Il n'a tellement marqué») et nappé d'un lyrisme très italien. La saison prochaine, il montera trois spectacles, dont *Cendrillon*, un de ses grands succès à la Scala, et il disposera de quarante danseurs. Plus tard, il invitera d'autres chorégraphes – il souhaite un répertoire mi-classique, mi-contemporain. «Mais je veux d'abord que mes danseurs bougent comme j'aime qu'on bouge», dit-il. Ils sont sur la bonne voie.

SYLVIE DE NUSSAC

CINÉMA

L'impossible retour

Histoire d'amitié, d'amour et de lendemains qui auraient dû chanter

DIEU VOMIT LES TIÈDES
de Robert Guediguian

Écœuré par ses succès faciles, un romancier quitte sa femme. Paris, le milieu où il est parvenu pour devenir riche, se révèle, au quartier de l'Estaque, à Marseille, il retrouve ses copains d'enfance. On l'appelle Cochise, les deux autres garçons Fric et Quatre-Œil (à cause des lunettes) et la fille Frelure. Tous enfants d'ouvriers, ils avaient juré de se battre jusqu'à la mort, pour un monde débarrassé du capitalisme, un monde d'égalité.

Robert Guediguian se définit comme un «cinéaste de quartier» parce que depuis 1980, il a situé et tourné ses films (1) à l'Estaque, avec les mêmes techniciens et presque les mêmes acteurs. Il a raconté l'histoire de sa famille – des immigrés – et la misère, la fierté d'un prolétariat opposé à la bourgeoisie, l'histoire d'individus marqués par l'espoir de lendemains qui chanteront et les engagements, les déceptions.

On le dirait plutôt cinéaste régional, auteur d'un univers ne vous lâche plus, pour peu qu'on ait l'occasion d'y entrer. Mais là est justement l'écueil : les films de Guediguian ne parviennent pas jusqu'aux

réseaux de diffusion nationale. Alors on vous le dit : allez voir *Dieu vomit les tièdes* pendant qu'il en est temps. C'est une œuvre sans nostalgie, lucide, désenchantée, profondément émouvante, qui parle de l'usure du temps, de la fin d'un rêve, des transformations d'une société duelle par l'indifférence, la cupidité, taraudée par le racisme, une société dans laquelle il faut être dur pour survivre. Pas de démonstration, pas de manichéisme : une chronique tendre, presque au jour le jour, sur le retour impossible à la jeunesse, la force de l'amitié et de l'amour. Une chronique «trouvée» et là de scènes d'enfance, dont le sens se précise à mesure que les adultes se révèlent.

C'est filmé avec originalité et une certaine maîtrise. Ariane Ascaride, Pierre Banderet, Jean-Pierre Darroussin, Gérard Meylan, Jacques Boudet, Hélène Surgère sont des personnages vrais.

JACQUES SICUIER

► *Dernier été* (1980), *Rouge midi* (1983) et *À la Sa* (1986) sont présentés à certaines séances à L'Utopia, 9, rue Champollion, la seule salle à Paris où passe *Dieu vomit les tièdes*. Tél. : 43-26-84-65.

MUSIQUES

Un entretien avec le directeur général de la SACEM

«Il faut imposer des quotas d'œuvres musicales françaises à la radio et à la télévision»

nous déclare M. Jean-Loup Tournier

«Au vu des sommes perçues et réparties par la SACEM, la création française se porte bien...»

En 1990, la SACEM a perçu 3 milliards de francs de droits. Les tournées se portent mieux, les créations françaises, la musique symphonique, aussi. Pour la radio et la télévision, le secteur privé se développe plus rapidement. TFI et Canal Plus sont les premiers médias en ce qui concerne le droit d'auteur. On note une relative baisse des radios périphériques au profit des radios locales privées, ce qui ne joue pas en faveur de la musique française puisque les FM programment 80 % à 85 % de musique anglo-saxonne.

De quoi menacer la bonne santé de la création française?

La France fait partie des dix pays au monde qui créent suffisamment pour ne pas être complètement dépendants. Nous sommes restés longtemps à égalité entre production française et étrangère. En 1990, la proportion de musique française dans la production phonographique est passée à 45 %. La chanson française est liée à la défense du français. Nous menons le même combat que Mme Tessa. Les producteurs, même les multinationales, traditionnellement liées à la production nationale, EMI, Polygram, Sony, ont tous un problème de diffusion. La télévision consomme beaucoup de musique, mais ce n'est pas un moteur de promotion artistique. Les périphériques ne sont plus des radios pilotes. Sur le FM, la plupart des médias sont de langue anglaise, c'est très inquiétant.

D'où l'idée d'imposer des quotas de langue française. Il n'y a plus de chanson hollandaise ou scandinave. La question est de savoir si le gouvernement et le Parlement veulent préserver la langue française. Et qu'on ne crée pas un nouveau Haut-Comité, ce sont des alibis à l'usage. Il suffit que quand le CSA donne une nouvelle fréquence à M. Baudouin (PDG de NRJ), il lui impose de diffuser 50 % de titres en langue française. Sur une éventuelle chaîne musicale, le chiffre devrait être de 60 % et concerner toutes les musiques. Je ne parle pas de M6 qui n'est absolument pas la chaîne musicale qu'elle prétend être.

Cette chaîne musicale devrait-elle être hertzienne ou câblée?

Il n'y a pas de véritable avenir

pour une chaîne thématique musicale en dehors du câble. Le problème des dirigeants de l'écuelle chaîne est qu'il n'y a pas assez de foyers câblés. Ils demandent dans l'intervalle une chaîne hertzienne à Paris. Je ne suis pas contre, à deux conditions : un quota de 60 % d'œuvres de langue française et une programmation de toutes les musiques.

Comment pensez-vous que ces quotas à la radio comme à la télévision, doivent être imposés?

Entreprise par entreprise. Le CSA devrait être plus nerveux, les textes lui en donnent la possibilité. Nous avons l'intention d'entreprendre une démarche officielle auprès du CSA, avec certainement l'aide du ministère de la communication. Les professionnels français font pression en ce sens face au danger de suprématie de la langue anglaise. Il faudrait une synergie entre les ministères, les médias, la SACEM. Une synergie volontaire serait préférable aux quotas. Mais cette synergie n'existe pas en ce moment alors qu'elle a existé, avec un certain succès, en 1986-1987. Nous avions organisé une semaine de la chanson française, à l'époque NRJ était passée à 40 % de musique française.

On accuse les Américains de protectionnisme, mais ils sont aussi solidaires. Ils choisissent toujours leurs produits en priorité. Nous sommes une passoire complète, le pays le plus accueillant. Ou le plus sot. Les jazzmen américains gagnent plus en Europe que chez eux.

Et où classez-vous des artistes comme le Mano Negra, qui chante en anglais, ou Mory Kanté, qui chante en mandingue?

Dans les 50 % ou 40 % de musique non francophone. Il y a de la place dans ce quota.

Mais notre politique, ce sont aussi des aides à la création d'émissions comme les Quarante ans de 45 tours ou les Victoires de la musique. Tout cela exige une politique de communication intense. Il y a eu la semaine du bicentenaire du droit d'auteur, le clip d'Avery à la télévision. Il y a 500 000 diffuseurs d'œuvres en France et les deux tiers paient des droits, la plupart ne savent pas où va l'argent. Il faut qu'ils sachent que sur un chèque de 100 francs, 82 francs vont à des gens qu'ils aiment.

Propos recueillis par THOMAS SOTINEL

Désenchantés

Le désenchantement de Jean-Loup Tournier, des auteurs qu'il représente à travers la SACEM et plus généralement des professionnels de la musique en France est compréhensible. Au moment où le disque a fini de manger le pain blanc qu'avait apporté le CD, où les ventes stagnent, régressent même, la «synergie» entre médias et producteurs de musique, souhaitée par le directeur général de la SACEM, se fait attendre. Au contraire même, on dirait que les réseaux FM ont le nouveau et la création en horreur, qui réduisent leur programmation à une playlist de quarante titres, presque tous anglo-saxons, dont la rotation est gouvernée par un ordinateur. Que les chaînes de télévision – publiques ou privées – se sont donné le mot pour supprimer ou muter les émissions musicales, de *Avec ou sans rock* à *Mégamix*. Bref, sans exagérer beaucoup, que tous les médias ont décidé de mettre à mal la musique française.

Reste à savoir si la «scène» française a beaucoup à gagner à l'imposition de quotas d'œuvres françaises à la diffusion. Paris, la France, accueillent des musiciens de tous les continents, qui ne chantent pas tous en français. Les Gipsy Kings, qui sont à la chanson ce qu'Airbus est à l'aéronautique, s'expriment en espagnol, Mory Kanté ou Salif Keita en mandingue. Et que faire des

artistes, des groupes polyglottes? Passera-t-on le Petit Train des Rita Mitsouko tout en rejetant leur *Tongue Dance*? Vive le *Dernier qui a parlé d'Amira*, à la poubelle son *Yall en arabe*? Le débat sur le créole de Kassav ou de Zouk s'achève, risqué également d'être plaisant. Et si Paris attire encore des musiciens anglophones, jazzmen ou rockers, qui y trouvent des lieux, des petits labels, plus hospitaliers qu'à New-York ou à Londres, ce n'est sûrement pas un symptôme de la décadence de la musique française.

L'idée de passer d'une programmation sur ordinateur à une programmation sur tête de titres recommandés par un organisme, SACEM ou CSA, est suffisamment révélateur pour que les dirigeants des réseaux FM, des télévisions, en profitent pour échapper une fois de plus à leurs responsabilités. Si mesures autoritaires il doit y avoir, autant qu'elles reposent sur une idée saine de la francophonie. De toute façon, face à la suprématie anglo-saxonne, mieux vaut compter sur l'aide à la création, du disque au spectacle vivant, telle que la pratique d'ailleurs la SACEM, et espérer que les responsables de l'audiovisuel français se préoccupent un jour aussi de l'enrichissement culturel des projets qui leur sont soumis que des commissions économiques.

T. S.

VENTES

Sotheby's à Paris

Après la vente de ses tableaux et de ses bijoux à Paris, celle du contenu de sa résidence à New-York, les meubles saisis dans l'appartement parisien de l'homme d'affaires et collectionneur américain Roberto Polo, accusé d'escroquerie et aujourd'hui en liberté provisoire, seront mis aux enchères le 7 novembre à l'Hôtel George V de Paris, sur ordonnance du tribunal de grande instance de Paris. Le commissaire-priseur Jacques Tajan sera chargé de la vente.

Celle-ci se fera avec la collaboration de Sotheby's, responsable du marketing international. Cette collaboration – une première sur le marché parisien – provoque beaucoup d'interrogations dans les salles de ventes. La firme britannique touchera-t-elle un pourcentage sur la vente ou sera-t-elle rémunérée au forfait? Dans le premier cas, elle pourrait être considérée comme une associée du commissaire-priseur parisien, ce qui dégrèverait aux lois actuelles en vigueur.

(Publicité)
**Le 21 juin 1991
LA MUSIQUE
ENTRE EN GARE**

♦♦♦♦♦

GARE MONTPARNASSE
de 18 heures à l'aube
Le Mégabœuf de Jazz
avec plus de 70 jazzmen

GARE SAINT-LAZARE
de 16 h 30 à l'aube
Les Sixties
20 groupes en scène

GARE DE L'EST
de 8 h 30 à 22 heures
Le Classique
avec l'Orchestre national
des Chemins de fer français
le Quatuor de la Grande Arche...

GARE D'AUSTERLITZ
de 16 heures à minuit
Les Grandes Écoles en concert

**LA MUSIQUE PARTAGÉE PAR TOUS
AVEC LA SNCF C'EST POSSIBLE
ET C'EST GRATUIT**

هكذا من الأدب

SPECTACLES

Programmes du mercredi 19 au mardi 25 juin

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

MERCREDI

Les Archives du film présentent : Nand (1923), de Jacques de Baroncelli, 16 h ; le Bal des cinglés (1957, v.o. s.t.f.), de Richard Quire, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

MERCREDI

L'Arche de la fraternité : éthique et biologie : le futur est femme, v.o., de Marco Ferreri, 19 h ; la Mort en direct (1980), de Bertrand Tavernier, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI

Le Cinéma australien : Wrong World (1988, v.o. s.t.f.), d'Ian Pringle, 14 h 30 ; Shame (1988, v.o. s.t.f.), de Steve Jodrell, 17 h 30 ; Nina Soffel (1984, v.o. s.t.f.), de Gillian Armstrong, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

MERCREDI

Paris en quartiers : Jeune Public : Vingt P'tites Tours (1989) de Philippe Truffaut et Michel Gondry, Superman II (1980, v.o. s.t.f.) de Richard Lester, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Éclair journal, 16 h 30 ; Grands Ensembles : Actualités, 17 h 30 ; Rue du Moulin-de-la-Pointe (1957) de Jacques Krier, Trois tours et puis s'en vont (1977) d'André Vroman et Josette Chollat, 18 h 30 ; Logement : Rénovation d'un quartier de Paris (1959) de Jacques Delfau, Des enfants gâtés (1977) de Bertrand Tavernier, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AILES DE LA RENOMMÉE (Hol., v.o.), Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12).

AKIRA (Jap., v.o.), Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

ALICE (A., v.o.), 14 Juillet Parnasse, 6 (45-26-58-00).

L'ALLÉE DES OSMANTHES (Chn., Tat., v.o.), Utopia, 5 (43-26-84-85).

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.), George V, 8 (45-62-41-46).

L'AMBULANCE (A., v.o.), George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f., Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

AN ANGEL AT MY TABLE (Indo-Can., v.o.), Les Trois Luxembourgs, 6 (43-26-57-77).

L'ANNÉE DE L'ÉVÈIL (Fr.), Lucerna, 6 (45-44-57-34).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.), Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran., v.o.), Utopia, 5 (43-26-84-85).

BIX (It., v.o.), Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Escorial, 13 (47-07-28-04).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.), Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

CHEB (Fr.-Alg.), Rex, 2 (42-36-93-93) ; Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Breugnot, 6 (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; v.f., Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-93-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 19 JUIN

« Au Musée d'Orsay : Monet et Degas », 11 heures, vestiaires collectifs (G. Marbau-Carlier).

« De Popincourt à la rue de Lappe », 14 h 30, 14 h 30, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autotour).

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 14 h 30, 14 h 30, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autotour).

« La Musée Hébert », 14 h 30, hall du musée, 85, rue du Cherche-Midi (Le Cavalier bleu).

« Souvenirs de M. de Maintenon à Saint-Cyr », 14 h 30, entrée du collège militaire, avenue Jean-Jaures, à Saint-Cyr-l'École (Office de tourisme de Versailles).

« L'histoire du Louvre, du château de Philippe Auguste à la Pyramide de verre en passant par les appartements royaux », 14 h 30, sortie métro Palais-Royal, terre-plein central (D. Fleury).

« L'hôtel de Soubise » (limité à trente personnes), 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois.

« De Saint-Médard à Sainte-Geneviève, évocation de la rue Mouffette », 15 heures, façade Église Saint-Médard, 141, rue Mouffette (Monuments historiques).

« Les ateliers du Faubourg-Saint-Antoine », 15 heures, 1, rue de Charonne (Tourisme culturel).

« A l'essy, un parc et un séminaire », 15 heures, 33, rue du Général-Lacour, à Issy.

« Du Corot aux impressionnistes, la collection Mors », 18 heures, 18 heures, Grand Palais, entrée de l'exposition (Paris et son histoire).

« La place des Vosges, pavillon par pavillon », 18 h 30, statue Louis XIII, dans le square (Paris historique).

Tous les mardis, mercredis et jeudis (sauf fêtes), à 14 heures et à

DELICATESSEN (Fr.) : Cinoches, 6 (42-36-93-93) ; UGC Danton, 6 (42-26-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

DIEU VOMIT LES TIÈDES (Fr.) : Utopia, 5 (43-26-84-85).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-55).

LA DISCRÈTE (Fr.)

ÉCONOMIE

Le cinquième anniversaire du programme européen de recherche

Mariages blancs

Le programme de recherche Eurêka a célébré ce mardi en grande pompe son cinquième anniversaire. Depuis sa mise en œuvre opérationnelle, cette «agence matrimoniale», comme la qualifient Jean-Baptiste de Boissière et Bertrand Warusel dans leur ouvrage *La Nouvelle Frontière de la technologie européenne*, a plus de cinq cents unions d'équipes de recherche à son actif.

Mais on peut se demander aujourd'hui quels seront les fruits de ces rapprochements. Car si Bruxelles accorde sa bénédiction à toute alliance entre équipes de recherche, il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de passer au stade industriel. Et dans les quelques cas où, loin de craindre les fameux «abus de position dominante», la Commission préconise au contraire des rapprochements, ce sont les entreprises qui se font tirer l'oreille, préférant conclure des accords avec qui bon leur semble sans se limiter aux frontières européennes.

Les exemples abondent. Si le projet JESSI, dans le domaine des composants, fonctionne cahin-caha (malgré le retrait partiel de Philips), chacun des acteurs se terre dans son coin quand il lui est demandé de créer une société commune pour sauver ce secteur en péril. A part Thomson, qui aurait effectivement beaucoup à gagner d'une telle alliance, Siemens préfère faire cause commune avec l'Américain IBM et Philips a sans doute d'autres préoccupations. Dans le domaine automobile, Peugeot et Renault collaborent certes au sein du programme Prométhée, mais pour combien de temps ? L'alliance de Renault avec Mitsubishi, via Volvo, a nettement refroidi les rapports entre les deux constructeurs français.

A l'inverse, certains industriels doivent faire preuve de patience pour obtenir l'accord de Bruxelles afin de créer des filiales communes. Tels Alcatel et Fiat, qui ont dû attendre plusieurs mois pour marier certaines de leurs activités dans le domaine des télécommunications ou des batteries, accord qui n'a pas été obtenu sans contrepartie.

Certes, les mots de «politique industrielle» ne sont plus des mots tabous du vocabulaire communautaire. Le souffle se fait sentir au sein même Eurêka, dont le dernier audit préconise la mise en œuvre de plus de projets stratégiques sous l'impulsion des gouvernements. Mais le décalage entre les volontés de rassemblement dans la recherche et les forces centrifuges qui freinent les coopérations industrielles reste flagrant.

Il serait dommage que les unions d'Eurêka ne soient que des mariages blancs.

ANNIE KAHN

Eurêka a aidé plus de 500 projets

M. François Mitterrand pour la France, la reine Beatrix pour les Pays-Bas, le président Koivisto pour la Finlande assistent, mardi 18 juin à La Haye, à la conférence célébrant les cinq ans d'Eurêka. Après les Pays-Bas, la Finlande assurera la présidence de ce programme de recherche européen, et passera le relais à la France dès juin 1992. Lors de cette manifestation, Eurêka donnera son label à 120 nouveaux projets, dont 28 à participation française.

«Il serait temps de garder les cerveaux de l'Europe en Europe et de leur offrir un champ suffisant pour leur capacité de recherche et d'expression», cette phrase lancée par M. François Mitterrand en juin 1982, lors du sommet des pays industrialisés de Versailles, devait donner naissance à Eurêka. Ce programme de recherche européen officiellement proposé par la France en juin 1983, mais qui ne fut réellement opérationnel qu'un an plus tard, constituait la réponse au projet américain de «guerre des étoiles» (IDS) (initiative de défense stratégique).

Cinq ans après, chacun s'accorde à en saluer la réussite et l'originalité tant par le nombre de ses participants, qui dépassent les frontières de la Communauté (1), que par sa démarche. A la différence des programmes communautaires, définis par la Commission pour un secteur déterminé (comme ESPRIT pour la recherche dans le domaine des systèmes d'information, par exemple), les projets Eurêka sont définis par des équipes de recherche dans tous les domaines, une grande importance étant aussi accordée à la finalité économique.

Un investissement de 80 milliards de francs

Certes, quelques grands projets, comme JESSI pour les composants électroniques, le projet TVHD pour la télévision haute définition, ou encore Prométhée dans l'automobile, monopolisent souvent l'attention et une bonne part des budgets (26,5 milliards de francs sur 9 ans pour JESSI, 5,2 milliards de francs sur 7 ans pour la TVHD, et près de 4 milliards de francs sur 9 ans pour Prométhée). Néanmoins, à l'issue de la réunion de La Haye, plus de 500 projets auront, au total, reçu le label Eurêka. Ce qui représente un investissement de plus de 80 milliards de francs, dont 30 % environ assurés par des fonds publics.

L'audit réalisé par un panel de sept experts (dont un Français, M. Philippe Desmarest, président de la branche agrochimie du groupe Rhône-Poulenc), à la demande des Pays-Bas attribue au programme un succès global. «Eurêka a contribué à renforcer la compétitivité des firmes européennes en stimulant les coopérations dans la recherche et le développement, en accélérant

l'introduction de nouvelles technologies et en créant des opportunités d'affaires».

Le rapport confirme l'intérêt de l'approche par le terrain «de bas en haut, décentralisée et peu bureaucratique». Elle a permis à de petites entreprises d'obtenir le label Eurêka : les PMI représentaient, en 1990, 27 % des entreprises labélisées. Mais ce score est encore insuffisant, conclut le rapport, faute d'une information suffisante, d'assistance pour la recherche de partenaires, d'aide financière pour la définition du projet et la réalisation des études de faisabilité. Autant de points qui avaient déjà été relevés lors de l'audit réalisé il y a un an par la France pour ses ressortissants, et qui avait abouti à des aides financières et à une simplification des procédures pour les PMI.

Des critiques importantes

Pudique, le rapport passe sous silence les projets donnant lieu à problèmes. Il en est ainsi de JESSI, sur les composants électroniques, dont une partie des sous-programmes a souffert du retrait de Philips, ou des difficultés posées par la prise de contrôle par une firme non européenne d'une société impliquée dans un projet (avec l'exemple d'ICL, appartenant désormais à 80 % à Fujitsu).

Pourtant, les critiques ne sont pas absentes du rapport, les plus importantes ayant trait au manque de projets stratégiques, au manque de contrôle de la qualité, aux problèmes de procédures et à l'insuffisance des liens entre Eurêka et la Communauté européenne. Tout en soulignant que les programmes de recherche communautaire et ceux d'Eurêka doivent rester distincts, il propose que des liens soient établis entre eux pour «faciliter l'accès au marché de la recherche communautaire». Sans remettre en cause l'approche «de bas en haut», qui favorise les initiatives industrielles, il préconise une plus grande implication des gouvernements «pour encourager les industriels à définir des projets stratégiques».

Critique entendue par M. Mitterrand, qui dans son allocution, devait préciser les quatre thèmes sur lesquels il estimait qu'Eurêka devait mettre l'accent : l'information (et plus particulièrement les applications médicales et l'industrie de la langue, c'est-à-dire les logiciels de traduction assistée par ordinateur, de recherche documentaire, etc.); l'automobile, pour la mise au point de véhicules plus propres, plus sûrs et plus conviviaux; l'usine du futur et les industries de l'environnement.

A. K.

(1) Dix-neuf pays européens participent à Eurêka. Outre les pays de la Communauté, on compte la Suède, l'Autriche, la Suisse, la Norvège, la Finlande, l'Islande et la Turquie.

Un rapport de l'inspection générale des finances

Le «1 % logement» en question

Le «1 % logement» est dans le collimateur du ministère du budget : mercredi 12 juin, M. Michel Charasse a vivement critiqué à la tribune de l'Assemblée nationale les organismes collectant ces fonds auprès des entreprises - les comités interprofessionnels du logement (CIL) - fondant ses attaques sur un rapport de l'inspection générale des finances (IGF). Après avoir passé au crible l'activité de dix CIL sur les cent quatre-vingts que compte l'Hexagone, représentant un tiers des fonds collectés, les inspecteurs s'interrogent sur la validité du système.

Créé en 1953, le «1 % patronal» en faveur du logement prévoit que les entreprises privées de plus de dix salariés versent une contribution sursur leur masse salariale pour soutenir la construction. Si elle est restée sous l'appellation de «1 % patronal», cette contribution, réduite à plusieurs occasions, n'est plus que de 0,65 % et va encore baisser par étape à 0,45 % le 1^{er} janvier 1992, à l'occasion des diverses dispositions d'ordre financier (DDOF) en cours d'adoption au Parlement.

Les faits relevés par l'IGF sont graves (le Monde du 14 juin) : dérive des coûts de gestion (en progression de 38 % de 1987 à 1989), dérapage de salaires, «manquements à la déontologie». Leur énumération a ébranlé les députés socialistes, qui envisagent de demander que la Cour des

comptes enquête à son tour. Après avoir relevé ces faits, l'inspection s'interroge - dans la dernière partie de son rapport - sur le maintien ou non du «1 %» : «La relative perte de légitimité des CIL, à la fois au regard de leurs missions traditionnelles et à celui d'une certaine déontologie de leur action, milite en faveur de solutions qui soient autres que de simples modifications à la marge des conditions d'exercice de leur activité».

Les effets d'une réduction

«La suppression du système du 1 % logement (...) ne manquerait pas d'avantages», estiment les enquêteurs, car elle «préviendrait le fait que les CIL, qui ont rempli avec efficacité leur rôle historique, ne constituent plus véritablement aujourd'hui une réponse adéquate aux besoins du secteur du logement et se sont transformés en autant d'organismes dont le but réel et prioritaire est leur propre survie». Et, surtout, argument de poids en ces temps de ralentissement économique, une suppression «permettrait d'abaisser les prélèvements obligatoires sur les entreprises». Car le 1 % leur a coûté 7,3 milliards de francs en 1990. D'ailleurs, notent les inspecteurs, les CIL ne disparaîtraient pas complètement puisqu'ils continueraient à gérer leurs encours (environ 80 milliards) et à utiliser les sommes provenant des remboursements des prêts à long terme (5,3 milliards en 1990).

Reconnaissant qu'une suppression pure et simple présenterait des inconvénients, l'IGF étudie ensuite les effets d'une réduction

de la contribution. Cette démarche devrait s'accompagner de «mesures vigoureuses» pour réduire le nombre d'organismes collecteurs et éviter d'accroître une concurrence acharnée, responsable en partie de la dérive des coûts de gestion. Mais cette mesure serait «partielle» aux yeux des inspecteurs et ne permettrait pas de «remédier aux errements» décrits. Aussi leur préférence va-t-elle nettement à un prélèvement «facultatif», qui permettrait aux entreprises qui le souhaiteraient de «cotiser en franchise de l'impôt sur les bénéfices à des organismes agréés fournissant des prestations dans le domaine du logement des salariés». Les inspecteurs font également des suggestions sur l'emploi des fonds collectés, estimant en outre que les filiales à plus de 50 % des CIL ne devraient pas avoir le droit de faire de la promotion immobilière et que les CIL devraient limiter leur «imbrication croissante» avec des établissements de crédit.

Enfin, prenant acte du travail effectué depuis sa création par l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (ANPEEC), le rapport propose un renforcement de son rôle. La méthode adoptée, semble mal choisie : l'ANPEEC se plaint non seulement de n'avoir pas été consultée sur la baisse du taux de cotisation, mais de voir l'IGF - dont l'enquête porte sur les années 1987, 1988 et 1989 - «ressortir des arguments qui avaient prévalu à la création de l'agence, sans dire le travail qui a été fait depuis» et sans parler des corrections apportées aux faits relevés.

FRANÇOISE VAYSSE

Avec une progression de 6,2 %

La hausse des loyers parisiens s'est ralentie en 1990

La hausse des loyers s'est ralentie en 1990 à Paris et à proche banlieue, affichant des taux de 6,2 % et 6,1 %, inférieurs à ceux des deux années précédentes mais qui dépassent encore largement l'inflation (3,4 %).

Bien qu'encore fort, le rythme de la hausse s'est ralenti par rapport à ce qu'il était en 1988 (7,8 % à Paris et 8,4 % en proche banlieue) et en 1989 (7,4 % et 7 % respectivement), pour n'atteindre que 6,2 % et 6,1 % selon la dernière enquête de l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne. Le loyer moyen mensuel du mètre carré dans la capitale s'inscrit ainsi à 67 francs et à 54,7 francs en proche banlieue. Certes, ces chiffres ne sont que des moyennes. Mais le loyer d'un appartement de 70 mètres carrés, par exemple, ressort à 4 690 francs (sans les charges) à Paris et à 3 829 francs en banlieue (à titre de comparaison, le SMIC est de 4 431 francs, en net).

Les nouveaux locataires doivent acquiescer des sommes encore plus importantes : ceux qui se sont installés en 1990 déboursaient, au 1^{er} janvier de cette année, 81,7 francs par mois et par mètre carré dans la capitale et 62,4 francs en proche banlieue. Si l'on reprend l'exemple précédent, le 70 mètres carrés à Paris coûte ainsi 5 719 francs en moyenne à un nouvel occupant.

Le décret reconduit

Car le changement de locataire (un logement sur cinq chaque année) est la principale occasion d'un réajustement des loyers : selon l'Observatoire, le nouvel occupant paie 18 % plus cher que son prédécesseur, malgré le décret du 27 août 1990 qui n'autorise qu'une hausse correspondant à l'indice du coût de la construction. Là aussi, il ne s'agit que d'une moyenne : environ un nouveau locataire sur trois (36 % exactement) se voit réclamer à peu de choses près un montant du même niveau que son prédécesseur.

Toutes les hausses de loyer ne sont pas abusives, loin de là : comme lors de ses enquêtes précédentes, l'Observatoire note qu'un propriétaire sur deux a simplement appliqué à ses locataires un relèvement suivant l'indice du coût de la construction (1,5 % en 1990), 6 % à 7 % des logements connaissant en 1990 - comme en 1989 - des loyers absolument stables. Pourtant, dans une minorité de cas (4 % en 1990), l'Observatoire fait état d'une «hausse empirique», qui se traduit par un renchérissement de 11 % en moyenne.

A l'examen de ces chiffres, le nouveau ministre chargé du logement, M. Paul Quilès, a annoncé qu'il allait reconduire en partie le décret venant à expiration le 31 août sur la hausse des loyers en région parisienne : si aucun changement ne doit, a priori, intervenir pour les logements occupés, il se compte un délai de réflexion avant de décider de la marche à suivre pour ceux qui deviennent vacants.

F. V.

En réponse à un hebdomadaire britannique

Le maire du Vésinet reconnaît avoir été «consultant occasionnel» d'un promoteur

M. Alain Jonemann, député RPR des Yvelines, vice-président du conseil général et maire du Vésinet, a répondu aux accusations de corruption formulées contre lui par un hebdomadaire britannique. S'il reconnaît, dans un communiqué publié lundi 17 juin, avoir «accepté de conseiller le groupe Wimpey sur la meilleure façon d'aborder le marché français de la maison individuelle, notamment sur le plan de la réglementation et de l'urbanisme», et avoir reçu «en tout et pour tout» une somme «de l'ordre de 70 000 francs», M. Jonemann qualifie de «diffamatoire» l'article incriminé. Selon le *Sunday Times* du dimanche 16 juin, la société britannique Wimpey, spécialisée dans la construction et la promotion immobilière, aurait, depuis plusieurs années, versé des pots de vin à des personnalités et à des députés politiques français, pour qu'ils l'aident à se développer en France. Le PDG de Wimpey France, M. Nigel Atkins, aurait envoyé, en 1984, aux dirigeants anglais de sa société, un rapport «strictement confidentiel», dans lequel il expliquait que des contacts politiques étaient essentiels en France pour y développer le secteur privé. Le seul nom cité

par le *Sunday Times* était celui de M. Jonemann qui est, en outre - et l'hebdomadaire n'omettait pas de le préciser - vice-président de l'Agence foncière et technique de la région parisienne.

Dans son rapport de 1984, M. Atkins faisait état de versements à M. Jonemann, de 750 francs par maison construite grâce à lui, et d'autres paiements de 1 000 livres pour des «missions spécifiques». L'hebdomadaire affirme que deux comptes ont été ouverts dans une banque de Jersey aux noms de M. Jonemann et de son épouse. En 1988, les époux auraient ouvert, dans le même établissement, un autre compte pour les dépenses à long terme. Ce compte aurait été crédité d'un actif de 8 496 livres et n'aurait connu aucun retrait depuis 1989.

M. Jonemann, qui estime avoir «rempli une mission de consultant occasionnel», ne nie pas disposer d'un compte dans une banque britannique. Mais il affirme l'avoir déclaré. Les «honoraires», déclare-t-il encore, ont toujours fait l'objet de relevés, ils n'ont donc rien d'occulte ni d'illégal.

C. V.

Mme Cresson : la rigueur est «malheureusement nécessaire»

M^{me} Edith Cresson a expliqué, mardi 18 juin à Europe 1, qu'elle avait eu, à son arrivée à Matignon, «une première surprise importante» en découvrant «un trou de 32 milliards de déficit de la sécurité sociale». Le comble était obligatoirement, sinon «les assurés n'auraient plus été remboursés», a-t-elle expliqué.

M^{me} Cresson a justifié le nouveau calcul, en fonction des revenus, de la part départementale de la taxe d'habitation en expliquant qu'il ne s'agissait pas d'un nouvel impôt, mais d'une «mesure de justice sociale», notamment pour «les veuves» qui continuent à habiter leur maison alors qu'elles ne touchent plus que la moitié de la retraite de leur mari.

M^{me} Cresson a affirmé que «la rigueur» est «malheureusement nécessaire», car la croissance est «égale à zéro». Elle envisage une reprise

«d'ici la fin de l'année». Elle a souligné que des décisions pratiques avaient déjà été prises sur l'apprentissage, a évoqué des accords entre l'éducation nationale et des entreprises à Roanne et à Poitiers, et annoncé que, le 16 juillet, EDF prendrait l'engagement de former par cette méthode le tiers des jeunes qu'elle allait embaucher.

A propos de la réforme du baccalauréat, elle a déclaré qu'il était possible qu'elle puisse entrer en vigueur avant celle du second cycle des lycées, donc avant 1985.

Interrogée sur ses relations avec M. François Mitterrand, elle a répondu : «Je n'ai rien d'un courtisan. Quand je ne suis pas en accord, et quand je pense que l'intérêt général est d'avoir une position différente, je le dis au président, avec beaucoup de respect, mais je le dis (...). Tout le temps.»

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vous annonce la parution de ses deux nouvelles études :

L'ÉDITION EN EUROPE

- Si l'on a cru, dans les années 70, que nous entrions dans une nouvelle ère, celle de l'image, l'actualité nous démontre que l'écrit n'est pas en reste face à l'explosion des industries audiovisuelles.
- L'édition parent pauvre (mais noble) des médias, était jusqu'à la placée au second rang, derrière le son et l'image, en dépit des grandes manœuvres de concentration et d'internationalisation. Or, le secteur de l'édition connaît, depuis quelques années, des bouleversements sans pareils qui ne laissent ni le public ni les investisseurs indifférents.
- L'édition dépasse aujourd'hui le cadre du livre. Le secteur, avec les nouvelles techniques, s'ouvre sur les télécommunications, l'informatique, la télématique, etc. Sans lui retirer son aspect créatif et culturel, l'édition peut être considérée comme un secteur de pointe parce qu'elle relève de l'industrie de l'INFORMATION.

L'INDUSTRIE EUROPÉENNE DES PROGRAMMES AUDIOVISUELS

- L'industrie des programmes audiovisuels est actuellement au centre d'enjeux importants et multiples.
- Enjeux culturels, tout d'abord avec le risque, souvent dénoncé, d'une perte des identités nationales européennes au profit de programmes standards, importés des USA et du Japon.
- Enjeux économiques et financiers ensuite, avec un marché dont la plupart des sources s'accordent à prévoir une croissance importante.
- Enjeux stratégiques enfin, pour de multiples acteurs.

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contactez EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49 24 90 50

Simco

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 12 JUIN 1991

L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie le 12 juin 1991, sous la présidence de Monsieur Georges MAZAUD, a approuvé les comptes de l'exercice 1990 et les résolutions qui lui étaient présentées. Cet exercice s'est soldé par un bénéfice de F 411.342.193, dont F 87.940.640 de plus-values nettes de cessions.

L'Assemblée a décidé de distribuer une somme de F 318.159.535 correspondant à un dividende de F 29,20 par action et F 14,60 par action nouvelle créée jouissance 1er juillet 1990, en progression de 5,04 %.

Ce dividende pourra, au choix des actionnaires, être versé en espèces ou payé sous forme d'actions nouvelles émises au prix de F 452, portant jouissance du 1er juillet 1991. Le coupon n° 26 étant détaché le 26 juin 1991, les actionnaires auront jusqu'au 26 juillet 1991 pour exercer leur option. Le paiement du dividende en numéraire sera effectué à partir du 2 août 1991.

Au cours de son allocution, le Président a notamment rappelé l'importance des investissements engagés (environ 600 millions de francs) au cours de l'exercice écoulé et souligné l'intérêt de ces opérations qui constituent le gage de l'avenir de la Société et du renouvellement nécessaire de son patrimoine.

Depuis le début de l'exercice, le montant cumulé des loyers émis s'élève à F 194.133.000 contre F 184.772.000 pour la même période de 1990, soit une progression de 5 % en ligne avec le budget 1991.



Les Actionnaires sont invités à participer ou à se faire représenter à l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du 27 juin 1991

**Alcatel Alsthom
donne rendez-vous
à ses Actionnaires
le 27 juin 1991**

Mesdames, Messieurs,

L'Assemblée générale mixte, ordinaire et extraordinaire, d'Alcatel Alsthom Compagnie Générale d'Électricité se tiendra le jeudi 27 juin 1991 à 14 h 30, au Palais des Congrès, 2, place de la Porte Maillot à Paris.

Si vous souhaitez assister personnellement à l'Assemblée, une carte d'admission est indispensable, elle vous sera délivrée sur votre demande. Si vous préférez voter par correspondance ou par procuration, utilisez le formulaire prévu à cet effet.

Si vous êtes Actionnaire Nominatif d'Alcatel Alsthom, vous avez reçu par courrier l'avis de convocation et les divers documents permettant de participer ou d'être représenté à l'Assemblée générale : demande de carte d'admission, formulaire de vote par correspondance ou par procuration. Il vous suffit de renvoyer le document exprimant votre choix au Service Titres Alcatel Alsthom RSE-CNO - BP 1135 - 44024 Nantes Cedex 01 qui devra le recevoir avant le 22 juin 1991. Il se chargera des formalités.

Si vous êtes Actionnaire au Porteur d'Alcatel Alsthom et si vous désirez participer à l'Assemblée, adressez-vous à l'intermédiaire financier auprès duquel sont déposés vos titres pour qu'il vous envoie les documents nécessaires s'il ne l'a déjà fait. Exprimez votre choix à l'aide de ces documents, envoyez-les à votre intermédiaire financier en lui demandant d'immobiliser vos actions Alcatel Alsthom du 22 juin au 27 juin 1991 et de transmettre le certificat correspondant et votre dossier au Service Titres Alcatel Alsthom qui devra les recevoir avant le 22 juin 1991.

Au cours de l'Assemblée les Actionnaires seront appelés notamment à approuver les comptes de l'exercice 1990 et la distribution correspondante (dividende hors avoir fiscal de 12,50 F par action contre 11,00 F par action en 1989), à renouveler le mandat de quatre Administrateurs, à ratifier la cooptation d'un Administrateur, à autoriser le Conseil d'administration à opérer en bourse sur les actions de la société pour en régulariser le marché. Les Actionnaires auront par ailleurs à statuer sur le projet de fusion absorption par Alcatel Alsthom de ses filiales Générale Occidentale, Trocadéro Participations, Saft et Locatel et à autoriser le Conseil d'administration à émettre diverses valeurs mobilières.

Alcatel Alsthom publiera dans la presse un compte rendu dans les jours qui suivront l'Assemblée générale.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT :
• Minitel : 3616 code CLIFF
• Téléphone : (1) 42 561 561

**845 000 LECTEURS CADRES,
le Monde
est le premier titre
d'information des cadres.**

(IPSOS 90)

Le Monde HEURES LOCALES

Le supplément
consacré à la vie
et aux initiatives
des communes,
départements
et régions

Chaque samedi - date dimanche lundi

Valeo

ASSEMBLEE GENERALE DU 20 JUIN 1991

Les Actionnaires de Valeo sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire, ainsi qu'une Assemblée Générale Extraordinaire, se tiendra le jeudi 20 juin à 15 heures, Salle Havane, au Palais des Congrès de Paris, Porte Maillot (17°).

Pour y assister, une carte d'admission ou une procuration peuvent être obtenues auprès du Crédit du Nord, 50, rue d'Anjou, 75008 Paris.

Les Actionnaires qui désirent voter par correspondance doivent en faire la demande par lettre recommandée au Crédit du Nord.



L'Assemblée générale mixte de TELEFLEX LIONEL-DUPONT s'est tenue le 6 juin 1991 sous la présidence de M. Alain CLAROT.

L'Assemblée a approuvé à l'unanimité toutes les résolutions et les comptes de l'exercice 1990. Au cours du premier semestre 1991, les problèmes de TELEFLEX SYSTEMS, qui sont à l'origine des pertes constatées en 1990, ont été résolus.

A fin avril 1991, le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 160 MF contre 109 MF en 1990. L'activité des quatre sociétés acquises au début de l'exercice : MATREX, COTEP, TRACMA et ALBRET est désormais consolidée dans les comptes.

Pour l'exercice en cours, le carnet de commandes, maintenant reconstruit, doit permettre de rattraper le retard de facturation enregistré au premier trimestre.

A l'issue de l'Assemblée, le conseil d'administration s'est réuni. Il a approuvé l'association avec ERMA qui vient d'être réalisée sous la forme d'une prise de participation majoritaire par TELEFLEX LIONEL-DUPONT. Le chiffre d'affaires d'ERMA s'élève à 50 MF. Une cinquantaine de personnes y sont employées à Saint-Lin, dans les Deux-Sèvres. ERMA a été créée par M. Jean-Pierre LAFOURCADE, qui continuera à la présider et qui, avec son équipe dirigeante, restera actionnaire à hauteur de 40 %. ERMA dégage une bonne rentabilité dans les équipements aérospatiaux : tapis à bagages, transporteurs de fret, camions hôteliers, plates-formes d'avions, cages spéciales de transport et de manutention.

ERMA vient d'élargir les activités d'équipement aérospatial dans les quelles TELEFLEX LIONEL-DUPONT s'est engagé au début de l'année.

Le conseil d'administration a également coopté CPH-Compagnie de Participations et d'Investissements Holding (groupe ELF) comme administrateur, représentée par M. Emmanuel CELERIER.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES VENDREDI 28 JUIN 1991

L'Assemblée Générale Mixte des Actionnaires de la Compagnie Générale des Eaux se réunira le vendredi 28 juin 1991 à 10 h 30, au CNIT, Araphant, 100 rue de la Défense.

Il sera soumis à l'Assemblée Générale réunie à titre ordinaire, principalement les comptes de l'exercice 1990, et à l'Assemblée Générale réunie à titre extraordinaire, le renouvellement d'autorisations données au Conseil d'Administration en matière d'émissions de valeurs mobilières et l'approbation d'opérations d'apports de titres.

Les actionnaires qui souhaiteraient recevoir la note d'information relative à cette Assemblée peuvent en faire la demande auprès du service Information-Actionnaires de la Compagnie Générale des Eaux, 52, rue d'Anjou - 75008 Paris - par téléphone : 05 05 55 66 - par minitel : 3616 CLIFF ou auprès de leur intermédiaire financier habituel.

L'Assemblée Générale des Actionnaires de BSN, réunie le 29 mai 1991, a décidé que chaque actionnaire pourra choisir le paiement du dividende (13 francs, hors avoir fiscal) en numéraire ou en actions.

Le prix d'émission des actions remises en paiement du dividende, fixé à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des 20 séances de bourse ayant précédé le jour de l'Assemblée, diminue du dividende, ressort à 776 francs. Ces actions nouvelles deviendront disponibles au début du mois d'août 1991. Le 10 juin 1991, l'action BSN cotait 900 francs.

Les actionnaires ont jusqu'au 28 juin pour exercer leur option.

Actionnaires de BSN, faites vite votre choix.

Dividende net	13 F
Dividende global (avoir fiscal compris)	19,50 F

Pour plus d'information, composez sur votre minitel : 3616 - CLIFF



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

مكتبة المجلد

TOTAL Compagnie Française des Pétroles

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE 17 JUIN 1991

Parce que
votre Groupe
s'est toujours
engagé à saisir
les opportunités
dans le monde
entier,
il lui fallait
un nom
qui dépasse
les frontières.

TOTAL
Compagnie
Française des
Pétroles
devient **TOTAL**

Réunie le 17 juin 1991, sous la présidence de M. Serge Tchuruk, Président-Directeur général, l'Assemblée Générale Ordinaire de Total CFP a adopté toutes les résolutions qui lui étaient proposées. Les comptes de l'exercice 1990 ont été approuvés de même que la mise en paiement le 24 juin 1991 d'un dividende net de 23 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 11,50 F par action. L'Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé la totalité des résolutions qui lui ont été soumises, notamment celles qui portaient sur le changement de dénomination sociale de Total CFP en TOTAL, et l'absorption de l'OFPP-Omnium Financier de Paris par TOTAL.

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT SERGE TCHURUK

« Les performances de votre Groupe pour l'exercice 1990, telles que vous avez pu les apprécier dans les documents qui vous ont été remis, me rendent particulièrement heureux de vous accueillir aujourd'hui. Avec un résultat net, en part du Groupe, d'un peu plus de 4 milliards de francs, TOTAL a plus que doublé sa performance par rapport à l'année précédente, réalisant ainsi l'une des plus importantes progressions de l'industrie française.

J'ai donc proposé au Conseil d'Administration de soumettre à votre vote une augmentation de 15 % du dividende net par action, de 20 F à 23 F. L'activité du Groupe, en volume, a cru d'environ 5 %. En valeur, le chiffre d'affaires a progressé de 19 %. Dans la forte progression du résultat, le facteur essentiel est donc la progression des marges, qu'il s'agisse des marges amont ou, surtout des marges du raffinage, qui ont connu un redressement particulièrement vigoureux au 1^{er} semestre. Si votre Groupe a par ailleurs fortement accru en 1990 ses investissements, pour un montant de quelque 20 milliards de francs, comprenant pour près de la moitié des acquisitions, cette action volontariste a pu être menée de front avec un renforcement de sa structure de bilan.

L'année 1990 est donc marquée par une très belle avancée des résultats financiers de votre entreprise, comme en témoigne la sensible augmentation de la rentabilité des fonds propres qui passe de 8,4 % en 1989 à 14,3 % en 1990. Mais elle se caractérise aussi par des progrès importants dans la définition et la réalisation d'une stratégie industrielle visant à tirer parti des atouts considérables que détient votre Groupe pour non seulement accroître ses positions à long terme, mais également renforcer ses perspectives de rentabilité à court et moyen terme. Ce double objectif a été, et restera à

l'avenir, la dominante de notre action dans tous les secteurs de l'entreprise.

Dans l'amont pétrolier, c'est-à-dire dans l'exploration et la production de pétrole et de gaz, votre Groupe a accru simultanément son domaine minier, ses réserves et sa production dans la plupart des zones d'importance stratégique, notamment en Mer du Nord, en Extrême-Orient et en Amérique du Sud. Ce résultat a été atteint par une combinaison de facteurs : des succès dans l'exploration, des acquisitions de réserves en terre à des conditions intéressantes et des opérations de rationalisation du portefeuille minier par échange de permis avec d'autres opérateurs. Globalement, les réserves d'hydrocarbures du Groupe, hors Moyen-Orient, ont pu ainsi croître à nouveau de 10 % en 1990, pour la 5^{ème} année consécutive. Cela représente l'une des meilleures performances mondiales.

S'agissant plus particulièrement du gaz, l'année 1990 restera sans doute celle de l'avènement de votre Groupe parmi les grands acteurs mondiaux dans les secteurs du gaz naturel et des gaz de pétrole liquéfiés (GNL et GPL). Outre l'accroissement considérable de nos productions en Indonésie à destination du Japon et de Taïwan, des avancées importantes ont pu être réalisées au Moyen-Orient et en Algérie, amenant l'heureuse conclusion de grands accords signés au début de 1991.

L'aval pétrolier, c'est-à-dire le raffinage et la distribution, malgré une faiblesse temporaire des marges au 4^{ème} trimestre, consécutive à la crise du Golfe, a bénéficié en 1990 de conditions favorables dans les zones où nous détenons de fortes positions en Europe, dans les Etats du centre des USA et dans l'ensemble du continent africain. Notre stratégie industrielle est axée vers le déploiement de nos activités en Europe de l'Ouest où nous sommes déjà présents ainsi que vers les zones à fortes perspectives de croissance : Europe Centrale, Extrême-Orient. Elle prévoit également une consolidation de notre position sur le marché français. A ce titre, a été réalisée ces derniers mois l'acquisition d'un important distributeur, la compagnie Pétroles du Midi, confortant la place de TOTAL en tête du secteur raffinage-distribution français. Parallèlement, un effort important a été poursuivi en matière de modernisation du réseau, comportant une action intensive en matière d'accueil et de service dans nos stations et la définition d'un nouveau design qui entrera en application dès le début de 1992 dans l'ensemble du réseau européen.

L'autre volet de notre action porte sur l'ouverture vers l'Europe centrale et l'Union Soviétique qui constitue, à n'en pas douter, l'aventure humaine et industrielle majeure de cette fin de siècle. Votre Groupe s'y implique fortement. Après être entré dans

la distribution de produits pétroliers en Hongrie et dans les nouveaux Länder allemands, TOTAL envisage d'autres opérations significatives dans les différents pays de la zone. L'outil essentiel qu'est le raffinage du Groupe a bénéficié d'investissements importants, destinés notamment à consolider la position de leader occupée par TOTAL sur le marché français de l'essence sans plomb. C'est ainsi qu'a été mise en service l'une des plus grandes unités mondiales d'isomérisation, d'une capacité de 500 000 tonnes, à la raffinerie de Gonfreville-l'Orcher.

Pour le secteur chimique, l'année 1990 a été marquée par l'acquisition des spécialités chimiques d'Orkem. TOTAL détient maintenant des positions importantes, souvent au premier plan mondial, dans le secteur des encres, peintures, vernis et adhésifs. La nécessaire mise en œuvre des synergies industrielles et commerciales, dans cet ensemble de sociétés d'horizons et de cultures très divers, se poursuit en 1991. Dans le secteur du caoutchouc industriel, la performance d'Hutchinson, plus anciennement intégré à TOTAL, doit être soulignée. Le lancement de produits innovants, en particulier dans le domaine de la transmission de puissance et de l'antivibratoire, a plus que compensé les effets du ralentissement

dance énergétique des pays consommateurs et de permettre aux pays producteurs de mener à bien leurs projets de développement. TOTAL a engagé, et poursuivra, des actions en ce sens.

Ayant consolidé de façon décisive son redressement en 1990, le Groupe peut désormais aborder avec confiance les défis de l'avenir. Les perspectives favorables de l'exercice en cours, les importantes réserves de productivité encore disponibles ainsi qu'une plus grande mobilité de nos actifs doivent nous permettre de faire face à nos besoins de financement tout en continuant d'améliorer notre structure de bilan. C'est en effet à cette condition que je pourrai maintenir devant vous l'objectif défini à mon arrivée : inscrire TOTAL, sur le plan de la rentabilité, dans le peloton de tête des compagnies pétrolières.

A cet égard, vous avez été appelés en Assemblée Générale Extraordinaire pour vous prononcer sur le projet de fusion de Total CFP et de l'OFPP, qui permettra de renforcer les fonds propres du Groupe sans dilution du bénéfice par action.

Un deuxième point à l'ordre du jour de cette Assemblée extraordinaire vous propose de nommer désormais votre Groupe "TOTAL". Ce choix s'inscrit dans une évolution amorcée en 1985 par mon prédécesseur F.X. Ortoli, qui

1990 EN CHIFFRES

(en milliards de francs)	1990	1989 (1)	1989 (2)
Chiffre d'affaires	128,4	107,9	
Résultat (part du Groupe)	4,1	0,8	2,2
Résultat par action (franc/action)	89	21	60
Dividende par action (franc/action)	23	20	
Fonds propres (après répartition)	37,9	28,9	
Rentabilité des fonds propres moyens	14,3 %	8,4 %	
Marge brute d'autofinancement	11,4	8,5	10,1
Investissements	20,1	8,7	

(1) Selon la méthode des coûts de remplacement utilisée en 1990.
(2) Selon la méthode utilisée en 1989.

conjuncturel du marché automobile. Par ailleurs, l'acquisition, complétée en début d'année, de Spontex vient renforcer le secteur grand public d'Hutchinson, et par conséquent l'éventail des marques commercialisées par le groupe TOTAL.

Je ne saurais terminer ce tour d'horizon sans m'arrêter un moment sur les événements politiques qui ont affecté l'équilibre international l'an passé. Votre Groupe a su organiser la gestion de la crise du Golfe en assurant la sécurité de ses personnels au Moyen-Orient, en continuant d'approvisionner sans à-coups ses raffineries et en minimisant ses risques financiers en dépit des fluctuations brutales du marché international du pétrole brut et des produits finis. A l'issue de cette crise, nous sommes plus que jamais convaincus de la nécessité de renforcer les relations industrielles entre les compagnies nationales des pays producteurs et les pétroliers internationaux. C'est en effet à travers des rapports plus étroits qu'il sera possible à la fois d'atténuer la dépen-

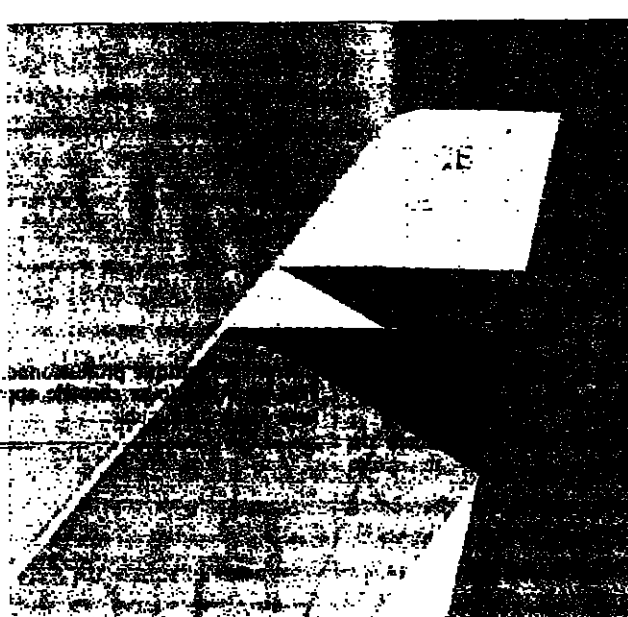
avait réuni la Compagnie Française des Pétroles et le nom de sa principale marque. TOTAL est en effet l'emblème du Groupe, le dénominateur commun de toutes ses filiales. Trente-cinq années de développement ont imposé la marque TOTAL, créée en 1954, dans le monde entier. Ce capital constitue un atout considérable. Votre Groupe sera ainsi plus visible dans l'action qu'il entreprend pour rajeunir et moderniser son image.

Souhaitant ainsi vous avoir fait partager ma conviction d'un avenir prometteur pour votre Groupe, vous assurant de la détermination de nos équipes, je vous remercie, Madame, Monsieur et Cher Actionnaire, de participer à la construction de cet avenir. »

Le "Rapport Annuel 1990 TOTAL" et la synthèse de la discussion sont disponibles sur demande à la Direction de la Communication, Tour TOTAL, 24 cours Michelat cedex 47, 92069 Paris La Défense.



**C'est facile de reconnaître
les Airbus A 320 les plus performants du monde.
C'est écrit dessus.**



*La compétence et l'esprit d'équipe qui
lient ses mécaniciens,
ses pilotes et ses commandants de bord,
ont valu à Air Inter d'être
reconnue comme la meilleure compagnie
pour sa régularité technique.
Cette récompense annuelle a été attribuée
en 1991 à Air Inter
par Airbus Industrie, à Barcelone,
devant l'ensemble des compagnies aériennes
qui exploitent l'A 320.*

AIR INTER

400 vols par jour. 37 destinations.

REUTERS - Photo: A. Rénier

Europe des assurances

Prévisions. Les assureurs européens ont prévu une croissance de 3 à 4 % en 1991, après une hausse de 5 % en 1990. Les primes nettes s'élèveront à 1 200 milliards de francs, contre 1 150 en 1990. Les sinistres nets s'élèveront à 1 100 milliards de francs, contre 1 050 en 1990. Les bénéfices nets s'élèveront à 100 milliards de francs, contre 90 en 1990. Les réserves s'élèveront à 1 500 milliards de francs, contre 1 400 en 1990. Les capitaux propres s'élèveront à 1 000 milliards de francs, contre 900 en 1990. Les fonds de garantie s'élèveront à 500 milliards de francs, contre 450 en 1990. Les fonds de réserve s'élèveront à 500 milliards de francs, contre 450 en 1990. Les fonds de garantie s'élèveront à 500 milliards de francs, contre 450 en 1990. Les fonds de réserve s'élèveront à 500 milliards de francs, contre 450 en 1990.

AGRICULTURE

ANQUE. Les agriculteurs français ont obtenu une augmentation de 10 % de leur revenu net en 1990, après une hausse de 5 % en 1989. Les primes nettes s'élèveront à 1 200 milliards de francs, contre 1 150 en 1990. Les sinistres nets s'élèveront à 1 100 milliards de francs, contre 1 050 en 1990. Les bénéfices nets s'élèveront à 100 milliards de francs, contre 90 en 1990. Les réserves s'élèveront à 1 500 milliards de francs, contre 1 400 en 1990. Les capitaux propres s'élèveront à 1 000 milliards de francs, contre 900 en 1990. Les fonds de garantie s'élèveront à 500 milliards de francs, contre 450 en 1990. Les fonds de réserve s'élèveront à 500 milliards de francs, contre 450 en 1990.

COMMERCIAL

En 1990. Les ventes de biens de consommation ont augmenté de 3 % en 1990, après une hausse de 2 % en 1989. Les primes nettes s'élèveront à 1 200 milliards de francs, contre 1 150 en 1990. Les sinistres nets s'élèveront à 1 100 milliards de francs, contre 1 050 en 1990. Les bénéfices nets s'élèveront à 100 milliards de francs, contre 90 en 1990. Les réserves s'élèveront à 1 500 milliards de francs, contre 1 400 en 1990. Les capitaux propres s'élèveront à 1 000 milliards de francs, contre 900 en 1990. Les fonds de garantie s'élèveront à 500 milliards de francs, contre 450 en 1990. Les fonds de réserve s'élèveront à 500 milliards de francs, contre 450 en 1990.

PERSONNEL

est favorable à des mutations dans la fonction publique. Les fonctionnaires ont obtenu une augmentation de 3 % de leur salaire net en 1990, après une hausse de 2 % en 1989. Les primes nettes s'élèveront à 1 200 milliards de francs, contre 1 150 en 1990. Les sinistres nets s'élèveront à 1 100 milliards de francs, contre 1 050 en 1990. Les bénéfices nets s'élèveront à 100 milliards de francs, contre 90 en 1990. Les réserves s'élèveront à 1 500 milliards de francs, contre 1 400 en 1990. Les capitaux propres s'élèveront à 1 000 milliards de francs, contre 900 en 1990. Les fonds de garantie s'élèveront à 500 milliards de francs, contre 450 en 1990. Les fonds de réserve s'élèveront à 500 milliards de francs, contre 450 en 1990.

ASSURANCE

que le CNR... Les assureurs français ont obtenu une augmentation de 3 % de leur revenu net en 1990, après une hausse de 2 % en 1989. Les primes nettes s'élèveront à 1 200 milliards de francs, contre 1 150 en 1990. Les sinistres nets s'élèveront à 1 100 milliards de francs, contre 1 050 en 1990. Les bénéfices nets s'élèveront à 100 milliards de francs, contre 90 en 1990. Les réserves s'élèveront à 1 500 milliards de francs, contre 1 400 en 1990. Les capitaux propres s'élèveront à 1 000 milliards de francs, contre 900 en 1990. Les fonds de garantie s'élèveront à 500 milliards de francs, contre 450 en 1990. Les fonds de réserve s'élèveront à 500 milliards de francs, contre 450 en 1990.

مكتبة العمل

ÉCONOMIE

CEE

Une étude de « Test Achats »

L'Europe des assurances décevante pour les particuliers

BRUXELLES

de notre correspondant

A l'inverse de ce qui se passe pour la banque, les incidences de la construction européenne en matière d'assurance demeurent bien décevantes pour le particulier, celui qui, dans le langage des compagnies, doit se protéger contre les « risques de masse » : vol, incendie, responsabilité civile du conducteur d'automobile.

Stimulée par la présence des institutions communautaires, avec lesquelles elle peut dialoguer dans la capitale belge, et par l'exemple du BEUC (Bureau européen des unions de consommateurs), important lobby dont elle fait d'ailleurs partie, l'association de consommateurs belges, italiens, espagnols et portugais qui édite la revue *Test Achats*, basée à Bruxelles, a lancé un gros pavé dans la mare en dénonçant, lors d'une conférence de presse vendredi 14 juin, les pratiques actuelles.

Test Achats constate d'abord l'extrême diversité des tarifs selon les compagnies et les pays. Une assurance temporaire en cas de décès peut être huit fois moins chère en Grande-Bretagne qu'en

Portugal. Une assurance responsabilité civile coûte généralement deux fois plus à l'automobiliste belge qu'à son voisin néerlandais ou à un membre français de la Maaf ou de la Macif. Mais, à sa grande surprise, ce mutualiste apprend que son contrat ne peut pas être maintenu dès lors qu'il s'installe en Belgique : liberté de circulation et d'établissement certes, mais sans remettre en question les rentes de situation pour les assureurs nationaux.

Depuis vingt ans...

Les fonctionnaires de la Commission européenne placent sur ces questions depuis vingt ans. En 1973, 1979, 1988 et 1990, ils ont fait adopter des directives pour faire entrer dans les faits les dispositions du traité de Rome garantissant le droit de s'établir dans l'Etat membre de son choix et celui de vendre un service par delà les frontières nationales.

Cela a eu des effets pour les entreprises, mais pas pour les personnes physiques, du moins en dehors de l'assurance-vie. Malheureusement, les compagnies font valoir qu'il n'est pas de l'intérêt de la

clientèle de signer un contrat rédigé dans une langue étrangère!

Une nouvelle directive est à l'étude pour faire profiter davantage du marché européen. Sa portée est réduite par le fait qu'elle ne concerne pas les assurances obligatoires — notamment la responsabilité civile du conducteur — sous prétexte qu'il faut tenir compte des législations nationales. Dans cette affaire, ce n'est pas la volonté de la Commission qui paraît en cause, mais les politiques protectionnistes des Etats membres qui adoptent les directives en conseil des ministres.

Devant ce blocage — étonnant de la part de ceux qui chantent le plus fort l'antenne européenne — *Test Achats* demande une directive harmonisant les contrats pour les personnes physiques, qui pourraient enfin voir clair et comparer, et la création d'un organisme supranational chargé de l'arbitrage en cas de litiges entre consommateurs et compagnies d'assurances. Cela pour couper court aux arguments prétendument techniques sur la protection du consommateur en cas d'internationalisation du marché.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

INDUSTRIE

Faute d'avoir trouvé un partenaire à temps

SMT Goupil dépose son bilan

Le constructeur français de micro-informatique SMT Goupil a déposé mardi 18 juin son bilan au tribunal de commerce de Créteil.

La société, qui est très lourdement endettée et a enregistré des pertes estimées à 450 millions de francs sur le dernier exercice exceptionnel de quinze mois, est en négociation depuis février pour trouver un « industriel européen » capable de l'aider sur le plan industriel, technique et commercial.

Avec l'aide du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), le PDG et fondateur de Goupil, M. Claude Perdrillat, avait négocié ces dernières semaines notamment avec l'Allemand Siemens, puis l'Italien Olivetti, sans qu'un accord ait pu être trouvé.

Les négociations avec les éventuels repreneurs (et Olivetti plus particulièrement) se poursuivront toutefois cette semaine. La société « a bon espoir de parvenir à un accord industriel et technique » avec le constructeur italien d'ici à la fin de la semaine. Le dépôt de bilan pourrait faciliter la tâche d'un éventuel repreneur, en permettant une négociation ou un allègement de la dette. En écartant au grand jour la situation financière de la société, il pourrait également pallier ce que certaines sources proches du dossier avaient perçu comme l'un des obstacles à l'aboutissement des négociations : le refus des dirigeants de Goupil de fournir des informations complètes et crédibles sur la situation de la société. La société holding de Goupil, SMT Groupe, est détenue à 51 % par les salariés du groupe, depuis une opération de rachat d'entreprise par les salariés (RES) réalisée fin 1986. France Télécom — M. Perdrillat est un ancien des FTT — détient de son côté 17 % du capital.

Créée il y a douze ans, Goupil emploie environ 750 personnes, essentiellement à Créteil, et ne dispose pas d'usine propre, ses micro-ordinateurs étant fabriqués par quelques sous-traitants. Début 1990, la société revendiquait, avec plus de 60 000 systèmes installés, environ 18 % du marché français de la micro-informatique professionnelle. Plus de 30 % de sa clientèle appartient au secteur public.

1991 LA BONNE ANNEE POUR INVESTIR



Jean-René Maillard

Président Directeur Général de MEUNIER

Q : Quel intérêt y a-t-il à se constituer un patrimoine immobilier ?

R : L'immobilier est certainement le placement offrant le meilleur compromis entre rémunération à moyen et long terme, rentabilité et plus values confondues, et sécurité car il est moins soumis que d'autres aux aléas conjoncturels ou spéculatifs.

Un patrimoine immobilier constitue, par ailleurs, le moyen le plus sûr de s'assurer un complément de retraite à l'heure où le financement de celle-ci est de plus en plus remis en question.

Q : Est-ce le moment d'investir dans l'immobilier ?

R : Je le pense. La fragilité des marchés financiers d'une part, la détente actuelle des prix des logements et la décelération du coût du crédit d'autre part, offrent cette année, des opportunités d'investissement dans l'immobilier. Des opportunités qu'il convient de saisir avant que ce marché n'entre dans un nouveau cycle de hausse.

C'est le moment d'investir!



235, avenue Le Jour se lève 92655 Boulogne-Billancourt Cedex
Tél. : (1) 49 10 24 24

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ARTS et SPECTACLES

REPÈRES

MÉCANIQUE

L'année 1991 s'annonce morose

L'industrie mécanique française risque de voir son activité « s'affaiblir » sensiblement, selon des prévisions publiées par l'INSEE. Seconde industrie manufacturière après l'automobile, la mécanique française a vu, en 1990, sa production augmenter de 2,3 % en volume pour atteindre 297 milliards de francs, un taux nettement inférieur à celui observé en 1989 (+ 9,9 %) et en 1988 (+ 6,6 %).

Après la crise du Golfe, notamment, l'activité s'est tassée et la production a même reculé au dernier trimestre 1990 sous l'effet de la chute des commandes.

TÉLÉCOM

L'excédent commercial s'est amélioré en 1990

Malgré un marché intérieur français morose, l'industrie française des télécommunications a dégagé un excédent commercial de 2,4 milliards de francs en 1990, soit 30 % de plus qu'en 1989. La CEE représente 40 % des ventes à l'étranger, avec une progression de 20 % en 1990.

Mais cette branche s'inquiète pour sa survie face aux concurrents asiatiques, dans le secteur des terminaux en particulier (postes téléphoniques, télécopieurs et Minitel).

SOCIAL

Après des rencontres avec les syndicats

M. Soisson est favorable à des négociations salariales dans la fonction publique

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, estime, dans un communiqué publié le 17 juin après une série de rencontres avec les fédérations syndicales de fonctionnaires, qu'il semblerait « utile que des négociations puissent porter sur la question salariale ». Il souhaite ouvrir ces discussions et « intervenir dans ce sens » auprès du gouvernement, qui n'a « pas encore arrêté sa position ». M. Soisson se félicite du « climat de confiance » qui a régné lors de ses contacts et note que « toutes les organisations syndicales m'ont demandé une revalorisation des rémunérations de la fonction publique qui puisse intervenir avant la fin de l'année ». Toutefois, selon le ministre, la question des salaires « ne saurait être le seul sujet de discussions entre les pouvoirs publics et les syndicats ». Il voudrait pouvoir aborder l'amélioration des conditions de travail et le logement.

M. Krasucki assure que la CGT va « pétiller »

Le comité confédéral national (CCN) de la CGT a adopté à l'unanimité une résolution sur « la nécessité de discuter, dans la franchise et la mesure, à la loyale et sans « faire de procès », qui fait suite au réquisitoire critique que M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, avait prononcé contre les pratiques « monolithiques » de son organisation (le Monde du 12 juin 1991). Commentant les travaux du CCN

AGRICULTURE

Stands chinois, mexicains..., français

Vinexpo consacre Bordeaux capitale mondiale du vin

BORDEAUX

de notre correspondant

Bordeaux accueille jusqu'au 21 juin la sixième édition de Vinexpo, salon professionnel du vin et des spiritueux. Cette manifestation a été créée il y a dix ans, à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux. Les organisateurs s'étaient fixés l'objectif de rassembler « tous les opérateurs mondiaux des vins et des spiritueux » dans la capitale d'Aquitaine. Le pari est tenu. Le succès de la manifestation a balayé les réticences des hommes du cru, qui hésitaient au départ à accueillir la « concurrence » dans leurs murs.

En 1981, le premier Vinexpo comptait 524 exposants et reçut 11 000 visiteurs. Ces chiffres sont passés à 1 900 exposants et 50 000 visiteurs en 1989. Cette année, le salon semble avoir atteint sa capacité maximale avec 2 100 exposants, venus de trente-huit pays. L'Italie, l'Espagne, la Californie et l'Allemagne occupent les plus grands stands étrangers; l'Algérie, la Chine populaire, la Yougoslavie et le Mexique exposent pour la première fois.

Vitrine des nouveaux produits

Les sociétés bordelaises, au nombre de 201, restent les plus importantes. Les plus prestigieuses maisons voisinent avec de petites sociétés, qui bénéficient ainsi du courant exceptionnel suscité par le salon. A partir de 1987, les organ-

sateurs ont fait un effort particulier pour attirer la clientèle des restaurateurs et acheteurs de la grande distribution. Ils ont visé aussi les dirigeants des magasins hors taxe ainsi que les centrales d'achat hôtelières. Le salon se veut une « vitrine des nouveaux produits » et un rendez-vous des grandes marques, réunies dans un club spécial au cœur du hall d'exposition.

Parmi ces marques figurent cette année Rémy Martin, Segram, Allied Lyons, LVMH, Martini et Rossi... En 1989, la canicule du mois de juin fit passer un souffle de mécontentement sur Vinexpo. Le salon, installé dans les locaux de la foire de Bordeaux, était transformé en étuve, ce qui rendait aléatoire, voire impossible, la dégustation des vins. Un investissement de 45 millions de francs, consenti par les collectivités locales, a permis d'assurer la climatisation des 50 000 m² du Parc des expositions.

Vinexpo se tient donc cette année dans de bonnes conditions. Toute la région en bénéficie. On estime entre 200 et 300 millions de francs les retombées économiques directes pour l'hôtellerie, les traiteurs, les restaurants, les taxis, etc. Vinexpo représente cinq jours d'affaires, deux jours de fêtes : réceptions, cocktails et dîners de gala se succèdent dans les maisons de négoce des Chartrons et dans les châteaux du vignoble. Bordeaux rivalise de talent et de fièvre pour mériter son nom de capitale mondiale du vin.

GINETTE DE MATHA

Généralisation de la semaine de quatre jours à l'usine Peugeot de Poissy

Depuis le 17 juin, la semaine de quatre jours est généralisée à l'usine Peugeot de Poissy (Yvelines) : 6 000 ouvriers, sur un effectif de 9 000 personnes, travaillent chaque jour pendant 9 heures 38, contre 7 heures 42 auparavant, la durée hebdomadaire demeurant de 38 heures 30.

Ce mode de production avait été mis en place le 22 avril dernier sur la ligne de montage de la 309 et de la 205, où il avait permis de fabriquer 750 voitures par jour, contre 600 précédemment. Il concernait alors 3 000 ouvriers. Il a été étendu à l'autre ligne de montage, celle de la 309 et de la Citroën ZX, dont le rythme de sortie devait passer de 1 200 à 1 500 véhicules par jour. Désormais, les chaînes tournent pendant 96 heures 15 par semaine, au lieu de 77 heures. La direction réfute les affirmations de la CGT selon lesquelles ce système aurait entraîné une dégradation de la qualité de la production.

COMPAGNIE CORPORATE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ELECTRICITÉ DE FRANCE EMPRUNT JUIN 91

3 MILLIARDS DE FRANCS A TAUX FIXE



Une note d'information (voir COB n°91-230 du 12 juin 1991) peut être obtenue sans frais auprès de la CNE et des établissements chargés du placement. La Caisse Nationale de l'Energie est chargée du service des titres. B.A.O. du 17 juin 1991.

EDF
Direction des Services Financiers et Juridiques
2, rue Louis Murat
75008 Paris
Tél. (1) 40 42 22 22.

CNE
Service des Titres
18 bis rue de Berni
75008 Paris
Tél. (1) 44 20 60 00.

EMPRUNT EDF 9,30%
TAUX ACTUARIEL 9,36%

Obligations assimilées, dès leur cotation, à l'emprunt EDF 9,30% mars 1991, code SICOVAM 11905.

Obligation : 5 000 F

Prix de souscription : 5 085,50 F dont 106,70 F de coupon couru.

Date de règlement : 1^{er} juillet 1991.

Coupon : 9,30% soit 465 F par titre, payable tous les 8 avril et pour la 1^{re} fois le 8 avril 1992.

Date de jouissance : 8 avril 1991.

Durée : 9 ans et 282 jours.

Remboursement : le 8 avril 2001.

Placement : cette opération a fait l'objet, pour la moitié de son montant, d'une syndication internationale.

INVESTISSEZ DANS UN COURANT PORTEUR.

MARCHÉS FINANCIERS

Souhaitant «apurer le passé»

Le Brésil avance de nouvelles propositions pour le règlement de sa dette

Le ministre de l'économie du Brésil, M. Marcellino Moura, a annoncé le 16 juin, dans une interview publiée par *Gazeta Mercantil*, des propositions pour la renégociation de la dette extérieure brésilienne, comprenant un remboursement du capital sur vingt-cinq ans et des mesures pour abaisser la valeur nominale de la dette. Selon M. Moura, le Brésil, actuellement en visite à Washington, la renégociation doit aboutir à un allègement du service de la dette dans les trois à cinq prochaines années.

L'idée directrice du plan brésilien est «d'apurer le passé» avec l'étalement du remboursement du capital de la dette extérieure - la plus importante du tiers-monde avec 123,8 milliards de dollars (733 milliards de francs) - sur vingt-cinq ans. M. Moura préconise aussi une «réduction considérable» de la valeur nominale de la dette extérieure brésilienne en s'inspirant du modèle vénézuélien. Il souhaite pouvoir racheter une fraction de la dette grâce à un financement du Fonds monétaire international (FMI). Le Brésil voudrait pouvoir émettre des bons portant un faible intérêt sur les cinq premières

En 1990

Les étrangers ont acheté pour 114 milliards de francs de valeurs du Trésor français

Les achats étrangers de valeurs françaises du Trésor, qui avaient fait un véritable bond en 1989, passant de 16,7 milliards en 1988 à 108,3 milliards de francs, se sont poursuivis à vive cadence en 1990, atteignant 114 milliards de francs, dont 56,1 milliards de francs en obligations assimilables (OAT) et 57,9 milliards de francs en bons à intérêt annuel d'une durée de deux à cinq ans, et le reste en bons à moins d'un an. A la fin de 1990, les étrangers (non résidents) détenaient pour 270 milliards de francs de titres du Trésor contre 155 milliards de francs fin 1989, dont 137,2 milliards de francs en OAT (un peu moins de 20 % du montant total en circulation), 115,7 milliards de francs en bons (soit 25 % du stock émis).

Cela revient à dire que l'étranger, en 1990 comme en 1989, a financé indirectement l'intégralité et même davantage du déficit budgétaire français, comblant également le déficit de la balance des capitaux de base. 101,5 milliards de francs résultant de la différence entre 152,3 milliards de francs d'investissements français à l'étranger, et 42 milliards de francs d'investissements étrangers en France.

Ces achats extérieurs de titres du Trésor ont été motivés par une confiance accrue dans le franc et par la forte rémunération des rendements offerts par le Trésor, les plus élevés du monde, à 6 % hors inflation. Ils ont encore été abondants dans les quatre premiers mois de 1991 avec un net ralentissement en mai, lors de l'arrivée de M. Cresson à l'hôtel Matignon. Conséquence logique de ces acquisitions de titres : les intérêts versés aux non-résidents par l'Etat français et imputés sur le budget sont passés de 0,9 milliard de francs en 1989 à 7,1 milliards de francs en 1990, et devraient augmenter sensiblement dans les années qui viennent.

FRANÇOIS RENARD

Collaboration Mérieux et Merck dans les vaccins

Une véritable collaboration s'ébauche dans l'industrie internationale des vaccins. Numéro mondial, l'ensemble des firmes françaises Mérieux et Pasteur ainsi que par la société canadienne Connaught, toutes filiales du groupe Rhône-Poulenc, vient de signer une lettre d'intention avec le géant américain Merck, premier fabricant mondial de médicaments mais aussi numéro trois du vaccin, en vue de développer conjointement aux Etats-Unis de nouvelles associations vaccinales.

Il s'agit essentiellement de vaccins pédiatriques, qui pourraient permettre de protéger les enfants en une seule fois contre plusieurs affections (grippe type B, diphtérie B, diphtérie, tétanos, coqueluche, polioyélite). Mérieux réalise un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de francs sur le marché mondial des vaccins, lui-même évalué à 5,3 milliards de francs. Les ventes de Merck approchent 900 millions de francs dans cette spécialité.

A. D.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS FRANÇAIS IMMOBILIERS «COGIFI»

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 13 juin 1991, sous la présidence de M. Jean SABATIER, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990, qui se soldent, après dotation de 13 557 000 F aux comptes d'amortissements et de provisions, par un bénéfice net de 127 202 000 F, dont 31 651 000 F de plus-values nettes sur cessions d'immobilisations.

Le bénéfice hors plus-values s'établit à 95 550 000 F en progression de 9 % par rapport à celui de l'exercice 1990.

L'assemblée a décidé la distribution aux actionnaires d'une somme globale de 90 512 694 F contre 83 377 232 F, soit un dividende par action de 28,20 F - contre 26,60 F au titre de l'exercice précédent, - qui sera mis en paiement le 4 juillet 1991.

Après affectation de 31 651 217 F à la réserve spéciale des plus-values à long terme, le report à nouveau s'établit à 19 960 809 F.

En ouvrant la séance, le président a évoqué la mémoire de M. Robert POU-PART-LAFARGE, décédé accidentellement le 10 mai 1991, et rappelé les éminents services qu'il a rendus à la société.

A l'issue de l'assemblée, le conseil d'administration s'est réuni pour désigner son bureau. M. Claude RIVE et M. Jean SABATIER ont été nommés respectivement président-directeur général et vice-président du conseil d'administration.

NEW-YORK, 17 juin =

Consolidation

Pause au début de semaine à Wall Street. Après s'être vivement redressée à la veille du week-end, la grande Bourse new-yorkaise a marqué le pas lundi. L'indice Dow Jones, qui avait évolué de façon assez irrégulière durant toute la semaine, s'est finalement inscrit un peu au-dessous de la barre des 3 000 points, soit à 2 993,96, rétrogradant de 6,49 points (0,22 %), soit une infime partie de son gain précédent (+1,19 %). Le bilan de la séance a toutefois été un peu déséquilibré, puisque sur 2 057 valeurs traitées, 543 seulement ont monté alors que 854 perdait du terrain et que 560 reproduisaient leurs cours précédents.

De l'avis général, «le marché digère sa hausse». Ce fut notamment l'opinion formulée par M. Michael Metz, analyste chez Oppenheimer & Co. D'après lui, aucun facteur particulier n'a influencé le marché. La preuve en est : l'activité a été particulièrement faible avec seulement 123,81 millions de titres échangés contre 158,90 millions vendredi.

Les taux d'intérêt ont du reste piétiné, interdisant ainsi toute extrapolation dans l'immédiat. Dans la soirée, le rendement des Bons du Trésor à trente ans s'est effrit de 0,01 point pour s'établir à 8,46 % à 8,45 %.

VALEURS	Cours du 16 juin	Cours du 17 juin
Alcoa	88	88 7/8
AMT	44 5/8	44 1/2
Brown	49 3/8	49
Chrysler	19 7/8	19 3/4
Eastman Kodak	41 5/8	41 1/2
Exxon	58 1/4	57 1/2
Ford	34	33 1/2
General Electric	75 1/2	74 5/8
General Motors	44	43 3/4
IBM	100 1/4	99 1/2
ITT	60	59 3/4
McDonald	58 1/2	57 7/8
Pfizer	81 5/8	81 1/2
Schlumberger	115 1/2	114 1/2
Union Carbide	153 1/2	152 3/4
Union Pacific	20 1/4	20
Westinghouse	29 1/2	29 1/4
Xerox Corp.	53 1/2	53 1/4

LONDRES, 17 juin =

Calm plat

En ce début de nouvelle semaine boursière, les valeurs ont fluctué dans une marge très étroite, lundi 17 juin du Stock Exchange. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 1,7 point à 2 542,50, soit un gain de 0,07 %.

Le volume des échanges s'est contracté à 280,2 millions de titres contre 312,1 millions vendredi. Des détachements de dividende ont réduit de 3,9 points l'indice Footsie, selon des experts.

La marché a peu réagi à la baisse de 0,5 % des ventes de détail en mai, contraire aux prévisions des analystes qui annonçaient une hausse mensuelle de 0,2 %.

Cette baisse a confirmé la profondeur de la récession mais a renouvelé les espoirs de baisse des taux d'intérêt.

Le marché a peu réagi à la baisse de 0,5 % des ventes de détail en mai, contraire aux prévisions des analystes qui annonçaient une hausse mensuelle de 0,2 %.

Cette baisse a confirmé la profondeur de la récession mais a renouvelé les espoirs de baisse des taux d'intérêt.

Le marché a peu réagi à la baisse de 0,5 % des ventes de détail en mai, contraire aux prévisions des analystes qui annonçaient une hausse mensuelle de 0,2 %.

Cette baisse a confirmé la profondeur de la récession mais a renouvelé les espoirs de baisse des taux d'intérêt.

Le marché a peu réagi à la baisse de 0,5 % des ventes de détail en mai, contraire aux prévisions des analystes qui annonçaient une hausse mensuelle de 0,2 %.

Cette baisse a confirmé la profondeur de la récession mais a renouvelé les espoirs de baisse des taux d'intérêt.

Le marché a peu réagi à la baisse de 0,5 % des ventes de détail en mai, contraire aux prévisions des analystes qui annonçaient une hausse mensuelle de 0,2 %.

Cette baisse a confirmé la profondeur de la récession mais a renouvelé les espoirs de baisse des taux d'intérêt.

Le marché a peu réagi à la baisse de 0,5 % des ventes de détail en mai, contraire aux prévisions des analystes qui annonçaient une hausse mensuelle de 0,2 %.

Cette baisse a confirmé la profondeur de la récession mais a renouvelé les espoirs de baisse des taux d'intérêt.

Le marché a peu réagi à la baisse de 0,5 % des ventes de détail en mai, contraire aux prévisions des analystes qui annonçaient une hausse mensuelle de 0,2 %.

PARIS, 17 juin ↓

Tassement

Début de semaine placé sous le signe de la grande grisaille à la Bourse de Paris. Après la reprise de dernière minute enregistrée à la veille du week-end, la tendance s'est en effet quelque peu assourdie rue Vivienne. L'ouverture avait pourtant paru prometteuse (0,18 %). Mais, rapidement, le marché reprenait le train irrégulier, et même légèrement au-dessous de la barre des 2 500 points.

Les dernières statistiques économiques publiées aux Etats-Unis n'auraient-elles pas réussi à convaincre les plus pessimistes que la reprise était en vue, du moins, dans le Nouveau Monde, appelé à dépasser les 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

Tous les avis maintenant concordent, ou presque. L'économie ne redémarrera que bien plus tard en France. L'été prochain dans le meilleur des cas, plus s'annonce en 1992, les milliards retournés à la consommation pour boucher le trou de la Sécurité sociale. A condition encore que le climat ne s'aggrave pas. La dégradation du climat politique est maintenant devenu pour les opérateurs un facteur majeur de préoccupation.

PARIS :

Second marché (abrévié)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3645	3650	DA	230	232
Amsted Asseco	250	255	Eden	145	147 1/2
B.A.C.	137 50	138	Imtech Hélios	622	625
Banque Paribas	625	625	IPR	102	102
Banque Paribas	385	385	Loca Invest	250 80	250
Banque Paribas	215	211	Lucas	80	81
CAL de R. (C.R.I.)	1050	1055	Meca Com.	119	120 70
Calsonic	400 50	414	Mohr	185 10	185
Cantel	657	662	Parabond	85	85
CEGE	165	165	Publi-Service	382	380 10
CEP	288	277 50	Rena	635	640
CELM	950	937	Rhone-Alpes (S.I.)	314	313
Codeur	288 80	288	S.H. Hainaut	170	171
Comptex	1130	1132	Solac Invest (S.I.)	101	101
Crédit	240	240	Soteco	440	440
Crédit	395 10	393	S.T.L. Group	130	115
Dalmeida	1234	1234	Sopas	280	280
Danubio Wines Co.	487	501	TPI	330	328 50
Develco	1070	1080	Thomson H. (S.I.)	284	280
Dinco	340	348	Ubelco	218	225
Edison	127	123 20	Val de la	85	85
Edison	225	220	Y. de la Seine Group	228	245
Esso	308	307			
Esso	127 80	128			
Esso	144	138 80			
Esso	254	255 50			
Esso	382	382			
Esso	218	218			
Esso	785	780			
Esso	950	950			
Esso	258	248 40			

LA BOURSE SUR MINUTEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 14 juin 1991

Nombre de contrats : 98 929

COURS

ÉCHÉANCES

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE

Options d'achat

Options de vente

CAC 40 A TERME

Volume : 10 300

COURS

Dernier : 1 863,50
Précédent : 1 858,50

CHANGES

Dollar : 6,13 F ↑

A Paris, mardi 18 juin, le dollar poursuivait sa hausse à 6,13 francs, au cours des premiers échanges entre banques, contre 6,1150 francs au fixing de lundi. Il n'y avait cependant pas d'intervention des banques centrales pour freiner la progression du billet vert.

FRANCOFORT 17 juin 18 juin
Dollar (en DM) : 1,981 1,985
Tokyo 17 juin 18 juin
Dollar (en yen) : 148,93 149,06

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (18 juin) : 10 - 10 1/8 %
New-York (17 juin) : 5 7/8 %

BOURSES

PARIS (BSE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises : 126,30 126,30
Valeurs étrangères : 126,30 126,30(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice global CAC : 494,94
Indice CAC 40 : 1 863,50 1 864,85

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles : 3 000,45 2 993,96

LONDRES (indice Financial Times)

100 valeurs : 1 976,30 1 977,68
30 valeurs : 201,88 201,20
Fonds d'Etat : 83,83 83,75

FRANCOFORT

Dax : 1 699,83 1 701,81

Tokyo

Nikkei Dow Jones : 24 943,89 24 685,47
Indice global : 1 913,15 1 898,18

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

Un mois

Deux mois

Six mois

Un an

S.E.U.

S. can.

Yen (100)

DM

Florin

FB (100)

FS

L (1 000)

L (1 000)

L (1 000)

L (1 000)

L (1 000)

L (1 000)

L (1 000)

L (1 000)

L (1 000)

L (1 000)

L (1 000)

L (1 000)

L (1 000)

L (1 000)

هكنا ماله

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 18 JUIN

Cours relevés à 10 h 13									
COMPAGNIE	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	COMPAGNIE	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
4085	CAESAR	4040	4030	-0.25	220	Electrolux	251.90	251.90	0.00
885	CAESAR	885	885	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
915	CAESAR	915	915	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
1300	CAESAR	1300	1300	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
1571	CAESAR	1571	1571	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
1120	CAESAR	1120	1120	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
776	CAESAR	776	776	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
715	CAESAR	715	715	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
1740	CAESAR	1740	1740	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
390	CAESAR	390	390	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
2180	CAESAR	2180	2180	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
525	CAESAR	525	525	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
1180	CAESAR	1180	1180	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
120	CAESAR	120	120	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
1040	CAESAR	1040	1040	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
235	CAESAR	235	235	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
180	CAESAR	180	180	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
130	CAESAR	130	130	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
805	CAESAR	805	805	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
540	CAESAR	540	540	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
770	CAESAR	770	770	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
625	CAESAR	625	625	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
1140	CAESAR	1140	1140	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
345	CAESAR	345	345	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
725	CAESAR	725	725	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
570	CAESAR	570	570	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
320	CAESAR	320	320	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
285	CAESAR	285	285	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
645	CAESAR	645	645	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
2540	CAESAR	2540	2540	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
524	CAESAR	524	524	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
575	CAESAR	575	575	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
121	CAESAR	121	121	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
1050	CAESAR	1050	1050	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
380	CAESAR	380	380	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
1850	CAESAR	1850	1850	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
15	CAESAR	15	15	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
1270	CAESAR	1270	1270	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
65	CAESAR	65	65	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
330	CAESAR	330	330	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
230	CAESAR	230	230	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
440	CAESAR	440	440	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
124	CAESAR	124	124	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
710	CAESAR	710	710	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
355	CAESAR	355	355	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
1000	CAESAR	1000	1000	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
585	CAESAR	585	585	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
705	CAESAR	705	705	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
515	CAESAR	515	515	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
435	CAESAR	435	435	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
145	CAESAR	145	145	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
105	CAESAR	105	105	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00
880	CAESAR	880	880	0.00	173	Electrolux	173	173	0.00

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations								
Emp.Etat 8.25/97	...	0.02	CJM	970	981	Magnat	750	...
Emp.Etat 9.25/97	...	9.75	CLTRAM (B)	230	238	Météo Display	574	...
10.00% 7/98	...	8.58	Cofin	278	288	Misc. 1990	174	177 10
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Navig	308	...
12.75% 7/98	100 75	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre	301	301
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.75% 7/98	...	8.47	Cofin	278	278	Orpègre (Bd)	208	...
12.								

ENVIRONNEMENT

Alors que la situation s'améliore sur les plages

La qualité des eaux de baignade se dégrade dans les rivières

La multiplication des stations d'épuration sur le littoral ces dernières années a un effet sensible sur la qualité des eaux de baignade. D'après les résultats publiés le 17 juin au ministère de l'environnement, on ne trouve plus que trois points noirs en 1990 sur le littoral français - Boulogne-sur-Mer, Saint-Vallery-sur-Somme, et Bernières-sur-Mer (Calvados) - alors qu'on en comptait encore cinq en 1989 et quinze en 1988. Globalement, le pourcentage des plages respectant les prescriptions de la directive européenne est passé de 85,3 % en 1989 à 91,2 % en 1990. Désormais, la façade atlantique et la Méditerranée ne comportent plus de plages de catégorie D (eaux de mauvaise qualité).

En revanche, la qualité des eaux douces continue à se dégrader. Alors que 89,3 % des baignades étaient conformes aux normes en 1989, elles n'étaient plus que 84 % en 1990. Les points noirs les plus nombreux se trouvent dans l'Estuaire (quatre), l'Yonne (trois) et les

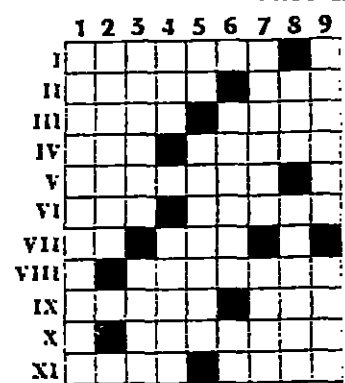
Pyrénées Atlantiques (deux). Cette dégradation est due au fait que trop de villes de l'intérieur ne disposent toujours pas d'installations convenables pour nettoyer leurs eaux usées. Encore ne s'agit-il, dans les contrôles effectués, que de la qualité bactériologique. Les pollutions chimiques ne sont pas prises en compte pour les eaux de baignade comme pour l'eau potable.

Est-ce à dire que l'on pourra se baigner cette année sans crainte? Les risques de gastro-entérite ou d'affection otorhinolaryngologique, éventuellement imputables à la pollution bactérienne, devraient donc être très limités en mer - mais ils subsistent en eau douce en de nombreux points du territoire. Sans parler des risques de coupure ou de piqûre avec les déchets cachés dans le sable ou au fond de l'eau. Sans parler non plus des traces de goudron laissées, ici et là, par les échappées de pétrole en mer...

R. C.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5544



HORIZONTALEMENT

I. Echappe au revers de la médaille. - II. Facile à jouer. Mor-

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourme, gérant
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiz, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Lesourme
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
Adjoint au directeur de la rédaction :
Thomas Ferrer
Philippe Herremann
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
Directeur des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1990)
André Laurens (1990-1991)
André Fontaine (1991-1992)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVIÈRE
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

VERTICALEMENT

1. Donne du poids à ce qu'il entreprend. - 2. Qui ne s'efface donc pas. - 3. Fait des heureux. En sa présence, il n'est pas étonnant que cela cesse. - 4. Fait des fleurs. Ouvrage de diadème. - 5. Fit beaucoup paraître. Ne manque pas de culot. - 6. Vit dans le noir. Qui s'est fait distingué. - 7. Faire monter. Font grand bruit. - 8. Cours alsacien. On l'a dans le dos. - 9. Plus visibles. Va souvent dans le quartier.

Solution du problème n° 5543

Horizontalement

I. Plâtriers. - II. Aiguillée. - III. Lait. Sic. - IV. Mûris. Dés. - V. Itinérant. - VI. Pécore. Ta. - VII. En. Ives. - VIII. Danse. Orm. - IX. En. Unies. - X. Stars. Rat. - XI. Sudes. Té.

Verticalement

1. Palmipèdes. - 2. Lieutenants. - 3. Agacé. Au. - 4. Turinois. Ré. - 5. R. Servage. - 6. Ils. Ré. - 7. Elda. Soir. - 8. Récom. Mest. - 9. Se. Starosta.

GUY BROUTY

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuvière-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourme, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437
ISSN : 0395-2017
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie du Monde
12, r. M.-Gumbourg
94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVIÈRE
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVIÈRE
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-32-90

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourme, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. : (1) 46-62-72-74
Tél. : (1) 46-62-72-75
Tél. : (1) 46-62-72-76
Tél. : (1) 46-62-72-77
Tél. : (1) 46-62-72-78
Tél. : (1) 46-62-72-79
Tél. : (1) 46-62-72-80
Tél. : (1) 46-62-72-81
Tél. : (1) 46-62-72-82
Tél. : (1) 46-62-72-83
Tél. : (1) 46-62-72-84
Tél. : (1) 46-62-72-85
Tél. : (1) 46-62-72-86
Tél. : (1) 46-62-72-87
Tél. : (1) 46-62-72-88
Tél. : (1) 46-62-72-89
Tél. : (1) 46-62-72-90
Tél. : (1) 46-62-72-91
Tél. : (1) 46-62-72-92
Tél. : (1) 46-62-72-93
Tél. : (1) 46-62-72-94
Tél. : (1) 46-62-72-95
Tél. : (1) 46-62-72-96
Tél. : (1) 46-62-72-97
Tél. : (1) 46-62-72-98
Tél. : (1) 46-62-72-99
Tél. : (1) 46-62-72-00

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

CARNET DU Monde

Naissances

- SCRIPTA, agence de communication institutionnelle, a le plaisir d'annoncer les naissances de

Eloïse PRAX,

le 11 juin 1991, et de

James COUTURIER-GOODMAN,

le 12 juin 1991.

Les mères, les enfants et la société se portent bien.

SCRIPTA, 19, rue Anber, 75009 Paris.

- M. Marcel BURNAND

est heureux d'annoncer la naissance

de son troisième enfant, Mathieu,

troisième petit-fils

de M. et M. Yves BURNAND,

quatrième petit-fils

de M. et M. Louis GALPIN.

Décès

- M. et M. Yves Jauffret,

Claire, Chantal et Laure,

M. Pierre Aveline,

M. et M. Bernard Aveline,

Isabelle et Sophie,

M. et M. Christian Aveline,

Benoit, Guillaume et Etienne,

seus enfants et petits-enfants,

ont le triste de faire part du décès de

M. LÉON AVELINE,

de l'Ecole polytechnique (1925),

officier de la Légion d'honneur,

survenu le 14 juin 1991, dans sa

quatre-vingt-cinquième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, avenue Théodore-Rousseau,

75016 Paris.

- Jean-Baptiste Couturier,

son fils,

M. et M. Pierre Couturier

et leurs enfants,

ont l'immense tristesse de faire part du

décès de

Jean-Marc COUTURIER,

survenu subitement à Paris le 15 juin

1991, en sa quarante-troisième année.

Ils vous invitent à prier pour lui.

Les obsèques auront lieu le 20 juin,

à 10 h 15, en l'église de Saint-Gemais-

Laval (Rhône).

Ni fleurs ni couronnes.

Les dons seront versés au profit de la

recherche contre le cancer.

- Nous avons appris le décès de

Hector DUBOIS,

ancien sénateur.

[Né le 30 novembre 1906 à Courcelles (Belgique), conseiller municipal de Bay (Belgique) de 1946 à 1977, Hector Dubois avait été conseiller général du canton de Mory (Oise), de 1949 à 1979. élu sénateur de l'Oise en 1985, réélu en 1989, puis en 1991. Hector Dubois avait été élu sur les listes du CNIP, de l'UDR, puis dans les non-inscrits jusqu'en 1983, date à laquelle il ne s'était pas représenté.]

- Le docteur Jacques Châtelet,

M. et M. Christian Tandeu de

Marsac,

M. et M. Philippe Lalouette,

M. et M. Jean-Pierre Châtelet,

Yann, Bénédicte et Mélanie Châtelet,

Anne et Julien Pollock,

Julienne, Manuelle et Camille Serfati,

ses enfants,

Sophie Tandeu de Marsac,

Thibault et Cécile Tandeu de

Marsac,

Philippe et Frédérique Hoarau,

Olivier et Alexis Lalouette,

Yann, Bénédicte et Mélanie Châtelet,

Anne et Julien Pollock,

Julienne, Manuelle et Camille Serfati,

ses enfants,

Marie et Luc Hoarau,

ses arrière-petits-enfants,

M. René Châtelet,

Ses enfants, petits-enfants et arrière-

petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Marcel CHATELET,

chevalier de la Légion d'honneur,

officier de l'Instruction publique,

ancien élève

de l'Ecole normale supérieure,

agréé de l'Université,

docteur ès sciences,

professeur honoraire à l'université

Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI),

survenu à Paris, le 14 juin 1991, dans

sa quatre-vingt-neuvième année.

La levée du corps aura lieu le mercredi

19 juin, à 8 heures, 18, rue de la

Grange-aux-Belles, Paris-10.

L'inhumation dans le caveau de

famille aura lieu dans la plus stricte

intimité, à Vazzy (Nièvre).

153, rue de Ménilmontant,

75020 Paris.

8, avenue des Gobelins,

75005 Paris.

22, rue Scheffer,

75116 Paris.

6, allée Le Siffert,

78124 Marci-sur-Mauldre.

19, rue Michel-Ange,

75016 Paris.

14, rue des Haras,

78124 Marci-sur-Mauldre.

- M. Jean-Noël Bongrain,

président du groupe Soparid,

Et les collaborateurs du groupe,

La direction et l'ensemble du personnel

des sociétés Valrhona et De Loisy

Gelet,

ont le regret de faire part du décès de

M. Antoine DODET,

directeur général des sociétés Valrhona

et De Loisy et Gelet,

survenu le 16 juin 1991.

Ils partagent la douleur de sa famille

et souhaitent rendre hommage au

dévouement exceptionnel d'Antoine

Dode, ainsi qu'à l'élan qu'il a su

donner à l'entreprise.

Valrhona,

BP 40,

26600 Tignes-Hermitage.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean FABIANI,

né Myriam Bernat.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité

du cimetière familial de Mont-de-

Marsac.

De la part de ses enfants, petits-

enfants, alliés et amis.

100, rue Lauriston,

75116 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 95 F

Thèmes étudiants : 50 F

- M. et M. Xavier Fromy

et leurs enfants et petits-enfants,

M. et M. Georges Beziac

et leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

leur mère, grand-mère et arrière-grand-

mère,

M. Emilie FROMY,

née Yvonne Geoffroy,

survenue le 16 juin 1991, dans sa qua-

tre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le vendredi 21 juin, à 10 h 30, en

l'église de Charney (Eure-et-Loir).

L'inhumation aura lieu au cimetière

du Montparnasse (Paris, 14 heures à

14 h 30).

Ni fleurs ni couronnes.

Thierville,

28220 Charney,

111, rue de Contimiers,

45000 Orléans.

4, place Saint-Denis,

10000 Troyes.

- Le docteur François Goust,

son épouse,

Ses enfants et petits-enfants,

Edgar et Simone Laparra,

M. Jean Goust,

M. v. Jeanne Goust,

Ses seurs, beaux-frères et belles-

seurs,

Et toute la famille,

font part du décès de

M. François GOUST,

né Odile Mirabail,

survenue le 15 juin 1991 dans sa

soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le

jeudi 20 juin, à 14 h 15, en l'église

Saint-Pierre-Saint-Paul d'Ivry-sur-

Seine.

L'inhumation aura lieu au cimetière

nouveau d'Ivry-sur-Seine.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons pourront être adressés à la

Fraternité catholique des sourds, BP 2,

5, rue Les-Cas, Paris-7.

2, rue du Colombier,

94200 Ivry-sur-Seine.

- M. Oly Guesouss,

son épouse,

Camil, Nadia, Ghislaine, Lina,

ses enfants et leurs conjoints,

Ses petits-enfants,

Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du

décès survenu à son domicile, le

12 juin 1991, de

Benjamin GUESOISS,

ancien ambassadeur

du royaume du Maroc,

ancien ministre,

commandeur de l'Ordre du Trône,

grand-croix de l'Ordre de Léopold II,

officier de la Légion d'honneur.

7, rue El Makoudi-Aufi,

Casablanca.

[M. Benjamin Guesouiss avait été ministre des

affaires, de 1972 à 1974, dans le gouvernement

de M. Ahmed Osman. Il avait été, auparavant,

ambassadeur du Maroc auprès des trois pays du

Benelux.]

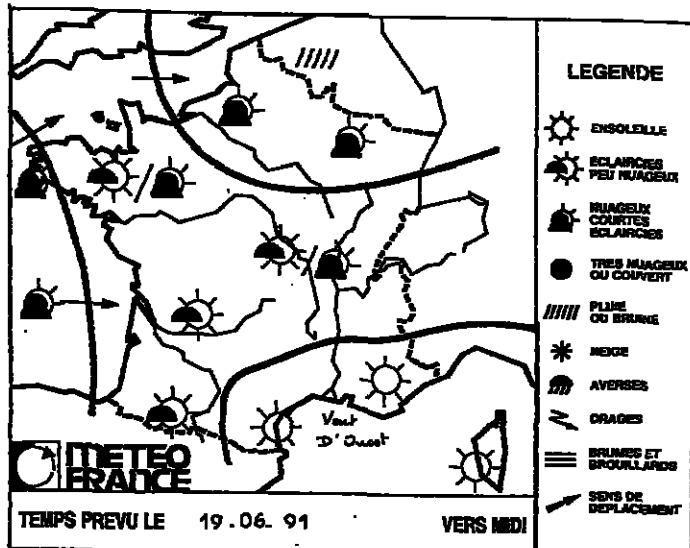
- M. Philippe Heugel,

né Boyer-Vidal,

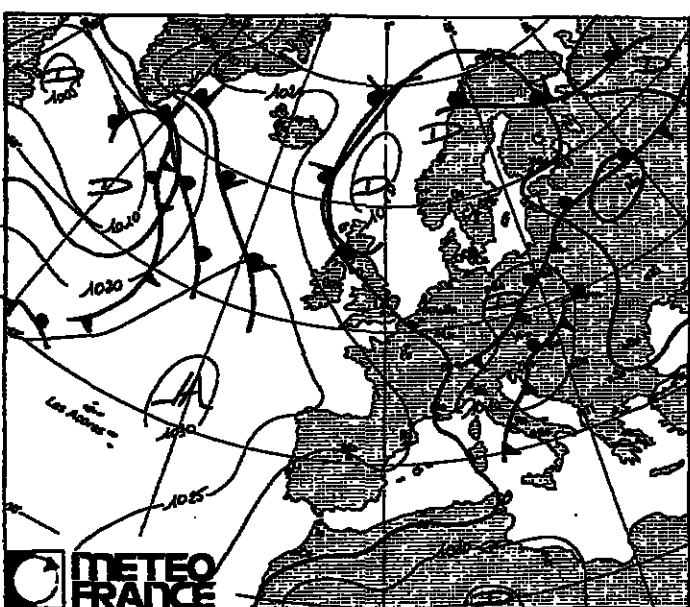
et ses filles Blanche et Louise,

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 19 juin 1991
Très nuageux au nord.
Bien ensoleillé au sud.



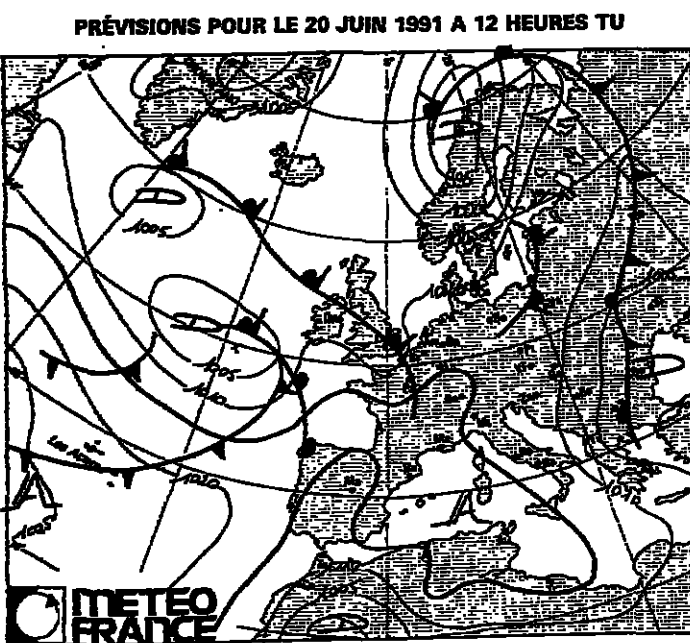
SITUATION LE 18 JUIN 1991 A 0 HEURE TU



Judi 20 juin : les nuages dominent dans le Nord. Le matin, de la Normandie à l'Alsace, à la Franche-Comté, les éclaircies alternent avec quelques averses. Mais sur ces régions, comme sur la majeure partie du pays, les éclaircies ne dureront pas. Le ciel se voile. Et les nuages faiblement pluvieux, déjà situés le matin sur la Bretagne et les régions atlantiques, poursuivront leur route. Ils donneront quelques pluies en fin de journée de la Picardie à l'Auvergne.

Jeudi 20 juin : les nuages dominent dans le Nord. Le matin, de la Normandie à l'Alsace, à la Franche-Comté, les éclaircies alternent avec quelques averses. Mais sur ces régions, comme sur la majeure partie du pays, les éclaircies ne dureront pas. Le ciel se voile. Et les nuages faiblement pluvieux, déjà situés le matin sur la Bretagne et les régions atlantiques, poursuivront leur route. Ils donneront quelques pluies en fin de journée de la Picardie à l'Auvergne.

Les températures au lever du jour varieront entre 7 et 10 degrés, 12 degrés près de la Méditerranée. Les plus basses températures indiqueront le Nord et l'Est du pays. Dans l'après-midi, elles grimperont jusqu'à 20-24 degrés sur la moitié sud, jusqu'à 17-21 au Nord.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 17-6-1991 à 19 heures TU et le 18-6-1991 à 6 heures TU											
FRANCE				TOULOUSE				LUXEMBOURG			
ALGER	24	11	D	TOULOUSE	17	6	N	MADRID	16	10	D
MARRAKECH	24	18	D	POINTE-AUTRE	17	6	N	MARRAKECH	24	18	D
BORDO	18	8	D	ÉTRANGER				MILAN	20	8	D
BOULOGNE	17	8	C	ALGER	28	12	C	MONTREAL	25	14	D
BREST	15	10	C	AMSTERDAM	17	7	A	MOSCOW	25	14	D
CARL	15	10	C	ATHENS	28	20	D	NEW DELHI	41	29	N
CHERBOURG	15	10	C	BANGKOK	32	24	C	NEW YORK	27	22	C
CLERMONT-FR.	14	10	C	BARCELONE	19	12	N	OSLO	12	7	C
DIJON	14	10	C	BELGRADE	16	8	F	PALMA-DE-MAJ	21	11	C
GRANDE	17	10	N	BERLIN	16	9	P	PESKIN	26	18	D
LILLE	17	7	D	BUDAPESTE	17	10	C	RIO-DE-JANEIRO	23	20	D
LIMOGES	17	7	D	COPENHAGUE	17	10	C	ROME	26	17	N
LYON	13	10	C	DAKAR	27	20	D	SINGAPOUR	34	24	C
MARSEILLE	23	13	D	DUBAÏ	38	32	C	STOCKHOLM	19	8	N
NANCY	17	10	C	GENEVE	14	9	N	SYDNEY	19	14	C
NANTES	17	7	D	HONGKONG	33	27	C	TOKYO	28	22	C
NICE	24	12	D	ISTANBUL	26	17	C	TUNIS	33	18	D
PARIS-MONTS	17	10	N	JERUSALEM	35	28	D	VARSOVIE	20	15	D
PARIS	17	5	N	LE CAIRE	26	22	D	VENISE	25	15	D
PERPIGNAN	22	15	D	LISBONNE	23	14	D	VIENNE	27	9	C
RENNES	17	8	D	LONDRES	15	7	C				
STRASBOURG	16	9	C	LOS ANGELES	21	14	C				
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
max	min	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel	ciel
O	P	T	neige	O	P	T	neige	O	P	T	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Le parler vrai d'Henri Krasucki

C'est n'est pas qu'il ait mal à sa CGT, Henri Krasucki, mais cela y ressemble. Et il est venu confirmer à Patrick Pothier d'Arvor, lundi, sur TF 1, l'urgence de mettre en route l'opération « toilette de printemps » de sa chère et vieille confédération.

Si Henri Krasucki n'existait pas, sans doute « Le bébé show » l'aurait-il inventé. Ce parler nasillard, le français volontiers approximatif, une utilisation élitiste de la langue de bois, tout chez lui contribuerait à l'autocritique, si, en permanence, la vivacité des yeux, plus épiquement, un sourire plein d'humour ne venaient trahir le comédien.

S'il arrive encore qu'Henri Krasucki fasse le Krasu, pour mouder du grain syndical, la fréquentation quotidienne des médias lui autorise désormais d'autres registres. Il lui arrive même, horresco referens, de pratiquer le parler vrai. Et, presque au terme de son mandat, de proférer des sortes d'horreurs sur sa maison mère à lui, le PC. Bien sûr, il y faut un décoder. Mais lorsque Henri Krasucki, tout à sa toilette de printemps, ou d'automne, dénonce « les pratiques bureaucratiques et monolithiques » qui entravent la vie syndicale, à quoi et à quel fait-il référence, sinon aux conservateurs des partis et

d'abord du sien ? Lorsqu'il souhaite un syndicalisme CGT « mieux perçu, de la démocratie, beaucoup de démocratie (...) de l'indépendance tous azimuts », c'était toute la vieille théorie de la courroie de transmission PC-CGT qu'il réfutait. Ce fut un moment de télévision. Henri Krasucki, saisi par l'urgence ou effrayé par la chute des effectifs, faisait l'autocritique publique de son organisation. Il l'invitait à « se regarder de temps en temps sérieusement dans la glace » car, on cite, « pour faire mieux il ne faut pas penser que tout est de la faute aux autres ». Il parlait, dans une piroquette délicate, « il n'y a pas besoin

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 18 juin

TF 1
20.50 **Cinéma** : La Poursuite impitoyable. ■■■ Film américain d'Arthur Penn (1965). Avec Marlon Brando, Jane Fonda, Robert Redford.
23.05 **Magazine** : Ciel, mon mardi ! Invité : Marie Trintignant.
1.05 **Journal**, **Météo** et **Bourse**.
1.30 **Au trot**.

A 2
20.00 **Journal** et **Météo**.
20.45 **Cinéma** : Camille Claudel. ■■■ Film français de Bruno Nuytten (1988). Avec Isabelle Adjani, Gérard Depardieu, Laurent Grevill.
23.37 **Journal** et **Météo**.
23.58 **Musique** : Jazz à Antibes. Martial Solal (2).
0.30 **Série** : L'Homme à la valise (rediff.).

FR 3
20.45 **Téléfilm** : Le Pirate. (1^{er} épisode).
22.20 **Journal** et **Météo**.
22.40 **Télévision régionale**.
23.40 **Variétés** : Eurotop.
0.35 **Magazine** : Espace francophone. Presse africaine francophone : le temps du pluralisme.
1.00 **Musique** : Carnet de notes.

CANAL PLUS
20.30 **Cinéma** : Working Girl. ■ Film américain de Mike Nichols (1988). Avec Melanie Griffith, Harrison Ford, Sigourney Weaver.
22.15 **Flash d'informations**.
22.25 **Cinéma** : Miliagro. ■ Film américain de Robert Redford (1988). Avec Ruben Blades, Richard Bradford, Sonia Braga.
0.20 **Cinéma** : Zombi Academy. ◻ Film américain de David Acombe (1988).
1.40 **Cinéma** : A nous la liberté. ■■■ Film français de René Clair (1931). Avec Henry Marchand, Raymond Cordy, Rolle France.

LA 5
20.50 **Cinéma** : La Légion saute sur Kohzeu. ■ Film français de Raoul Coutard (1979). Avec Giuliano Gemma, Bruno Cremer, Laurent Malet.
22.40 **Magazine** : Ciné Cinq.
22.55 **Téléfilm** : Les Amants de Lady Chatterley 2.
0.30 **Journal** de la nuit.

M 6
20.35 **Téléfilm** : L'Enfant au traineau.
22.15 **Série** : Equalizer.
23.10 **Documentaire** : Le Glaive et la Balance. L'Automobile coupable.

0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Magazine : Dazibao.
0.10 Musique : Boulevard rock and hard.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT
21.00 **Danse** : Giselle. Chorégraphie de Marius Petipa, avec Galina Mezentseva, Konstantin Zlatytsky et le Ballet du Kirov.
23.00 **Documentaire** : Les Disciples du jardin des poiriers.

FRANCE-CULTURE
20.30 **Archipel science**. Les galaxies spirales.
21.30 **Grand angle**. Profession paysagiste. Du jardin à l'aménagement du territoire (rediff.).
22.40 **Les nuits magnétiques**. Cause toujours, tu m'indrôses.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 **Musique** : Coda. Rock père et fils.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 **Concert** (donné le 24 avril à Strasbourg) : Benvenuto Cellini, ouverture op. 23, de Berlioz ; Les Djinns, poème symphonique pour piano et orchestre, de Franck ; Concerto pour piano et orchestre n° 2 en sol mineur op. 18, de Prokofiev ; Concerto pour orchestre, de Bartok, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, dir. Ivan Fischer ; sol : André Gavrilov, piano.
23.07 **Poussières d'étoiles**. Plain ciel-Studio 116. A 23.57, Archives : Orphée 53, de Schaeffer et Henry.

Mercredi 19 juin

TF 1
14.30 **Club Dorothée**.
17.00 **Magazine** : Y a pas... d'été... Invité : Pierre Palmade.
17.25 **Série** : Chips (rediff.).
18.15 **Jeu** : Une famille en or.
18.45 **Feuilleton** : Santa Barbara.
19.15 **Jeu** : La Roue de la fortune.
19.50 **Diversité** : Le Bébête Show.
19.55 **Tirage** du Loto.
20.00 **Journal**, **Tapis vert**, **Météo** et **Loto**.
20.45 **Variétés** : Sacrée soirée.
22.45 **Documentaire** : Crimes et passions. De Mireille Dumas. 3. Le Droit Chemin.
23.55 **Journal**, **Météo** et **Bourse**.
0.20 **Au trot**.

A 2
14.30 **Téléfilm** : Capitaine Johnno.
16.13 **Hit NRJ**.
17.10 **Magazine** : Giga.
18.15 **Jeu** : Des chiffres et des lettres Juniors.
18.35 **Série** : Alf (rediff.).
19.00 **INC**.
19.05 **Série** : Mac Gyver (rediff.).
20.00 **Journal** et **Météo**.
20.45 **Feuilleton** : Les Grandes Familles. (2^e partie, rediff.).
22.15 **Téléfilm** : La Bien-Aimée.
23.35 **Journal** et **Météo**.
23.50 **Série** : L'Homme à la valise. (1^{er} épisode, rediff.).

FR 3
14.20 **Magazine** : Montagne (rediff.).
14.50 **Magazine** de l'Assemblée nationale.
15.00 **Questions au gouvernement** en direct de l'Assemblée nationale.
17.05 **Magazine** : Une pêche d'enfer.
17.30 **Amuse 3**.
18.10 **Magazine** : C'est pas juste.
18.30 **Jeu** : Questions pour un champion. Le 19-20 de l'information.
19.00 **De 19.12 à 19.35**, le journal de la région.
20.05 **Diversité** : La Classe.
20.45 **Magazine** : La Marche du siècle. Banlieues Blues. Invité : Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire.
22.20 **Journal** et **Météo**.
22.40 **Magazine** : Faut pas rêver. Mexique : Tarahumara, le peuple rebelle ; URSS : Un 1^{er} mai à Leningrad ; France : Méthodes souterraines.

23.40 **Magazine** : Minuit en France. Rivages accordés (l'Orchestre des jeunes de la Méditerranée).
0.35 **Musique** : Carnet de notes.

CANAL PLUS
13.30 **Téléfilm** : On a tué mes enfants. (2^e partie).
15.05 **Dessin animé** : Les Simpson.
15.35 **Téléfilm** : Les gens ne sont pas forcément ignobles.
17.10 **Les Nuls**... l'émission (rediff.).
18.05 **Canaille peluche**.
En clair jusqu'à 20.30
18.30 Ça cartoon.
18.50 **Top albums**.
19.20 **Magazine** : Nulle part ailleurs. Invité : Stéphane Eicher.
20.30 **Cinéma** dans les salles.
21.00 **Cinéma** : Invasion Los Angeles. ■ Film américain de John Carpenter (1988). Avec Roddy Piper, Keith David, Meg Foster.
22.30 **Flash d'informations**.
22.35 **Sport** : Boxe. Réunion au Cirque d'hiver.
0.35 **Cinéma** : Les Voisins. ■ Film américain de John Avildsen (1981). Avec John Belushi, Dan Aykroyd, Kathryn Walker (v.o.).
2.10 **Série** : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.

LA 5
14.25 **Série** : L'Inspecteur Derrick.
15.30 **Série** : Soko, brigade des stupés.
16.20 **Youpi ! L'école est finie**.
17.45 **Babyfone** : spécial cinéma fantastique.
18.10 **Série** : Mission casse-cou.
19.05 **Série** : Kojak.
20.00 **Journal** et **Météo**.
20.40 **Journal** des courses.
20.50 **Histoires vraies**. Justice en France. La justice passe. 2. Le procès.
22.15 **Débat** : Les Médias et la Justice. Invité : Henri Nallet, garde des sceaux.
0.00 **Journal** de la nuit.
0.10 **Demain se décide** aujourd'hui.

M 6
14.30 **Election** de miss OK.
16.15 **Série** : L'Homme de fer.
17.05 **Jeu** : Hit hit hit heures !
18.05 **Série** : Mission impossible.

19.00 **Série** : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 **Six minutes d'informations**.
20.00 **Série** : Cosby Show.
20.35 **Téléfilm** : Le Grand Déballage.
22.15 **Téléfilm** : Trou de mémoire.
23.50 **Six minutes d'informations**.
23.55 **Magazine** : Dazibao.
0.00 **Sexy clip**.
2.00 **Rediffusions**.

LA SEPT
17.00 **Magazine** : Avis de tempête.
19.00 **Documentaire** : Histoire parallèle.
19.55 **Chronique** : La Dessous des cartes (et à 22.45).
20.00 **Documentaire** : De Gaulle ou l'Eternel Défi. 6. Le souverain.
21.05 **Documentaire** : Petit Bonheur.
22.05 **Documentaire** : Première Lune.
22.50 **Cinéma** : Le Temps de vivre, le Temps de mourir. ■ Film tchèque de Hou Hsiao-hsien (1988).

FRANCE-CULTURE
20.30 **Tire ta langue**. Dialogues de médiologues.
21.30 **Correspondances**. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 **Communauté des radios publiques** de langue française. Entretien avec Alain Tanner, cinéaste.
22.40 **Les nuits magnétiques**. Cause toujours, tu m'indrôses.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 **Musique** : Coda. Rock père et fils.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 **Concert** (donné le 14 juin au Grand Auditorium) : Aux heures de la nouvelle lune, de Roslavets ; Symphonie n° 1, de Louie ; Concerto pour violon et orchestre, de Roslavets, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Roman Kaufman ; sol : Tatiana Gridenko, violon.
23.07 **Poussières d'étoiles**. Jazz club. En direct du CIM à Paris.

Du lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNIK COJEAN et la collaboration de « le Monde »

Les clients de Tuffier vont être remboursés

Après onze mois de péripéties juridiques qui bloquaient l'indemnisation des clients de la société de Bourse Tuffier, Ravier, Py (TRP) et, quelques heures avant la manifestation organisée mardi 18 juin par l'Association pour la défense des intérêts des clients de TRP (ADIC-TRP) devant le palais Brongniart, le remboursement des clients lésés ne semble plus être qu'une question de jours.

En effet, un jugement du tribunal de commerce de Paris, intervenu lundi dans la soirée, a approuvé les modalités d'un accord entre les repreneurs, le Fonds de garantie, la Société des Bourses françaises et les Banques populaires, qui va permettre un règlement rapide du contentieux.

Dans une lettre adressée à M^{me} Colette Neuville, présidente de l'ADIC-TRP, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, précise que cet accord prévoit « le déblocage des comptes titres de la clientèle qui interviendra dans les prochains jours sous la responsabilité de Cogespar et d'Altus Finance ».

CÔTE-D'IVOIRE : accusé d'être un agent du pouvoir

Un étudiant a été lynché à l'université d'Abidjan

L'agitation à l'université d'Abidjan a basculé dans la violence, lundi 17 juin, quand des étudiants ont tué, à coups de bâton et de pierres, un de leurs camarades, accusé d'avoir organisé des agressions contre des militants d'un syndicat étudiant autonome. Ce lynchage a eu lieu dans la cour d'une villa du quartier de Cocody où la victime tentait de se réfugier. Hurlant « mission accomplie », les agresseurs ont, ensuite, été dispersés par les forces de l'ordre.

ABIDJAN

de notre envoyée spéciale

Des étudiants payés en espèces ou en services par certains membres du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI), l'ancien parti unique, pour effectuer les basses œuvres du régime, c'est ainsi que les étudiants contestataires décrivent ceux qu'ils appellent les « loubards ».

Ce phénomène, apparu pendant le printemps 1990, au plus fort de l'agitation sociale, est de notoriété

publique depuis le jour où le président Houphouët-Boigny avait reçu une délégation de ces jeunes gens « musclés » à l'issue d'une marche rassemblant six cents d'entre eux. Ceux-ci pavoisèrent ensuite, vêtus de t-shirts les identifiant comme « les loubards de Côte d'Ivoire réunis autour du président ».

Le calme revenu, et les forces de l'ordre occupant le campus universitaire, ils disparurent de la circulation. Jusqu'au 15 mai dernier, lorsqu'ils interrompirent une conférence de la FESCI, le syndicat étudiant autonome, dont plusieurs membres furent blessés.

« Les forces de l'ordre qui, d'habitude, étaient toujours là, étaient absentes », témoigne le président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme, M. René Dogni-Segui.

Si la brutale opération de l'armée, deux jours plus tard, dans une autre cité universitaire, a déclenché la tension que connaît Abidjan depuis un mois (le Monde du 18 juin), nul doute que cette intervention des « loubards » aura pour effet de radicaliser le mouvement étudiant.

M. P. S

INDE :

selon les derniers résultats partiels

Le parti du Congrès a obtenu plus de deux cents sièges au Parlement

Selon les derniers résultats partiels des élections législatives indiennes connus mardi 18 juin, le parti du Congrès-I a passé la barre des deux cents sièges au Parlement, sur un total de 511. Le parti de Rajiv Gandhi obtient 201 sièges contre 83 au Bharatiya Janata Party (BJP, hindouiste de droite), 34 au Janata Dal de l'ancien premier ministre V. P. Singh et 28 aux communistes.

Bien que les projections de résultats n'accordent pas au Congrès la majorité absolue des sièges, ses dirigeants se déclarent toujours prêts à former le nouveau gouvernement. Ils comptent sur l'appui de petites formations, telle l'AIADMK du Tamil Nadu, et pourraient obtenir le soutien de la gauche. « Nous formerons le gouvernement, a assuré le porte-parole du Congrès. Avec qui nous nous allions, je vous le dirai plus tard. » Reste à savoir qui sera choisi comme premier ministre de cette formation dont le nouveau président - M. Narasimha Rao - n'avait été élu que parce qu'il était le moins contesté des candidats. (AFP, Reuters.)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Axe express

C'EST une voisine. Elle habite pas loin de Falguère, avenue du Général-Leclerc. Hier, elle se pointe au journal : Bonjour, je m'appelle Isabelle et je voudrais que tu pousses un grand coup de gueule contre les axes rouges. Ça fait un bruit infernal et...

- Quelle idée ! C'est super au contraire, ça évite les bouchons et ça permet de rouler...

- A cent à l'heure, oui, elle est jamais respectée, la limitation de vitesse. T'es déjà vu un fic verbaliser, toi ? Résultat, pour les piétons qui ne sont plus protégés par les voitures en stationnement...

- Ah ! parce que tu les regrettes ?

- Parfaitement. Elles nous servaient de rempart. On se barricadait derrière, histoire d'échapper à une embardée de ces fous du volant qui se croient aux Vingt-Quatre Heures du Mans. Tu sais à quoi ils ressemblent là, maintenant, nos trottoirs ? A une bande d'arrêt d'urgence en bordure des

autoroutes. Essaie un peu d'y promener ton chien.

- Et les petites rues avoisinantes, c'est fait pour ça ?

- Parions-en ! Moi, chaque matin, quand je conduis ma gamine à l'école, je peux plus traverser l'avenue vu qu'il y a un énorme détour en passant par...

- Si c'est que ça !

- Non, c'est pas que ça. C'est les mamans encombrées d'un landau, c'est les personnes âgées qui se risquent à prendre le passage clouté et qui s'efforcent en voyant tous ces bolides leur foncer dessus. Tiens, l'autre jour il y a un handicapé, il s'est tellement dépêché qu'en grimpant sur le trottoir d'en face son fauteuil s'est renversé. Traumatisme. Samu. Hosto. Enfin, tu vois le tableau.

- Plains-toi ! Avant, elle aurait pas pu arriver, l'ambulance, elle serait restée coincée dans les embouteillages, alors que là, pas de problème, accident de la route ou accident de la rue, elle assure pareil.

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Intellectuels : « La tyrannie de la bien-pensance », par Guy Scarpitta ; « Défense de la philosophie », par Dominique Lascourt... 2

ÉTRANGER

Élections régionales en Sicile
Large victoire de la démocratie chrétienne... 5

POLITIQUE

Le débat de censure à l'Assemblée nationale
L'opposition a fait le plein de ses voix, sans inquiéter le gouvernement... 9

SOCIÉTÉ

Les réfugiés du Pinatubo
La population s'organise, aux Philippines, pour aider les victimes du volcan... 12

De l'hémoglobine humaine produite par des porcs
Une expérimentation de biologistes américains... 12

Diagonales
« A Suzanne Vanité », par Bertrand Poirot-Delpech... 12

SCIENCES • MÉDECINE

La ceinture de feu du Pacifique
Le cosmos en accéléré • Le génie d'un virus • Le sida derrière les barreaux... 15 à 17

COMMUNICATION

M. Lang et la chaîne musicale... 16

CULTURE

Paolo Bortoluzzi directeur du Ballet-Théâtre de Bordeaux... 18

Un entretien avec le directeur général de la SACEM... 18

ÉCONOMIE

Le « 1 % logement » en question... 21

Les cinq ans d'Eurêka... 21

Services

Abonnements... 28
Carnet... 28
Marchés financiers... 28
Météorologie... 28
Mots croisés... 28
Radio-Télévision... 29
Spectacles... 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un supplément « Initiatives » folioté de 1 à XXIV dans lequel on trouvera les annonces classées

Le numéro du « Monde » daté 18 juin 1991 a été tiré à 505 281 exemplaires.

En réponse à l'« Observer »

M^{me} Cresson précise qu'elle « aime beaucoup l'Angleterre »

M^{me} Edith Cresson a dû s'expliquer, mardi 18 juin, au micro d'Europe 1, sur les propos qui lui sont prêtés par l'« Observer » du 16 juin (le Monde du 18 juin) et selon lesquels elle estimerait que 25 % des Américains, des Britanniques et des Allemands sont homosexuels. Alors que ces propos avaient été démentis, lundi, par l'hôtel Matignon, le premier ministre a affirmé, à propos de cette « soi-disant interview », qui met en émoi la presse britannique : « Je ne me souviens pas très bien de cette conversation, si elle a eu lieu. » M^{me} Cresson a observé que cette éventuelle conversation aurait eu lieu en 1987, à un moment où elle n'était pas ministre.

Tout en précisant qu'elle « aime beaucoup l'Angleterre », M^{me} Cresson s'est étonnée que cette interview « sorte d'un tiroir » quatre ans après. Jugant le « procédé pas très fair play », M^{me} Cresson s'est demandée pourquoi M. Naim Attallah n'avait

pas fait figurer cet entretien dans son livre sur les femmes, pour lequel il enquêtait, s'il le trouvait intéressant. De son côté, maintenant la teneur des propos publiés, M. Attallah a affirmé à l'agence Reuters : « J'ai la bande, la date, l'heure et le lieu. » Il a aussi précisé que l'entretien avait eu lieu en français. D'ailleurs, sur Europe 1, M^{me} Cresson a prévenu, sur un plan plus général : « Quand je reçois des journalistes, je leur dis franchement ce que je pense. » L'International Herald Tribune de mardi donne une autre illustration du « parler cru » de M^{me} Cresson. Selon le correspondant de ce journal à Paris, M^{me} Cresson aurait déclaré, à propos des Japonais : « Ils restent plantés toute la nuit à penser aux moyens de baiser (screw, dans le texte anglais) les Américains et les Européens. » M^{me} Cresson aurait ajouté : « Ils sont notre ennemi commun. » J.-L. A.

M. Bérégovoy évoque une réunion des Sept avant Londres

M. Bérégovoy a affirmé, mardi 18 juin à Paris, qu'un GT avant le sommet de Londres des sept grands pays industrialisés « était dans l'ordre des possibilités ». « Les risques d'inflation observés au quatrième trimestre 1990, en raison de la crise du Golfe, se sont dissipés depuis, avec la baisse du baril de brut à 15 dollars », a-t-il

expliqué, ajoutant que « la stabilité des taux de change a créé les conditions d'un bon dialogue ». « Faut-il nous voir, avant ce sommet de Londres ? », s'est interrogé M. Bérégovoy. « En ce qui me concerne, je suis toujours disponible pour des rencontres qui visent à une meilleure coopération entre les Sept ».

La CGT dépose un préavis de grève à la SNCF pour le 20 juin

La CGT a déposé un préavis de grève à la SNCF pour la période allant du mercredi 19 juin à 20 heures au vendredi 21 juin à 8 heures. Causé par des motifs très généraux - où l'on retrouve la défense du service public, les salaires, les retraites et les effectifs - ce mouvement serait destiné à équilibrer les agents de manœuvre de Marseille, qui occupent les voies de la gare Saint-Charles depuis une semaine. La SNCF ne prévoit pas de perturbations particulières dans le trafic.

Le Français en retard d'une fenêtre

Noe voisins d'outre-Rhin les changeant trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, les Français ont besoin de fenêtres. ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^{re} Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

L'éditeur Claude Tchou recherche RÉDACTEURS pour collaborer à une ENCYCLOPÉDIE GÉNÉRALE

Normaliens et/ou titulaires d'une agrégation, voire d'un doctorat, dans les disciplines suivantes : Histoire, Philosophie, Économie, Lettres, Sciences, Muséologie, les candidats feront partie d'une équipe qui réalisera une encyclopédie générale. Qualités exigées : esprit de synthèse, expérience rédactionnelle. Maîtrise du Macintosh souhaitée. Les travaux seront effectués à domicile. Une disponibilité ponctuelle est demandée pendant deux mois. Adresser CV et lettre manuscrite détaillée ainsi que 5 feuillets extraits d'un mémoire, article, etc. à CLAUDE TCHOU, ÉDITEUR, CHEZ ICONES S.A., 30, RUE VANEAU, 75007 PARIS.

OUVERT Juillet et Août DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE à partir de 2 490 F
à partir de 830 F VESTONS 1 690 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
COSTUMES D'ÉTÉ
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre - 75001 Paris
Tél. 47-42-70-81
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

SOLD 20-50% DAKS
260 rue Saint-Henri - 75001 Paris
Téléphone 42-50-24-13
ONE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS



ESPRIT D'ADVENTURE

VOYAGES ESSENTIELS POUR REVENIR AUX SOURCES

RETOURS À LA NATURE ET AUX GRANDS ESPACES, RETOURS SUR LES HAUTS-LIEUX, RETOURS AUX VALEURS HUMAINES. POUR RESTITUER À L'ADVENTURE SON ESPRIT ORIGINAL, TERRES D'ADVENTURE OUVRE SES CARNETS DE ROUTE POUR DE NOUVEAUX VOYAGES OU LE REGARD, L'ÉMOTION, LA CURIOSITÉ ET L'IMAGINAIRE L'EMPORTENT SUR L'EFFORT ET L'EXPLOIT CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE, EN RENVOYANT LE BON CI-DESSOUS À ESPRIT D'ADVENTURE, 3, RUE SAINT-VICTOR 75005 PARIS. OU EN TÉLÉPHONANT AU 43.29.94.50. MINITEL 3615 ESPRITD'AV

NOM, PRÉNOM
N° RUE
PROFESSION VILLE
TEL. AGE

ESPRIT D'ADVENTURE

3, RUE SAINT-VICTOR 75005 PARIS
TÉLÉPHONE 43.29.94.50 MINITEL 3615 ESPRITD'AV. Lc A1118

هكذا من الأصل

INITIATIVES

EMPLOI

LE FIL DES RÉSEAUX

Grandes écoles et entreprises renoumées donnent naissance à des « réseaux » qui veillent sur les entrepreneurs et l'évolution de leurs membres. Un super-talon pour les dirigeants des ressources humaines et une spécialité bien française.

Pages III et IV



SOMMAIRE

Les acrobates du bâtiment

Les hauteurs de certains édifices et les architectures sophistiquées rendent difficiles les opérations de nettoyage. Certains se sont faits une spécialité de ces travaux périlleux..... V

Les bonnes écoles allemandes

Une étude de l'INSEE compare les niveaux de formation des ouvriers en France et en Allemagne : une des raisons du succès économique outre-Rhin V

STAGES II

19 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

(Publicité)

3 JOURS D'EMPLOI DANS « LE MONDE »

LUNDI
DATE MARCHI
Section C Economie
Le Monde **Dirigeants**
Le Monde **Juristes**
Le Monde **Gestion**

MARDI
DATE MARCHI
Section C Economie
Le Monde **Fonction Commerciale**
Le Monde **Cadres**
Le Monde **Informatique**
Le Monde **Secteurs Pointe**

MERCREDI
DATE JEUDI
Section D Economie
Le Monde **CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES**
Le Monde **International**

f, ils pour l'une e ou ces haite
tour, gant-nage : son s les ition eurs aux, ange-ra, pèse plus sées, ande same
ube
»
issa- à ils ntés ent, plus . La en t de
lme des ées ? s un s au ont d'un tion e. Il e au l'ans tout : ne cela, and re à : tel oste uper pro-eau-ines it la ie et it le de l'ail-sou-
pri-rie ue, ner
puis clas-trée cum Ce : et s : à Les euls r.
s »
ils spé-ues, des ser-est spé-iels ble tait s y et eur for-ti-lus
ion os
pas Le : la iral
por isse

ECHOS

Baisse des recrutements
de cadres en avril

□ Selon les indications fournies par l'APEC (Association pour l'emploi des cadres), le tassement des offres d'emploi pour les cadres proposés par voie de presse se poursuit. En volume, le recul a été de 25 % par rapport au même mois de l'an passé. Au cours des douze derniers mois, ce sont seulement 80 000 postes qui ont été annoncés, contre plus de 97 000 pendant les douze mois précédents (- 18 %).

Toutefois, et sans que cela puisse encore être interprété comme un bon signe, la baisse du mois d'avril est la première, depuis huit mois, à être plus faible que celle des mois précédents. Ainsi, la chute avait été de 36 % en mars dernier, juste après la guerre du Golfe il est vrai. Les mouvements d'embauche les plus faibles se sont produits au début de l'année 1991, et le nombre d'offres enregistrées depuis janvier est égal aux deux tiers de celui de la même période de 1990.

La formation professionnelle
et l'apprentissage
à l'Assemblée nationale

□ Déjà président du Conseil national des missions locales et rapporteur du budget de la formation professionnelle à l'Assemblée nationale, Michel Berson, député socialiste de l'Essonne, a été chargé par Edith Cresson de nouvelles responsabilités. Le premier ministre lui a demandé d'animer, à l'Assemblée nationale, un groupe de travail consacré à la formation professionnelle initiale et à l'apprentissage. Sa tâche s'ajoutera à la participation à l'action en faveur de l'amélioration du système de formation afin qu'il réponde aux besoins de l'économie.

Université d'été
de l'audit social

□ L'Institut international d'audit social (IAS), qui regroupe les spécialistes de l'audit, organise à Aix-en-Provence, les 29 et 30 août prochains, sa huitième université d'été. Le thème retenu s'intitule « Voir clair pour agir et réussir mieux » et sera développé dans des ateliers et des conférences-débats à partir d'expériences concrètes et d'exemples d'application. Cette université s'adresse à tous les responsables soucieux d'améliorer l'efficacité de leur action grâce à l'audit social.

► IAS, Elisabeth Verdavaine, 29, avenue Hoche, 75 008 Paris. Tél. : (1) 45-63-55-09.

Entretiens
de la technologie

□ L'École centrale de Paris et l'Association des centraliens vont créer les « entretiens de la technologie », qui auront lieu, pour la première fois, les 24 et 25 mars 1992 à Paris.

Cette initiative a été conçue en collaboration avec de grandes entreprises françaises et est actuellement préparée en partenariat avec tous les grands acteurs du monde de la technologie et de l'innovation, au plan national, européen et international. La manifestation devrait rassembler 1 500 à 2 000 participants, tous les deux ans, et se dérouler au CNIT-La Défense.

Les « entretiens de la technologie » mettront l'accent sur l'importance du savoir-faire technique dans le succès des entreprises sur le marché mondial. Ils sont conçus pour être un outil adapté aux besoins des dirigeants, des ingénieurs et des cadres, qu'ils appartiennent aux grands groupes ou aux petites et moyennes entreprises. Des experts de haut niveau interviendront dans six ateliers, et des séances plénières porteront notamment sur le management de la technologie et les technologies-clés pour les dix prochaines années.

► Renseignements : Londez conseil. Téléphone : (1) 40-11-87-08. Télécopie : (1) 40-11-87-02.

Une présidente
pour l'APEC

□ Chantal Cunneil, secrétaire nationale de la CPE-CGC, a été élue présidente de l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) le 7 juin. C'est la première fois qu'une femme est portée à ce poste au sein de l'organisme paritaire. Tous les deux ans, en alternance, la présidence échoit en effet soit au représentant du CNPF, soit à l'un des représentants des organisations syndicales de cadres. Chantal Cunneil remplace Aimery d'Orion (CNPF), qui devient vice-président.

TRIBUNE

« Que-grand-vous-avez ! »

par Charles Korman

La tribune « Professions juridiques et experts-comptables : une querelle à contre-courant » que M. René Ricol, président du groupe France-Défi, a publiée dans le Monde daté du 29 mai 1991 est un article polémique qui, à juste titre, prend sa référence chez Rabelais : d'abord parce que sa charge candide et tumultueuse évoque en effet, comme il l'écrit, les guerres picrocholines, et ensuite parce que l'étendue de l'appétit d'activités juridiques des experts-comptables qu'il manifeste fait irrésistiblement penser à Gargantua, dont les augustes parents admireraient, attendris, les énormes capacités d'ingestion : « Que-grand-tu-as... » « Que-grand-vous-avez ! » est-on tenté de s'exclamer à notre tour ! Jugeons-en : le droit fiscal, le droit des sociétés... et des affaires, la législation sociale et le droit du travail ! En somme, si l'on ose dire, la quasi-totalité du droit. C'est ce que France-Défi appelle « retrouver une certaine mesure dans le débat... » !

L'argument développé repose sur un postulat, à savoir que France-Défi, qui rassemble 350 cabinets d'expertise-comptable et de « conseils aux entreprises », prétend toucher une clientèle de 150 000 entreprises françaises et tire de ce fait une compétence particulière à traiter de ce sujet et à pouvoir, en conséquence, affirmer, avec la même compétence suppose-t-on, que les entreprises souhaitent des cabinets rassemblant les compétences d'expertise comptable et du droit ! C'est là son propos central.

Les avocats français, et en particulier les cabinets d'avocats à vocation internationale (ACAVI), qui rassemblent l'essentiel du barreau d'affaires français, ne disposent pas de la possibilité de vérifier l'exactitude des chiffres avancés si complaisamment par France-Défi ; il leur suffit de rappeler qu'en matière de familiarité avec les entreprises - au demeurant pas seulement françaises, pas seulement des PME, mais également les très grandes entreprises et aussi les entreprises étrangères - leur propre expérience les met bien également en mesure et de connaître la vie de l'entreprise, et d'en connaître les besoins.

Ils sont également très familiers des grands cabinets internationaux dont l'exemple est invoqué à la rescousse, grands cabinets en effet anglo-saxons, et qui - contrairement à ce que France-Défi allègue - ne sont pas seulement des grands cabinets anglo-saxons d'avocats ; et ces grands cabinets coexistent aux Etats-Unis dans des secteurs d'activités qui, rigoureusement, excluent non pas la pluridisciplinarité, mais la confusion entre les activités du chiffre et celles du droit.

Considérons un instant le postulat du prétendu souhait des entreprises d'un rassemblement des « différentes compétences dont elles peuvent avoir besoin ». Pour être vraiment convaincante, cette assertion aurait pour le moins mérité d'être étayée par autre chose que par la conviction, certainement insuffisante et intéressée, de l'auteur. L'on remarquera que jusqu'à présent les intéressés dont il se fait l'interprète restent obstinément discrets.

Ce qui, au surplus, fait douter du sérieux de cette aventureuse allégation est qu'elle est précédée d'un préambule qui conteste le principe de la récente loi du 31 décembre 1990, et en particulier de son article 59 ; France-Défi qualifie cette disposition qui permet aux experts-comptables de « donner des consultations juridiques relevant de leur activité principale et rédiger des actes sous seing privé qui constituent l'accès direct de la prestation fournie » de principe de monopole du droit ; là encore, l'on s'étonne de la démesure, c'est le cas de le dire, de la polémique, et l'on peut même ajouter du mauvais procès que France-Défi fait à « certains professionnels du droit ». Car l'évidence est qu'en cet état du droit on est bien loin du monopole, notion économique mais aussi justement juridique témoignant d'une conception qui peut paraître déplorablement approximative ; surtout en droit des affaires...

L'on s'étonne surtout de voir se déployer un tel combat qui n'est même plus d'arrière-garde, et qui survient après une bataille définitivement réglée, et même, devrait-on dire, « perdue » si l'on s'en rapporte à la frustration dont témoigne France-Défi. Il est donc inexact de prétendre que les profession-

nels du droit revendiquent un monopole, puisque par définition la loi a consenti aux experts-comptables la possibilité d'agir à titre accessoire de leur activité principale dans les domaines du droit.

A cet égard, l'on peut bien, au demeurant, réciproquement penser que les entreprises trouveraient certainement très utile que les professionnels du droit puissent symétriquement, à titre accessoire de leurs activités juridiques, effectuer pour leur compte des prestations relevant de l'expertise comptable ; l'on s'aperçoit à cette occasion qu'en fait de monopole ce sont les experts-comptables qui, dans leur domaine, en jouissent.

Il reste que le propos essentiel de René Ricol de promouvoir la constitution de cabinets mêlant aux prestations d'expertise comptable des prestations juridiques, et ce à titre principal, relève d'une pétition de principe.

Cette question a en effet fait l'objet des récents et très sérieux débats menés en 1990 par la représentation nationale. Les « raisons » invoquées au soutien de cette prétention ont été débattues et rejetées pour de très sérieux motifs qui tiennent précisément à l'intérêt bien compris des « consommateurs du droit », qui doivent être garantis de la meilleure compétence de ceux qui donnent les prestations juridiques qui leur sont délivrées.

C'est cette nécessité qui a d'abord conduit à fuser les professions de conseil juridique et d'avocat, afin que soient réunies dans le nouvel homme juridique les compétences de l'expérience judiciaire : l'expérience du droit confrontée au feu judiciaire, et celles du conseil aux entreprises : l'expérience du droit confrontée à la vie intime des entreprises. C'est aussi l'évidente idée que seul un professionnel du droit est en mesure de juger si une question juridique relevant par exemple, comme l'écrit si légèrement M. Ricol, du « secrétariat juridique » est effectivement subalterne ou non.

La grave erreur en ce domaine est d'imaginer qu'il y ait a priori des questions simples alors que précisément la vie - et la vie des entreprises ! - permet toujours de supposer qu'il puisse en aller différemment.

La « simplicité » d'une question résulte d'un diagnostic et se fait a posteriori ; il ne peut donc être prononcé sérieusement que par un professionnel du droit. Ce n'est pas parce que la règle de droit s'appréhende dans un vocabulaire apparemment immédiatement assimilable par chacun qu'il peut être traité par chacun et encore moins maîtrisé.

Contrairement au credo de France-Défi, il n'existe pas tel corps de droit tout court - le « droit des affaires » (?!?) qui par exemple est cité, - mais un corps de règles inséré dans des ensembles plus vastes et que l'on ne peut comprendre et manier qu'en en maîtrisant la totalité.

L'évidence résultant du propos de notre « franco-challenger » est qu'il prêche dans l'ignorance de ce qu'est le droit et apporte lui-même la démonstration du danger à confier la prestation de services juridiques à des non-professionnels.

Est-ce enfin seulement un oubli de la part du représentant de France-Défi qui omet de mentionner que le principal et essentiel obstacle opposé à la confusion des prestations du chiffre et du droit est qu'elles sont contraires : les premières ont vocation d'établir la sincérité des comptes alors que les secondes forment les « outils » nécessaires des éléments de compte ; or il s'agit ici de les séparer rigoureusement, comme de séparer les compétences de leurs prestataires afin de garantir scrupuleusement l'authenticité des premières. C'est une question essentielle d'éthique et de santé de l'économie... des entreprises. De l'économie tout court. France-Défi semble compter pour rien cette question.

Ainsi n'existe-t-il pas de raisons pour, ceux-ci à peine votés, ébranler les principes et les règles adoptés par le Parlement.

S'il existe donc une querelle « à contre-courant », c'est bien celle que vient d'initier France-Défi, morte avant la (sa) lettre.

La guerre picrocholine n'aura pas lieu et cela devrait consoler M. Ricol.

► Charles Korman est membre de la commission législative de l'Association des cabinets d'avocats à vocation internationale (ACAVI).

LIBRAIRIE

Le Management
du troisième millénaire

de Michel Saloff-Coste

« Le thème de ce livre est la mutation. Nous passons de l'âge industriel et commercial à l'âge de la création et de la communication » : l'auteur analyse d'abord les dimensions technologiques, économiques, sociales et psychologiques de l'évolution de l'homme, il essaie ensuite de décrire un monde où les différentes cultures et les différents points de vue pourraient se rencontrer sans se détruire. La troisième partie propose des « outils pour changer » et pour faciliter la prise de décision des cadres et dirigeants des entreprises.

► Guy Trédaniel Editeur, Paris, 280 pages, 145 F.

Gestion
des ressources humaines :
l'Europe existe-t-elle ?

L'internationalisation de l'économie, la mise en place du marché unique et les bouleversements de l'Europe confrontent les responsables d'entreprise à des problèmes nouveaux, notamment dans le domaine des ressources humaines. La Revue française de gestion consacre un dossier à ce sujet. Sept spécialistes donnent leur avis sur la possibilité d'une gestion des ressources humaines au niveau européen, la situation suivant les pays, la gestion internationale des carrières, le recrutement, l'Europe multiculturelle et les blocages et dynamiques de l'Europe sociale.

► Revue française de gestion, n° 83, 114 pages, 90 F.

Sortir du chômage... ?

En cette période où le chômage ne recule pas, neuf chercheurs ont publié les communications faites lors d'un séminaire de travail consacré aux difficultés et aux conditions de sortie du chômage. Qui en sort ? Dans quelles conditions ? Un livre d'actualité, comme l'indique Odile Benoit-Guilbox dans sa préface : « Si les chercheurs américains ne s'impliquent plus guère dans des études sur le chômage, du fait d'un taux de chômage redescendu à moins de 5 %, les chercheurs français, eux, ont encore un bel avenir devant eux pour approfondir les problèmes du marché du travail, y compris ceux du chômage et plus encore celui du chômage de longue durée. »

► Dunod, 598 p., 90 F.

STAGES

Le service JOBSTAGE du
CDTE est désormais accessible
en tapant directement :
3615 LEMONDE.

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, liée en collaboration avec le MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 36-15 LEMONDE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F (129 F pour les adhérents de la MNEF).

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 45-46-16-20.

Gestion
Lieu : Clidby. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : SMIC mini. Profil : bac + 2 DUT gestion ou équivalent, notions comptables. Mission : inventurer puis analyser les flux physiques des emballages commerciaux liés aux transferts de produits vers l'extérieur et entre nos établissements. 11711.

Lieu : Lyon. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : Transports, repas + à définir. Profil : bac + 2, connaissances informatiques. Mission : élaboration cahier des charges de l'outil informatique de gestion de temps, élaboration d'un guide de choix de logiciels et de matériel. 11708.

Comptabilité
Lieu : Villeurbanne. Date : immédiat. Durée : 4 mois, embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, comptabilité, informatique, bureautique. Mission : saisie des écritures comptables sous logiciel CEGID, facturation, divers travaux comptables et administratifs. 12679.

Marketing
Lieu : Rueil-Malmaison. Date : immédiat. Durée : 1/2 mois. Ind. : à négocier sur base SMIC. Profil : bac + 3 ESCAE ou similaire, tableaux, si possible Symphonie. Mission : enquête de faisabilité avant lancement d'une activité service après-vente. 14027.

Lieu : Boulogne. Date : immédiat.

Durée : 2 à 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/3. Mission : assistant gestion, marketing direct-fichier, prise de R-V. et visites aux agences. 14030.

Lieu : Villeurbanne. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. BTS action co, connaissance PAO. Mission : commercial PAO (photographie, photo-composition), prospection clientèle, phoning/mailing. 14026.

Lieu : Limoux. Date : juin. Durée : 6 semaines. Ind. : à définir. Profil : bac, techniques commerciales. Mission : marketing téléphonique (études, mise en place, réalisation). 14021.

Lieu : France + Europe. Date : 15 août. Durée : 1 mois. Ind. : 1 500 F + frais. Profil : bac + 3/4, italien et/ou hollandais et/ou allemand. Mission : étude de notoriété et d'image à réaliser en milieu hospitalier. 14018.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 2 500 F + prime selon résultats. Profil : bac + 3/4, anglais, TTX. Mission : développement du secteur des expositions itinérantes : mise au point du catalogue, prospection, relance des contacts, relations presse. 14024.

Vente
Lieu : toute la France. Date : immédiat. Durée : 1/2 mois, toute l'année. Ind. : % sur ventes. Profil : bac + 2/4. Mission : manager, superviser une équipe de commerciaux, statut VRP. 16874.

Informatique
Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 6 mois, embauche possible. Ind. : très intéressante. Profil : bac + 2, BTS ou DUT électronique. Mission : technicien de maintenance. 17928.

Lieu : St-Maur-des-Fossés. Date : immédiat. Durée : contrat de qualification. Ind. : % du SMIC. Profil : bac. Mission : commercial. 17960.

Communication
Lieu : Lyon (aéroport). Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : transports, repas + à définir. Profil : bac + 2, marketing, communication. Mission : mise au point d'un livret d'accueil des « nouveaux occu-

pants » et d'un « Flash info occupants ». 18869.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois, temps partiel, embauche possible. Ind. : 2 500 F. Profil : bac + 2, secrétariat, machine à écrire, assistant(e) de la directrice de la communication. 18870.

Electronique

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac ou BEP ou CAP électronique, expérience en périphérie (télécopieur ou machine à dicter). Mission : assurer l'entretien et la maintenance des produits commerciaux par le département grande diffusion. 20673.

Lieu : Lyon. Date : septembre. Durée : 6 semaines. Ind. : transports, repas + à définir. Profil : bac + 2, science éco/po option « droit des affaires », DUT « droit ». Mission : mise au point de contrats de prestation de services, élaboration d'une charte des devoirs locaux/professionnels. 23587.

Lieu : Paris et RP. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, TTX soutenu. Mission : assister le responsable, gestion des dossiers juridiques civils et commerciaux. 23586.

Secrétariat
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2. Mission : secrétaire. 24839.

Lieu : Sacy. Date : immédiat. Durée : 6 mois min. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 2. Word 5. Mission : secrétaire/travaux administratifs. 24813.

Lieu : Montreuil. Date : immédiat. Durée : 6 mois min, embauche possible. Ind. : 10 000 à 12 000 F. Profil : bac + 2, anglais, espagnol. Mission : au sein de la direction commerciale, travaux de secrétariat, contacts téléphoniques, accueil visiteurs ou correspondants étrangers. 24866.

Lieu : St-Germain-en-Laye. Date : immédiat. Durée : 3 mois, 3 jours par semaine. Ind. : 2 000 F. Profil : bac, connaissances en bureautique. Mission : saisie fichiers sur Macintosh. 24881.

Autres

Lieu : Gonesse. Date : immédiat. Durée : 12 mois, contrat de qualification. Ind. : 70 % SMIC 3 ans, 7 000 F sur 9 mois. Profil : bac + 1/2. Mission : stagiaire chargé rayon, peut devenir chef de département, directeur de magasin. 25581.

Etranger

Lieu : Belbèze/Essonne. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, anglais-français, connaissances télécoms, équipements radio. Mission : représentant, délégué. 6001.

Lieu : Southampton/Grande-Bretagne. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : représentant-importateur dans le secteur outils de coupe. 6002.

Lieu : Londres/Grande-Bretagne. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, très bon niveau anglais. Mission : promoteur-construteur immobilier. 6003.

Et de nombreux autres stages sur le 3615 LEMONDE. Pour tous renseignements, contactez le CDTE au 47-35-43-43.

Le Monde
HEURES LOCALES

Le supplément consacré
à la vie et aux initiatives
des communes, départements
et régions

CHAQUE SAMEDI - daté DIMANCHE-LUNDI

مكتبة المجلد

Avancements

Le fil des réseaux

SUJET mythique s'il en est, les réseaux sont une particularité bien française, qui charrie le pire et le meilleur. Il y aura toujours d'ardents défenseurs de ce système élitiste en diable qui s'apparente, pour d'autres, au pouvoir sans visage d'une société secrète. Tout récemment, n'a-t-on pas interprété le déménagement à Bercy du ministère de l'Industrie comme la défaite du corps des X-Mines, désormais placé sous la coupe de son ennemi héréditaire, l'Inspection des finances? Mais ne dit-on pas, aussi, que les énarques sont maintenant en perte de vitesse, et pleurent leur grandeur perdue? Très nombreux dans les cabinets ministériels, ils ont été supplantés par les agrégés au sein du gouvernement.

Longtemps confondue avec l'histoire de la République, dans la haute fonction publique, l'influence des corps et des réseaux a progressivement atteint les entreprises, et pas seulement les nationalisées. Même s'ils répugnent à l'admettre officiellement, nombre de directeurs des ressources humaines doivent tenir compte de ce «non-dit» lors des procédures d'embauche de cadres dirigeants, selon que le patron ou que tel baron appartient à Centrale ou à HEC. La fraternité des grandes écoles se prolonge jusque dans les conseils d'administration.

NOUVELLES CONFRÈRES. En déclin pour certains, plus forts que jamais pour d'autres, les réseaux se sont surtout multipliés et, mieux encore, modernisés. Désormais, ils existent dans une version privée, à l'instar du modèle fourni par les anciens de Procter & Gamble qui, non seulement continuent tout au long de leur carrière à se référer à l'entreprise de leurs débuts, mais se sont organisés en association servant de centrale d'information. D'autres transfuges, venus de sociétés prestigieuses, ont, dans la foulée, créé l'équivalent des bureaux d'anciens élèves, et l'utilisent pour la suite de leur parcours professionnel. Depuis, le mouvement s'est étendu aux démissionnaires de sociétés de services qui se singularisent par un turn-over important et, parmi ceux-ci, aux consultants des cabinets d'audit. Des confrères nouvelles sont en train de naître.

S'inspirant de ces précédents à la réussite incontestable, un cabinet d'outplacement - pardon, de conseil en orientation de carrière - défend une thèse originale. Puisque les départs sont inévitables, pourquoi ne pas tenter d'en faire une affaire profitable, tant pour le cadre que pour son employeur? Aidé dans son transfert, nanti du label de l'entreprise qu'il quitte, le parant exportera partout l'excellente réputation de la société, qui y gagnera forcément en image et se constituera, ainsi, un réseau de bonnes relations. Là encore,

l'exemple de Procter prouve que l'on peut paradoxalement faire du marketing d'une bonne séparation.

Derrière ce qui n'est que la caricature d'un sport national, apparaissent donc les vrais motifs qui l'animent, le font perdurer et, parfois, le justifient. Quoi qu'il en dise, un chef de corps prestigieux détiend un pouvoir extrêmement puissant, par le biais de l'«écure» de jeunes dont il construit la carrière. Menée avec abnégation pendant des années, son action lui permettra de disposer de relais stratégiques dans l'appareil de l'Etat, voire dans les grands groupes. Une position qu'il pourra utiliser aux fins d'une politique industrielle de longue durée et dans ce qu'il suppose être l'intérêt supérieur de la France.

PRESTIGE PARTAGÉ. Mais un objectif corporatiste qui peut également l'amener à veiller avec une mesquinerie ombrageuse au rang occupé par ses protégés. La petite chronique de la haute fonction publique bruit de ces guerres de prestige où tel corps défend ses prérogatives, où la déchéance de l'un de ses membres rejaille sur l'ensemble. En vertu de ce principe, un «corpsard» ne saurait accepter pour lui-même une situation qui entraînerait un recul pour ses collègues.

Quant aux jeunes, on voit bien l'avantage qu'ils en tirent; ce mode de fonctionnement jouant, à capacités égales, le rôle d'un téléphérique pour les carrières.

Devenus les poulains choyés d'un projet collectif, ils iront de mission en poste, marquant des points pour eux et pour le corps. Mais ils devront être d'une soumission totale. «On peut refuser un poste une ou deux fois mais pas trois», reconnaît un de ces X-Mines promis à un grand avenir, et qui ne souhaite pas décevoir ses parrains.

Il faut aussi savoir que les entreprises, à leur tour, ne voient pas que des inconvénients à une telle organisation, qui leur échappe le plus souvent. Hommage indirect et inattendu: Claude Neuschwander, dans son livre intitulé *l'Acteur et le changement*, incite toutes les structures à développer des réseaux, par opposition aux cloisonnements hiérarchiques ou aux lenteurs bureaucratiques. Ceux qui constituent des réseaux, constate-t-il, sont des acteurs qui préparent le changement plutôt que des gens qui gèrent le quotidien.

Mais cette conception vertueuse et d'avenir ne pèse pas encore très lourd face à une pratique bien plus pragmatique et jamais exempte d'arrière-pensées. Quand des sociétés embauchent un diplômé de grande école, elles s'achètent en fait... un réseau. Un réseau très commode dans la vie des affaires.

Alain Lebeuvre

Des élites en clubs

Les annuaires des anciens de certaines grandes entreprises sont particulièrement prisés

CERTAINS se réunissent au Ritz pour parler d'œnologie, d'autres préfèrent inviter Jean-Claude Brialy à l'Espace Cardin. Si l'on en croit leurs responsables, les clubs constitués par les anciens salariés d'une même entreprise sont avant tout des lieux de grande convivialité.

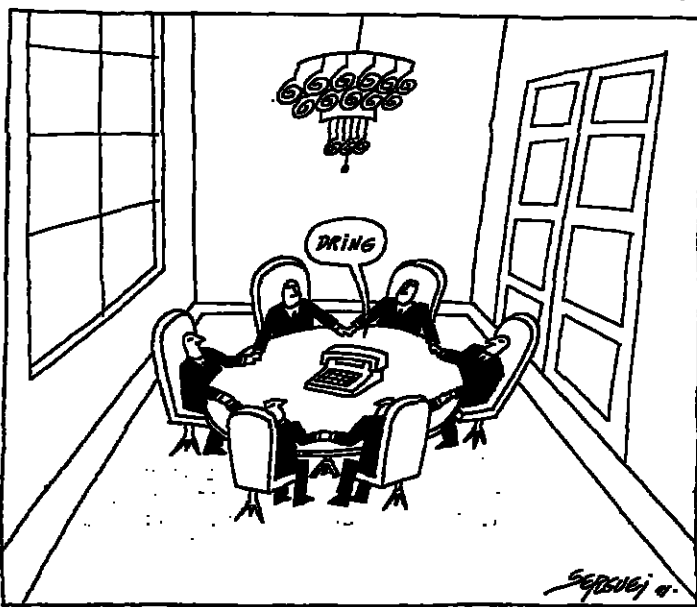
Y évoque-t-on parfois ses soucis personnels, ses problèmes d'emploi, «y penser presque toujours, n'en parler presque jamais» semble être une devise unanimement partagée. C'est que chez ces gens-là, Monsieur, on ne chôme pas! «Nous ne sommes pas une ANPE pour sidérurgistes lorrains», résume froidement le président d'un de ces clubs les plus en vogue.

Que les choses soient claires: les membres de Honorix (anciens de Rank Xerox), les quatre cents d'Unilever Club, les anciens de Procter & Gamble, le très secret Colgate Business club, ou le club Vendôme (IBM), récemment rebaptisé Vendôme business club, ont tous un point commun: le sentiment de faire partie de l'élite. Ne croise-t-on pas chez les anciens de Procter ou d'Unilever quelques PDG d'importants groupes de publicité? Les 320 membres d'Honorix ne côtoient-ils pas le dirigeant d'une importante firme d'ascenseurs... et même un député? Inutile, évidemment, d'y rechercher un ancien mauditionnaire ou une ancienne standardiste. Malgré leur culture, la plupart du temps anglo-saxonne, ces clubs ne sont ouverts qu'à une catégorie bien hexagonale, les cadres. Honorix se paie même le luxe de refuser les ingénieurs commerciaux.

Un membre de l'élite se trouve-t-il, malgré tout, en difficulté? Les chasseurs de tête ont les yeux de Chimène pour ce gibier de choix. Celui-ci n'est pas trop difficile à débusquer: en général, ces clubs ne répugnent pas à vendre leurs annuaires qui comportent adresses personnelles et professionnelles à ceux qui en font la demande. Seule exception, l'annuaire des anciens de Procter (370 membres) n'est pas distribué. Il est vrai que la secrétaire générale de l'Association, Mireille Bouisset, est elle-même spécialiste de l'approche directe.

REJETONS. Que fait-on dans ces clubs puisqu'on n'y parle pas d'emploi? On y discute business. «Ce n'est pas un machin philanthropique», prévient Michel Hick, président d'Honorix. «C'est une franc-maçonnerie d'aide au business», reconnaît Mireille Bouisset. Ça permet d'avoir un droit d'information professionnelle de téléphoner à un ancien confrère pour avoir les coordonnées d'un spécialiste de l'emballage alimentaire ou un avis éclairé sur le marché espagnol.

Que pensent les sociétés-mères de ces rejets qu'elles n'ont pas désirés, mais dont elles peuvent tirer une légitime fierté? «Après quelques années d'attentisme, les choses se réchauffent nettement. Au début, Procter était réticent et refusait de communiquer nos coordonnées aux salariés qui partaient. Puis ils se sont rendus compte que tous les anciens



«Proctériens» défendaient l'entreprise et que leur discours était bien plus crédible que celui de la maison-mère», analyse Mireille Bouisset. Malgré tout, la firme de Cincinnati ne passe jamais de publicité dans l'annuaire des anciens. «Le divorce n'altère pas l'amitié», commente-t-on sobrement chez Unilever, où l'on estime faire preuve d'une neutralité bienveillante à l'égard de ce club où le président en activité se rend d'ailleurs régulièrement.

Georges Boyer, DRH de Colgate, résume le dilemme des entreprises: «Nous ne sommes pas à l'origine du club, mais nous le soutenons car il est sympathique que des anciens de Colgate

cultivent des sentiments d'appartenance. Cela prouve que le label Colgate est bien vu car on ne peut pas faire un club d'anti, mais un club de pro. Malgré tout, je ne peux pas laisser dire qu'on est mieux dans le club que chez Colgate. Mon objectif de DRH n'est pas de recruter pour le club!»

SEDUCTION. Alors que rien ne ressemble plus à un produit Unilever qu'un produit Procter et Gamble, ces clubs d'anciens constituent un indéniable atout pour les entreprises dans leur tentative de séduction des jeunes diplômés. Quand les discours des responsables du recrutement sont,

par définition, sujets à caution, ces clubs prouvent mieux que toute autre démonstration qu'il existe une véritable culture d'entreprise et qu'un passage dans telle ou telle société constitue la meilleure des écoles. Que demander de plus? Il est significatif que même IBM, qui se vante de garder ses agents jusqu'à leur retraite, soutienne le club Vendôme, qui, par son existence même, apporte un bémol au discours officiel.

Pourtant, ces sociétés ont encore un réel progrès à faire pour se mettre au niveau des cabinets d'audits anglo-saxons. Chez Mc Kinsey, ou KPMG Peat-Marwick, plusieurs salariés sont officiellement chargés de garder des contacts avec les anciens en organisant le cocktail annuel, en leur envoyant les journaux internes, ou en publiant à peu près régulièrement l'annuaire. L'intérêt de ces cabinets est évident: leurs anciens auditeurs ou consultants sont généralement placés à des postes de hautes responsabilités et sont donc susceptibles de passer des contrats avec leur ancien employeur. L'organisation de KPMG Peat-Marwick ne laisse planer aucun doute: quand un auditeur quitte le cabinet, il doit systématiquement remplir une fiche comportant son adresse personnelle et sa future fonction. L'annuaire des anciens n'est même pas communiqué aux intéressés, mais il est soigneusement détenu par les seuls directeurs, et les personnels chargés de ce travail ne dépendent pas de la direction des ressources humaines, mais de celle du marketing.

F. L.

Privileges de « corpsards »

«Il n'y a pas de plates-bandes réservées» nous déclare M. André Giraud, ancien ministre

«VOUS avez été directeur du corps des Mines pendant plusieurs années. Mi-club privé, mi-office de placement, le fonctionnement du corps est très particulier. N'est-ce pas une spécificité bien française?

«Je n'ai jamais été directeur du corps des Mines. Disons que j'y ai eu une influence. Le corps dépend du ministre de l'Industrie qui, pour le placement des «corpsards», délègue sa responsabilité au conseil général des Mines. Depuis 1987, le vice-président en est Raymond Lévy, le président de Renault. En fait, c'est le chef du service du conseil général des Mines qui s'occupe de la carrière des mineurs, aidé en cela par le conseil des anciens. Un tel système n'est pas propre à l'Hexagone: les anciens de Harvard ou de Yale fonctionnent d'une façon assez comparable. Ce qui est spécifique, c'est que les membres du corps sont au service de l'Etat, au début tout au moins.

«Parcours initiatique et obligé où il faut avoir occupé tel ou tel poste, où le déroulement de carrière est pris en charge par un directeur de corps qui place ses gens selon une certaine stratégie, n'est-ce pas une véritable mafia?

«Contrairement à ce que vous semblez croire, il n'y a rien de systématique dans le déroulement de carrière des ingénieurs des Mines. Certains sont doués pour la recherche et on s'efforce de les envoyer dans un labora-

toire, par exemple au Commissariat à l'énergie atomique, où ils sont nombreux. D'autres, tentés par l'industrie, s'y orientent. D'autres encore suivent un plus long parcours administratif. La plus grande variété réside en fonction de la personnalité de chacun.

«Il y a tout de même des places réservées, des points de chute privilégiés?

«Ces jeunes gens ont tous un certain profil. Ils sont passés au crible du même tamis. Ils ont obtenu, au prix d'efforts et d'un travail intense, une formation coûteuse pour la République. Il est normal qu'elle les emploie au mieux de leurs capacités, dans leur intérêt certes, mais surtout dans celui de la nation. Je ne vois rien de scandaleux à cela. Là où il y a scandale, c'est quand le piston s'en mêle qui consiste à placer, parce qu'il a tel ou tel diplôme, quelqu'un à un poste qu'il n'est pas capable d'occuper brillamment. Cela peut se produire, mais honnêtement, beaucoup moins au corps des Mines que dans les circuits où sévit la politique. L'opinion publique et la presse ont non seulement le droit mais même le devoir de critiquer. Je ne trouve pas d'ailleurs qu'elle le fasse assez souvent.

«Vous avez voulu supprimer le classement de sortie de l'Ecole polytechnique. Etait-ce pour supprimer aussi l'école?

«Pas du tout. Mais depuis deux cents ans, l'ineptie du classement de sortie est démontrée par la réussite relative de chacun dans la vie professionnelle. Ce système est devenu néfaste et pernicieux pour les études à l'école. Pourquoi classer? Les corps peuvent bien décider seuls de leur mode de recrutement.

«Les «corpsards» sont-ils bien employés?

«Ils l'étaient. Quand ils étaient placés selon leurs compétences techniques et scientifiques. Il me semble que le corps des Mines n'a pas à rougir des services rendus au pays. Ce qui est préoccupant, c'est le développement des cabinets ministériels qui détruit l'administration stable pour laquelle notre pays était envié. Les ingénieurs des Mines y sont fréquemment nommés et cela n'est pas favorable à leur meilleur emploi. Ils étaient formés pour être des leaders scientifiques ou industriels bien plus que politiques.

«On dit que l'inspection des finances marche sur vos plates-bandes.

«Encore une fois, il n'y a pas de plates-bandes réservées. Le corps des Mines ne craint pas la compétition. Et l'intérêt général est qu'elle soit honnête.»

Propos recueillis par
Liliane Delwasse

La marque de fabrique

Les sociétés ont tout à gagner à donner une valeur ajoutée à leur personnel

«TOUS les gens qui quittent l'entreprise devraient être au top niveau de leur valeur ajoutée. Etrange discours que celui de Michel Romillat, directeur associé de Carrières Initiatives, qui a théorisé le «système Procter». Son idée: en rendant son personnel particulièrement performant sur le marché du travail, une entreprise peut valoriser sa propre image. Au point que les anciens de cette société peuvent se targuer de cette «marque».

Son système repose sur des analogies entre la gestion des produits et la gestion des hommes. Pour lui, de même qu'on achète de la matière première, qu'on lui donne une valeur ajoutée pour vendre un produit fini, de même, en matière de gestion des flux humains, on «achète» un cadre lorsqu'on le recrute, on lui donne une valeur ajoutée en accroissant sa compétence pendant tout le temps qu'il passe dans l'entre-

prise, puis on le «vend» quand il quitte l'entreprise.

Il y a par exemple des postes de commerciaux où, à partir d'un certain âge, la situation n'est plus tenable. Selon la théorie de Michel Romillat, il faut alors soit recruter la personne sur un autre poste, soit, si ce n'est pas possible, «la repositionner à l'extérieur». De même qu'il existe un contrôle qualité et un service après-vente (SAV) pour les produits, de même il est normal, aux yeux de Michel Romillat, de se préoccuper de la même manière des salariés et donc de mettre en place l'équivalent du «SAV», à savoir l'outplacement. «Il faut, dit-il, que la qualité des salariés qui sortent d'une entreprise donne envie aux autres d'y entrer.»

AUDITS DE CARRIÈRE. Leinah Jacomy, DRH (directeur des ressources humaines) de la société de distribution Disco, qui a dû faire face à une réduction massive d'effectifs de 1985 à 1987, acquiesce à ce discours. «L'entre-

prise a l'obligation de donner cette valeur ajoutée, afin qu'au moment de la séparation, avec ce «plus-là», les salariés puissent se retrouver dans l'univers d'une autre entreprise. Quitte à ce qu'ils reviennent quelques années plus tard avec une autre valeur ajoutée.

Cette valeur ajoutée, on peut la donner en proposant aux salariés une formation et une progression de carrière... Pour aider les cadres de son entreprise à évoluer, Leinah Jacomy leur propose, depuis quelques années, des audits de carrière. «Les gens reviennent avec un projet: je veux alors les faire évoluer dans l'entreprise ou dans le groupe. Si je ne trouve pas de poste correspondant à ce projet, alors je peux les aider à le réaliser ailleurs par une opération d'outplacement, quitte à leur donner la formation nécessaire pour cela.»

Cette gestion des hommes a des retombées sur l'entreprise. Dans un monde économique où les sociétés sont sans cesse en

restructuration, il est important de savoir créer des relations de confiance, tant avec les salariés à l'intérieur de l'entreprise qu'avec les personnes susceptibles d'intégrer l'entreprise un jour ou l'autre. Or, constate Leinah Jacomy, «la manière dont on gère les hommes, cela se sait: les gens que nous plaçons à l'extérieur vont savoir qu'on a été correct avec eux; c'est un excellent service après-vente».

Reste que, souligne Michel Romillat, l'audit de carrière devrait aussi être effectué en cas de démission volontaire pour vérifier l'orientation choisie. «Car, explique-t-il, il arrive parfois qu'un cadre qui a été «chassé» ne corresponde pas au poste à pourvoir et, lorsque l'on sait que l'ex-directeur commercial de telle société n'a pas fait l'affaire, cela fait mauvais effet.»

Catherine Leroy

Avancements

Le filon des aînés

Pour changer d'orientation
les associations d'anciens peuvent être efficaces

Pour les anciens élèves de l'École nationale d'administration (ENA), dont la haute fonction publique a longtemps constitué le seul univers, le problème des carrières dans le privé est relativement nouveau. Une évolution, voire une révolution, s'est ainsi produite, conduisant le conseil d'administration des anciens élèves de l'ENA (AAEENA) à demander au gouvernement de mettre à sa disposition un énarque pour créer le service carrières.

Le but de ce service est d'aider au placement des anciens élèves à l'intérieur et à l'extérieur de l'administration. A l'intérieur, les énarques sont animés très tôt d'une volonté de changer le déroulement de leur carrière, notamment au cours de la période obligatoire de mobilité qu'ils accomplissent quatre ans après la sortie de l'école, dans une administration différente de celle de leur première affectation.

Et là, pas question de faire un mauvais choix, leur carrière future en dépend. Tous les moyens sont bons : appel à la solidarité des aînés, des camarades de promotion ou au responsable du service carrières, Jean-François de Martel. «Après quelques mois d'existence, le service carrières a accueilli cent quatre-vingt-trois anciens élèves - soit près de 5 % des effectifs en activité - avec une concentration proportionnellement plus forte dans la tranche d'âge des anciens élèves ayant dix à quinze ans d'ancienneté», note Jean-François de Martel. Résultat : quelque quarante personnes qui se sont adressées à ce service ont changé d'emploi. Pour quinze d'entre elles, son rôle a été déterminant.

Elite. Quant aux anciens de l'ENA qui optent pour le secteur privé, ils constituent un terrain privilégié pour les spécialistes du recrutement. Ainsi, Michel de Guillemin, conseiller d'Etat et avocat à la cour de Paris, a-t-il été «chassé» par un cabinet d'avocats étrangers. Refus de l'intéressé, entré depuis dans un important cabinet français. Selon lui, le réseau d'entraide est une réalité permanente, les appels politiques ne doivent pas être négligés. L'annuaire des anciens élèves est une bible, et le téléphone, un instrument de travail précieux.

Du côté de Polytechnique, la gestion des carrières suit un chemin assez semblable. «Un bureau des carrières aide les anciens camarades à retrouver un travail, s'ils l'ont perdu, ou à changer de voie en cas de difficulté, en se servant notamment des offres émanant d'entreprises ou de cabinets de recrutement», explique Jean Connault, son responsable. Nous publions également des demandes

d'emploi émanant de polytechniciens, et les entreprises ou les cabinets de recrutement intéressés nous contactent alors.

D'ailleurs, certains secteurs comme les banques ou les assurances font souvent appel à d'anciens élèves recherchés pour leur connaissance en mathématiques. Certains «X», évidemment, accomplissent une carrière brillante sans avoir recours à un quelconque réseau. Tel est le cas de Xavier Barrois qui, à trente-deux ans, assume la responsabilité des études informatiques à Abellie Assurance du groupe Victoire. «Il n'y a eu aucune intervention dans ma carrière, note-t-il, ce qui n'empêche nullement de reconnaître les avantages d'un réseau de relations, surtout au moment de décider de choix stratégiques».

En règle générale, c'est après avoir accompli la scolarité à Polytechnique et à l'école d'application que les «X» se retrouvent et usent de leurs relations. Les «corpsards» réputés les plus brillants qui ont fait l'école des mines ou les Ponts et Chaussées ont institué le dîner mensuel qui leur permet de se rencontrer. Conscients d'appartenir à une élite, les cinq cents «mineurs», dont deux cent cinquante en activité, se connaissent tous. Les anciens des Ponts et Chaussées sont eux aussi regroupés en association, dont François Bosqui tient les commandes du service des carrières. «La majorité des personnes qui me rendent visite, déclare-t-il, font partie de l'administration et souhaitent la quitter. Je crée ou je facilite leurs contacts en organisant des réunions où des anciens bien placés discutent avec les plus jeunes, ou je répercute des offres en faisant appel à mon réseau de relations personnelles».

Des exemples. François Bosqui en donne quelques-uns : «Un ingénieur des Ponts, responsable d'exploitation dans un port, travaille comme directeur industriel à Plastic Omnium. D'autres préfèrent passer au secteur para-public. Un ingénieur des Ponts, responsable d'arrondissement dans une direction départementale de l'équipement, a ainsi rejoint une société concessionnaire d'autoroute».

Preuve que l'essentiel de l'activité de ces associations est le passage au privé : elles ont intégré le «groupe des seize», qui réunit l'ensemble des services carrières des associations d'anciens élèves des grandes écoles.

Jean-Marie Schiano

«P

OURQUOI changeons-nous le système ? C'est la règle du jeu ! Qu'ils soient frais émoulus de l'ENA, de Centrale ou de Polytechnique, les jeunes diplômés qui choisissent d'entrer dans l'administration par la grande porte sacrifient volontiers, depuis des générations, aux rites, devoirs et obligations des corps prestigieux de l'Etat qu'ils intègrent : Mines, Ponts et Chaussées, Inspection des finances, Cour des comptes...

La règle de conduite qui s'impose à toute jeune recrue est d'autant plus facile à préserver que, les promotions étant numériquement faibles, les brebis faisant montre d'indépendance sont aisément cernables. A peine une dizaine de personnes intègrent, par exemple, chaque année, le corps des Mines ou celui de l'Inspection des finances, une vingtaine, le corps des Ponts. Au total, ces corps regroupent de trois cent cinquante à cinq cents membres en comptant les retraités, un petit millier pour les plus nombreux, tous issus de la fine fleur du système scolaire français.

De là à confirmer l'existence de

réseaux irriguant, tant la haute administration que les strates dirigeantes des grandes entreprises publiques et privées, il y a un pas que certaines «maisons» franchissent mieux que d'autres. Ainsi les recrues des corps techniques (Mines, Ponts, Télécoms) reconnaissent se couler sans difficulté dans un système jugé particulièrement «efficace». Un système qui présente, de surcroît, l'avantage de n'oublier personne en chemin : au moment de la recherche d'un emploi, l'appartenance au corps se révèle souvent plus porteuse que la valeur professionnelle des individus... présumée excellente.

Dirigistes. Dès le départ, ces jeunes diplômés se voient proposer par les responsables du corps, en association avec les directions du personnel des ministères concernés (industrie, équipement, PTT...), des missions à fortes responsabilités : «On n'a pas vraiment le choix de refuser, reconnaît l'un d'eux, mais comme le poste est très intéressant, on reste». Ensuite, les voies divergent. Certains régimes, et en particulier le corps des Mines, ont la réputation de se montrer «dirigistes, voire autoritaires» vis-à-vis de leurs membres en leur offrant

«des postes sur un plateau». Néanmoins, ces derniers ne s'en plaignent pas, dans la mesure où ils ont ainsi l'assurance d'avoir un déroulement de carrière à forte valeur ajoutée. Le parcours d'Aline Laveyron (X-Mines), la trentaine, qui vient de remplacer Jacques Attali auprès de François Mitterrand, est à cet égard exemplaire.

Les fonctionnaires issus de ces corps qui sont candidats au départ dans le secteur privé n'ont pas trop d'inquiétudes. Tandis que l'administration ferme les yeux - elle ne dispose, de toute façon, pas des postes nécessaires pour garder tout le monde dans son giron - les associations d'anciens élèves ingénieurs constituent d'efficaces passerelles vers le monde de l'entreprise. C'est ainsi que se constituent autour des grands patrons de l'industrie, eux-mêmes issus de ces grands corps de l'Etat, des équipes formées dans le même creuset.

D'autres jeunes recrues de la haute administration minimisent, en revanche, la réalité de leurs corps d'origine, à commencer par ceux issus de l'ENA : administrateurs civils, inspecteurs des finances, membres de la préfecture.

Alors que leur désir de faire carrière est sans doute plus affirmé que chez leurs collègues issus des écoles d'ingénieurs, le parcours des anciens élèves de l'ENA ne fait pas l'objet d'une attention aussi soutenue de la part de leur corps d'origine. «Le fait d'être inscrit à l'annuaire et de pouvoir rencontrer les fonctionnaires des promotions précédentes ne joue pas un grand rôle dans la carrière», constate ce haut fonctionnaire du ministère des finances. A l'inverse, «ceux qui ont réussi se désintéressent de leur corps d'origine», relève, pour sa part, cet administrateur civil du ministère de l'éducation nationale.

Ce qui n'empêche pas nombre d'anciens élèves de l'ENA de souhaiter, en leur for intérieur, une amélioration de l'«efficacité» de leur corps d'origine. Ne serait-ce que pour combler le grand déficit de gestion des ressources humaines des ministères dans lesquels ils officient (intérieur et finances). Une façon de concilier le désir individualiste de faire carrière avec le service de l'Etat.

Valérie Devillechabrolle

Le pouvoir des parrains

Les élèves des grandes écoles n'ont pas de souci à se faire pour leur carrière.
Leurs prédécesseurs veillent

Les DRH et la loi du silence

Pour les responsables du recrutement, l'activité des réseaux est un sujet tabou

«C'EST une question délicate...», «un terrain glissant...», «je préfère ne pas me mouiller...», «il est difficile de savoir si les grandes entreprises françaises subissent la pression des réseaux des grandes écoles».

Les DRH, comme ceux de l'Aérospatiale ou de Pechiney, préfèrent se taire... Pourtant, selon Bénédicte Bertin-Mourou, et Michel Bauer, chercheurs au CNRS et auteurs d'un ouvrage intitulé *Les 200 : comment devient-on un grand patron ?* (1), à l'Aérospatiale, par exemple, l'essentiel de «l'équipe dirigeante élargie» est issue «des grands corps de l'Etat ou des cabinets ministériels». Alors, pourquoi ce silence gêné ? «Un DRH ne peut évidemment pas prendre le risque d'avouer que son entreprise est le fruit d'une école car cela provoquerait un effet de rejet auprès des diplômés d'autres écoles», explique un consultant en ressources humaines.

«La pression des grandes écoles touche toutes les entreprises, assure Bénédicte Bertin-Mourou. Le corps des Mines, notamment, est très organisé et n'aime pas perdre un bastion. Chez Elf et CFP (Total), par exemple, on les postes de dirigeants reviennent traditionnellement à deux PDG qui n'en faisaient pas partie à été très mal perçus. Les anciens des Mines ont écrit une note interne pour exprimer leur inquiétude».

Diversité. Retrouve-t-on ce schéma pour les autres grandes écoles ? Selon Bernard Galambaud, professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, leurs réseaux constituent tout au plus «un moyen d'information privilégié. On n'a pas passé des années ensemble pour ne pas s'aimer ensuite». Les anciens de Centrale utilisent bien l'expression de «communauté centralienne» dans des communiqués officiels.

Les seules entreprises qui acceptent de répondre à visage

découvert affirment ne pas subir de pressions. Airbus Industrie, par exemple, explique que «s'il y avait un effet réseau, il serait fortement diminué, puisque nos recrutements sont internationaux». Chez Rhône-Poulenc, c'est la diversité des métiers, et donc des recrutements, qui neutralise d'éventuelles pressions. «Sur les six mille cadres que compte le groupe en France, 4 % proviennent de l'Ecole de chimie de Lyon, précise André Ricard, responsable du recrutement et de la formation des cadres. Les autres écoles n'atteignent en moyenne que 1 %». Ce ne fut pas toujours le cas. «Il y a quinze ou vingt ans, beaucoup venaient de l'Ecole de chimie de Lyon. Il y avait à cela une raison historique : notre groupe est d'origine lyonnaise. Un certain nombre d'entre eux sont arrivés à des postes à responsabilité. Mais le phénomène s'est complètement estompé». Aujourd'hui, aucun des six membres du comité exécutif ne sort de la même école.

Pour Bernard Mella, président de la Fédération européenne pour la direction du personnel, ancien DRH d'Otis, Michelin et Casino, le privé, par définition, ne peut pas vraiment être la cible de lobbies. «La compétence et les résultats sont les seules mesures véritables».

A l'intérieur des entreprises, ceux qui sortent du même «moule» formeraient tout au plus un groupe complice. «Un jeune est très content de pouvoir tutoyer un ancien. Ce qu'ils ne font pas en public. Mais chacun sait bien que cela joue un rôle. Une fraternité cependant conditionnelle. «Si le jeune ne se montre pas à la hauteur, le cordon ombilical est coupé sans pitié», assure Bernard Mella. Bénédicte Bertin-Mourou, n'en est pas du tout convaincue. «Dans les grands corps, il y a des mauvais qui restent, ou bien on leur trouve ailleurs un placard doré. On n'abandonne pas comme ça ses petits...».

F. A.

L'étonnement américain

WALL STREET, c'est un peu l'exception à la règle, comme si c'était une formule magique, «une promotion à l'X», «Je suis HEC». «Vous ne verrez jamais un cadre américain y attacher autant d'importance. Vous n'attendrez pas «Je suis un Harvard ou un Stanford», mais plutôt «Je dirige telle compagnie, je possède tant de stock-options».

«Cela n'existe pas et en plus c'est très mal vu aux Etats-Unis», explique Ludo van der Heyden, aujourd'hui doyen de l'INSEAD. Belge de naissance mais Américain d'adoption, il fait son doctorat à Yale, part enseigner à Harvard, puis retourne à Yale, chargé de cours de production et de recherche opérationnelle. «Les grandes écoles privées américaines vivent des dons de leurs anciens. Toute une vie s'organise autour de ce phénomène : des fêtes, des compétitions sportives, des journaux. Les familles sont évidemment invitées. C'est une fraternité». Une forme d'entraide ? Bien sûr, mais limitée au réseau de recrutement, «surtout pour le premier emploi, après il y a compétition».

Ludo van der Heyden est étonné de la manière dont se présentent certains cadres

supérieurs français qui spécifient, comme si c'était une formule magique, «une promotion à l'X», «Je suis HEC». «Vous ne verrez jamais un cadre américain y attacher autant d'importance. Vous n'attendrez pas «Je suis un Harvard ou un Stanford», mais plutôt «Je dirige telle compagnie, je possède tant de stock-options».

La compétitivité entre les écoles américaines explique en partie ce trait tiré sur le passé académique. «Un responsable du personnel aux Etats-Unis ne pourra pas justifier son recrutement en disant simplement : c'est un Harvard. Car les chefs de département de l'entreprise pourront immédiatement lui objecter : un Harvard ? Mais pourquoi pas un MIT (Massachusetts Institute of Technology) ou un Kellogg ? En France, il y a vraiment quelques très grandes écoles qui se détachent du peloton. La compétition est donc moins serrée».

ETAT. Un paradoxe d'ailleurs aux yeux des observateurs américains que cet attachement de la France, modèle de démocratie, à ses élites. L'ENA apparaît comme un phénomène typiquement hexagonal qu'on ne trouve pas ailleurs, ni en Belgique, ni en Hollande, ni en

Allemagne. «C'est vraiment le prestige de la fonction publique française, notre Kennedy School of government n'a rien de comparable. Elle forme certes des politiciens mais aussi des lobbyistes. Il n'y a pas un tel attachement au profil du haut fonctionnaire».

«Il y a un indice révélateur, raconte Ludo van der Heyden. Quand un nouveau président est élu à la Maison Blanche, la majorité des hauts fonctionnaires ne restent pas en place. En France je crois qu'on dit, il n'est pas, que les ministres passent mais que les fonctionnaires restent». La véritable problématique, c'est finalement l'égalité des chances au départ. «Je pense», renchérit le doyen de l'INSEAD, que les Etats-Unis sont sur cette voie, surtout depuis l'instauration de «l'Equal Opportunity» après la guerre, qui ouvre les universités et les grandes écoles à tous. La question financière - les écoles américaines sont chères - ne serait plus un problème. «Vous avez beaucoup de bourses et des prêts faciles à obtenir».

Mario-Béatrice Boudet

L'influence de l'étranger

A mesure que les entreprises s'internationalisent, les diplômés perdent de leur superbe

«DEPUIS que les entreprises françaises se marient en Europe et dans le monde, les réseaux traditionnels français fondés sur le diplôme sont en train de perdre de leur importance» : pour Maurice Dommenath, ancien directeur de la CEGOS et ancien «X», les «hors réseaux» ont de beaux jours devant eux.

Il en veut pour preuve une enquête qu'il vient de consacrer aux «secrets de la réussite de l'entreprise en Allemagne» (1). Un ouvrage dans lequel sont analysés, à travers l'exemple de vingt-cinq entreprises franco-allemandes, les différents comportements en matière de management. «En Allemagne, précise Maurice Dommenath, le diplôme «joue» en début de carrière, puis est progressivement gommé au profit de la compétence. Chez notre voisin, un étranger non diplômé d'une grande école peut devenir président de Volkswagen. En France, il est encore inconcevable que le président du Crédit lyonnais ou des AGF ne soit pas issu d'un grand corps».

Pour Octave Gélié, président d'honneur de la même CEGOS et ancien élève de l'Ecole des mines, «l'arrogance des grands corps, réseau homogène et imperméable

monopolisant la réflexion de manière caricaturale, à la grande stupefaction des étrangers, a tendance à croire au fur et à mesure que l'Etat se renforce. Elle décroît, en revanche, dès que le «moins d'Etat joue».

Que conseiller à un dirigeant hors réseau ? «Ne pas se positionner là où les réseaux liés à l'Etat dominent et où le risque de rejet est grand», répond Octave Gélié, et «opter pour les grands groupes du secteur privé ou semi-public au sens le plus large. Les firmes internationales telles que IBM ou Sony France, les grandes SSII qui n'ont pas la culture «grand corps» sont d'excellents tremplins sans même avoir à s'expliquer».

MIXAGE. Les cabinets de recrutement de dirigeants de haut niveau sont devenus de bons indicateurs d'une tendance à la diminution de l'influence des réseaux. A tout le moins dans l'Hexagone. Ils dénoncent aujourd'hui avec virulence les qualités des hidalgoes que leurs clients cherchaient désespérément à recruter il y a peu.

«Ne pas être «mineur» chez Elf peut être tragique, dit Claude La Santé, du cabinet du même nom. Chez les pétroliers, il s'agit bien de recrutement à l'identité et de reproduction biologique. Mais se dessine dans plusieurs grands

groupes une volonté de sortir du ghetto par une stratégie de mélange des compétences. Toute la difficulté est que la grille réussisse dans des entreprises où la cooptation a été pratiquée jusqu'à son paroxysme».

Pour un «électron libre», comme il est dit quelquefois, tourbillonnant dans une population que l'on estime à cinq mille personnes en France, fine fleur de l'établissement industriel et bancaire, «un seul réseau ne saurait suffire». C'est ce qu'estime Every de Rochecrouart, du cabinet Korn et Ferry. D'où l'importance, selon lui, de «les croiser. De se placer à un confluent qui peut être politique, culturel, voire sportif. De pratiquer un marketing personnel. De quitter le cocon vers des grandes PME avides de compétence. D'acquiescer des formations complémentaires de haut niveau - un MBA, le CPA - qui peuvent être d'un grand secours».

«Alors que le business s'internationalise, que l'on recherche des managers internationaux, je constate que les entreprises se méfient de plus en plus des corps, poursuit Every de Rochecrouart. Il y a dix ans, on ne vivait jamais un «X». Aujourd'hui, oui».

Jean Macqueno

(1) A paraître aux Editions Economica.

UN DEA D'ETUDES
A L'UNIVERSITE

Université Paris-VIII

93526 Saint-Denis

93526 Saint-Denis

93526 Saint-Denis

93526 Saint-Denis

parrains

Les acrobates du bâtiment

Les architectures sophistiquées ont entraîné la création d'un métier dangereux que la législation n'avait pas prévu

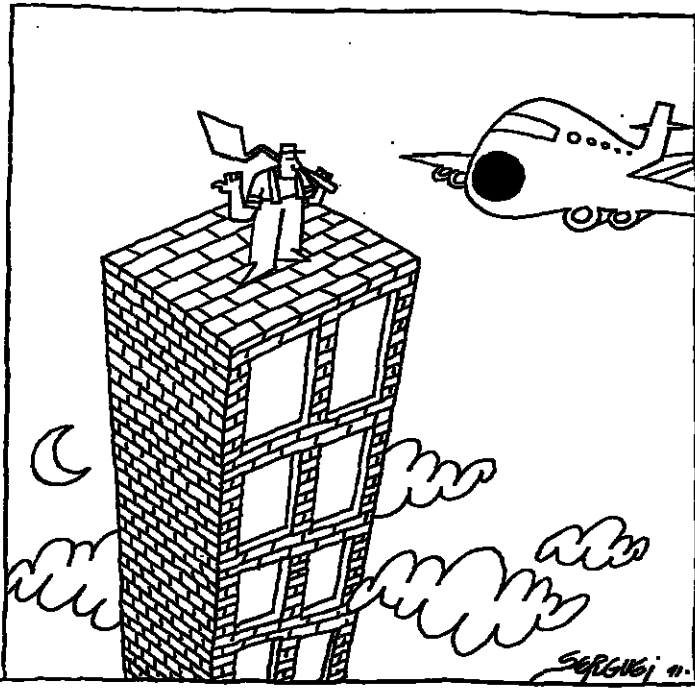
UN jour peut-être il marchera sur un nuage. Tout du moins sur celui tendu entre les piliers de l'Arche de la Défense. Mais aujourd'hui c'est à la paroi sud du cube que Pascal s'attaque. Les pieds dans le vide, harnaché de cordes et bandier sur le ventre, avec trois collègues de l'entreprise Versant, il lave les vitres, solidement bloqué par des crochets insérés dans les rainures du mur. Trente mètres plus bas, les passants lèvent la tête pour saluer la performance des acrobates.

Pascal, « falsiste » passionné de Marseille, est un professionnel des travaux acrobatiques. Un métier qui conjugue les techniques du bâtiment et celles de l'escalade, voire de la spéléologie. Il est pratiqué le plus souvent par des guides de haute montagne qui trouvent là une reconversion ou un complément de salaire, ou bien par des professionnels du bâtiment, comme de la grimpes. Une cinquantaine de sociétés se partagent ce marché en pleine croissance, dont le chiffre d'affaires atteint environ 300 millions de francs : du nettoyage de surfaces difficiles d'accès comme l'Arche, de verrières comme celles du CNIT ou de la Pyramide du Louvre, à la restauration des cathédrales. Ces sociétés peuvent aussi corriger des structures métalliques déformées dans un mur de béton, filmer en vidéo pour un assureur une avarie sur un toit ou encore vérifier l'étanchéité d'une immeuble de verre.

Mais la part la plus importante du chiffre d'affaires de la profession provient des interventions en travaux publics. La société Can, par exemple, s'est spécialisée dans la protection contre les risques naturels : stabilisation des parois rocheuses, pose de barrière ou filets contre les chutes de pierres, les avalanches, etc. D'autres se diversifient dans des activités plus artistiques comme l'entretien de bâtiments. Le Pont-Neuf, l'Arc de triomphe, c'était eux. La société Etair, par exemple, spécialisée dans la réfection des HLM, a « emballé », en 1989, pour le conseil régional d'Ile-de-France, l'aéroport de Roissy de drapeaux du monde entier.

ENTORSES. De tout temps, les hommes ont escaladé les falaises pour pousser des blocs instables, tandis que les plombiers se penchaient à une corde à nœuds le long des tuyaux. Mais cette activité est devenue un métier à part entière, avec la multiplication des édifices élevés. Au début, on se passait très bien des acrobates. « Les bâtiments étaient laissés en l'état sans entretien », relève Yannick Ben Friha, PDG et cofondateur avec Jean-René Jaleau de la société Versant. Nous avons créé le marché grâce à une intervention rapide sur des lieux inaccessibles aux nacelles ou aux échafaudages, ou dont l'installation reviendrait trop cher pour un chantier de courte durée.

De nombreuses petites sociétés, dont la plupart n'emploient qu'un seul salarié, ont cru fleurir la poule aux œufs d'or. En se lançant dans la course sans avoir toujours la compétence et les moyens de



leurs ambitions. Conséquence : une concurrence effrénée sur les prix, bien souvent au détriment des conditions de sécurité et des salaires des grimpesurs, et avec mal d'ententes à la législation du travail, avec recours à des sous-traitants. Certains employeurs, plus responsables, ont préféré salarier tout le personnel et imposer des règles de sécurité strictes. C'est le cas de Versant, qui compte vingt employés à temps plein. Les salaires varient entre 15 000 et 20 000 francs brut par mois, selon la difficulté du chantier, avec tickets repas et primes. « Nous nous sommes redressés l'image du bâtiment », espère Yannick Ben Friha.

La société Can, quant à elle, emploie cinquante-cinq permanents, dont certains travaillent en Martinique, à la Réunion et en Suisse. L'entreprise souhaite privilégier l'exportation car « les prix pratiqués en France sont trop bas et ne nous permettent pas de travailler dans de bonnes conditions », constate son PDG Michel Richard. Salaire de grimpesur : 8 500 à 15 000 francs brut par mois. Quatre à six mois par an, il fait appel à une vingtaine d'indépendants, guides ou moniteurs de ski, pour faire face à une surcharge de travail, mais il exige d'eux « l'application des mêmes règles de sécurité que pour les salariés ».

DÉROGATION. Ces précautions sont bienvenues au moment où, constatant une « dérive », l'inspection du travail durcit ses positions. Car la profession se heurte à un obstacle majeur : l'illégalité. Un décret de 1965 du code du travail prévoit en effet que pour tout chantier en hauteur d'une durée de plus de vingt-quatre heures, des moyens collectifs de sécurité s'imposent. Or les alpinistes n'utilisent que des dispositifs individuels. Certaines entreprises s'astreignent à demander avant chaque ouverture de chantier une dérogation aux inspecteurs du travail, plan d'hygiène et de sécurité détaillé à l'appui. Elles tablent aussi sur leur

professionnalisme d'alpiniste. « La sécurité fait partie de notre vie, et de nos devis », plaide Yannick Ben Friha. On est toujours au moins deux sur un chantier. Chacun fait attention à l'autre. Tous les mois, nous nous réunissons pour discuter des problèmes et nous nous exerçons trois fois par an sur le viaduc d'Orsay. Nous voulons devenir une référence en matière de sécurité du bâtiment. Un inspecteur du travail qui opère sur ces chantiers reconnaît l'ambiguïté de la situation : « Auparavant, seuls des alpinistes travaillaient dans ce domaine. Des gens qui connaissent leur métier et possèdent un matériel adéquat. Cela pouvait quelquefois être toléré, car c'était plus sûr que certains échafaudages volants complètement délabrés et mal fixés. Maintenant nous

sommes devenus plus méfiants, car nous constatons que n'importe qui se lance dans ce métier et que l'on fait de plus en plus appel à eux pour des questions de coûts et de rapidité, alors que le travail pourrait être fait avec des échafaudages. Pour nous c'est la sécurité qui prime, pas le coût. » Cet inspecteur du travail reste très prudent quant à d'éventuelles avancées de la loi : « Il faudrait que la nature des travaux soit clairement définie. Jusqu'à présent, le ministère du travail nous a laissés nous débrouiller tous seuls. » C'est un problème qui nous inquiète, avoue-t-on au ministère. Nous ne souhaitons pas un développement anarchique comme c'est le cas aujourd'hui. En même temps, il faut bien reconnaître que dans certains cas, on ne peut pas faire autrement qu'utiliser ces alpinistes : la créativité des choix architecturaux n'a pas prévu l'installation de nacelles. Mais l'Europe va le prévoir. »

D'ici là, il faudra encore composer. « Mais s'il y avait un jour un accident mortel, ce serait l'arrêt total et immédiat », prévient l'inspecteur du travail. Les alpinistes le savent bien. C'est pourquoi le Syndicat national des entreprises de travaux acrobatiques (SNETAC), qui rassemble dix-sept sociétés et vient de créer une formation ouverte seulement aux jeunes sous contrat de qualification dans les entreprises adhérentes du syndicat, planche sur le dossier. « Nous prenons les devants, car nous ne voulons surtout pas que l'Etat impose une réglementation », souligne Michel Richard, qui est aussi président du SNETAC. Tandis que, de son côté, Yannick Ben Friha envisage de fonder un autre syndicat et multiplie les contacts avec les inspecteurs du travail. « Qu'on nous donne les limites, et nous dirons OK ! »

Francine Alziçevici

Les bonnes écoles allemandes

Selon l'INSEE, la supériorité économique de l'Allemagne s'explique notamment par son système de formation

UNE étude réalisée par l'INSEE à l'occasion d'un colloque organisé par le Sénat sur les performances économiques de la France et de l'Allemagne rappelle quelques données de base.

Première constatation : par rapport à l'Allemagne, la France ne souffre pas d'un déficit absolu de formations universitaires. Plus de 7 % des actifs français possèdent un diplôme universitaire (contre 6,7 % dans l'ancienne RFA), 7,7 % ont un bac + 2 (4,3 % outre-Rhin) et 11,2 % ont le bac, alors que 12,6 % des actifs allemands ont un diplôme d'un niveau équivalent.

En revanche, des différences fondamentales se manifestent au niveau des catégories de diplômés les moins élevées. Alors que 53,2 % des actifs allemands ont un diplôme nécessitant entre deux et trois années et demie de formation professionnelle, ce qui marque bien la prédominance de cette filière outre-Rhin, 27,4 % seulement des Français avaient un CAP ou un BEP en 1987. Conséquence tragique : les Français sans formation professionnelle sont environ deux fois plus nombreux que les Allemands (46 % contre 24 %).

SYNTHÈSE. L'INSEE propose une autre lecture - imputable - de la situation dans les deux pays : en Allemagne, les deux tiers des ouvriers et employés ont un diplôme, alors qu'ils sont moins de la moitié dans ce cas en France. La situation présente pourtant quelques inconvénients pour les ouvriers allemands : détenir un diplôme professionnel, remarquent les auteurs de l'étude, ne suffit pas à occuper un poste qualifié. En effet, 47 % des ouvriers considérés comme non qualifiés ou comme semi-qualifiés ont en réalité un diplôme professionnel.

Autre conséquence : ceux que

l'on considère en France comme des « bas niveaux de qualification » ont plus de chances de progresser qu'en Allemagne, où l'importance du statut de l'ouvrier professionnel gêne considérablement la carrière de ceux qui - peu nombreux, il est vrai - ne possèdent pas le fameux sésame. Ainsi, en France, la moitié des non-diplômés sont classés qualifiés (14 % en Allemagne) et les diplômés français ont de plus grandes possibilités d'être qualifiés (72 % d'entre eux) qu'en Allemagne (61 %).

Ces données fondamentales ont un impact direct sur les performances respectives des deux pays. Comme le note l'INSEE, « du côté de l'accumulation du capital, les différences entre les deux pays sont faibles : les taux d'investissement sont proches et obéissent aux mêmes lois de formation. Par contre, il existe un écart entre les niveaux technologiques des deux pays. (...) Le montant absolu des dépenses de recherches est plus élevé en Allemagne qu'en France. (...) Au-delà de l'effort de recherche d'un pays, sa capacité à valoriser les nouvelles technologies est déterminante : elle dépend crucialement du niveau de formation et de qualification de la population employée ».

Face à un tel constat, accroître les moyens pour la formation professionnelle serait vraisemblablement utile mais insuffisant. Les différences quantitatives entre la France et l'Allemagne en cachent d'autres, qualitatives, tout aussi fondamentales. Ce n'est pas un hasard si, en France, la qualification est, la plupart du temps, définie par rapport à une position occupée dans la hiérarchie des emplois, alors qu'outre-Rhin elle marque une nette référence à la formation professionnelle de l'individu. Tout un symbole !

Frédéric Lemaître

Le comédien et l'entreprise

Bruno Garcin vend ses talents aux sociétés en mal de communication interne

« POURQUOI mes bébés ne parlent pas ? » Les cadres de Baby Relax se souviennent de ce début de spectacle créé pour eux par Bruno Garcin, qui épinglait ainsi les problèmes de communication vécus par la hiérarchie de l'entreprise. Car depuis dix-huit mois, Bruno Garcin a décidé de proposer aux entreprises ses talents de comédien.

« Je ne suis qu'un gus. Mais je peux servir à mettre au jour certains blocages », explique Bruno Garcin. Ce comédien de quarante ans, qui avait débuté dans des rôles de jeune premier - il a notamment interprété à la télévision le Lucien de Rubempré des *Splendeurs et misères des courtisanes* de Balzac - a décidé de vendre ses qualités d'acteur aux entreprises.

Peut-être des diplômes de socio-

logie et de sciences économiques lui donnaient-ils un minimum de crédibilité et d'intelligence de ce milieu. Mais surtout, il comptait sur l'expérience acquise lors des spectacles qu'il avait écrits et joués pour réussir dans cette voie.

Et il est vrai que pour chacune de ses prestations il a créé un petit spectacle ou une série de sketches élaborés après de longs entretiens avec les personnes concernées.

« Je crois que spectacle et à l'humour, explique Bruno Garcin. Je n'ai pas la prétention de changer le comportement des gens mais de leur révéler leur fonctionnement. En évitant la complaisance et la méchanceté. » Une chose est sûre en tout cas : il les fait bien rire. C'est le souvenir que gardent la plupart de ceux qui ont recouru à ses services. « C'est un rire qui n'engrève pas. Mais en tout état de cause, il laisse un souvenir qui

reste », estime Frédéric Rozier, ancien responsable des ressources humaines d'Hutchinson, qui avait fait venir Bruno Garcin à Baby Relax et au Joint français.

CORROSE. Ses clients sont pour la plupart de grandes entreprises, comme Alcatel, Framatome, EDF ou Monoprix. Le centre EDF-GDF Services Asnières avait fait appel à Bruno Garcin dans un double but : actualiser l'étude d'image qui avait été réalisée en 1985, et mesurer la manière dont l'encadrement était capable de vivre les changements en cours dans l'entreprise. Bruno Garcin a réalisé deux spectacles présentés en deux jours à une centaine de personnes. « C'était plutôt corrosif pour la direction, c'est-à-dire pour ceux qui avaient passé la commande, se souvient Hubert Boutet, directeur du centre. Mais cela m'a permis de discuter de ces problèmes avec certains cadres. » Par ailleurs,

Hubert Boutet a demandé à Bruno Garcin de lui faire une synthèse des trois cents pages de notes griffonnées sur un cahier lors de ses entretiens avec les cadres. Une matière qui devrait largement valoir les études de certains consultants et rentabiliser l'investissement Garcin.

Car s'il est un reproche que ses clients sont d'accord pour faire à Bruno Garcin, c'est la cherté de ses prestations : plusieurs dizaines de milliers de francs par jour ! D'autant que ces opérations sont plutôt menées au coup par coup, entre le gadget et l'opération de communication interne. C'est le créneau déjà exploité par les downanalystes (le Monde du 6 avril 1989) qui depuis quelque temps jouent les fous du roi dans les colloques ou autres séminaires.

Françoise Chirot

de l'étranger

(Publicité)

UN DEA D'ÉTUDES EUROPÉENNES A L'UNIVERSITÉ PARIS-VIII

Directeur : Bernard CASSEN

Vous êtes titulaire d'une maîtrise de langues et civilisations étrangères, économie, droit, science politique, sociologie, lettres, arts, philosophie, et vous avez une bonne connaissance de deux langues étrangères.

Le DEA Mutation des sociétés et cultures en Europe sera le cadre de vos recherches historiques et contemporaines sur les évolutions dans la vie intellectuelle, l'histoire des idées, les courants esthétiques, la formation, le cadre de vie, les relations du travail, la place de la science et de la technologie, la communication, l'audiovisuel, la participation des citoyens, etc.

Réunion d'information avec les candidats : JEUDI 27 JUIN à 14 h 30, salle C 336.

Candidatures et informations : Mireille AZZOUG ou Bernard CASSEN, Études européennes. Tél. : 49-40-66-69 ou 49-40-66-70.

Université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis Cedex.

IIEMI
CENTRE DE MANAGEMENT AU AFFAIRES

LEA
LICENCE EUROPÉENNE DES AFFAIRES

3 ans de formation au management européen

MAÎTRISE
EN ADMINISTRATION DES AFFAIRES ET D'ÉCONOMIE

Paris - Coeur

ADMISSIONS :
1ère année : BAC
2ème année : BTS, DUT, DEUG
Licence ou diplômes étrangers équivalents

INFORMATION/ADMISSION
(1) 42 66 66 82

71, RUE DU FO SAINT-HONORE, 75008 PARIS

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S

3 ANS DE MANAGEMENT ET GESTION HOTELIERE INTERNATIONALE

COURS BILINGUES : Français - Anglais

Préparation au **DINH**

DIPLOME INTERNATIONAL DE MANAGEMENT HOTELIER

ADMISSIONS :
1ère année : BAC
2ème année : BTS, DUT, DEUG
Licence ou diplômes étrangers équivalents

INFORMATION/ADMISSION
(1) 42 66 66 82

71, RUE DU FO SAINT-HONORE, 75008 PARIS

UNIVERSITÉ Paris X

TROISIÈME CYCLE D'ÉTUDES URBAINES A L'UNIVERSITÉ DE PARIS X-NANTERRE

Pour comprendre les mécanismes du fait urbain, répondre aux problèmes posés par la ville et former des spécialistes de haut niveau, le cycle « urbanisme et aménagement » (URBAM) de l'Université Paris X-Nanterre propose deux filières :

■ **DESS « Aménagement et développement local »**
Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées - formation de niveau BAC + 5 à vocation professionnelle, destinée aux étudiants et aux praticiens de l'aménagement.

■ **DEA « Ville et société »**
Diplôme d'Études Approfondies - formation doctorale orientée vers la recherche fondamentale et offrant aux étudiants un espace de réflexion sur la ville, au carrefour de nombreuses disciplines.

INSCRIPTIONS : sur dossier et entretiens avec un jury.

RENSEIGNEMENTS :
Université de Paris X, Laboratoire de Géographie Urbaine, 200, avenue de la République, 92001 NANTERRE Cedex
Secrétariat : 40-97-71-10 et 40-97-73-68.

Responsable de la formation : Guy BURGEI.

URBAM

Directeur Général de la Chambre de Commerce de Tours

La Chambre de Commerce de Tours gère l'Ecole Supérieure de Commerce, un organisme de formation professionnelle, l'aéroport et une activité de conseil aux entreprises. Elle représente 170 personnes et un CA de 110 M de F en forte croissance. Elle recherche son nouveau Directeur Général. Rattaché au Président, dans le cadre d'un budget global, il devra :

- développer l'activité de l'Ecole Supérieure de Commerce de Tours
- européaniser les services de la Chambre • doter le département

d'outils d'aide économique. A 40 ans environ, de formation supérieure, vous êtes un développeur, un gestionnaire, un fin négociateur et vous l'avez prouvé à un poste de responsabilité dans le privé. Une expérience dans des secteurs tels que l'immobilier, l'aménagement serait un plus. Poste basé à Tours.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 1057/M, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
Un Département de Bernard Krief Consulting Group

UCPA
International

DIRECTEUR OPERATIONNEL

En 25 ans, notre idéal associatif nous a permis de faire partager à un nombre croissant de clients le plaisir des vacances sportives.

Avec nos 2 000 collaborateurs, nous gérons aujourd'hui plus de 90 centres en France. Nous avons des objectifs de croissance importants et venons de créer, sous forme de société anonyme, une structure internationale.

Sous l'autorité du conseil d'administration, vous aurez en charge le développement de nos activités à l'étranger : recherche et animation de partenaires, ouverture de centres, montage des dossiers, gestion budgétaire, études marketing... Vous conduirez une équipe légère qui s'appuiera sur nos structures centrales pour assurer le fonctionnement de cette activité.

De formation de type école de commerce, à 30 ans au moins, vous êtes un spécialiste du développement d'activités à l'international. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et si possible une autre langue européenne. Venez mettre votre dynamisme et vos convictions au service de nos valeurs en écrivant sous référence 14.32.01/LM à notre Conseil DROUOT-L'HERMINE CONSULTANTS - 33, rue de Miromesnil - 75008 PARIS.

DROUOT-L'HERMINE
CONSULTANTS

Paris TRADUCTEUR ANGLOPHONE

BANQUE DE FRANCE

Très régulièrement sollicité pour des études à vocation internationale, la Direction Générale des Etudes de la Banque de France souhaite renforcer son service de traduction et recherche un traducteur anglophone.

Intégré à une équipe de huit personnes, il aura pour missions principales : de traduire en anglais des documents de nature économique, financière, monétaire ou juridique ; de traduire des textes en français ; de participer à la réalisation d'une revue de presse étrangère et enfin d'assurer des interprétations consécutives.

Agé d'environ 25 à 30 ans, ce candidat maîtrise parfaitement l'anglais (qui doit être sa langue maternelle), le français et si possible, une troisième langue. Diplômé d'études supérieures spécialisées (E.S.I.T., I.S.T., I.S.T.L., etc.) et économiques effectuées dans un établissement de langue anglaise, il justifie également d'une expérience significative de la traduction dans une institution financière ou dans une organisation internationale.

Recruté au titre du "cadre latéral", il bénéficiera d'une rémunération motivante et de certains avantages Banque de France.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 373657 C à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
8, rue de Bani - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
SEKELUX DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

A.T. KEARNEY

recherche plusieurs

SENIOR CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU, EXPÉRIMENTÉS

• A.T. KEARNEY est un des trois premiers groupes de conseil en stratégie et management dans le monde avec 1 000 consultants dont 350 en Europe. Sa mission est d'aider les directions générales de grandes entreprises industrielles et de services à se développer et à améliorer rentabilité et compétitivité.

• A.T. KEARNEY recherche pour son bureau de Paris des candidats de haute valeur, diplômés des grandes écoles (X, Mines, Ponts et Chaussées, Centrale, Télécom, ENA, HEC, ESSEC...), avec une expérience réussie dans le conseil ou l'entreprise (industrie, services et banques...). Évidemment ces candidats devront avoir une excellente maîtrise de l'anglais et, si possible, de l'allemand.

Prière d'adresser votre candidature à A.T. Kearney,
48, rue Jacques-Dulud
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

DARTY

N°1 sur le marché de la TV, VIDEO, HiFi, ELECTROMENAGER,
recherche des

DIRECTEURS DE SAV

(PARIS - REGION PARISIENNE)

Directement rattachés au Directeur Général, vous serez chargés : • de la gestion de votre unité, • de l'animation et du management d'une équipe de 25 à 60 personnes, • de l'amélioration de la productivité dans un souci permanent du respect du client et de la qualité.

A 33 ans ou moins, vous avez une expérience réussie d'animation d'une équipe et/ou de gestion d'unité. Vous êtes avant tout un manager ayant le sens du dialogue. Vous avez de bonnes notions de gestion et un sens aigu du service clientèle. Vous êtes géographiquement mobile.

Si vous souhaitez une pleine autonomie et une possibilité d'évolution certaine, merci d'adresser votre lettre de motivation, CV, photo et prétentions à
CVN CONSEIL, 18 rue Joli Le Theule,
78180 ST QUENTIN EN YVELINES

36 15
IM

Exclusivité de représentation
EXPORT IMPORT - FRANCE - ALGERIE

FORMATION PROFESSIONNELLE

UNIVERSITE PARIS-XI

Formation permanente

FORMATIONS EN
COMPTABILITE

DECF

Durée : 25 novembre 1991 - 31 juin 1992
Rythme : 7 mois à temps plein (960 heures)
Public : Toute personne titulaire du BAC ou d'un titre admis en dispense

DECF

Durée : 14 octobre 1991 - 11 septembre 1992
Rythme : 10 mois à temps plein (1920 heures)
Public : Toute personne titulaire du DECF ou du BTS ou DUT ou autre titre reconnu en équivalence

DECF

Durée : 6 avril 1992 - 11 décembre 1992
Rythme : Cours de 18 à 20 h tous les soirs et les samedis matins
Public : Toute personne ayant le DECF ou un titre admis en dispense

AUTRES
FORMATIONS

**DROIT EUROPEEN
DES AFFAIRES**
(Diplôme Universitaire
de 3e cycle)

Durée : 4 nov. 1991 - 31 juillet 1992

Rythme : Temps plein (1030 h dont un mois et demi de stage pratique en entreprise)
Public : Toute personne titulaire d'un niveau BAC + 4 ou avec une expérience professionnelle

**ENSEIGNEMENTS
SACRÉS DE PROSE**
JEAN MONNET A SCEAUX
54 Boulevard Desgranges
92330 S. SAULY
Tél : 40 91 18 20

Une somme de talents... en Somme

Le Secrétaire Général d'un Syndicat Professionnel crée un poste d'Adjoint pour l'aider et lui succéder ultérieurement dans sa mission d'information, de conseil et de gestion auprès de l'ensemble des adhérents de sa région : législation sociale, logement, formation, médecine du travail, développement économique, transfert de technologies, etc...

Vous êtes jeune diplômé de l'enseignement supérieur (22 à 28 ans). Vous occupez un poste de gestion dans l'industrie ou dans un organisme au service des entreprises (banque, conseil, etc...) et vous manquez de liberté et d'autonomie.

Pour devenir Secrétaire Général, il vous faudra de l'ambition, des qualités d'adaptation, un très bon relationnel et une envie de travailler à 10 km de la mer... en Somme.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite et photo), sous la référence LM 5010, à
ELSE, chargé de ce recrutement.

33, rue de la Baume
75008 PARIS

Il nous manque encore une énergie, la vôtre !

Leader mondial (3 milliards de FF, 6000 personnes, 16 pays), dans le domaine des accumulateurs et des générateurs électrochimiques, nous recherchons pour notre activité accumulateurs portables un

CHEF DE PRODUIT CONFIRME

Nous vous confierons le développement des gammes d'accumulateurs pour les segments de marché liés à l'électronique, en particulier pour les applications TELECOM. Vos interlocuteurs sont les grands intégrateurs, de ce fait votre champ d'activité se situe à l'international sur les grands marchés (Europe, USA, Asie).

Vous agirez également comme support technique auprès de nos filiales.

Vous avez un esprit ouvert sur les marchés High Tech, vous avez acquis des compétences dans le maniement des outils marketing, sur des produits plutôt techniques. De formation supérieure, après une expérience de 3 à 5 ans, vous souhaitez prendre un nouveau challenge. Vous parlez anglais bien évidemment.

SAFT

Merci d'adresser votre résumé de carrière sous réf. AP3.17 au
Service Gestion des Carrières
Groupe SAFT - 57, rue de Villiers - 92523 NEUILLY cedex.

Lamy
P. A. Lutti

DIRECTEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Rattaché au Directeur Industriel, votre challenge sera de faire évoluer les produits qui font notre succès et de concevoir et mettre en œuvre ceux qui assureront notre développement futur.

Avec votre équipe de 3 spécialistes de haut niveau et en liaison constante avec le Marketing, la Production et les Fournisseurs de matières premières, vous initierez et mettrez en place une démarche homogène de Recherche et de Développement.

De formation supérieure agro-alimentaire, vous avez vécu dans ce secteur des expériences diversifiées dont celle de la Recherche et du Développement. Votre passion pour ce métier fait qu'au delà de votre indéniable compétence scientifique vous souhaitez organiser, communiquer, bref être un acteur reconnu dans l'entreprise.

Une bonne connaissance de l'anglais est un atout important.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV) à "CONSEIL RECRUTEMENT" - 229, rue Solferino - 59000 LILLE, sous la référence 991/LM.

Un très grand Groupe du secteur tertiaire
recherche pour son activité immobilière un

ORGANISATEUR

Votre formation MAGE ou équivalent, prolongée par une expérience de 3/4 ans dans l'informatique, vous a permis d'acquérir une solide maîtrise des environnements PC et AS/400 et de développer votre sens du relationnel.

Ces qualités vous seront indispensables pour prendre en charge :

- le recensement et l'analyse des besoins informatiques des utilisateurs

- le développement d'applications d'info-centre dédiées à cette activité
- le support de premier niveau pour les utilisateurs des systèmes d'information.

Directement responsable d'une personne de votre service, la qualité des contacts, nombreux et à haut niveau, que vous saurez établir vous permettra d'évoluer rapidement dans un domaine en pleine expansion.

Merci d'adresser votre candidature + C.V. détaillé + prétentions) sous réf. 802 à Austin Knight France - 8, rue Magellan 75008 Paris, qui transmettra.

Austin
Knight

INGENIEUR (INSA, ENAIS...) MANAGEZ UN CENTRE DE PROFIT

Société de services, filiale du Groupe ELF AQUITAINE, ESYS est l'un des leaders français en matière de gestion et maintenance d'équipements thermiques et climatiques.

En liaison directe avec le Directeur d'agence, vous avez la responsabilité complète d'un centre d'exploitation :

- **managériale** : encadrement et animation d'une équipe d'une vingtaine de personnes (techniciens et agents de maîtrise),
- **technique** : vous êtes responsable d'un ensemble d'installations,
- **commerciale** : interlocuteur privilégié de vos clients (habitat, industrie, tertiaire), vous maintenez et développez votre portefeuille d'affaires.

Nous vous voyons Ingénieur Grande Ecole disposant d'une première expérience dans le domaine du génie climatique. Vos qualités d'animateur seront essentielles pour réussir dans ce job varié qui vous assure une large autonomie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence IEM 42 à l'attention de Séverine DE CACQUERAY - ESYS - 73 Boulevard Haussmann 75008 PARIS.

Associations nos. énergies

GRENOBLE

ESYS

N 1 de l'évaluation et de l'expertise

INGENIEUR D'AFFAIRES COLLECTIVITES LOCALES

Pour sa Direction Régionale LYON Sud-Est

Vous occupez un POSTE DE DIRECTION DANS UNE COLLECTIVITÉ LOCALE, vous connaissez parfaitement le tissu des collectivités de la région, mais avant tout VOUS POSSEDEZ UN TEMPERAMENT DE BATTANT ET DE VENDEUR.

Votre dynamisme, votre sens relationnel et votre goût, joints à l'expérience de la négociation, font de vous l'homme de la situation pour développer localement notre nouveau département : GESTION DU PATRIMOINE DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET TERRITORIALES.

Rémunération attractive et motivante.

LIGHT

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 1640 M à notre conseil LIGHT, Mlle LANDY, Immeuble "le Volta", 17-19 rue Jeanne BRACONNIER, 92366 MEUDON LA FORET cedex.

La Banque de France recrute le personnel
de direction de ses services centraux
et de ses agences

ADJOINTS DE DIRECTION

Concours les 28 et 29 septembre 1991

Ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un 2^e cycle d'études supérieures ou du diplôme d'une grande école de niveau équivalent.

Inscriptions reçues du 24 juin au 6 août 1991.

Ce concours s'adresse aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) de nationalité française, âgés de moins de 27 ans au 1^{er} janvier 1991 (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires).

Renseignements et inscriptions : Banque de France - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours 31, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS Cedex 01 Tél. 42 92 40 17.

Aucun formulaire d'inscription ne pourra être adressé aux candidats, par voie postale, après le 31 juillet 1991.



RESPONSABLE D'UN CENTRE DE PROFIT Marketing produits industriels

Le groupe TROUVAY & CAUVIN (1700 personnes, 2 milliards de francs de chiffre d'affaires), solidement implanté en France et à l'étranger, a acquis une notoriété internationale reconnue dans la fabrication et le négoce de matériel industriel pour la maîtrise des fluides. Il recherche le futur directeur d'un département regroupant plusieurs lignes de produits, rattaché à la division robinetterie. Responsable d'un centre de profit, il sera basé à Asnières (92) et animera une équipe de 12 personnes (chefs de produits, secrétariat commercial). Il sera chargé de développer le département dont les produits sont commercialisés, en France et à l'étranger,

auprès d'une clientèle industrielle, par le réseau de vente de la division et par des distributeurs. Ce poste, qui a pour dimension principale le marketing industriel, s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, parlant couramment l'anglais, possédant une formation supérieure (ESC ou ingénieur) et une expérience significative dans la commercialisation de produits industriels. La connaissance de l'allemand constituerait un atout supplémentaire. Ecrire à G. MASSON en précisant la référence A/S8692M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.39.

TE

PA Consulting
Group
Creating Business Advantage

Nos hommes leurs

Groupe pharmaceutique international américain parmi les leaders, MARION MERRELL DOW s'appuie sur ses associés pour réaliser ses objectifs ambitieux. Filiale du groupe en France, MERRELL DOW FRANCE S.A. (1 Milliard de C.A.) recherche pour son unité de production de LIMAY à 50 kms à l'ouest de Paris dans les Yvelines :

ASSISTANT RESSOURCES HUMAINES

Votre profil : diplômé(e) Grande Ecole ou 3^{ème} cycle universitaire.

Vos atouts : - Le désir de mettre en œuvre votre formation (débutant ou première expérience).

- Le goût de l'efficacité et de la communication.

- L'anglais courant et la mobilité géographique nécessaires au développement de votre carrière.

Votre projet : - Acquérir une expérience formatrice dans un groupe réputé pour son efficacité.

- Contribuer à la qualité de notre management et à l'équilibre de notre environnement humain.

Adressez lettre de candidature, CV et photo à : MERRELL DOW FRANCE

Département Ressources Humaines - 130, rue Victor Hugo

92303 LEVALLOIS-PERRET Cedex



Merrell Dow France

Nous prions instamment nos annonceurs
d'avoir l'obligeance de répondre à toutes
les lettres qu'ils reçoivent et de restituer
aux intéressés les documents qui leur ont
été confiés.

SVP SERVICE
CONSEIL EN MARKETING DIRECT

Le développement de nos activités nous amène à créer plusieurs postes de CHARGÉS D'ÉTUDES

1) PARIS**UN CHARGÉ D'ÉTUDES EN MARKETING INDUSTRIEL****Profil :**

DESS spécialisation MARKETING avec 2 à 3 ans d'expérience.

2) REGION NORD DE LA FRANCE**DEUX CHARGÉS D'ÉTUDES EN ÉCONOMIE****Profil :**

DEA/DESS spécialisation MACRO-ECONOMIE et/ou ECONOMIE REGIONALE avec 2 à 3 ans d'expérience.

Adresser C.V. détaillé à :
Luigi MADEO
Direction des RESSOURCES HUMAINES
du Groupe SVP
70, rue des Rosiers
93585 SAINT OUIEN CEDEX**SVP SERVICE**

Société d'études et de conseil intervenant dans les domaines du développement agricole et de l'agro-industrie à l'international, nous recherchons pour des projets de développement rural en zones francophones et hispanophones :

INGENIEURS AGRONOMES CHEFS DE PROJETS
dont un spécialiste de la filière café et un spécialiste des productions café, vivriers.**EXPERTS EN FORMATION JUNIORS/SENIORS**
avec une expérience dans le domaine des organisations de producteurs et/ou de l'appui pédagogique aux centres de formation professionnelle.**INGENIEURS AGRO ECONOMISTES JUNIORS/SENIORS**

Ces postes requièrent une bonne connaissance du français, de l'anglais et/ou de l'espagnol, l'utilisation de l'informatique, une expérience minimum de 10 ans pour les seniors et 2/3 ans pour les juniors.

Adresser lettre manuscrite de motivation, CV détaillé, rémunération actuelle et photo s/réf. 356 à M. E. D. I. A. P. A. 50454, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT, qui transmettra.

Centre de recherches - Mission : faire visiter un centre de recherches et présenter les installations techniques à des publics variés. Formation assurée. Disponibilité indispensable pour vacations de 2 jours ouvrables par semaine toute l'année. Rémunération intéressante. Profil : étudiants(es) préparant maîtrise ou doctorat, soit dans le secteur scientifique (physique, chimie, électronique), soit dans le secteur économique et gestion d'entreprises après un Bac C ou D. Sens de la communication, aisance en public, bonne présentation. Adresser CV, photo et prétentions à Catherine VERDIER en précisant la référence A/S866M.PA - ADVERTISING & COMMUNICATIONS
3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY CEDEX
Tél. 46 88 79 52

Creating Business Advantage

ÉDITEUR SCOLAIRE

Longman France est une filiale de Longman Group (Groupe Pearson) spécialisée dans la vente de matériel d'apprentissage de la langue anglaise. Elle recherche :

UN DIRECTEUR DES VENTES ET DU MARKETING (H/F)

responsable des ventes du matériel ELT (English Language Teaching) en France, en Afrique francophone, dans le Maghreb et les DOM/TOM.

Le candidat, âgé d'au moins 30 ans, justifiera d'une expérience réussie dans le domaine commercial, aura des compétences en organisation et en prévisions budgétaires, des facilités à motiver une équipe et fera preuve de créativité dans sa façon de penser et de diriger. De langue maternelle française ou anglaise, il parlera couramment l'autre langue, et aura probablement de l'expérience dans l'enseignement, de préférence en anglais.

TROIS REPRÉSENTANTS RÉGIONAUX
dont l'un sera basé à Paris, pour promouvoir la vente du matériel ELT dans les établissements scolaires, les lycées, etc., lors de visites, séminaires et expositions. Les candidats auront une expérience de l'enseignement et les compétences linguistiques requises plus haut. Énergie, communication, efficacité et une faculté de saisir les tendances du marché seront des atouts essentiels.

CV et candidature à transmettre à :

TIM HORSLEY - Directeur - LONGMAN FRANCE
95, bd Saint-Michel - 75005 Paris. Tél. : 43-29-07-41**VILLE DE MONTREUIL**(Seine-Saint-Denis) - 100 000 habitants
recrute pour**sa Division population éducation****UN ATTACHÉ**

chargé de coordonner l'activité du service enseignement/caisse des écoles

- Encadrer les 12 agents de ce secteur.
- Participer à la mise en place d'un observatoire de l'enseignement technique.

De formation bac + 3 minimum, votre intérêt pour l'enseignement vous permettra d'être force de proposition dans le cadre de la réflexion sur les rythmes scolaires et les nouvelles filières techniques.

Adresser candidature, CV à M. le Député-Maire
Mairie de Montreuil - 93105 Montreuil Cedex**La BANCO BORGES & IRMAO**

recherche

UN CHEF D'AGENCE

Il est demandé :

- une expérience minimum de 3 ans dans la fonction ;
- une bonne formation générale.

Adresser CV au service du personnel :
31, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

Sérielys Consult Associés

A compter du 17 Juin 1991 pour améliorer son efficacité au service de ses clients et de ses partenaires, Sérielys Consult Associés rassemble ses forces à la Nation

17, rue du Sergent Bauchat 75012 PARIS
Tél : 49.28.00.44 - Fax : 49.28.09.19Compagnie Aérienne Américaine
recherche**SON (SA) DIRECTEUR(TRICE) DES VENTES FRANCE**

Expérience réussie dans un poste similaire demandée (aérien ou tourisme)

Nous lui confierons :

- l'animation et la coordination de l'activité du service commercial
- le développement des ventes en France
- les négociations au plus haut niveau avec nos partenaires commerciaux.

Connaissance de la langue anglaise exigée.
Poste basé à PARIS. Toutefois, de nombreux déplacements en province et à l'étranger demandent une bonne disponibilité.Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous n° 8335- Le Monde Publicité
15/17, rue du Col. Pierre-Avis - 75902 Paris Cedex 15.**GROUPE HEC****HEC MANAGEMENT**

Centre de formation continue pour cadres et dirigeants recherche

Un chargé de mission des séminaires intra-entreprisesIl aura en charge :
- le développement des produits d'ingénierie de formation en collaboration avec les professeurs du Groupe HEC ;
- la négociation et le suivi pédagogique et financier des contrats.

De formation supérieure, il doit avoir une expérience professionnelle de trois à cinq ans dans le domaine de la formation continue, maîtriser certaines approches pédagogiques, avoir de bonnes capacités de négociation, communication et rédaction.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions à :

Services des ressources humaines
GROUPE HEC - 78360 JOUY-EN-JOSAS

ANIMER ET COORDONNER

Dans une école de Commerce à vocation européenne située à Orléans

Ce responsable coordonnera les programmes et les emplois du temps, organisera les différents modules théoriques et pratiques et assurera l'encadrement et le suivi des stages ; en relation constante avec les professeurs et les étudiants, il pourra également participer à certains enseignements. De formation supérieure en marketing ou en commerce international, il devra justifier d'une expérience d'au moins deux ans d'enseignement ou de formation et d'une bonne maîtrise de l'anglais ; ses qualités d'animateur et d'organisateur seront appréciées.

Merci d'adresser à notre conseil : PIERRE OPPERT
L.P.P.A. 67, rue d'Amsterdam 75008 PARIS
sous réf. 50301 en précisant votre rémunération et en joignant un C.V. détaillé et une photo.

CHARGE D'ETUDES - III
PARIS**LA MISSION :**

- Mettre sur pied et faire fonctionner un Observatoire Economique.
- Créer un bulletin d'information.
- Faire équipe avec six autres Ingénieurs et Chargés d'Etudes.

LE CANDIDAT(E) :

- 35 ans environ, de formation Ecole de Commerce, Sciences Economiques, etc., il possède une expérience équivalente.
- C'est un réalisateur, à l'écoute du marché, capable de concevoir un outil efficace.
- Il possède des capacités de communication et une personnalité qu'on remarque.

MLI conseilMerci d'envoyer CV + lettre manuscrite + prétentions sous réf. 50630 à MLI 2 Conseil
16, rue Jacques Delfand
92200 NEUILLY SUR SEINE**ORGANISME LEADER DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**
recherche un**CADRE DU SECTEUR TRANSPORT ROUTIER**

pour une fonction de coordination et d'animation d'un réseau de formateurs.

Vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans une entreprise de transport routier de marchandises dans les activités d'exploitation.

Vous serez chargé :

- d'assurer la liaison avec les entreprises et les organisations professionnelles du secteur ;
- d'adapter les formations aux besoins nouveaux des entreprises.

Pour ce poste basé à NANTES, la rémunération sera de 200 000 à 250 000 F/an.

Envoyez lettre, CV et photo à : C.P.T.A. - 23, rue de la Rivolière
CP 0101 - 44800 ST HERBLAIN Cedex**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE**liée à un Groupe de Banques
Paris 8^e
recherche**JEUNE CADRE H/F motivé et imaginatif pour participer au montage d'opérations financières**

De formation scientifique ou commerciale, ayant une bonne aptitude aux contacts et si possible des notions juridiques, le candidat sera débutant ou aura une expérience de 2 à 3 ans.

Rémunération motivante selon expérience et résultats.

Envoyer lettre manuscrite avec CV, détaillé et photo sous réf. 6380 à PLAIN CHAMPS, 57, avenue du Général-Leclerc 75014 Paris qui transmettra votre dossier.

PLAIN CHAMPS

سكينة المظفر

Organisateur confirmé : vos compétences au service de l'optimisation des circuits de gestion et de la logistique produits.

Cartier INTERNATIONAL

Notre Direction Organisation Groupe renforce son équipe par le recrutement d'un Organisateur international senior.

En liaison avec les Directions "Organisation" et "Informatique", et les opérationnels des filiales dans lesquelles vous intervenez, vous définissez ou améliorez les

systèmes de gestion et d'aide à la décision concernant la logistique produits et les circuits financiers. Vous mettez en place des outils de prévision commerciale, développez les systèmes de gestion en harmonie avec les besoins du Groupe, optimisez la gestion des stocks et les modes d'approvisionnement.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou de Gestion, vous justifiez impérativement, en société de service ou de distribution, d'une expérience de 5 ans minimum de missions ou de projets d'organisation et de conception de systèmes d'information impliquant la remise en cause de principes de gestion. La connaissance d'une méthode (Merise ou Axial...) et du management sont des atouts complémentaires de réussite. La maîtrise de l'anglais est impérative.

Ce poste basé à PARIS nécessite, pendant 2 ans, des déplacements de l'ordre de 3 à 4 jours par semaine à l'étranger. Il est évolutif à moyen terme.

Sylvie CATHELAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, en mentionnant votre rémunération actuelle, sous référence 9114/LM, ou 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. 42.89.10.25.

G&P Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Garant d'une politique dynamique et novatrice en matière de gestion des ressources humaines, vous saurez être une force de proposition permanente auprès de la Direction générale et des divisions opérationnelles. Assisté d'une équipe de 7 personnes, vous couvrirez l'intégralité de la fonction, tant dans ses aspects administratifs que stratégiques (recrutement, politiques sociale et salariale, mobilité et formation).

De formation supérieure, âgé d'environ 35 ans, vous avez une expérience de 10 ans dans la fonction personnelle. La pratique de l'anglais sera un atout supplémentaire. Outre vos qualités de gestionnaire et de négociateur, vous saurez vous montrer souple et créatif. La vitesse de l'évolution de notre société et de son secteur d'activité sera pour vous une source de défis permanents.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence 40 ORLM à notre conseil : ALCANE, 26 rue du Quatre Septembre 75002 Paris.

Implantés en France depuis 5 ans, nous sommes la filiale de l'un des leaders mondiaux de l'édition de logiciels. Notre activité est en forte expansion et nous comptons aujourd'hui 500 collaborateurs, dont 80 % d'ingénieurs et cadres d'une moyenne d'âge inférieure à 30 ans.

Poste basé à la Défense (92).

ALCAN
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

ROTPUNKT

Eminent fabricant, parmi les leaders dans la production des bouteilles et verseuses isolantes en Europe, recherche:

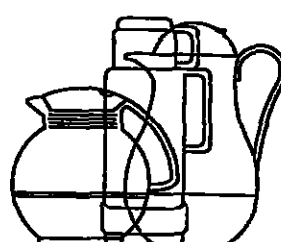
CHEF DE VENTE

Représentant uniquement la marque ROTPUNKT et ayant une bonne orientation d'entreprise.

- Devant s'occuper des centrales d'achats de toute la France.
- Pourvu d'une bonne connaissance du marché et ayant déjà certains contacts.
- Honoraires au-dessus de la moyenne et selon les résultats obtenus (fixe + commission).

Partenaire: M. Gerhard Ascher chez

ROTPUNKT
Dr. Anso Zimmermann
Industriestraße
D 6434 Niederaula
Téléfax 06625752 11



Directeur de projet pour la Chambre de Commerce de Tours

Dans le cadre de son développement et pour construire la compétitivité économique de la région, la Chambre de Commerce de Tours (170 personnes, 110 M de F de CA) recherche un Directeur de Projet. Rattaché au Directeur Général, il aura pour mission d'initialiser, promouvoir, lancer des projets dans les domaines suivants : transports, technopole, tourisme. C'est avant tout un homme (une femme) de développement. La capacité d'animateur, le goût pour

la réalisation des projets après une étude de faisabilité et la diplomatie sont des atouts importants. Contrat à durée déterminée (2 à 3 ans). Anglais courant. Poste basé à Tours.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 1056/M, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
PARIS LILLE LYON SOPHIA ANTIPOLIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

Société d'études techniques (Paris - Banlieue Ouest) recherche

Futur Directeur des Relations Humaines

Ce poste est créé dans la perspective du remplacement du Directeur actuel appelé à d'autres fonctions dans un délai de 2 ans environ.

Pendant une première étape d'un an :
- vous dirigez l'équipe chargée de la gestion des Emplois et Carrières et mettez en place son encadrement,
- vous supervisez le service Paie et le service Formation,
- vous assurez la réception mensuelle des Délégués du personnel.

Dans une seconde étape, vous prenez en main les autres fonctions relatives

aux relations collectives :
- supervisez les démarches participatives,
- assurez les négociations syndicales,
- participez au Comité d'Entreprise.

Profil souhaité :
Formation supérieure et solide expérience (10 ans) de la fonction personnelle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence DRH/SM PLEIN EMPLOI - Madame Solange MONTEIL, 10, rue du Mail - 75002 Paris

Établissement financier, spécialiste de la carte, filiale d'un groupe institutionnel, membre d'un réseau international nous recherchons :

NOTRE RESPONSABLE CLIENTÈLE H/F

Rattaché au directeur des Opérations et du Crédit, nous vous offrons de développer notre service clientèle des particuliers. Vous aurez, dans ce cadre, la responsabilité d'une équipe de 15 personnes. Vos qualités de manager, votre aisance relationnelle, votre tenacité et votre sens de la rigueur seront particulièrement appréciés. De formation supérieure, niveau bac + 3, vous êtes âgé de 30 ans environ et avez acquis une expérience de 5 à 7 ans dans un poste similaire au sein d'une société de services ou de vente par correspondance fonctionnant selon des méthodes anglo-saxonnes. L'anglais courant est impératif.

NOTRE RESPONSABLE RISQUES H/F

Au sein de la direction des Opérations et du Crédit, assisté d'une petite équipe de collaborateurs que vous dirigerez, il vous appartiendra d'établir un système de suivi des risques, d'analyser et de participer à la mise en place du scoring d'acceptation et de comportement de la clientèle des particuliers.

Issu d'une école de commerce (type ESC) ou de l'Université, de niveau bac + 4, âgé de 30 ans environ, vous justifiez d'une expérience de l'analyse du risque particulier et entreprise de 3 à 5 ans au sein d'un établissement financier ou d'une banque.

Ce poste nécessite de solides connaissances en statistiques.

Ces deux postes sont des créations et sont basés à la Défense.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous la référence 8326 Le Monde Publicité 15/17, rue du Colonel-Pierre-Avia - 75902 Paris Cedex 15

Développement Social

Bac + 4

Paris

Ce Groupe Français (7000 personnes) a créé récemment au sein de la Direction du Personnel et des Relations Humaines la fonction "Développement Social" destinée à favoriser les actions d'évolution et de progrès social. Le Responsable de la fonction recherche son adjoint (H/F). Celui-ci participera, étroitement à la réflexion d'ensemble menée sur les organisations nouvelles et les évolutions socio-techniques qu'elles impliquent (flexibilité, formation...). Il proposera des objectifs d'innovation, coordonnera l'ensemble des projets et prendra personnellement en charge ceux considérés comme stratégiques pour l'entreprise. Cette fonction de tout premier plan sera confiée à un candidat âgé d'environ 28 ans, de formation supérieure, ayant exercé pendant au moins 3 ans des fonctions touchant au conseil, à l'organisation et à la mise en place de projets Qualité. Larges perspectives de carrière au sein du Groupe.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 9106 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ADIAN VINVIN
Homme et Entreprise

SOURCES, agence spécialisée en Communication d'Entreprise (effectif : 42 personnes, CA : 80 MF et 18 MF de M.B.), recherche pour son département Communication Interne en plein développement, un

Consultant H/F

Votre mission : gérer des budgets de renom (journaux et magazines d'entreprise, rapports annuels, vidéo...) pour lesquels vous élaborerez des recommandations stratégiques et interviendrez en qualité de conseil, des études jusqu'aux produits finis.

Diplômé d'une école de gestion (ESC, Sciences Po...) ou d'un 3ème cycle de communication (CELSA...), votre expérience d'au moins 2 ans de préférence en agence, vous donne envie d'aller plus loin.

Votre personnalité associée à votre sens de la rigueur, votre dynamisme commercial et votre créativité seront vos meilleurs atouts pour réussir dans cette fonction. Accentuez votre positionnement communication d'entreprise, en adressant votre dossier de candidature (CV + lettre de motivation) sous réf. 5027 M à

Sources, 108 rue Saint Honoré, 75001 Paris

SOURCES

Le Monde des Cadres

Enfin un guide
pour recruter des
universitaires...



850 DESS, DEA,
MAGE, MISTC,
MAGISTÈRES,
140 LABORATOIRES
ET 69 UNIVERSITÉS
ANALYSES EN
FONCTION DES
MÉTIER DE
L'ENTREPRISE

PLEBISCITE PAR LES PROFESSIONNELS
ET LA PRESSE

- "Ce Guide Université Entreprise est un outil précieux pour les recruteurs" M. de Bary (Citroën)
- "Enfin un document qui permet de mettre fin à la méconnaissance réciproque des entreprises et des universités" M. Schier (Bouygues)
- "Excellente initiative!" Mme Momméja (Alcatel Alsthom)
- "Ce guide devrait aider les professionnels à mieux connaître les compétences qui sont à leur disposition" Frédéric Gausson (Le Monde)
- "Bien pratique pour un recruteur!" Agnès Baumier (Express)

Contact : La lettre Recrutement & Formations (1) 42 02 01 60

Ministère de la Culture et de la Communication
Direction Régionale des Affaires Culturelles
Midi-Pyrénées
Région Midi-Pyrénées - Ville de Toulouse

CRÉATION D'UN ESPACE D'ART MODERNE ET CONTEMPORAIN A TOULOUSE

Le Ministère de la Culture et de la Communication, la Région Midi-Pyrénées et la ville de Toulouse ont décidé la création d'une nouvelle institution culturelle regroupant le Musée d'art moderne de la ville de Toulouse, le Centre régional d'art contemporain et le Fonds régional d'art contemporain (FRAC) dans les anciens abattoirs de la ville de Toulouse.

Ils recherchent pour septembre :

UN CHEF DE PROJET, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL (H/F)

Chargé de concevoir
et d'organiser la mise en œuvre de ce projet
et d'en préciser les coûts d'objectifs

Outre sa mission de conception du nouveau projet, le chef de projet, délégué général, coordonnera les activités du Musée d'art moderne de la ville de Toulouse, du Centre régional d'art contemporain et du FRAC dans la perspective de leur regroupement dans cette nouvelle entité, qui dépendra d'un syndicat mixte constitué entre la région Midi-Pyrénées et la ville de Toulouse.

Merci de bien vouloir adresser, avant le 30 juin 1991,
votre candidature,
CV, motivations, rémunérations actuelles et prétentions à :

Monsieur le Directeur
Régional des Affaires Culturelles - D.R.A.C. Midi-Pyrénées
56, rue du Taur - BP 811
31080 TOULOUSE CEDEX

Monsieur le Président
du Conseil régional - Hôtel de Région
22, boulevard du Maréchal-Juin
31077 TOULOUSE CEDEX

Monsieur le Maire de la Ville de Toulouse
Place du Capitole
31000 TOULOUSE

Conseiller auprès des entreprises industrielles



Dynamique, la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE TOURS ET D'INDRE ET LOIRE, participe par ses actions à la promotion de la Touraine et à la réussite de ses entreprises.

Collaborateur direct du Directeur du Département Animation-Conseil, vous coordonnez l'action d'intervenants spécialisés (Qualité, Management, International, Marketing, etc.).

Au contact des Dirigeants des Entreprises Industrielles d'Indre et Loire, vous analysez leurs besoins et proposez les services de conseil correspondant à leurs préoccupations.

Dans le cadre d'un réseau régional, vous prenez personnellement en charge le conseil technologique aux entreprises.

Dans ce rôle opérationnel, vous améliez le niveau des entreprises, vous renforcez leur compétitivité et vous contribuez à leur développement.

Ingénieur de formation, votre expérience industrielle vous permet d'avoir une vue globale de l'entreprise. Homme de communication, vous fédérez les compétences existantes et dialoguez de "plain-pied" avec les cadres et les décideurs. L'Anglais courant est nécessaire dans cette fonction.

Informations complémentaires Minitel 3615 Code CAPFOR.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V. + photo) sous référence JB/129 à J. BEGUIN - CAPFOR - 9, rue Cécile Port 49100 ANGERS.

CAPFOR

PARIS - ANGERS - BREST - NANTES - NICE - NOY - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TOURS - VERSAILLES

INRETS L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE SUR LES TRANSPORTS ET LEUR SECURITE

recrute par concours sur titres et travaux dans
les spécialités et sites ci-après

2 Directeurs de recherche de 2e classe

(Diplômes exigés : Doctorat d'Etat, Diplôme Equivalent ou Travaux Equivalents)

- Economie des transports et de l'aménagement : LILLE
- Accidentologie - Epidémiologie : BRON

6 Chargés de recherche de 2e classe

(Diplômes exigés : Doctorat, Ingénieur ou Travaux Equivalents)

- Modélisation en Ergonomie Biomécanique : BRON
- Traitement de signal acoustique : BRON
- Automatique : LILLE
- Economie des Transports et de l'Aménagement : LILLE
- Modélisation et Sciences de l'Ingénieur : ARCUEIL
- Mécanique : SALON DE PROVENCE

Les dossiers de candidature doivent être demandés par écrit à :
Service des Relations Humaines de l'INRETS
2, avenue du Général Miallet-Joinville - 94114 ARCUEIL CEDEX.

La date limite de retrait des dossiers de candidatures est fixée au 6 Septembre 1991.

HILTI

Leader mondial des Techniques de Fixation recherche dans
le cadre de sa nouvelle implantation prévue en Août sur
Saint Quentin en Yvelines

Acheteur - Négociateur

VOTRE
REUSSITE
NOTRE
IDEE FIXE

A 30-35 ans vous possédez une formation
supérieure et/ou une expérience réussie d'au
moins 5 ans de la négociation.

Vous maîtrisez l'anglais et votre connaissance de
l'Allemand serait appréciée.

En relation avec les fournisseurs sur toute l'Europe
vous aurez en charge les missions suivantes :

- Gérer un budget de 50 MF
- Etablir les contrats fournisseurs et les négocier
- Suivre l'évolution des conditions en terme de
coûts, délais...

Outre cette opportunité, nous vous offrons de
réelles perspectives d'évolution tant sur le plan
national qu'international.

Merci d'adresser (lettre manuscrite, CV, photo) à
HILTI France Service Recrutement - 4, rue du
Dr Schweitzer - BP 89 91423 MORANGIS Cedex.

L'INSTITUT ALEXIS CARREL
cherche son

RESPONSABLE FORMATION H/F secteur sanitaire et social

Votre mission :

- vous réalisez une étude prospective des besoins de
compétences et formation auprès des entreprises du secteur
sanitaire et social,
- vous adaptez et mettez en place les actions adéquates de
formation continue et vous prenez la responsabilité de ce
secteur (commercialisation, animation d'équipes, conception
de programmes pédagogiques, etc.).

35 ans minimum, études supérieures, vous avez l'expérience
du secteur sanitaire et social et de la formation.

Ecrivez à Claude ALLARD (réf. 801A/M) ARTEMIS CONSEILS - 21, rue François Garçon - 69003 LYON.

Ville de Chilly-Mazarin

RECRUTE

UN RESPONSABLE POUR LE SERVICE DES AFFAIRES GÉNÉRALES

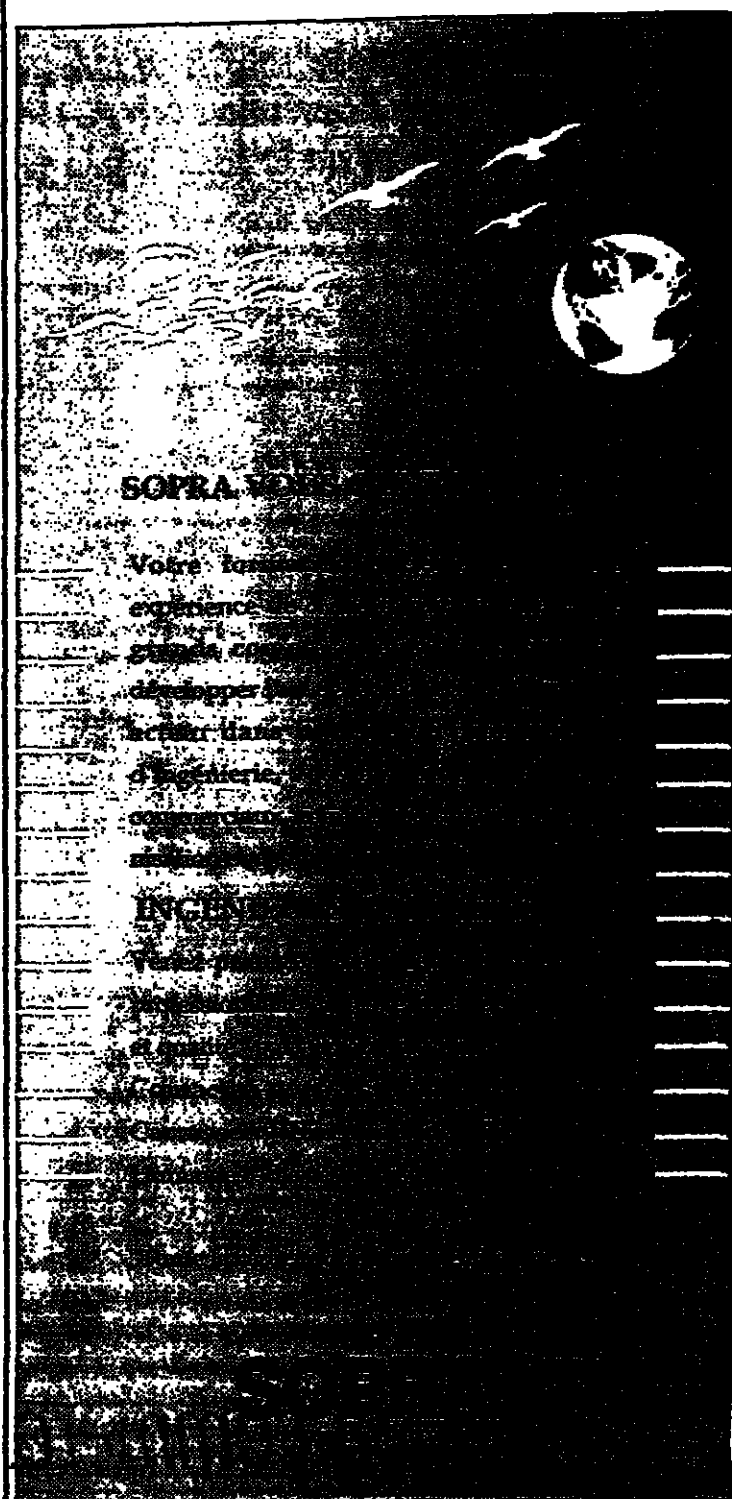
- Ses missions :
- diriger les services Etat Civil et Affaires Générales ;
 - contrat de prévention.

Profil :

- attaché ;
- connaissances en droit privé et électoral ;
- sens de l'initiative, du travail en équipe, aptitude à l'encadrement.

Adressez candidature et CV à : Monsieur le Maire,
Hôtel de ville, place du 8-Mai-1945, 91380 Chilly-Mazarin

Le Monde de la Fonction Commerciale



SOPRA

Votre

expérience

de

développement

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

la

réussite

de

l'entreprise

est

un

atout

indispensable

à

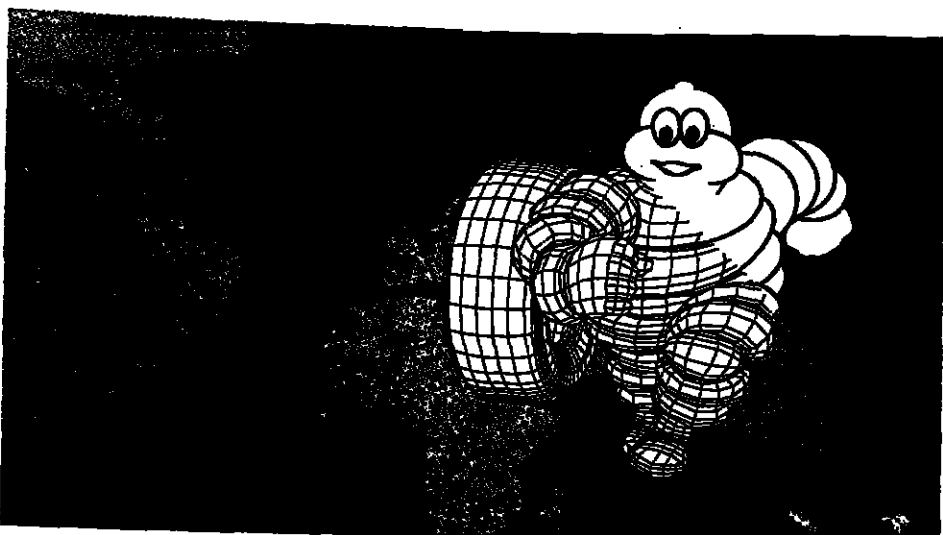
la

réussite

de

Le Monde de la Fonction Commerciale

NOS CLIENTS SONT DANS 143 PAYS



HEC - ESSEC - ESCP - IEP...
Débutants ou première expérience

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux d'exprimer leurs talents de commerçants.

Nous vous proposons, après une formation en France d'environ 2 ans, d'assumer la responsabilité de

LA DIRECTION COMMERCIALE
D'UNE DE NOS FILIALES
A L'ÉTRANGER

A l'issue de votre formation commerciale, vous voulez éviter le filière classique Assistant Chef de Produit / Chef de Produit et vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation et par le développement de nouveaux marchés.

Veuillez adresser votre dossier de candidature, sous référence LM/50 à MICHELIN - Olivier BRUET - Service du Personnel 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX.

MICHELIN
Les moyens de se passionner

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE
D'ILE DE FRANCE
CONFIRME SA
DYNAMIQUE
DE SUCCES :
BANQUE
REGIONALE.
252 AGENCES
30000
COLLABORATEURS.

CHARGE D'AFFAIRES PROMOTION IMMOBILIERE

Dans le cadre de notre développement, vous serez responsable des opérations de financement des programmes immobiliers.

Votre mission couvrira :

- l'analyse du marché,
- l'étude et la définition des financements les plus appropriés,
- le suivi commercial, technique et financier.

De formation supérieure commerciale (diplômé ICH apprécié), quelques années d'expérience similaire et des qualités de fin négociateur, vous permettrez de mener à bien cette mission très évolutive.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. CAPI/LMO6 au Service du Recrutement - Crédit Agricole 26, Quai de la Rapée - 75012 PARIS.



JEAN THOUARD

SENIORS BUREAUX ET LOCAUX D'ACTIVITE Paris et Lyon

En liaison directe avec la Direction Générale, vous êtes responsable de vos dossiers de A à Z, et développez votre activité en véritable Conseil auprès de dirigeants d'entreprises.

A 35 ans minimum, et avec une formation Bac + 5, vous êtes professionnel de l'immobilier d'entreprise Parisien ou Lyonnais. Homme de communication et de contact, vous voulez vous développer au sein d'une équipe qui gagne, dans un groupe européen.

Partenaire fondateur de la société Européenne D-T-Z (Debenham, Jean Thouard, Zadelhoff) nous offrons des possibilités d'évolution de carrières significatives et rapides.

Votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sera traité CONFIDENTIELLEMENT par notre conseil, sous réf. 54.4925/LM, MERCURI URVAL 95 av. Victor Hugo 92563 RUEIL MALMAISON Cedex.

Mercuri Urval

SEXTANT
AVIONIQUE

Responsable gestion commerciale

SEXTANT Avionique, premier pôle européen en électronique de vol se situe en tant que filiale au carrefour des deux grands groupes AEROSPATIALE et THOMSON.

Responsable de la gestion du département commercial, vous réunissez et analysez tous les éléments de gestion financière auprès des services opérationnels. Vous élaborez également les tableaux de bord, les plans et tableaux de synthèse nécessaires au département et aux directions centrales. Pour cette mission, vous serez assisté d'une équipe de 4 personnes.

Ingénieur commercial avec une formation complémentaire en gestion, vous possédez une expérience de 2 à 3 ans dans un poste similaire dans l'industrie qui vous a permis de développer des qualités de rigueur, de synthèse et un bon sens relationnel.

La maîtrise de l'outil informatique ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais sont nécessaires.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. RCC/LM, à SEXTANT Avionique, Service emplois-carrières, Aéroport de Villacoublay, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex.

L'ELECTRONIQUE DE VOL PORTE UN NOM

INGÉNIEURS COMMERCIAUX INVESTISSEZ DANS LA VENTE HAUTE TECHNOLOGIE !

Echographie Division française de Philips Medical Systems International, l'un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale, Philips Systèmes Médicaux est spécialisé dans la commercialisation de matériels faisant appel à des techniques innovantes notamment dans le domaine des ultrasons (imagerie couleur : procédé C.V.I.). Dans le cadre du vaste programme international d'expansion de l'activité échographique, nous recrutons des ingénieurs commerciaux spécialistes ultrasons pour renforcer l'équipe de vente en région et notre présence auprès du corps médical français.

Après une période de formation à notre gamme d'échographie, vous développez et assurez le suivi de votre clientèle sur votre région. Vous mettez également en place des démonstrations de notre nouvelle technologie d'imagerie couleur qui constitue un atout essentiel pour notre développement.

Ingénieur, ou diplômé d'une école de commerce, vous avez de préférence une expérience confirmée dans la vente ou l'utilisation de matériels d'échographie. Mobile, avec un esprit ouvert à la technique, vous faites preuve bien entendu d'un goût prononcé pour la négociation. L'anglais est nécessaire pour la formation et l'évolution ultérieure.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence US/LM, à Philips Systèmes Médicaux, M. Douet, 2 rue Benoît-Malon, BP 300, 92156 Suresnes Cedex.

"Philips en France, c'est en CA de l'ordre de 24 milliards, 21 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, de la production à la prestation dans l'ensemble passionnant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique."



PHILIPS

PHILIPS, C'EST DÉJÀ DEMAIN

LES BATISSEURS DE SOLUTIONS

ASSURANCES
ET PREVOYANCE
INTERNATIONALES

REJOINDRE A.P.I. UN GRAND
DE LA PREVOYANCE DES ENTREPRISES

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons

COMMERCIAL JUNIOR H/F

- Nous concevons des Régimes de Prévoyance Collective France et Etrangères.
- Vous avez entre 25 et 30 ans.
- Vous possédez une formation supérieure.
- Bien sûr vous maîtrisez au moins une langue étrangère.
- Votre dynamisme et votre sens commercial font de vous un(e) battant(e).
- Si vous vous reconnaissez, alors rejoignez sans plus tarder notre équipe commerciale.
- Votre rémunération sera motivante et votre formation assurée.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions) sous la réf. 9/M au Département Recrutement de A.P.I., 10, rue Henner, 75009 PARIS.



OPÉRATION SPÉCIALE EMPLOI

« LES MÉTIERS DES COMMERCIAUX »

DANS
LE MONDE INITIATIVES

du mardi 25 daté mercredi 26 juin

Le Monde de l'Informatique

telsa
informatique

INGENIEUR SYSTEME TEMPS REEL, INFORMATIQUE EMBARQUEE

VOTRE MISSION : □ sur les sites de nos clients, qui comptent parmi les plus grands groupes européens □ vous intervenez auprès de leurs spécialistes □ vous assurez, en liaison avec nos compétences internes, le développement et le suivi des projets dont vous êtes responsable.

UN FORT POTENTIEL : □ H/F □ 22/30 ans □ une formation supérieure en informatique HARD et SOFT (Centrale, INSA, ESIEA, formation universitaire...) □ une bonne connaissance du temps réel et du traitement d'images □ de la vivacité □ des aptitudes relationnelles □ le goût du résultat.

NOUS VOUS OFFRONS POUR REUSSIR : □ une équipe d'experts jeunes et motivés □ une solide formation □ l'utilisation d'outils modernes et performants dans un environnement international en pleine expansion □ de réelles perspectives d'évolution.

Pour un entretien individuel avec la société le 04/07/91

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 96, rue St-Charles - 75015 PARIS.
Fax : 45.79.49.94 en indiquant la référence 10004 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIX - STRASBOURG
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

Nous sommes parmi les meilleurs spécialistes de l'informatique embarquée (traitement d'images et traitement du signal). Nous participons activement à l'architecture des systèmes informatiques du futur. Notre image technologique est forte. Nous recherchons un

Jeune ingénieur informaticien

Au terme de quatre à cinq années d'études supérieures (école d'ingénieur, MIAGE...), vous abordez votre vie professionnelle. Ambitieux, vous tenez à réussir votre carrière et vous savez combien sera capital pour votre avenir le choix de votre première entreprise. En rejoignant un groupe financier international de renom, basé en proche banlieue Ouest, vous ne commettrez pas de faux pas.

Vous serez placé, comme en pépinière, au sein d'une équipe restreinte d'informaticiens sur gros systèmes (IBM 9000, TANDEM ou VAX). Parallèlement une formation méthodologique vous sera dispensée. Selon votre performance, deux, trois ou quatre années après, vous deviendrez chef de projet. Ensuite ?... ce sera à vous, seul, de jouer !

Si vous êtes intéressé par de telles perspectives, écrivez sous réf. 319 aux consultants de CLEAS en précisant votre formation, vos stages et votre délai de disponibilité.

CLEAS

Département Informatique

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

SETICS RECHERCHE DANS LE CADRE DE SON ACTIVITE DEFENSE

Ingénieurs télécom

ETUDES/CONSEIL

ACTIVITES

Réseaux large bande.
Réseaux satellite.
Services mobiles.
Réseaux privés.
Interconnexion de réseaux.
Management Réseau/Système.
Sécurité informatique.
Ingénierie des protocoles de communications (RNS, X25, Messagerie X400, Applications OSI).

SETICS

INGENIEUR D'ETUDES

Débutant ou possédant une première expérience de 2 à 3 ans, vous serez intégré au sein d'une équipe pluridisciplinaire et participerez à l'élaboration des nouveaux systèmes de télécommunications.

RESPONSABLE D'ETUDE/PROJET

Vous avez 3 à 6 ans d'expérience. Outre vos compétences, ce sont vos qualités relationnelles qui feront de vous le moteur d'une affaire dans ses aspects techniques et commerciaux. Nous vous offrons de larges possibilités d'évolution vers le conseil et l'audit système.

Postes à pourvoir à Paris 13^e.

Envoyer CV à SETICS

194, rue de Tolbiac - 75013 PARIS.

Associer formation et entreprises partenaires dans une même recherche, c'est la mission de notre Groupe de formation spécialisé dans les technologies de l'information et du management. Gérer des programmes, encadrer des projets et des stages de 3^e cycle professionnel, développer des journées d'études, séminaires, colloques, mettre en œuvre des chantiers de recherche appliquée, c'est le challenge proposé à des :

Responsables de programme

L'un, Responsable de la filière Systèmes d'information, schémas directeurs, organisation et bureautique. (Réf. 105629) L'autre, Responsable de la filière Architecture et administration de réseaux sécurité des systèmes d'information. (Réf. 105630)

Après une formation supérieure, vous avez 5 à 8 ans d'expérience d'informaticien et de management chez un constructeur, un grand utilisateur, ou une SSII, et vous avez acquis de solides connaissances dans les techniques indiquées pour chaque filière. Vous souhaitez valoriser votre goût pour la formation. Les postes sont basés dans le Sud-Est.

Merci d'adresser votre candidature (sous référence choisie) à Bernard Krief Recrutement, Le Parc de Haute Technologie, bât. 6, Sophia-Antipolis, 06250 Mougins.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

PARIS - LILLE - LYON - SOPHIA-ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

chef de projet confirmé, devenez notre futur responsable des études

Solide groupe de distribution (Paris), nous appuyons notre réussite sur la qualité de nos services et la fiabilité de notre informatique dotée d'IBM haut de gamme (MVS, DB2...).

Vous intégrez nos Etudes (50 p.) et vous imprégnez d'emblée de vos futures responsabilités : coordination des projets, gestion du personnel, relations avec la sous-traitance... pour, à moyen terme, jouer à plein votre rôle de responsable des études, moteur et novateur de notre informatique.

Bac + 5, vous avez à 32/35 ans acquis en 7 ans minimum une solide expérience de la conduite et de la coordination de projets de gestion, dans un environnement IBM gros systèmes. Votre expérience et votre goût du management vous incitent à franchir un nouveau pas.

Ecrivez à Mme S. BLAIN, consultante, (réf. 5780 LM)

"Carrières de l'Informatique"

ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LILLE - NANTES - STRASBOURG

LYON - GRENOBLE - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

PARIS ETOILE

Groupe privé du secteur tertiaire, leader mondial dans notre domaine d'activité, 800 personnes, 1,8 milliard de CA, nous créons le poste d'Administrateur des données et souhaitons le confier à un

JEUNE INGENIEUR CONSEIL

Grande Ecole + première expérience.

Véritable bras droit du Responsable des Etudes Informatiques, vous participerez à l'élaboration du schéma directeur informatique - Vous serez garant de la cohérence et de l'intégration des systèmes d'information en assurant la généralisation d'un vocabulaire commun.

Pour ce poste clé de notre Direction Informatique, nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce.

Votre première expérience de la conception de systèmes au sein d'un Cabinet de Conseil sera un atout. Nous sommes prêts à assurer formation et évolution rapide à un candidat rigoureux et autonome.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite) sous la référence ORC à notre conseil : EL CONSEIL - 7, rue Paul Lelong 75002 PARIS, qui vous garantira toute confidentialité.



LA CONJUGAISON DES BASES DE DONNEES ET DES RESEAUX

Pour une autre idée du service, rejoignez le Groupe
PHILOG-IFATEC

• INGENIEUR D'ETUDES • CHEF DE PROJET

Vous êtes de formation supérieure et vous avez une première expérience dans nos domaines, nous vous proposons de participer au développement de l'un de nos deux pôles d'expertise.

SGBD relationnel :

• ORACLE - INGRES - SYBASE...
• Conception et développement d'applications
• Applications réparties et systèmes multimédias.

Réseaux et Télécommunications :

• ISO, LAN, RNIS, X400
• Connexion Micro Main Frame, passerelles, interconnexion de LAN...
• Environnement UNIX et temps réel.

Au sein d'équipes complémentaires et à taille humaine, vous aurez l'opportunité de valoriser votre potentiel technique en bénéficiant d'un cadre de travail convivial et performant.

Pour en parler ensemble, écrire à : PHILOG - IFATEC
8, rue Saint Marc - 75002 PARIS. Tél. : 42 36 90 47

Chef de Projet Informatique Images de Synthèse

Nous sommes une Société d'Etudes et de Services aux Entreprises (plus de 600 personnes). Nous développons pour nos clients des produits spécifiques (matériels ou logiciels).

Pour notre Département Aéronautique et Télécommunications, (situé à Malakoff - 92) nous recherchons un Chef de Projet Informatique, qui sous la responsabilité du Chef de Service, et en liaison étroite avec les clients, aura à développer un simulateur destiné à l'Aéronautique. Vous réaliserez les logiciels temps réel (images de synthèse), les interfaces hommes/machines, définissez les nouveaux algorithmes, faites évoluer le produit.

De formation Ingénieur Grande Ecole, option Informatique (type ENSI...), vous avez une première expérience de 2 à 3 ans en développement de logiciels temps réel, de préférence en synthèse d'images. Vous connaissez les langages C et Fortran, le système UNIX et un moniteur temps réel (PSOS...).

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil, SEFOP sous réf. CSE 558 M.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec



UNE INFORMATIQUE TOURNÉE VERS L'EUROPE

L'Agence Centrale des Offices Agricoles

(ACOA)

recherche pour son Centre informatique (45 personnes)

situé à PARIS (15^e)

UN CHEF DE PROJET

Vous connaissez bien la méthode MERISE et vous avez une expérience de l'environnement IBM 370

Au sein du département « Etudes » vous assurerez les fonctions de CHEF DE PROJET, tout en participant aux travaux d'analyse. De nationalité française, âgé de moins de trente-cinq ans, vous possédez un BAC + 4 (MIAGE, licence, ingénieur ou équivalent).

La sélection des candidats sera effectuée par un jury spécialisé sur la base du dossier de candidature (CV détaillé, titres, connaissances professionnelles, stages, travaux universitaires et niveau actuel de rémunération).

MERCI d'adresser votre candidature au plus tard le vendredi 28 juin à l'ACOA, 2, rue Saint-Charles - 75740 PARIS CEDEX 15.

Si vous souhaitez mieux nous connaître avant de postuler, appelez Jean-Claude BIGARD - 45-54-30-23.

مكتبة الزمزم

REPRODUCTION INTERDITE

que
me ingénieur
informaticien

CLEAS
Département Informatique

nsables de programme

K
Département Informatique

INGENIEUR CONSEIL

**bac + 5
scientifiques,
rejoignez notre informatique**

Leader européen en distribution de produits et services de santé (24 000 MF, 5 000 p., 75 établissements), la sophistication de notre informatique (IBM gros système et techniques de pointe) conditionne notre développement.

Nous vous apportons une formation théorique et pratique pour vous faire connaître notre métier, nos méthodes et nos techniques informatiques, puis vous rejoignez nos équipes Etudes (Paris 19ème) avec la perspective de devenir, à terme, un chef de projet complet.

Ecrivez à Mlle L. NARDELLI, consultante (réf. 5761 LM)
"Carrières de l'Informatique"

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LILLE - NANTES - STRASBOURG
LYON - GENEVE - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec



**Important
Groupe Bancaire
et Financier**

■ Des moyens informatiques de pointe
IBM 3090, MV/SXA, PL1, COBOL, LAG, DB2...

■ Des projets d'envergure

Bourse, Monétique, Assurance, Gestion du Personnel, Factoring, Crédit, International, Contrôle de Gestion, Produits Financiers...

Le Service Etudes et Organisation Informatique
renforce ses équipes et recrute

**JEUNES
INGENIEURS**

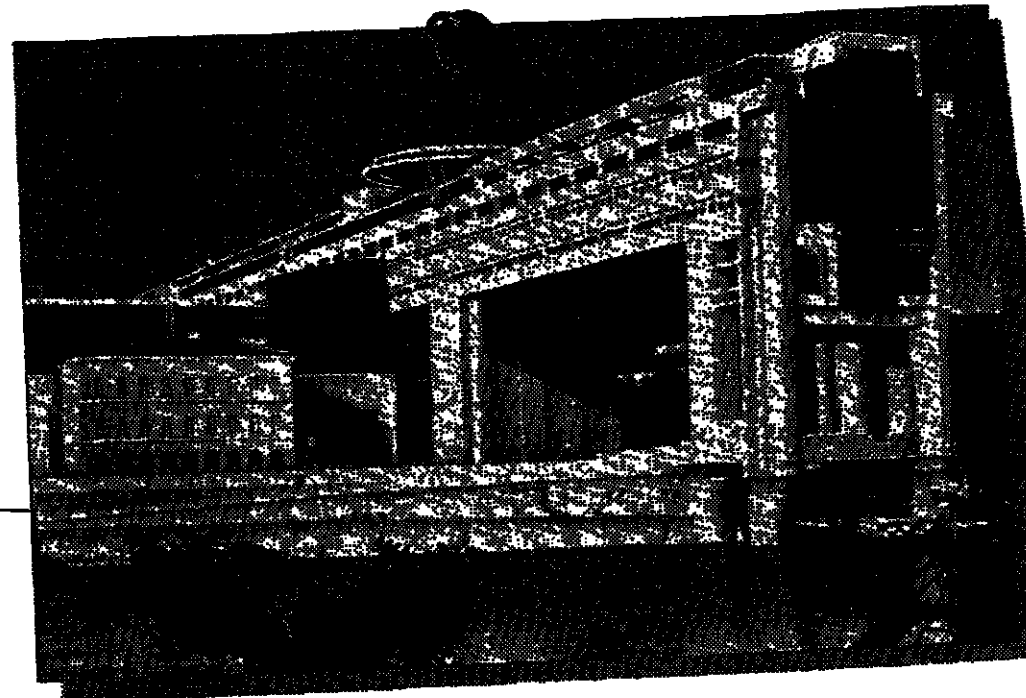
Ecole d'Ingénieurs, Bac + 4/5, Ecole de Commerce ou de Gestion. Débutant, première expérience.

Une mission de conception et d'organisation
Une formation suivie assurée en interne
Des possibilités d'évolution au sein du Groupe

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous réf. JUSMF à notre Conseil CARRIA PROFILE
Résidence du Grand Pavlov, 350 rue Lecourbe, 75015 PARIS.

CARRIA
PROFILE

Conseil en Recrutement Informatique



BIEN ARRIVE A SYSECA • DES MILLIERS
DE PROJETS • CE MONDE EST LE VOTRE •

INGENIEURS INFORMATIENS

Voilà en bref ce que peut vous écrire un ingénieur, arrivé depuis peu chez Syseca.

En bref seulement, car dans cette société d'ingénierie informatique, plus de 2100 personnes (dont 80% d'ingénieurs) interviennent dans tous les grands domaines de l'informatique : temps réel civil ou militaire, systèmes industriels et spatiaux, génie logiciel, télécommunications, gestion administrative, comptable et budgétaire.

Résultat ? Une chaîne de compétences reconnue

depuis 25 ans et un taux de croissance de 20% par an.

Arriver à Syseca, c'est mettre en valeur vos compétences sur des projets variés, vous former dans le cadre de l'université Thomson. Et vous voir confier des responsabilités techniques ou d'encadrement partout en France : Région Parisienne, Sud Ouest, Sud Est, Rhône Alpes, Ouest, Nord.

Pour que ce monde soit aussi le vôtre, adressez votre candidature sous réf. 1352 à : SYSECA
315 Bureaux de la colline - 92213 Saint Cloud Cedex.

SYSECA

LA BANQUE DE FRANCE recrute ses

CADRES INFORMATIENS

Concours les 19 et 20 octobre 1991

Ils se verront confier des missions portant sur les secteurs de l'activité "organisation et informatique" de la Banque de France (micro-informatique, bases de données, systèmes, réseaux, systèmes experts, ...), à PARIS, pour l'essentiel, ou dans les principaux établissements en province.

Ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un 1^{er} cycle d'études supérieures (DUT, BTS, ...), d'une maîtrise d'informatique (MAGE, MST, ...) ou d'une école supérieure d'un niveau équivalent.

Ce concours s'adresse aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) de nationalité française, âgés de moins de 28 ans au 1^{er} janvier 1991 (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires).

Inscriptions reçues du 24 juin au 24 juillet 1991.

Renseignements et inscriptions : Banque de France - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours
31, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS Cedex 01
Tél. 42 92 40 17.

Aucun formulaire d'inscription ne pourra être adressé aux candidats, par voie postale, après le 18 juillet 1991.

BANQUE DE FRANCE

PARIS ETOILE

Groupe privé du secteur tertiaire, leader mondial dans notre domaine d'activité, 800 personnes, 1,8 milliard de CA. Notre informatique : 70 personnes environ, grands systèmes IBM.

Nous souhaitons compléter notre équipe d'encadrement en recrutant un

**RESPONSABLE METHODES
ET QUALITE**

En relation avec le Directeur des Etudes et nos différents services, vous aurez un rôle de conseil et de suivi de la conception des projets et superviserez le développement d'outils s'y rapportant.

Par la pratique, vous formerez les membres du service Etudes aux méthodes de travail qui permettront de développer des applications de qualité, au meilleur coût et dans les meilleurs délais.

Une formation supérieure (Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce, Université...), ainsi qu'une expérience de 3 à 4 années de direction de projets significatifs dans un environnement méthodologique (SDWS - EXPERT - METHOD 1...) sont nécessaires pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, salaire actuel) sous référence MQS à notre conseil :

EL CONSEIL - 7, rue Paul Lelong 75009 PARIS, qui vous garantit toute confidentialité.

CONVEL

Le Monde de l'Informatique

La Matière Bleue

L'audace d'aller jusqu'au bout en informatique technique

Force d'un projet par l'ampleur de la vision initiale, et par l'audace de le réaliser jusqu'au bout, elle permet de mettre la haute technicité de nos interventions au diapason de notre connaissance des secteurs les plus en pointe.

Multiplicité des opportunités de carrière. La Matière Bleue permet à chacun de réaliser son ambition et d'optimiser ses propres projets.

La Matière Bleue est force et élan.

Elle est la force que Sema Group confère à tout projet, elle est l'élan qui porte le projet informatique de

INDUSTRIE ET TRANSPORT

Le tunnel sous la Manche, les systèmes de régulation des flux autoroutiers, ferroviaires et maritimes, les systèmes de réservation, les systèmes d'aide à l'exploitation des réseaux métro-autobus, la CPAO d'ensembles industriels complexes en France et hors de France, l'architecture de systèmes et de réseaux industriels... sont autant d'opérations à porter à notre crédit. Nos équipes maîtrisent toutes les phases des projets : étude, spécification, conception, réalisation, installation, mise en service, suivi...

Ingénieurs (ESIEA, ENSI, INSA, ESME...) ou universitaires 3ème cycle, nous vous offrons un contexte idéal pour valoriser votre expérience en informatique industrielle :

- **INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES** : vous intervenirez sur des projets diversifiés : suivi de produit, gestion industrielle (de production, de qualité et de maintenance).
- **INGÉNIEURS INFORMATIQUES** : vous mènerez vos missions dans un environnement technologique de pointe : temps réel, graphique, SGBDR, UNIX, VMS, MICRO, C, ADA.
- **JEUNES INFORMATIQUES** : nous vous offrons, pour réussir votre carrière, une formation complémentaire aux méthodes et outils mis en œuvre par nos équipes.

Postes à pourvoir en Région Parisienne et province avec opportunités d'affectation hors de France.

SEMA GROUP

Merci d'adresser CV et lettre motivation sous réf. 1106/LM à Monsieur Morlaix, 41, rue de la République, 92120 Montrouge. Service Recrutement 01 47 00 00 00.

Filiale d'une grande banque française, cette société crée une cellule chargée de réaliser une gamme de progiciels pour la maison mère. Pour renforcer cette équipe, elle recherche un

Ingénieur atelier développement progiciels financiers

L'équipe que vous rejoignez a pour mission de "fabriquer" les logiciels associés aux systèmes gérant les activités de marché, destinés à être implantés tant à Paris que dans les filiales à l'étranger.

En environnement évolué - stations de travail, outils de génie logiciel... - vous êtes attentif à mettre en pratique normes et méthodes pour réaliser tout d'abord des progiciels couvrant les produits financiers hors bilan.

Nous confierons ce poste à un candidat issu d'une école d'ingénieurs confirmé dans son expérience de réalisation. Nous lui proposons de participer au projet "d'industrialisation" des progiciels de marchés destinés à intégrer les différents sites internationaux de la banque.

Bruno RAMEAUX étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence BRa 06.485 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

M.D.A. Conseil en ressources humaines.

D'abord l'informatique, avec des perspectives d'évolution très ouvertes.

EDF GDF SERVICES met en œuvre pour la gestion de ses clients et de ses réseaux électriques et gaz... des ensembles informatiques diversifiés et à la pointe de la technique : gros systèmes IBM et Bull, mini, micro, génie logiciel, bases de données, télé-informatique.

Après une formation complémentaire adaptée et concrète, au sein d'équipes de spécialistes, concevez et réalisez des systèmes d'information complexes, exploités dans un grand nombre de sites répartis sur l'ensemble du territoire national.

Disposez de tous les moyens pour vous investir pleinement dans votre mission et diversifiez votre savoir-faire.

Dans un deuxième temps, vous pourrez poursuivre dans le domaine informatique ou vous orienter vers l'un de nos nombreux autres métiers. Postes basés en région parisienne.

Adressez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation), sous réf. M/1106, à Guy Lamberet, Département recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

JEUNES INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES

OU UNIVERSITÉS

(DEA, DESS, MAGE)

EDF GDF

Filiale française (800 personnes, un milliard de chiffre d'affaires) d'un Groupe multinational, nous occupons une place prépondérante dans un marché en expansion. Le positionnement de nos produits, l'impact de nos campagnes, la gestion rigoureuse de notre activité commerciale sont bien évidemment au cœur de nos préoccupations. Notre progression est liée aux performances de notre Informatique, c'est pour répondre encore mieux aux attentes du terrain que nous créons les postes de :

Organisateur "senior"

Optimisation de nos circuits administratifs, élaboration de propositions de schéma directeur, réalisation de cahiers de charges pour l'une ou l'autre de nos entités, telles sont vos principales missions dans le cadre de la structure "Organisation" que nous mettons en place. Vous serez assisté, pour réaliser cet objectif, par une équipe de trois personnes.

De formation supérieure (École d'Ingénieur ou de Gestion), vous avez acquis une solide expérience (cinq ans minimum) de l'organisation dans un grand Cabinet ou dans le milieu de la Distribution. Votre connaissance des mécanismes de l'entreprise, votre capacité à gérer les priorités, votre rigueur mais aussi votre sens prévisionnel, vous permettront d'assurer avec succès cette fonction. (Réf. 12/691)

Correspondant informatique "senior"

Vous prendrez la responsabilité du service assistance utilisateurs. Pivotal central entre nos Directions opérationnelles, nos Points de Ventes et notre Direction Informatique, à l'écoute de tous les besoins, et conscient des impératifs, vous serez chargé de conseiller, assister, former les utilisateurs dans l'utilisation des applications et des procédures d'organisation. Non seulement vous constituerez et animerez votre équipe, mais vous "vendrez" votre action auprès des nombreux services.

Bac + 4, École de Gestion de préférence, vous avez acquis une expérience de quatre ans minimum comme Chef de Projet Utilisateurs ou comme Organisateur dans le marché de la Distribution ou du produit Grand Public. Efficacité, hauteur de vues, rapidité de réaction, aptitudes à communiquer sont vos atouts. (Réf. 12/690)

La taille et la vocation de notre Groupe offrent, bien sûr, de larges possibilités d'évolution pour ces deux postes. Lieu de travail : Paris/Ouest.

Merci d'adresser lettre, cv et photo sous référence choisie (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83 rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex.

BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE

Recherche

UN (E) INGÉNIEUR INFORMATICIEN (NE)

AYANT UNE EXPÉRIENCE EN MICRO-INFORMATIQUE

Des compétences sur IBM AS400 et/ou en informatique scientifique seront un atout supplémentaire.

Formation

- École d'ingénieur en informatique ou université (DEA, DESS, maîtrise)
- Expérience : minimum deux ans.
- Bonne connaissance de l'anglais.

Ecrire sous n° 8330 Le Monde Publicité.

15/17, rue du Colonel-Pierre-Avin. - 75902 Paris, Cedex 15.

TRAFIC AÉRIEN : LE CIEL APPRIVOISE

Avec la croissance du trafic aérien, la multiplication du nombre d'escadres et leur concentration dans un même espace temps, l'ATC (Air Traffic Control) est, au moins pour le marché civil, un domaine d'intervention en pleine croissance.

Proposer l'essentiel des équipements de contrôle aérien (outils d'aide à la navigation, radars, centres de contrôle...), telle est votre spécificité. Bénéficiant des moyens d'un groupe international et d'une expérience de plus de 30 ans, nous intervenons dans le ciel d'Indonésie, de Grèce, d'Australie, de Nouvelle Zélande, d'Amazonie, du Cachemire.

Une présence sur tous les continents, renforcée par des efforts intensifs de recherche, qui appelle des professionnels de la technique, bien sûr, mais surtout des hommes et des femmes sachant intégrer notre esprit "pionnier".

CHEFS DE PROJET LOGICIEL

Au sein du service "Centre de Contrôle", vous intégrerez une équipe de 8 à 10 personnes. Intervenant sur des projets d'une durée de 1 à 2 ans, depuis leur spécification jusqu'à leur livraison clé en main, vous participerez dans un premier temps à leur développement en usine puis assurez le suivi de leur intégration finale sur site. Assurant des responsabilités d'encadrement, vous êtes également en contacts fréquents avec nos clients.

Ingénieur confirmé à fort potentiel, vous possédez une bonne expérience en développement logiciel et ADA. Vous maîtrisez également OS2, Oracle et Teamwork. Bon manager, votre goût des contacts associé à une très bonne capacité d'adaptation font de vous un coordinateur hors pair, en interne aussi bien que sur site. A terme, vous pourrez évoluer vers les fonctions d'Ingénieur d'Affaires ou de Technico-Commercial. Anglais courant.

Postes basés en proche banlieue Sud-Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. AG/06LM à Thom & Sons

41, Rue Fétier - 92120 Montrouge

Thom & Sons

CONSULTANTS

51

RECORD DU MONDE
1000 KILOMÈTRES
COMMERCIAL
TOV
Mètres
Trompe
sont conge
9 établis

مكتبة المجلد

515,3 KM/H ...

RECORD DU MONDE DE VITESSE SUR RAIL. VOTRE PROCHAIN OBJECTIF : 1000 KILOMETRES EN TROIS HEURES, A LA VITESSE COMMERCIALE DE 350 KM/H.

TGV France, Europe, Etats-Unis (Texas), Métros de Caracas, Séoul, New York, Tramways de Nantes, Grenoble... sont conçus, produits et assemblés dans nos 9 établissements en France.



• Notre maîtrise des techniques avancées du ferroviaire vous permettra de valoriser votre **potentiel** dans différents domaines et fonctions, et par exemple : • Mise en place d'ateliers de génie logiciel. • Simulation de réseaux de transmission et d'automatisation de contrôle de TGV ou de Métro. • Aéroacoustique - Simulation mécanique de TGV. • Micro électronique - Etude de composants VLSI. • Transmission par hyperfréquences. • Une carrière **Européenne**, voire internationale vous attend dans la DIVISION TRANSPORT (17 000 personnes, 10 milliards de Francs de CA); au sein d'un Groupe franco-britannique solide (50 milliards de Francs de CA, 80 000 personnes). • Vos compétences rejoignent les nôtres : venez exprimer vos qualités **techniques et humaines** dans des projets stimulants.

• Contactez le Service Développement des Ressources Humaines - (réf. LM) GEC ALSTHOM - Division Transport - Tour Neptune - Cedex 20 - 92086 PARIS LA DEFENSE. Minitel (1) 48 40 06 06 Code GEC ALSTHOM ou écrivez directement à nos Etablissements :

ATTEE LA MOULIN (17)

- 1 Responsable Achats
- 1 jeune Ingénieur Gestion de Production
- 1 Ingénieur 4/5 ans d'expérience Responsable d'un atelier de chaudronnerie
- 1 Ingénieur chargé d'affaires
- 2 Ingénieurs Electroniciens Affaires Qualité
- 1 Contrôleur de Gestion Affaires
- 1 Assistant(e) Gestion Sociale

REPOS (17)

- 1 Ingénieur Electrotechnicien

LE CREUSOT (17)

- 1 Contrôleur de gestion usine

LA DEFENSE (92)

- 1 Ingénieur Assurance Qualité
- 10 Ensembliers
- 3 Ingénieurs SAV
- 1 Ingénieur Suspensions actives
- 1 Ingénieur Etudes mécaniques
- 1 Responsable de la Coordination des Etudes informatiques
- 1 Ingénieur Système
- 1 Ingénieur Transfert de technologie

INFORMATIQUE EMBARQUEE

- 2 Chefs de projets Informatique de gestion
- 1 Contrôleur de gestion
- 1 Ingénieur en intégration de systèmes embarqués
- 1 Ingénieur Hardware
- 1 Ingénieur Industrialisation circuits imprimés
- 1 Ingénieur Etudes Spécification système
- 1 Ingénieur informaticien
- 1 Ingénieur Connectique
- 1 Ingénieur Technologue

VAL DE LA VARENNE (17)

- 1 Responsable Etudes Gestion des moyens
- 2 Ingénieurs Etudes mécaniques
- 2 Ingénieurs Etudes électriques
- 1 Ingénieur Méthodes Soudure
- 1 Ingénieur Méthodes Responsable Investissements
- 1 Ingénieur Mécanicien
- 1 Responsable Transistive

ORLANS (18)

- 1 Ingénieur Calculs électrotechniques numériques
- 1 Ingénieur Méthodes FAO commandes

SAINT-DENIS (93)

Systèmes de Signalisation - Pilotage Automatique - Contrôle de Vitesse

- 1 Chef de service Electronique cartes et logiciels
- 1 Ingénieur Bureau d'Etudes schémas électriques
- 2 Chefs de projets Informatique de gestion
- Chefs de projets France Export (plusieurs)

TARBE (65)

- 1 Ingénieur Etudes électriques
- 1 Ingénieur Achats

VILLEURBANNE (69)

- Ingénieurs Etudes Electronique de puissance (plusieurs)
- Ingénieurs Etudes Electronique de commande (plusieurs)
- 1 Ingénieur Etudes systèmes électroniques puissance-commande
- 1 Ingénieur Mécanique Etudes thermiques
- 1 Gestionnaire Commandes officiers (Ingénieur ou gestionnaire)
- 1 Ingénieur Informatique support scientifique
- 1 Ingénieur Production contrôle cartes
- 1 Ingénieur Qualité Audit fournisseurs

GECALSTHOM

DIVISION TRANSPORT

CONTESSE

Le Monde des Secteurs de Pointe

Groupe industriel de dimension internationale, composé de trois divisions : Défense Espace, Chimie, Matériaux, SNPE (6 900 personnes, 4 milliards de F de CA) appuie son dynamisme sur un potentiel technique et humain de premier plan. Le souci de maintenir nos installations à un niveau de performances optimum nous amène à renforcer nos équipes dans deux de nos établissements de province.

Ingénieur de maintenance MÉCANIQUE

Vous rejoignez notre établissement industriel de Sorgues (Vaucluse), spécialisé dans la production de dérivés nitrés et d'explosifs militaires. Adjoint au Responsable de maintenance, vous assurez la direction opérationnelle des interventions en mécanique de nos bâtiments de production. Vos responsabilités, très globales, vous amènent à agir depuis la gestion de l'entretien (prévisions, analyse des coûts, dossiers de sous-traitance...) jusqu'aux études de rentabilité des nouvelles installations. Vous proposez également toute amélioration visant à accroître la qualité de nos prestations. A 25-30 ans environ, vous êtes ingénieur option mécanique (Arts et Métiers, ENI ou équivalent...) débutant ou avec une expérience "terrain". Vos qualités de rigueur, votre ténacité, votre capacité à encadrer et votre sens relationnel vous permettront de réussir dans votre mission. La connaissance de l'anglais serait un atout.

Chef de Projet travaux neufs INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Vous rejoignez notre établissement industriel de Bergerac (Dordogne) spécialisé en nitrocelluloses, poudres militaires. Au sein du Bureau d'études du Service Travaux neufs, vous menez les études concernant les automatismes et l'informatique industrielle. Pour cela, sous la responsabilité du Chef de service, vous prenez en charge l'ensemble des responsabilités tant financières que techniques des travaux dans les domaines précités, depuis leur prévision jusqu'au suivi de leur réalisation. Vos fonctions vous conduisent à animer une équipe et à travailler en coordination avec le Service entretien et le responsable "chantier". Ingénieur électricien avec des compétences en automatique et en informatique industrielle, vous justifiez d'une expérience d'un maximum de 6 ans dans des fonctions analogues. Une aptitude à travailler en équipe, des qualités d'animation et le sens des responsabilités vous permettront de mener à bien votre mission qui requiert en outre des connaissances en anglais technique.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre, photo, prétentions) à SNPE, DRH/M1868, 12 quai Henri IV, 75181 Paris Cedex 04, en rappelant le poste choisi.

SNPE
EXPERTS EN LA MATIÈRE

J'AI CHOISI LES RESPONSABILITES

Je rejoins la DGA



La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6.000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.

L'A.I.A. de BORDEAUX, site industriel de la DGA au premier rang des réparateurs de turbomachines équipant les avions et les hélicoptères militaires, recherche 6 ingénieurs grandes écoles (ENSAE - ENI - ENSAM - INSA - ENSICA...).

- Ingénieurs de production
- Ingénieurs de spécialité (équipements turbomachines)
- Ingénieurs assurance qualité
- Ingénieurs spécialité "métallurgie"



MERCI D'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE MANUSCRITE AVEC C.V. DÉTAILLÉ ET PHOTO À : MADAME DANIELLE BARRIERE DGA/DPAG 28, BD VICTOR - 09480 ARMEES.

Ingénieurs audit qualité confirmés secteur nucléaire

De l'agro-alimentaire au nucléaire, SGS - N 1 mondial de l'inspection et du contrôle qualité (25 000 personnes) - intervient dans tous les secteurs d'activités, à tous les niveaux de la vie économique et de la qualité de l'environnement. Aujourd'hui, le développement de notre Département Assurance Qualité nous conduit à renforcer nos équipes.

De formation Ingénieur ou équivalent, aujourd'hui, vous souhaitez valoriser vos compétences en ASSURANCE QUALITE et vos 5 à 10 ans d'expérience DANS LE SECTEUR NUCLEAIRE. Pour mener à bien votre rôle d'Auditeur, vous avez une parfaite maîtrise des règles et des procédures du secteur nucléaire ainsi qu'un excellent sens des contacts.

Bien entendu, vous serez amené à vous déplacer ponctuellement dans toute la France.

Nous vous offrons une rémunération motivante à la mesure de votre expérience et de réelles perspectives d'évolution au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo s/réf. IAQ/LM à Christine CHAUVIN - SGS QUALITEST - 16, rue du Louvre 75001 PARIS.



LA QUALITE, C'EST NOTRE AFFAIRE

Avec l'informatique en plus Partez gagnants

Bac + 4 ou 5



SEMA GROUP est passé maître dans l'art d'adapter les connaissances et les aspirations des jeunes diplômés aux métiers de l'informatique. Pour FRANCE LOTO qui optimise son système d'information, nous recherchons plusieurs jeunes, débutants, de bon potentiel, motivés à qui nous proposons de démarrer leur parcours professionnel dans l'informatique.

Diplômés d'une grande Ecole ou de l'Université (3ème cycle scientifique ou de gestion), vous recevrez à SEMA GROUP, au cours d'un stage intensif de 3 mois qui débutera le 16 septembre, une formation solide aux méthodes et outils de l'informatique, qui sera pour vous un véritable quadrilatère cycle. Ensuite, vous rejoindrez à Moussey-le-Vieux (près de Roissy en France), dans un cadre naturel agréable, les équipes informatiques de FRANCE LOTO et vous évoluerez sur des projets motivants et pointus : réseau d'entreprise, bases de données distribuées, systèmes ouverts (UNIX)...

Merci d'adresser votre candidature sous la référence P 132/M à Bernard BEAUNOIR, SEMA SELECTION, 16 rue Barbès 92136 MONTRouGE CEDEX.



Notre organisme intervient dans plusieurs centaines de sociétés du secteur agro-alimentaire et leur apporte informations et conseils. Nous souhaitons compléter nos équipes dans le domaine de la gestion et de l'organisation, et offrons, pour cela, deux postes :

INGENIEUR CONSEIL

Vous êtes un généraliste capable d'intervenir dans les domaines de la Gestion, de la Finance et de la Qualité.

Vos recommandations s'appuyant sur une analyse rigoureuse des situations.

Vous avez une formation supérieure agronomique ou commerciale, et vous êtes débutant ou mieux, vous avez 2 à 3 ans d'expérience dans une société.

Le poste est basé à Paris.

CONSEILLER EN LOGISTIQUE

A la demande des entreprises, et à partir d'audits, vous analysez les flux et les coûts de l'ensemble de la logistique. Vous proposez des solutions réalistes et économiques, et vous en suivez l'application.

De formation supérieure vous avez une bonne appréhension de l'informatique et une expérience de 2 à 3 ans en logistique.

Le poste est basé à Paris.



Merci d'envoyer CV - lettre manuscrite - photo sous la ref choisie à ML2 Conseil - 16, rue Jacques Dulud 92200 NEUILLY SUR SEINE



Etablissement public, nous recherchons pour la Division Technique des Brevets à Paris des

INGENIEURS ou UNIVERSITAIRES

DIPLOMES (BAC + 5)

140-170 KF /AN (selon expérience)

Votre mission sera de procéder à l'examen des demandes de brevets d'invention notamment dans les domaines techniques :

- Electricité
- Electronique
- Machines-outils
- Mécatronique
- Impression
- Soudure
- Navire et leurs équipements
- Matériaux

Ces examens nécessitent l'étude de documents techniques en anglais et en allemand.

Nous vous remercions d'adresser lettre et C.V. à : INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE 26 bis, rue de Léningrad - 75800 PARIS

INGENIEUR

(RESPONSABLE DES SERVICES GENERAUX)
(A.M. - T.P. ou équivalent)

Une importante société à vocation aéronautique recrute LE SUCCESEUR DU RESPONSABLE DU DEPARTEMENT SERVICES GENERAUX (100 personnes).

- Investissements, - Travaux Neufs, - Maintenance...

Agé de 35 ans minimum, le candidat retenu aura une expérience confirmée de la pratique du fonctionnement et de la maintenance de chantiers du type TP, bâtiment, génie climatique, de la maintenance d'installations et de la gestion des budgets d'investissement.

Participant à la réorganisation du département, sa première mission consistera à étudier le transfert des activités de l'établissement sur un nouveau site en agglomération parisienne (78).

Le poste, évolutif, demande un manager polyvalent dont les qualités sont celles d'un leader ; il sera en outre diplomate, négociateur, organisé.

Envoyez CV, lettre, PHOTO et rémunération souhaitée s/réf. MO 1 à GL CONSEIL - 127 rue de Samsure - 75017 PARIS



Notre croissance (20% en moyenne depuis 20 ans), nos résultats (CA. prévu en 91 : 4200 MF), notre potentiel (+ de 15 usines dans le monde), font de notre Groupe un des leaders mondiaux de la transformation des matières plastiques et une des entreprises françaises les plus performantes.

Le développement rapide de la fabrication de pièces peintes pour l'industrie automobile nous conduit à rechercher un

INGENIEUR METHODES PEINTURE

Basé d'abord à Oyonnax, site construit en 89, rattaché au Directeur Technique Injection, il vous sera confié une double mission ambitieuse :

- l'étude et l'industrialisation des machines de finition, thermogainage en particulier,
- l'étude et le lancement de la chaîne de peinture de notre future usine de Rennes où vous pourrez assurer le démarrage des installations.

Ingénieur Mécanicien avec plusieurs des compétences en chimie, vous connaissez les peintures et possédez une expérience de 5 à 7 ans dans une fonction analogue. Vous maîtrisez l'anglais.

Très large évolution de carrière possible pour un candidat à fort potentiel.

Envoyez votre dossier (CV + lettre manuscrite) sous référence M/3223/B à notre Conseil qui vous transmettra plus d'informations avant de vous recevoir.



cabinet Henri PHILIPPE
106 boulevard Hausmann 75008 PARIS

مكتبة المجلد

Journées "Rencontre Thomson"

Il n'y a pas que les pistonnés qui trouvent un job en 48 heures !

Jeunes Ingénieurs

Les 26 et 27 juin 1991, nous relevons le défi de signer votre contrat de travail en 48 heures. Nous vous proposons donc de venir nous rencontrer, de façon informelle, avec un programme, modulable selon votre disponibilité.

Mercredi matin : Pour assouvir votre curiosité, vous entamez la discussion avec de jeunes ingénieurs, chez nous depuis 1 an.

Mercredi après midi : Votre appétit apaisé, votre intérêt aiguisé, vous enchaînez par des entretiens individuels avec nos responsables de recrutement.

Jeudi matin : Avides d'informations plus concrètes, vous rencontrez votre futur patron.

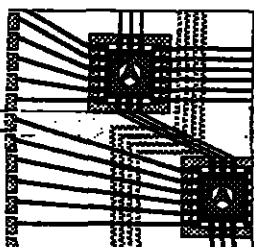
Jeudi soir : Le coup de foudre mutuel, vous commencez votre nouveau métier le 29 ou partez en vacances avec votre lettre d'intention d'embauche.

Voici, en bref, ce que vous allez découvrir en 48 heures : la Division Assistance et Service du Groupe Thomson. Une structure jeune (créée en 1989), ambitieuse (1000 affaires traitées par an), internationale (présente dans 35 pays) ; 2000 personnes qui proposent à des clients prestigieux une ingénierie de services intégrés sur les programmes les plus complexes dans les secteurs de l'aéronautique, de l'espace, de la défense et des télécommunications.

Si vous êtes un jeune ingénieur avec ou sans expérience, ambitieux, polyvalent, capable de mettre toute son énergie et sa personnalité au service d'un projet, vous prendrez très vite la mesure des responsabilités que nous vous confierons. Et, parce que nos limites ne sont pas près d'être atteintes, parce que nous sommes toujours à l'affût des nouvelles technologies, parce que nous avons envie de franchir de nouvelles frontières, vous pourrez ensuite évoluer rapidement vers des postes de chef de projets, de consultant, de chargé d'affaires, d'expertise...

Alors, rendez-vous le 26 Juin 91.
Afin de confirmer votre présence,
merci d'appeler Isabelle au 45.37.86.36

Si vous n'êtes pas libre à cette date, appelez-nous quand même !
ou adressez votre CV à :
THOMSON-CSF/Division Assistance et Service
Direction des Ressources Humaines - 9. Av. Réaumur - 92350 Le Plessis Robinson.



THOMSON

D E S H O M M E S S I G N E N T L E U R T E M P S

Aménagez la ville de demain

Vous êtes ...

- Titulaire d'un D.E.S.S. ou d'un D.E.A. en sciences humaines, sociales, économiques et juridiques (appliquées aux problèmes d'aménagement, d'urbanisme, de développement et d'habitat), génie civil, transports et environnement.
- Titulaire d'un diplôme d'ingénieurs.

Vous voulez ...

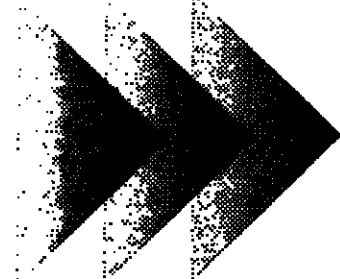
- Construire la ville et aménager ses quartiers.
- Améliorer la qualité de la vie.
- Coordonner les acteurs du développement urbain.

Vous deviendrez ...

- Ingénieur des Travaux Publics de l'Etat.

Vous gagnerez ...

- Environ 145 KF la première année.
- Environ 190 KF la troisième année.
- Jusqu'à 360 KF en fin de carrière.



128 postes à pourvoir
Recrutement exceptionnel par concours

Attention,
clôture des inscriptions
le 12 juillet 1991



Ministère de l'Équipement,
du Logement,
des Transports et de l'Espace

Renseignez-vous auprès de
L'ÉCOLE NATIONALE
DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ÉTAT
rue Maurice Audin
69518 Vaulx-en-Velin cedex
Tél. : (16) 72.04.70.70

INGÉNIEURS SYSTEME COMMUTATION Rejoignez pour l'AXE la coopération internationale MATRA ERICSSON

MET, MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS, a pour vocation de concevoir et installer des centraux téléphoniques pour la téléphonie publique en France et à l'étranger. Notre croissance nous conduit à renforcer notre Département Système qui est l'interface technique entre l'évolution internationale du système AXE et les besoins croissants de nos clients (Radio Mobile, nouveaux services...). Plusieurs postes d'ingénieurs sont disponibles. Les missions diverses couvrent les domaines suivants :

- Elaboration et suivi du contenu fonctionnel des futures phases d'évolution de l'AXE.
- Etude d'appels d'offres ou des cahiers des charges.
- Assistance technique au commercial.
- Expertise fonctionnelle dans différents domaines de la téléphonie. Analyse des

besoins et spécifications des clients, propositions techniques. Définition des spécifications de développements. Vous agirez en relation étroite avec les clients et le groupe Ericsson et les différentes directions de MET. Vous évoluerez donc dans un contexte international et serez amené à des déplacements.

Ingénieur Télécom ou Electronique option Télécom, vous avez une expérience d'au moins 3 ans dans la téléphonie. Vous maîtrisez bien l'anglais. Voilà pour vous l'occasion d'exprimer vos qualités techniques, d'analyse, de synthèse, de relation et de négociation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence IS à Martine Videau, Direction des Ressources Humaines -

MET - 19 avenue Carnot
91348 Massy Cedex

MET
MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Le Monde des Secteurs de Pointe

Groupe industriel de dimension internationale, composé de trois divisions : Défense Espace, Chimie, Matériaux, SNPE (6 900 personnes, 4 milliards de F de CA) appelle son dynamisme sur un potentiel technique et humain de premier plan. Notre développement et la réalisation de projets importants nous amènent à renforcer les équipes de notre établissement de SAINT-MEDARD-EN-JALLES (Gironde).

Chef de projet productique

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Au sein de l'équipe informatique industrielle de l'Unité méthodes, vous êtes responsable de la mise en place de l'automatisation du système de production depuis l'étude jusqu'à la mise en œuvre. Vous démontrerez vos compétences de concepteur, d'architecte et d'intégrateur dans le domaine industriel. En relation avec les clients internes et en coordination avec les différents corps de métier, vous analyserez les besoins et proposerez un diagnostic pertinent. En tant que responsable du projet productique, vous spécifiez, concevez et faites réaliser les projets. Garant des impératifs de coût et de qualité, vous définissez les moyens à mettre en œuvre jusqu'au démarrage du projet. Ingénieur informaticien, vous possédez 3 ans d'expérience environ en informatique industrielle, connaissez les méthodes de conception de type SART, MERISE... Vous souhaitez aujourd'hui gagner de nouvelles responsabilités. Esprit de synthèse, sens de l'équipe, dynamisme alliés à une réelle implication vous permettront de réussir dans notre groupe.

Ingénieur de maintenance

ELECTRONIQUE, AUTOMATISME, ELECTRICITE

Passionné par la technique, motivé par la diversité des responsabilités, vous avez les atouts indispensables pour prendre en charge de façon très opérationnelle la maintenance préventive et curative de nos installations dans les domaines suivants : électricité, électronique, automatisme, instrumentation... Réel animateur de l'équipe de techniciens spécialisés dont vous avez la responsabilité, interlocuteur privilégié de nos unités de production, vous apportez la juste réponse en termes de coût, de délai et de qualité aux problèmes posés. Débutant à fort potentiel ou possédant une première expérience, vous avez complété votre formation d'ingénieur par une spécialisation dans les domaines précités. Votre réussite dans cette mission vous permettra d'étendre vos responsabilités à des domaines d'intervention supplémentaires (mécanique, chaudronnerie...) ou d'évoluer vers d'autres fonctions dans le groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à SNPE, DRH M/186A, 12 quai Henri IV, 75181 Paris Cedex 04, en rappelant le poste choisi.



sophia bioconcept

Quand la haute technologie rejoint le monde médical...

6 INGENIEURS

2 INGENIEURS :
FONCTION RECHERCHE &
DEVELOPPEMENT

Ingénieur en logiciel scientifique

De formation ingénieur mécanicien, vous connaissez l'usinage et la CFAO. Vous maîtrisez parfaitement le développement de logiciels. Votre mission : développer et maintenir des programmes de calcul de trajectoire d'usinage en vue de la fabrication de prothèses médicales (Ref. 201 L)

Ingénieur électro-opticien

D'une formation spécialisée en optique, vous connaissez les techniques du traitement de l'image. Vous êtes intéressé par l'optique interférentielle et l'utilisation des lasers. Votre mission : prendre en charge le développement et l'évolution de capteurs de relief, de mouvements ou d'images médicales en collaboration avec un ingénieur logiciel en traitement du signal. (Ref. 202 O)

4 INGENIEURS : FONCTION INDUSTRIELLE

Ingénieur mécanicien

D'une formation spécialisée en construction mécanique, vous avez des connaissances en motorisation, électromécanique, puissance et broche d'usinage. Vous maîtrisez la conception et le fonctionnement des machines-outils à commandes numériques. Votre mission : responsable de l'activité électromécanique du bureau d'études, véritable interface entre la Recherche & Développement et la fabrication, vous vous intéressez à l'analyse de la valeur du produit. Vous collaborerez avec un ingénieur électronicien. (Ref. 203 I)

Ingénieur électronicien

D'une formation spécialisée en électronique, vous connaissez les composants et les capteurs. Vous avez déjà conçu des cartes électroniques. Votre mission : Responsable de l'activité électronique du bureau d'études, véritable interface entre la Recherche & Développement et la fabrication, vous développez les fonctions électroniques de nos systèmes. Vous collaborerez avec un ingénieur mécanicien. (Ref. 204 E)

Ingénieur en gestion de production

De formation technique, vous connaissez l'électronique, la mécanique et l'optique. Vous avez le sens de la négociation et de la maîtrise d'œuvre de sous-traitants. Votre mission : contrôler le prix de revient industriel et la fabrication de nos systèmes. Homme de dialogue et de rigueur, vous communiquez vos idées d'amélioration et d'organisation. (Ref. 205 P)

Ingénieur support client

De formation bio-médicale, vous maîtrisez à la fois la technique et le médical. Vous avez un sens aigu du service client. Votre mission : assurer l'installation et l'organisation de la maintenance de nos équipements médicaux sur site, tout en assurant un retour d'informations clients. (Ref. 206 S)

Vous voulez valider votre expérience de 2 à 3 ans au sein de nos équipes et relever le challenge. Vous parlez en plus l'anglais... Si l'innovation technique représente pour vous une des clés de la réussite, alors nous vous ferons bénéficier de notre savoir-faire et des opportunités du groupe. Ces postes sont basés dans la région lyonnaise.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV et photo), en précisant la référence du poste choisi, à notre conseil Bernard MALSCH ASSOCIES, 72 cours Charlemagne, 69002 Lyon.

PERMA

Société internationale de produits capillaires et cosmétiques recherche dans le cadre de son développement

INGENIEUR RESPONSABLE PROJET

Il aura pour tâche d'assurer l'amélioration des matériels existants (casques, sèche-cheveux, appareils à permanente), concevoir de nouveaux matériels et en assurer le suivi du prototype à la fabrication. Autonome, le candidat, à l'esprit pratique, aura une formation solide en Electricité, Calorimétrie et Electronique. Ce poste nécessite, en outre, de fréquents déplacements entre Paris et Reims.

INGENIEUR RESPONSABLE FORMULATION

Ingénieur Chimiste ou équivalent de formation, il pourra faire la preuve d'une expérience significative en formulation et/ou production dans les domaines Cosmétique, Agro-alimentaire ou Textile. Basé à REIMS, à la tête d'une équipe de 5 personnes, il aura pour tâche d'assurer le développement et le lancement de nouveaux produits.

Si vous pensez correspondre à ces profils, adressez vos offres manuscrites accompagnées d'un C.V. à Société PERMA, P. LABBEZ, Directeur du Personnel, 29 bis rue d'Alsace, 75008 PARIS.

Ingénieur Electricien :

De la maîtrise d'œuvre à la gestion opérationnelle.

Entreprise de Service du Secteur Public, située en CHAMPAGNE, nous assurons la maîtrise d'œuvre dans les domaines de la distribution d'électricité, de l'éclairage, des réseaux câblés...

Renforcer les réseaux, les prolonger, concourir à la protection de l'environnement, répondre à des besoins spécifiques en matière d'énergie et promouvoir des technologies nouvelles... telle est notre vocation.

INGENIEUR - CHEF DE SECTEUR, sur votre zone géographique, vous concevez la solution technique et montez le dossier financier. Vous rédigez le cahier des charges et effectuez les appels d'offres auprès de sous-traitants pour la réalisation des travaux...

Vous conseillez les élus, les services techniques des villes et préconisez les aménagements ou créations d'équipements répondant aux besoins exprimés.

Jeune INGENIEUR (SUPELEC, ENSEM, ESIEE, INPG, ENSEEIHT, IDN, INSA...) si vous souhaitez commencer ou poursuivre votre carrière par une responsabilité ouverte sur la technique, l'organisation et la gestion, nous serons heureux de vous accueillir et vous assurerons une évolution rapide vers des responsabilités plus larges.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, SEFOR, sous réf. BSE 600 M.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec

Au sein de la direction Transport de la Division Electricité et Nucléaire du Groupe Spie Batignolles, nous sommes spécialisés dans la conception et la réalisation de systèmes CATERNAIRES. Pour renforcer notre équipe (60 personnes environ), nous recherchons un ingénieur d'études.

Après une période de formation, vous prendrez la responsabilité de projets d'études, assurerez les missions techniques et relationnelles avec nos clients ou partenaires.

Diplômé ENSI, ESME, ESTP, IDN, INSA... débutant ou avec une première expérience, vous possédez en tous cas de solides connaissances en résistance des matériaux, mécanique et micro-informatique. Bien sûr, vous maîtrisez l'anglais. Des connaissances en DAO seraient un plus. Votre goût du travail en équipe et votre réel dynamisme vous permettront d'évoluer au sein du Groupe.

Adressez CV et lettre manuscrite, sous réf. M01, à Monsieur Bourais, Spie Batignolles, DEN, Groupe Catalane, pôle Edison III, Parc Saint-Christophe, 95861 Cergy-Pontoise Cedex.

Spie Batignolles

UN ESPRIT D'ENTREPRISES

GROUPE SCHNEIDER

HOBART

LA PUISSANCE ET L'IMAGINATION

INGENIEUR HARD SOFT MICRO

Jeune Ingénieur électronicien vous allez développer et adapter une nouvelle génération de systèmes de pesage - emballage - étiquetage automatique destinée au secteur de la grande distribution.

C'est une équipe à constituer autour d'un projet européen dirigé par la France et vous permettant d'exploiter toutes vos compétences en 8088, langages C et Fortran, bases de données et outils de communication.

Un bon départ dans un groupe mondial n°1 en Europe.

Merci d'envoyer votre dossier à Cie HOBART - DRH - BP 68 77312 MARNE LA VALLEE Cedex 2.

INGENIEUR CHEF DE SERVICE

Maintenance électrique

agglomération clermontoise

L'IMPRIMERIE DE LA BANQUE DE FRANCE (1400 personnes) implantée à Clermont-Ferrand recherche un **INGENIEUR CHEF DE SERVICE MAINTENANCE ELECTRIQUE**. Sous l'autorité du Directeur du Département Technique et en liaison avec les services opérationnels, il assurera la responsabilité des travaux de maintenance en Electricité - Electrotechnique - Automatismes et Informatique Industrielle (calculateurs) pour l'ensemble des équipements de l'établissement. Il participera à la définition des cahiers des charges avec les services production et les constructeurs lors de la mise en œuvre de nouveaux équipements. Il planifiera, organisera et coordonnera l'activité d'une cinquantaine de personnes dans leurs interventions d'installation et de maintenance réalisées soit de façon autonome, soit en liaison avec des entreprises extérieures qu'il contrôlera. Il sera par ailleurs chargé de diriger des projets permettant de développer une gestion technique centralisée des informations recueillies sur l'ensemble des installations en vue d'optimiser leur niveau d'utilisation. Ce poste correspondrait à un candidat âgé d'environ 35 ans, de formation Ingénieur type ESIEE, ENSEEIHT, IEG, INSA... et possédant plusieurs années d'une expérience professionnelle similaire acquise dans une entreprise mettant en œuvre des équipements fortement automatisés. La connaissance de l'anglais est requise. Ecrire sous référence 1347 M à

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 Paris

Discretion assurée

interface

Tél. (1) 46 22 90 33

Notre société d'ingénierie et technique, qui a acquis une réputation de collaboration et de compétence, recherche pour ses équipes de collaborateurs expérimentés et motivés :

- TELECOMMUNICATIONS
- SYSTEMES EMBARQUEES
- AUTOMATISMES
- INFORMATIQUE ET SPATIAL

Certains de ces projets nécessitent une maîtrise de l'ingénieur, nécessitent une connaissance approfondie de l'environnement informatique, scientifique et technique (UNIX, VMS, 68000, 88000, C, ADA, Pascal, langages temps réel).

Ecrire ou téléphoner à l'adresse : **INTERFACE** - 95 bis, boulevard Pétrole 75017 Paris

Tél. : (1) 46 22 90 33

Ingénieur

Notre société internationale, filiale du groupe Sophia, est spécialisée dans la high-tech médicale. Nous développons, fabriquons et commercialisons des matériels à base de vision tridimensionnelle, de CFAO et d'usinage de précision. A 25/30 ans environ, vous êtes diplômés d'une école d'ingénieurs (UTC, ENSIMAG, ECAM, Sup-Optique, Sup-Elec...) ou titulaires d'un DESS, DEA ou Masters spécialisés en systèmes électroniques, opto-électroniques, électrotechniques, génie biomédical...

Ice Graphics. Un

Notre société internationale, filiale du groupe Sophia, est spécialisée dans la high-tech médicale. Nous développons, fabriquons et commercialisons des matériels à base de vision tridimensionnelle, de CFAO et d'usinage de précision. A 25/30 ans environ, vous êtes diplômés d'une école d'ingénieurs (UTC, ENSIMAG, ECAM, Sup-Optique, Sup-Elec...) ou titulaires d'un DESS, DEA ou Masters spécialisés en systèmes électroniques, opto-électroniques, électrotechniques, génie biomédical...

Maintenance et

NOS exigences à l'

Notre société internationale, filiale du groupe Sophia, est spécialisée dans la high-tech médicale. Nous développons, fabriquons et commercialisons des matériels à base de vision tridimensionnelle, de CFAO et d'usinage de précision. A 25/30 ans environ, vous êtes diplômés d'une école d'ingénieurs (UTC, ENSIMAG, ECAM, Sup-Optique, Sup-Elec...) ou titulaires d'un DESS, DEA ou Masters spécialisés en systèmes électroniques, opto-électroniques, électrotechniques, génie biomédical...

مكتبة القرآن



Ingénieurs, valorisez vos compétences à Valence !

L'électronique de vol prend une part croissante dans un marché aéronautique et spatial lui-même en pleine expansion ; SEXTANT Avionique s'y impose comme premier pôle européen.

RESPONSABLE PRODUCTION ELECTRONIQUE

Homme de terrain, vous gérez et organisez l'activité de l'atelier de production d'équipements électroniques, à travers la mise en place de moyens de gestion informatique des commandes et de l'organisation des postes de travail, dans le respect des exigences de qualité du secteur spatial. Une formation d'ingénieur généraliste et une première expérience sont indispensables pour assumer cette responsabilité de management (30 personnes). Réf. DE/RP/LM

CHEFS DE PROJET

Responsable technique de votre projet, vous en pilotez l'étude, le développement et la réalisation, et vous mettez en place une coordination efficace des travaux et une gestion rigoureuse afin de respecter vos objectifs de performance, de qualité, de délais et de coût. Vous participez également à la réponse aux appels d'offres (définition des spécifications, plannings, devis...). Ingénieur électronicien avec plusieurs années d'expérience en études, vous possédez la capacité à manager, la rigueur et la fiabilité nécessaires dans notre environnement. Réf. DE/CP/LM

Grâce au large éventail de ses produits, à son avance technologique, à son importante assise financière et à ses accords de coopération internationale, SEXTANT Avionique est compétitif sur les plus grands marchés internationaux, et participe aux programmes Airbus, Ariane, Rafale, Hermes, hélicoptère HAP... Entreprise de 10 000 personnes, SEXTANT Avionique se situe, en tant que filiale, au carrefour des deux grands groupes AEROSPATIALE et THOMSON.

INGENIEUR COMPOSANTS

Intermédiaire entre les bureaux d'études, les fournisseurs et la production, vous assurez le suivi de l'ensemble du cycle d'approvisionnement des composants et macro-composants hybrides, et vous apportez un support technique aux équipes projets et programmes dans le cadre des appels d'offres. Ingénieur électronicien, vous avez une première expérience de l'utilisation et de la mise en œuvre de composants électroniques et micro-électroniques. Réf. DE/IC/LM

RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE

Responsable de l'assurance qualité et fiabilité dans le cadre de projets d'équipements électroniques pour satellites, vous participez directement aux travaux des équipes études pour concevoir et développer des matériels de technologie avancée. Ingénieur électronicien, vous avez quelques années d'expérience en études ou en qualité, vous possédez un excellent contact relationnel et si possible, des compétences en matière de techniques de fiabilité. Ce poste, qui nécessite une vision globale d'un projet, vous fera bénéficier d'une très grande autonomie. Réf. DE/RQ/LM

INGENIEURS D'ETUDES

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous êtes responsable de l'étude et du développement d'équipements électroniques embarqués de haute technologie. Ingénieur grandes écoles (ESE, ENSERG, INSA...), vous mettez en œuvre vos compétences de concepteur en électronique numérique et/ou analogique pour répondre aux exigences et ambitions des programmes spatiaux européens (SPOT, HELIOS, HERMES, COLOMBUS...). Réf. DE/IE/LM

Pour tous ces postes, la maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence du poste choisi, à SEXTANT Avionique, Responsable du recrutement, 25 rue Jules-Védérine, 26027 Valence Cedex.

L'ELECTRONIQUE DE VOL PORTE UN NOM

...Océ Graphics. Un avenir tout tracé!

NOUS SOMMES OCE GRAPHICS, FILIALE DU GROUPE OCE, LE SPÉCIALISTE EUROPÉEN DE L'IMPRESSION ET DE LA REPRODUCTION.

NOTRE MÉTIER : L'INFORMATIQUE GRAPHIQUE. A L'ORIGINE SOUS LA MARQUE BENSON, NOUS CONCEVONS ET FABRIQUONS DES TRACEURS, IMPRIMANTES ET DIGITALISERS.

NOTRE ORGANISATION : 950 PERSONNES DANS LE MONDE, 15 FILIALES, 2 CENTRES DE DÉVELOPPEMENT À PARIS ET DANS LA SILICON VALLEY, UNE UNITÉ DE PRODUCTION PRES DE LA BAULE FONCTIONNANT EN "JUSTE À TEMPS" ET RECONNUE POUR SA GMAO.

NOTRE STYLE : ACTIF, DIRECT. SUR UN MARCHÉ À CROISSANCE FORTE, NOUS NOUS FIXONS DES OBJECTIFS AMBITIEUX. NOUS PRIVILÉGIONS LA RAPIDITÉ DES ÉCHANGES, L'INTÉGRATION DANS L'ENTREPRISE, LA MOBILITÉ ENTRE LES MÉTIERS ET LA PROMOTION INTERNE. EN FRANCE, EN EUROPE ET AUX USA, VOUS TRACERZ UN AVENIR À LA MESURE DE VOS TALENTS.



L'entreprise de tous les desseins

Océ Graphics

Ingénieur Télécom

Responsable Réseaux et Messagerie électronique

Dans un univers high-tech comme celui d'Océ Graphics, la fluidité et la rapidité des communications sont stratégiques. Aujourd'hui, nous développons une nouvelle phase d'implantation de notre réseau international et du système de messagerie électronique avec un objectif essentiel : travailler on-line et communiquer en temps réel avec tous nos sites et partenaires répartis dans le monde.

Pour ce poste en création, vous connaissez les environnements de réseaux locaux (Ethernet-Deconet, Appletalk, Novell) et maîtrisez les contraintes d'une messagerie électronique en milieu hétérogène. Vos connaissances micro seront un plus apprécié.

Au sein de notre Direction informatique basée à Créteil, vous participez à ce projet en assurant le développement et la gestion des systèmes de messagerie. En France et à l'étranger, vos missions seront riches et variées : configuration réseaux, veille technologique, négociation avec des partenaires techniques, conseil et assistance aux utilisateurs.

Votre formation supérieure et l'anglais courant sont indispensables pour réussir et évoluer dans un environnement performant. Réf. IT/M

VOUS AVEZ ENVIE D'AGIR, VOUS ÊTES RÉELLEMENT ENTHOUSIASTE. NOUS SAURONS VOUS MOTIVER, METTRE EN VALEUR VOS COMPÉTENCES ET RECONNAÎTRE VOS RÉSULTATS. ÉCRIVEZ À FRANCIS CAIRE, Océ Graphics, 1, RUE JEAN LEMOINE, 94003 CRÉTEIL CEDEX.

INGÉNIEURS LOGICIEL, INGENIEURS TEST Rejoignez la coopération internationale MATRA ERICSSON

MET, MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATIONS, a pour vocation de concevoir et installer des centres téléphoniques pour la téléphonie publique en France et à l'étranger. Notre développement nous conduit à recruter des

INGENIEURS LOGICIEL

Ingénieurs électronique, option télécommunications, BAC + 5 informatique, vous êtes débutants ou dotés d'une première expérience. Votre mission est à la fois technologique et variée : adaptation de notre système de commutation au réseau national ; développement des nouvelles fonctionnalités (Centrex, RNIS, Radio-Mobile...); adaptation aux différents réseaux étrangers. De l'analyse fonctionnelle aux développements, tests et documentation, vous utilisez la méthodologie propre à nos projets. (Réf. I)

INGENIEURS TEST INTEGRATION

Ingénieurs électronique, option télécommunications, informatique, vous êtes débutants ou dotés d'une expérience de 3 à 5 ans dans la commutation. Vous analysez les spécifications fonctionnelles ; vous préparez les spécifications, les instructions et les plans de déroulement des tests d'intégration ; vous choisissez et faites évoluer les outils de tests ; vous réalisez les tests sur plateforme d'essais ; vous êtes en relation en interne avec le Département Système et le Département Développement, en externe avec le groupe Ericsson. Ingénieurs Logiciel, Ingénieurs Test, vous évoluerez dans un contexte international et pourrez être amenés à vous déplacer à l'étranger chez Ericsson. De votre performance dépendra l'évolution vers d'autres fonctions dans notre entreprise ou les groupes. Vous serez formés à nos méthodes et à nos produits. Vous maîtrisez l'anglais. (Réf. II)

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. choisie à Martine Videau, Direction des Ressources Humaines -

MET - 19 avenue Carnot 91348 Massy Cedex



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Maintenance et performances, nos exigences à l'heure européenne.

SOFTAV est une des filiales de PECHINEY spécialisée dans la production de profils d'aluminium. Notre établissement est installé à HAM, dans la Somme (à 120 km de Paris et 20 km de Saint-Quentin). Avec trois presses à filer de grosse capacité et une activité de traitement de surface par anodisation et laquage en plein développement, nous sortons chaque année 20 000 tonnes de produits, soit 10% du marché français.

Nous avons décidé de faire de ce site l'unité la plus performante en Europe dans ce type de fabrication. Responsable de la maintenance et des travaux neufs, vous êtes l'un des artisans-clés de cette mission. Il s'agit donc de gagner les secondes qui font des tonnes et des MF, d'améliorer les équipements existants et de participer à un très important programme d'investissements. De gros budgets annuels, plusieurs dizaines de MF, en maintenance, travaux neufs ou de rénovation, une équipe de techniciens de haut niveau remarquablement encadrés, et, pour vous, une mission superbe d'ingénieur passionné par les nouvelles techniques, de pédagogie soucieux de transmettre son savoir, d'animateur attentif aux autres. Le tout dans un cadre de grande envergure et dans un groupe d'avenir.

Vous êtes ingénieur généraliste (type AM...) avec de fortes compétences en mécanique, automatismes, hydraulique, vous avez une expérience réussie du commandement, vous avez la trentaine et beaucoup d'enthousiasme.

Venez donc parler de cette affaire avec notre Conseil, SEFOP, qui vous remercie de lui adresser votre dossier sous réf. LJM 661 M SEFOP - 11, rue des Pyramides - 75001 PARIS.



Stages, 1^{er} emploi : 3614 code PECHINEY



En banlieue Sud, l'instrumentation scientifique de pointe ...

Nous, société commercialisée des appareils de haute performance dans les domaines de l'électro-optique et de la physico-chimie. Pour notre ligne Microscopie à balayage électronique de technique unique au monde, nous recherchons notre

Ingénieur Technico-Commercial

• De niveau bac + 5, ingénieur ou universitaire, physicien ou physico-chimiste, de préférence avec une option techniques instrumentales, vous avez utilisé des instruments complexes mariant l'électronique et l'informatique.

• Peut-être avez-vous une première expérience de la vente d'instruments mais, en tout cas, vous vous sentez fortement attiré et doué pour une fonction technico-commerciale de haut niveau.

• Ambitieux, accrocheur, vous avez une forte personnalité et la soif de réussir dans la vente. Anglais indispensable.

• Formation assurée, voiture de fonction et rémunération très attrayante.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous la référence C/ITT à Alain CHABANE, Ingénieur Consultant - RPC - 34, rue de la Fédération 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

Le Monde des Secteurs de Pointe

SEXTANT
AVIONIQUE

Ingénieur support technique L'Airbus à votre programme !

SEXTANT Avionique, premier pôle européen en électronique de vol, se situe en tant que filiale au carrefour des deux grands groupes AEROSPATIALE et THOMSON.

Après une période de formation à nos produits d'environ 1 an, vous assurez auprès des compagnies aériennes le support technique de nos systèmes embarqués sur l'Airbus A 330 A 340.

Ingénieur débutant, de formation électronique informatique ou aéronautique, vous pratiquez l'anglais couramment et êtes disponible pour des déplacements dans le monde entier.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 1037/VS, à SEXTANT Avionique, Service emplois-carrières, Aérodrome de Villacoublay, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex.

L'ÉLECTRONIQUE DE VOL PORTE UN NOM

Provence INGENIEURS CHEFS DE PROJET

Mécanique

Filiale commune de deux grands noms de l'informatique mondiale, nous concevons et assemblons des automates bancaires et des bornes de communication interactives. La qualité de nos produits et l'efficacité de notre marketing nous ont permis d'acquiescer rapidement une position dominante sur nos marchés. La diversité de nos fabrications et leur constante évolution technologique justifient le renforcement de notre structure Recherche et Développement.

Ingénieur généraliste (ENSAM, ENI, INSA...) vous disposez d'une expérience de 2 à 3 ans acquise de préférence dans la conception d'ensembles de mécanique fine ou de micro-mécanique (machines spéciales, automates, machines de tri...).

Vous maîtrisez l'anglais et, dans l'idéal, l'italien.

Après une première période de quelques mois dans notre centre R & D situé dans l'Italie du nord, vous rejoindrez notre siège situé en bord de mer entre Marseille et Toulon. Nous vous confierons l'entière responsabilité d'améliorer nos gammes actuelles et de concevoir nos nouvelles générations de produits. La dynamique de nos marchés et la dimension de nos partenaires est garante d'une rapide évolution de votre carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 54/4100 B à :

EGOR PROVENCE COTE D'AZUR

6, place Jeanne d'Arc
13100 AIX EN PROVENCE

EGOR

PARIS AXZ EN PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON MARSEILLE STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES DARMSTADT DUISBURG ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Ingénieur Développement Produits

La gamme de produits très techniques que nous vous confions couvre des domaines d'applications variés : du secteur agro-alimentaire à celui du BTP, de l'air comprimé aux phosphates et aux hydrocarbures... les produits dont vous assurez le développement doivent répondre à des critères rigoureux de résistance mécanique, de tenue à la corrosion...

Assisté d'une petite équipe technique et en relation avec le "marketing", les labos de Recherche et le service Process, vous analysez et prévoyez les besoins du marché, définissez les nouveaux produits ou répondez à des cahiers de charges spécifiques.

INGENIEUR ECP, MINES, ENSTA, AM, ECL, INSA... vous avez acquis, après 5 ans d'expérience, une bonne maîtrise des études et de la coordination de projets : le calcul des structures et leur modélisation vous sont familiers. Vous parlez anglais et, pourquoi pas, avez déjà travaillé sur des matériaux visco-élastiques ou plastiques...

Alors nous serons heureux de vous rencontrer et de vous proposer, sous l'autorité du Directeur Technique de notre Société (1,6 milliards de F. de CA, 3 000 personnes) la responsabilité du Développement d'une gamme qui représente un CA de 450 MF.

Sur place, ville universitaire du Centre de la France, vous trouverez nos labos de recherche et l'unité (800 personnes) fabricant vos produits.

SEFOP, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier sous la réf. BID 659 M.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHEC

SEFOP

C.A. : 500 MF

500 personnes,

filiale d'un grand

groupe français,

notre société

élabore et

produit

des automates

programmables

et leurs

périphériques.

Ingénieur Réseaux

Grenoble

Au sein de notre Direction Recherche & Développement, vous participerez à toutes les phases de conception des produits de communication intégrés aux automates ou matériels associés. Cet environnement technique vous amènera à travailler sur les réseaux ETHERNET et MAP. Vous aurez un rôle actif dans les actions de veille technologique et contribuerez au développement de notre savoir-faire (outils & méthodes). Ce poste implique de fréquents contacts avec les partenaires de notre entreprise et avec les utilisateurs experts. Vous êtes ingénieur, de formation IUT, SUPELEC, SUPTELECOM ou équivalent (spécialisation R.L.I. ou informatique temps réel). Vos 2 ans d'expérience vous ont permis de maîtriser les concepts de base de communications normalisées et les applications systèmes. Votre professionnalisme et vos qualités de communication seront valorisés au sein de notre entreprise qui privilégie l'autonomie, le sens des responsabilités et la mobilité interne. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence IR/M à Danielle NGUYEN, Société APRIL, 60 rue de Cartale BP 38 - 38170 SEYSSINET PARISEL.

april

Les Technologies de Demain, ...Aujourd'hui



Aujourd'hui pour Demain

Division
Télécommunications

INGENIEURS BUREAU D'ETUDES

Ingénieur Grande École, Electronique, Radio-Électricité, ou Arts et Métiers, vous êtes débutant ou possédez une première expérience en conception de circuits électroniques.

Vous réaliserez des études d'implantation de cartes électroniques (conception de maquettes et prototypes de matériels) et assurerez l'encadrement technique d'implanteurs CAO.

Anglais nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, s. réf. IBS MO, à Marie-Christine Lacleure, SAT, DTCL, 41 rue cantagrel, 75631 Paris Cedex 13.

Reliez votre avenir à celui du câble.

No 1 mondial du câble avec 24 milliards de CA consolidé et 70 sociétés implantées dans 20 pays, nous fabriquons l'ensemble des câbles d'énergie et de télécommunications dans tous les

domaines terrestres et sous-marins : études des systèmes, fabrication, pose et raccordement. Relevant ainsi chaque jour de nouveaux défis, nous souhaitons vous associer à notre succès.

INGENIEUR AFFAIRES - EXPORT

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur généraliste (INPG...) vous avez 2 à 3 ans d'expérience en tant qu'ingénieur de projets.

Dans le cadre de nos contrats clef en main à l'export, vous intégrerez une équipe chargée d'étudier nos projets internationaux d'installation de câbles d'énergie haute tension terrestres et sous-marins.

Vous serez chargé de répondre aux appels d'offre et de coordonner des chantiers à l'export.

Vous êtes familiarisé avec l'utilisation de la micro-informatique et vous avez une bonne maîtrise de l'anglais.

Quelques déplacements sont à prévoir.



CABLE

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions) sous référence DG/20, à Melle GAIS, Direction des Relations Sociales, ALCATEL CABLE, 30, rue des Chasses, BP 309, 92111 CLICHY Cedex.

Voyage au centre du corps humain

Le Service Hospitalier Frédéric Joliot à Orsay recherche pour enrichir ses équipes de développement de nouvelles techniques d'imagerie médicale, un

INGÉNIEUR INFORMATICIEN spécialiste du TRAITEMENT D'IMAGE ou du SIGNAL

De formation Bac + 5/7 (Grande École ou Université), débutant ou justifiant d'une première expérience, vous êtes déchargé des obligations militaires.

Au sein d'un groupe multidisciplinaire composé de physiciens, informaticiens, médecins, pharmaciens, vous participerez à la mise en place et à l'administration d'une plate-forme d'imagerie multimodale (TEP, SPECT, IRM).

La connaissance de Vax/VMS, Dec/VULTRIX, Sun/UNIX et de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. LM/02 à Mme Denise DEVILLA - DRIPP/DIRECTION/SHFJ, 4, place du Général Leclerc - 91401 ORSAY Cedex.

LA RECHERCHE AU-DELA DE LA RECHERCHE

مكتبة المجلد

ETPM

Nous sommes un des leaders mondiaux de l'off-shore. Nous renforçons notre Direction commerciale et vous proposons d'intégrer notre service "Subcontracting Department" comme

INGENIEUR SOUS-TRAITANCE

En collaboration avec les services techniques et commerciaux, vous prendrez en charge l'analyse des appels d'offres des travaux off-shore, l'évaluation des besoins, la consultation des sous-traitants (plongée, positionnement, ancrage, dragage, assistance navire) et les recommandations.

Dès l'obtention du contrat principal, vous serez responsable des appels d'offres aux sous-traitants, de leur négociation sur les plans technique, contractuel et financier, et de leur suivi.

A 28/30 ans, ingénieur diplômé (ENSAM, ENSI, ENSM, HEI...), fort d'une expérience de 3 à 5 ans au sein d'une équipe projets off-shore de préférence, vous souhaitez réaliser vos talents de négociateur. Votre parfaite maîtrise de l'anglais vous permettra d'être opérationnel rapidement.

Cette mission vous intéresse : adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. 20611, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75848 Paris Cedex, qui nous la transmettra.

VOTRE VOCATION NOUS PASSIONNE,

SEDI : Groupe à taille humaine, crée il y a 11 ans (160 collaborateurs - CA 110 M€), propose à ses clients Grands Comptes un "Service complet" dans le domaine informatique. Son département INFORMATIQUE INDUSTRIELLE recherche :

Nous vous donnerons les moyens d'exprimer votre passion et d'affirmer vos compétences. Nous vous permettrons de diversifier vos talents et de vous former aux domaines technologiques les plus avancés : Productique - Temps Réel - Télécom - Génie Logiciel... Si vous êtes rigoureux et méthodique, si vous avez le goût des contacts et du travail en équipe, si vous souhaitez participer à d'importants projets auprès de grands groupes industriels, enfin si comme nous vous êtes passionné par le High-Tech, nous saurons vous confier de véritables opportunités.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature s/réf. LM/134 à SEDI - J.M. MALARDEL - 164, av. Charles de Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine.



L'INTELLIGENT INFORMATIQUE

Un terrain inégalé pour concrétiser vos ambitions de recherche : les industries de pointe

Lorsque l'on est leader mondial comme le groupe ALCATEL ALSTHOM sur des domaines d'avenir tels que : les transports, les télécommunications et l'énergie, on se dote des moyens prospectifs les plus performants pour conforter ses positions.

ALCATEL ALSTHOM RECHERCHE, le centre de recherche commun du groupe, réunit les potentiels, les compétences et les infrastructures propres à révéler les ambitions des ingénieurs motivés par la recherche appliquée à l'industrie de pointe. Aujourd'hui dans une nouvelle grande phase de développement, ALCATEL

ALSTHOM RECHERCHE, qui prépare l'avenir technologique du groupe, va contribuer au développement d'outils logiciels pour l'automatisation des futurs moyens de transports ferroviaires (métro automatisé, TGV de l'an 2000), les systèmes de communication de demain (intégration parole, données, image), la gestion informatisée des grands réseaux de transport d'énergie et de télécommunications, la réalisation de robots mobiles pour des applications futures dans les domaines ferroviaires, spatiaux, nucléaires et militaires. Vous êtes :

ingénieurs informaticiens

• **Intelligence artificielle.** Vous réaliserez différentes applications en conduite de réseaux, supervision, surveillance ou maintenance. Des connaissances en gestion des contraintes ou raisonnement temporel, langages orientés objets, apprentissage, temps réel, et traitement des langues naturelles seront utiles. (réf. M.L.A.)

• **Informatique temps réel distribuée sécuritaire.** Votre travail recouvrira les domaines de l'exécutif temps réel ou sûr de fonctionnement, contrôle et algorithmique distribués. (réf. M.L.T.R.)

• **Génie logiciel.** Vous serez associés à des projets dans les secteurs des techniques

objets (méthodes, environnements, bases de données), des méthodes formelles (spécification, vérification), de l'ingénierie des grands logiciels (qualité, certification, reverse-engineering). (réf. M.G.U.)

• **Robotique mobile.** Vous travaillerez sur la navigation, la locomotion, les systèmes multi-robots, les intégrations de prototypes pré-industriels. (réf. M.R.M.)

• **Algorithmique, automatique, contrôle fluo, reconnaissance des formes ou réseaux de neurones.** Les applications en diagnostic et contrôle de procédés industriels feront partie de vos secteurs d'intervention. (réf. M.A.A.)

ALCATEL ALSTHOM RECHERCHE

Concrétisez vos ambitions de recherche et adressez votre candidature en indiquant la référence choisie à Philippe PASTOR, Direction des Ressources Humaines, ALCATEL ALSTHOM RECHERCHE - route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS.

SEXTANT AVIONIQUE

Au programme de vos compétences: la microélectronique hybride !

SEXTANT Avionique, premier pôle européen en électronique de vol, se situe en tant que filiale au carrefour des deux grands groupes AEROSPATIALE et THOMSON.

Au sein de notre service développement microélectronique hybride, nous recherchons :

INGENIEUR TEST

Vous prenez en charge les études électroniques de testabilité, les analyses critiques des schémas et la mise au point des moyens spécifiques de test. Ce poste requiert de bonnes compétences techniques et une organisation rigoureuse du travail, pour suivre plusieurs projets de front. Réf. DVT/LM

INGENIEUR RESPONSABLE PROJET

Vous assurez la maîtrise d'œuvre des réponses aux appels d'offres et constituez l'interface technique et financière vis-à-vis de nos clients. Vous pilotez et coordonnez l'étude, le développement et la réalisation des projets. Vous mettez également en place une coordination technique et financière, afin de respecter les objectifs de coût, de délai et de qualité. Votre rigueur et vos qualités relationnelles seront les atouts indispensables pour la réussite de votre mission. Réf. D/RP/LM

Pour ces deux postes basés à Valence, nous recherchons des ingénieurs électroniciens, débutants ou ayant une première expérience dans l'environnement industriel.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence du poste choisi, à SEXTANT Avionique, Responsable du recrutement, 26 rue Jules-Vérines, 26027 Valence Cedex.

L'ELECTRONIQUE DE VOL PORTE UN NOM

DES RESPONSABILITES TOUT DE SUITE !

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL LEADER EN ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE, NOUS SOMMES UNE JEUNE SOCIÉTÉ AMBITIEUSE ET DOTÉE D'UN FORT POTENTIEL D'INGÉNIEURS. NOTRE MÉTIER : ACCOMPAGNER LA CONCEPTION ET LA RÉALISATION DE PROGRAMMES COMPLEXES, CIVILS ET MILITAIRES, DANS DES DOMAINES AUSSI VARIÉS QUE LES TÉLÉCOMS, L'AÉRONAUTIQUE, LE SPATIAL OU LA DÉFENSE. INTERLOCUTEURS DIRECTS DU CLIENT ET EN PARFAITE SYNERGIE AVEC LES ÉQUIPES EN PLACE, LA VOCATION DE NOS INGÉNIEURS S'ARTICULE AUTOUR DE 2 AXES : CONSEIL ET INGÉNIERIE.

CONSULTANTS

Auprès de nos clients, vous avez un rôle de conseil et d'expertise en Sécurité de Fonctionnement sur des systèmes complexes.

Ingénieur généraliste débutant, après une formation à nos méthodes et outils, vous intervenerez sur des projets nécessitant compétences techniques et qualités humaines.

Ingénieur confirmé, vous prenez la responsabilité d'une clientèle et participez au développement de l'activité.

INGENIEURS PROJETS

Intégré à une équipe d'affaire, vous réaliserez des études amont, des analyses fonctionnelles, des spécifications techniques et participerez au pilotage de grands projets.

Ingénieur débutant ou première expérience, vous voulez valoriser vos compétences techniques et satisfaire votre curiosité pour les technologies de pointe. Votre souci de l'organisation, votre rigueur alliée à un très bon relationnel, font de vous un interlocuteur convaincant et privilégié de nos clients institutionnels ou industriels.

CHEFS DE PROJETS

Au sein de notre activité "Moyens d'Essais" vous avez la responsabilité d'un projet dans sa globalité, depuis la prise en compte du besoin client jusqu'à l'exploitation opérationnelle. Vous intervenez à tous les niveaux (technique, budget, qualité, organisation...), aidé en cela par une équipe d'ingénieurs que vous coordonnez. Interlocuteur principal du client vous vous attachez à répondre à ses attentes dans le respect du cahier des charges.

Ingénieur généraliste, vous bénéficiez d'une expérience d'environ deux ans en génie industriel. Autonome, doué d'un réel sens du relationnel, les responsabilités que nous vous confierons sauront vous motiver.

SRTI SYSTEM

Merci d'adresser CV et prétentions à : Véronique Derbin - SRTI SYSTEM Direction des Ressources Humaines 9, Av Réaumur - BP 22 - 92350 Le Plessis Robinson.

Le Monde des Secteurs de Pointe

Nous réunissons des conditions optimales d'épanouissement pour 6 ingénieurs à haute technicité.

Une maîtrise reconnue de la propulsion nucléaire / Un environnement de haute technologie / Des moyens d'essais en vraie grandeur.

Région Sud Est : CADARACHE

1 Ingénieur bureau d'études : vous prendrez en charge un bureau d'étude pour élaborer les dossiers de conception destinés à la fabrication du combustible nucléaire ou à la modification des cœurs de réacteurs. (Réf C1).

1 Ingénieur mécanicien : vous serez l'adjoint du chef de secteur chargé des interventions sur composants internes des réacteurs nucléaires. (Réf C2).

2 Ingénieurs chargés d'affaire - composants mécaniques : vous prendrez en charge le suivi technique, le budget et le planning de réalisation d'une affaire. (Réf C3).

Région Parisienne : SACLAY

1 Ingénieur d'étude de procédés nucléaires : vous étudierez et définirez le fonctionnement d'ensembles fonctionnels ou les circuits fluides de chaufferies nucléaires. (Réf S1).

1 Ingénieur chargé d'affaires - Mécanique Circuit : En liaison avec un chef de projet et un chef de section vous définirez le contenu et les limites des prestations à réaliser. (Réf S2).

ENSAM, INSA, ENSI...

Débutants ou 1ère expérience, merci d'envoyer votre candidature (lettre, CV, photo et référence du poste) à SOURCES, 108 rue Saint-Honoré 75001 PARIS, qui transmettra.



technicatome

FCR

FRANCE
CÂBLES
& RADIO

Du secteur public aux entreprises privées, France Câbles et Radio - 700 personnes, 1,4 milliard de CA, filiale de Cogecom (Groupe France Télécom) - est le partenaire privilégié des acteurs du monde des télécommunications. Sa direction Systèmes de Communications d'Entreprise a une compétence reconnue dans le domaine des PABX et recherche un

Ingénieur responsable de projet Administration de réseaux PABX

Concepteur-spécialiste d'outils d'administration de réseaux PABX, vous serez responsable opérationnel de toutes les phases de nos projets (de la définition du cahier des charges à la mise en service) en relation avec France Télécom, et mènerez en parallèle une réflexion sur l'évolution d'outils existants pour répondre aux besoins spécifiques de nos clients.

Ingénieur de formation, vous avez environ 5 ans d'expérience dans une fonction de développement et si possible déjà assumé une responsabilité de chef de projet informatique. La connaissance des PABX et de leur fonctionnement est indispensable ; celle des télécommunications, idéale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la réf. 216, à notre conseil : Arnick Lucchini, INFORAMA CARRIÈRES, 50 rue Marcel-Dassault, 92100 Boulogne.



FCR

FRANCE
CÂBLES
& RADIO

Du secteur public aux entreprises privées, France Câbles et Radio - 700 personnes, 1,4 milliard de CA, filiale de Cogecom (Groupe France Télécom) - est le partenaire privilégié des acteurs du monde des télécommunications en France et à l'international.

Ingénieur R&D large bande Préparez les outils des entreprises de demain

Intégré dans le service Affaires européennes, vous aurez une activité de recherche et développement liée à des projets européens, dans le domaine des réseaux à large bande. Vous aurez la responsabilité de la gestion et de la coordination d'applications pilotes multimédias, en étroite relation avec France Télécom.

Ingénieur à dominante télécom, vous avez environ 5 ans d'expérience en R & D acquise dans un laboratoire de recherche ou en entreprise. Spécialiste ou ayant une bonne connaissance des applications multimédias, bien introduit dans le monde des télécommunications, vous devez être rapidement capable de gérer votre activité en bonne autonomie. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la réf. 218, à notre conseil : A. Lucchini, INFORAMA CARRIÈRES, 50 rue Marcel-Dassault, 92100 Boulogne.



CHEVRON CHEMICAL SA (1,3 Mdr de CA, 600 personnes), filiale de CHEVRON USA, leader mondial, donne une nouvelle impulsion à son développement par le lancement de nouvelles lignes de produits et la réalisation d'investissements importants et recherche un

RÉSPONSABLE UNITÉ DE FABRICATION

Réal gestionnaire d'un centre de profit, vous conduisez cette unité sous tous ses aspects :

- **Technique** : Définition des programmes, gestion et planification des fabrications, approvisionnements, stocks...
- **Humain** : Animation, motivation et formation générale de l'équipe de production (50 personnes), sensibilisation à la qualité et à la sécurité...
- **Economique** : Optimisation des résultats, suivi des budgets...
- **Développement** : Participation aux projets d'améliorations techniques et aux lancements de nouveaux produits.

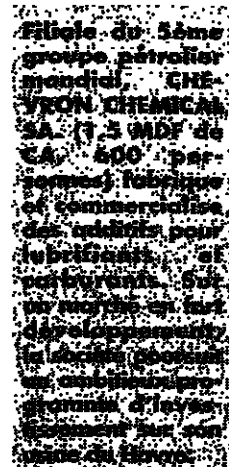
Homme de terrain, votre solide expérience de la fabrication (5 ans minimum) dans l'industrie chimique vous permet de piloter cette unité de manière autonome. Le contact est pour vous un vecteur important de votre développement et vous savez déléguer et communiquer votre enthousiasme à une équipe.

Si vous avez une formation ingénieur chimiste et une solide expérience tant technique que d'animation, alors nous saurons vous donner les moyens de réussir dans cette première mission, premier pas de votre évolution au sein du groupe. Compte tenu du contexte très international de ce poste basé au Havre, une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. RFA 2026 E à notre conseil : QUIEL - Ressources et Perspectives - 160, rue de Paris - 92100 BOULOGNE.



ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ : CHEVRON SE MOBILISE ET RENFORCE SA STRUCTURE



JEUNE INGÉNIEUR

ADJOINT AU RESPONSABLE SÉCURITÉ-ENVIRONNEMENT

Promouvoir les notions d'hygiène, de sécurité et de respect de l'environnement sous les aspects : Techniques, Psychologiques, Economiques.

Elaborer des solutions techniques visant à assurer la sécurité des installations et des personnes.

Sensibiliser et former l'ensemble du personnel de l'usine.

Contrôler le respect des règles et des consignes en matière de sécurité et d'environnement.

Plus que votre formation de chimiste ou de spécialiste environnement, ce sont avant tout vos qualités de communication et de pédagogie qui vous permettront de faire adhérer et de responsabiliser l'ensemble des acteurs de l'entreprise aux règles de sécurité et au respect de l'environnement.

Anglais indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. RCG 2011 E à notre conseil : QUIEL - Ressources et Perspectives - 160, rue de Paris - 92100 BOULOGNE.

Société des techniques en Milieu Ionisant, filiale des groupes CEA et EDF, notre activité est l'assainissement d'installations industrielles.

JEUNES INGÉNIEURS, venez rejoindre notre équipe

Ingénieur chargé d'affaires

Débutant ou possédant une première expérience, vous serez progressivement le responsable technique et budgétaire de nos contrats d'intervention. Vous assurerez les contacts avec les clients et animerez les équipes en place sur les chantiers.

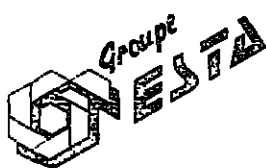
Ingénieur d'exploitation

Vous prendrez en charge l'exploitation d'installations de traitement de déchets et effluents, et coordonnerez à ce titre les travaux de différents intervenants. Vous assurerez également la mise en œuvre et le suivi des procédés en veillant au bon fonctionnement des équipements. De formation chimie - génie chimique, vous avez acquis si possible une première expérience.

Votre goût pour la gestion d'affaires en milieu industriel et l'animation d'équipes, ainsi qu'un bon sens relationnel vous permettront de réussir dans ces postes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à STMI - Francis Lempereur - 9, rue Fernand Léger - 91190 Gif-sur-Yvette.

la qualité nucléaire au service de l'environnement



Le Groupe Européen des Sciences et Techniques Avancées recherche, pour accompagner le fort développement de ses activités :

SECTEUR AERONAUTIQUE ET SPATIAL

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(ENSAE, ENSTA, ECP, ECL, ENSAM, ENSICA, ENSMA, INSA, INSEM, ENSM...)

INGÉNIEURS D'ÉTUDE

Participation à la réalisation de projets spatiaux de demain

INGÉNIEURS PRODUCTION

Participation à l'exploitation de programmes spatiaux opérationnels

Lieu de travail : région parisienne

SECTEUR INFORMATIQUE

INGÉNIEURS ou équivalents

Développement ADA ou sur SGBD, méthodologie appropriée

Lieu de travail : région parisienne, Toulouse, Bourges

Envoyer CV, Prétentions et photo sous réf. MD 065103 à :
Groupe ESTA - Service recrutement
BP 40 - 78480 VERNEUIL SUR SEINE.

هنا من الامم

Responsable brevets

Groupe
Pharmaceutique
International
très performant
sur le plan
de la création
de nouvelles
molécules.

Chimiste
organicien
ou
Pharmacien

Intégré au sein de la Direction du Développement, vous aurez pour mission de concevoir, rédiger et déposer les brevets de nos molécules, d'assurer leur suivi et leur protection en France comme à l'étranger.

Ce poste, basé à Paris Ouest, s'adresse à un diplômé en chimie organique ou en pharmacie, ayant une formation juridique complémentaire orientée vers la propriété industrielle (CEPI...).

La connaissance de l'anglais est indispensable et une première expérience de préférence en industrie ou en cabinet est souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. 20683, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui nous le transmettra.

INGENIEUR CONFIRME



ETPM, important groupe français d'offshore est reconnu comme l'un des leaders mondiaux de l'équipement pour-pérforer. Nous poursuivons notre volonté de développement et souhaitons intégrer à notre Direction Commerciale un **PROPOSAL MANAGER**. En étroite collaboration avec notre Directeur Etudes de Prix dont vous dépendrez, vous prendrez en charge la supervision complète d'une ou plusieurs offres clients suivant leur chiffre d'affaires.

Responsable d'une équipe d'estimateurs, vous établirez les propositions d'offres sur les plans techniques et commerciaux, ce qui implique d'assurer la coordination avec les services fonctionnels du siège qui vous assisteront.

en ce qui concerne les problèmes Techniques, Juridiques et Financiers.

Votre candidature nous intéresse si, de formation Ingénieur, vous possédez une expérience de plusieurs années dans le secteur OIP ou Offshore si possible. Vos connaissances en gestion sont un atout supplémentaire.

Bien sûr, vous possédez de solides connaissances en anglais et êtes disponible pour des déplacements en France et à l'étranger.

Si vous souhaitez valoriser et affirmer vos compétences techniques, adressez votre dossier de candidature sous réf. 8211 à EURLONESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

LA MER A SES

ETPM

ARCHITECTES

Votre compétence d'ingénieur. Votre talent de consultant.

Avec 1000 personnes (dont 2/3 d'ingénieurs et techniciens), nous sommes la plus importante entité d'un groupe leader en France de l'Assistance et du Contrôle Technique. Auprès d'entreprises importantes et variées, nous dispensons une gamme de prestations de haute technicité (assistance, audit, conseil, formation...). Dans ce contexte, nous recherchons 4 **Ingénieurs-consultants** qui - chacun dans leur spécialité - apprécieront l'opportunité d'exprimer plus largement leur sens du conseil.

INGENIERIE DE LA FORMATION (réf. 91804)

Numéro 1 de la formation technique, sur ce marché porteur, nous vous confierons la mission de développer des prestations catalogues ou spécifiquement architecturées. Vous justifierez d'une solide expérience de conseil en formation acquise de préférence en cabinet.

ENVIRONNEMENT (réf. 91684)

Auprès des Industries et collectivités, votre activité comprendra également le processus du traitement des déchets. Votre profil : plus de 30 ans, solide expérience du processus en industrie chimique, pratique de l'anglais.

HYGIENE - SECURITE - CONDITIONS DE TRAVAIL (réf. 91304)

Vous conseillerez les services spécialisés des entreprises en vous appuyant sur votre formation (maîtrise HYSIDII ou équivalent) et votre expérience de la fonction d'environ 5 ans.

SECURITE INFORMATIQUE (réf. 91294)

Votre double mission : développer une activité réseaux et assurer la sécurité -notamment physique- des sites et systèmes informatiques de nos clients. A environ 30/35 ans vous disposez d'une expérience similaire.

Pour ces postes basés à Paris, nous d'adresser votre candidature sous réf. correspondante à APAVE PARISIENNE, Direction des Ressources Humaines, 17 rue Saineuve, 75854 Paris Cedex 17.



L'ACIER : POLE D'EXCELLENCE.



ACIERS PLATS D'USINOR SACLOR

Premier producteur européen d'aciers plats, nous appartenons à un groupe qui investit tous les ans plus de 6 milliards de francs pour accroître sa compétitivité. Ainsi, grâce à un capital de compétences très diversifié qui met en oeuvre les matériels, les langages et les concepts les plus évolués, nous sommes arrivés au premier rang des utilisateurs français d'informatique. Pour développer de nouvelles applications et gérer nos systèmes d'information, nous vous accueillons en Provence.

JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS

Supélec, Mines, Centrale, ...

Débutant ou ayant quelques années d'expérience vous interviendrez comme Ingénieur d'Etudes ou Chef de Projet dans de multiples domaines : gestion de production, informatisation de process, infocentre, réseaux, ... La dynamique de la gestion de nos Ressources Humaines et le développement international de notre Groupe vous ouvrent de très belles perspectives de carrière, tant dans l'informatique que dans d'autres secteurs.

Acier
USINOR SACLOR

EGOR

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence M 5/2038 L à notre conseil : EGOR PROVENCE COTE D'AZUR - 6, Place Jeanne d'Arc - 13100 AIX EN PROVENCE

LA COMPETITION, NOTRE MODE DE VIE, VOTRE MODE D'ACTION.

Ingénieurs débutants ou première expérience. Peugeot a l'objectif d'être leader européen des constructeurs. Son savoir-faire, sa solidité financière, son dynamisme, et sa qualité de management sont pour vous l'occasion de concrétiser vos projets. Vous rêvez de défis quotidiens, d'un travail motivant, de responsabilités de premier plan, alors choisissez la direction de votre première expérience.

Direction des Etudes (Sochaux). Vous serez chargé de la conception et de l'industrialisation de nos futurs véhicules, ou assurerez leur expérimentation dans notre centre d'essais.

Direction des Méthodes (Sochaux). Vous participerez à l'élaboration de notre outil de production en développant de nouvelles organisations du travail et en mettant en oeuvre des technologies de pointe.

Direction de la Production (Sochaux-Mulhouse-Polesey). Après une formation

personnalisée, vous vous verrez confier d'importantes responsabilités humaines et techniques.

Direction Commerciale (Paris et région parisienne). Vous mettez en oeuvre la nouvelle organisation logistique ou développerez de nouveaux services à la clientèle.

Direction Informatique (Paris et province). Vous développerez et metrez à la disposition de toutes les Directions de notre Société de puissants outils de traitement de l'information.

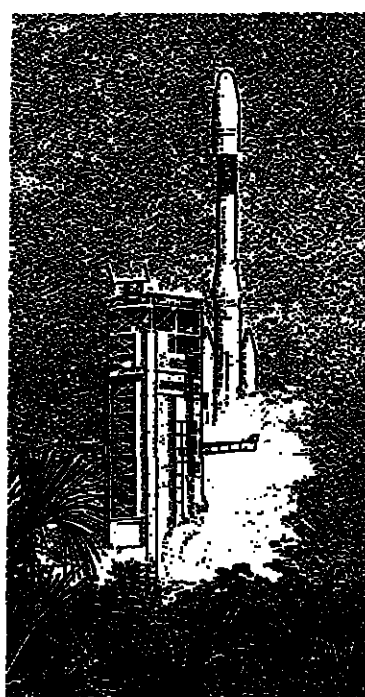
Rejoignez-nous dans la compétition. Ecrivez à :



Franz KRAUTER
Direction générale du personnel
75, avenue de la Grande-Armée, 75016 PARIS



Ingénieur mécanique et fluides chez Arianespace, première société commerciale de transport spatial.



De formation Ensi-Ensam ou diplômé d'une université européenne équivalente, vous avez acquis une expérience solide en mécanique et fluides (par exemple sur bancs d'essais).

A 30/35 ans, vous souhaitez consolider vos acquis et participer à l'exploitation de l'ensemble de lancement (ELA 2) de la fusée Ariane, en Guyane française.

Vous aurez à coordonner l'activité des équipes techniques sous-traitantes en charge des systèmes mécaniques et fluides, à analyser les résultats des campagnes de lancement afin d'introduire les améliorations nécessaires et préparer les systèmes futurs.

Rigueur et aptitude à l'encadrement comptent parmi vos qualités, ainsi que la connaissance de l'anglais.

Vous serez basé à Kourou (Guyane française) pour un détachement de quelques années, puis à Evry (sud de Paris).

Merci d'envoyer votre dossier complet (CV, photo et prétentions), sous référence DO/91/08, à Arianespace, Service des relations humaines, boulevard de l'Europe, 91000 Evry.

arianespace

Le Monde des Secteurs de Pointe

REPRODUCTION INTERDITE

Pour promouvoir et assurer des missions d'audit, de conception, de spécification et de réception, nous recrutons un CONSULTANT EN SYSTÈMES D'INFORMATION

VOUS avez une expérience professionnelle et une compétence dans les bases de données et la communication en environnement hétérogène. Vous serez le maître de vos contrats, avec pour objectif de développer nos activités d'ingénierie de système.

NOUS sommes une SSII de structure souple à forte solidarité interne, favorisant les environnements de travail sur mesure et le développement des projets personnels. Nous disposons de marchés fortement innovants et d'une clientèle de qualité.

Si vous êtes sensible à une qualité de vie et considérez que la performance est le moyen de vos ambitions, alors nous souhaitons vous rencontrer.

Lieu de travail : I.D., 12, rue de Nancy, 75010 Paris où vous enverrez votre candidature.

Ingénieur Chef de projets

LIGNES DE CONDITIONNEMENT 80 km ouest de Paris

Une société en expansion (115 personnes, CA 120 MF dont 60 % à l'export), spécialisée dans la conception, la mise au point et le montage de lignes de remplissage et de conditionnement pour l'agro-alimentaire, recherche un chef de projets de niveau ingénieur généraliste ou à forte dominante mécanique et automatisme, possédant une excellente expérience de la fabrication de machines spéciales, si possible dans le domaine agro-alimentaire (traitement de produits asseptiques, par exemple). Avec l'appui des équipes techniques, il sera responsable, au plan de la qualité, du coût et des délais, de projets dans leur totalité ; de l'établissement du cahier des charges à la réception des installations en clientèle. Ce poste comporte de nombreux déplacements en France et à l'étranger et nécessite de parler couramment anglais.

IDL Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 265 LM à IDL CONSEIL SA - B.P. 275 - 54, rue du Docteur Oursel - 27002 EVREUX Cedex.

ALCATEL ALSTHOM RECHERCHE (450 personnes, 300 MF de CA) est le centre de recherches commun du groupe ALCATEL ALSTHOM. Il a pour mission d'apporter aux différentes sociétés du groupe le soutien scientifique et technique dans

les domaines de pointe où le groupe est leader mondial : les transports, les télécommunications et l'énergie.

Actuellement en pleine phase de développement, nous recherchons pour nos activités informatiques, un

Responsable de Recherche Informatique avancée

Vous serez responsable d'une équipe d'une dizaine d'ingénieurs de haut niveau chargée des différentes applications de l'informatique avancée (intelligence artificielle, nouvelles bases de données, sécurité informatique, etc.).

Afin d'assurer le développement de votre activité, vous devrez trouver puis négocier avec les divers clients et ceci en liaison avec les Sociétés du groupe, de nouveaux contrats de recherche conformément à la stratégie technique mise en œuvre.

Vous aurez la responsabilité des choix techniques de

l'élaboration des propositions et du suivi du bon déroulement des projets. Vous serez toujours soucieux de la satisfaction de vos clients.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, vous possédez une bonne expérience de la conduite de projet dans le domaine de l'informatique avancée. L'expérience du management des hommes et de la relation clients, ainsi que la pratique de l'anglais sont nécessaires.

Après réussite dans cette fonction, de réelles perspectives seront offertes au sein du Groupe.

ALCATEL ALSTHOM
RECHERCHE

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo) sous réf. 18918, à PREMIER CONTACT, 35, rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex ou taper 3615 PCONTACT.

UNE COLLECTIVITÉ DYNAMIQUE ET NOVATRICE

LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

recrute (H/F)

(selon les conditions réglementaires)

POUR SA DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

■ Responsable des formations informatiques pour utilisateurs (spécialiste de l'ingénierie de formation).

MISSION : Élaboration de produits de formation. Établissement des plans de formation. Suivi qualité. Animation des équipes de formateurs.

PROFIL : Bac + 4 minimum. Connaissance de l'informatique. Bonne pratique des outils didactiques modernes (EAO, audiovisuel, etc.). Expérience dans une fonction similaire indispensable.

■ Formateur en informatique

MISSION : Élaboration des produits de formation en liaison avec le responsable de formation. Réalisation des formations (micro et mainframe).

PROFIL : Formation bac + 2 minimum. Bonne pratique de l'outil informatique. Capacités pédagogiques. Expérience de formateur.

■ Documentaliste

Pour la veille technologique en informatique :

- Participation au montage d'un système de documentation.
- Recherches documentaires, constitution de dossiers thématiques.

PROFIL : Formation de documentaliste (INTD, DESS/IEP, IUT, etc.). 2 ans d'expérience. Bonne pratique des outils d'informatique documentaire (logiciels spécialisés, BDD, théseurs, etc.). Anglais lu.

■ Ingénieur consultant

MISSION : Élaborer, négocier des applications avec les utilisateurs et manager les projets.

PROFIL : Bac + 4. Expérience 3 ans minimum en informatique.

■ Chef de projets (responsable d'applications informatiques).

PROFIL : Bac + 4. Bonne pratique de Merise. Connaissance de l'environnement BULL GCOS7 et AGL (PacBase) appréciée. Aptitude à piloter un projet (cahiers des charges, direction des équipes de réalisation, etc.). Expérience professionnelle indispensable.

■ Ingénieur réseaux (responsable des études et de la conception des réseaux (architecture, sécurité, normes).

PROFIL : Bac + 4 minimum. Connaissance des nouveaux produits télématiques (réseaux à valeur ajoutée, etc.). Expérience 2 ans minimum. Connaissance de l'environnement BULL appréciée.

■ Jeune ingénieur

Pour assurer la fonction « Veille technologique » :

- Suivi des innovations technologiques.
- Recherche, tests, intégration de produits nouveaux.
- Mène des actions de prospective.
- Conseille et propose des solutions technologiquement nouvelles.

PROFIL : Jeune ingénieur. Esprit curieux et ouvert. Contacts avec les milieux de la recherche. Anglais courant.

Envoyer lettre de candidature accompagnée d'un CV détaillé à :

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL
Hôtel du département du Val-de-Marne
Direction du Personnel départemental
1^{er} Bureau. Recrutement. Avenue du Général-de-Gaulle
94011 CRÉTIL Cedex

Important groupe industriel français, nous concevons et réalisons des systèmes mécaniques complexes intégrant des technologies de pointe. Nos matériels sont utilisés dans les domaines de l'armement, de l'aéronautique, du nucléaire, des chantiers navals. Nous recherchons :

INGÉNIEUR PROJET

Ingénieur mécanicien, vous avez une expérience de 3 ans environ en bureau d'études ou atelier de production, si possible dans le domaine des munitions ; vous connaissez l'anglais. Le poste est basé à Bourges (18).

Merci de nous adresser, sous réf. IPB, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions. Confidentialité assurée.

SM Conseil 38 RUE DE LISBONNE 75008 PARIS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

INGENIEUR PROJET REALISEZ NOS EXTENSIONS

BASF Peintures + Encre est la filiale du Groupe Chimique Mondial (1200 collaborateurs, 1,4 milliard de F de CA). Nous vivons actuellement d'importants projets d'extension, auxquels nous souhaitons vous associer dans un contexte motivant à Clermont de l'Osne (63).

INGÉNIEUR TRAVAUX NEUFS, riche d'une expérience significative dans la réalisation de projets dans l'INDUSTRIE CHIMIQUE, vous avez mis en pratique vos compétences.

Vous prendrez en charge la mise en place des nouvelles installations et l'optimisation de la capacité des unités de production.

Vous définirez les besoins, proposerez les solutions, organiserez les consultations, suivrez la réalisation technique et les coûts, jusqu'à la mise en service.

Adressez votre candidature avec CV, lettre et prétentions sous réf. M/18.08/JP à BASF Service Recrutement 60676 CLERMONT DE L'OISE Cedex.

BASF

Importante Société
NANTES ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
recherche pour SERVICE ETUDES

INGENIEUR DIPLOME

SPECIALISATION AUTOMATIQUE ELECTRONIQUE

Débutant ou Première expérience.
Connaissances en hydraulique et logiciels temps réel appréciées.

Adressez CV photo et prétentions à SERCEL - BP 439 - 44474 CARQUEFOU Cedex.

PRENEZ LE BON DEPART AU SEIN D'UNE ENTREPRISE PILOTE !

SEPEREF, filiale d'un des premiers groupes français spécialisés dans l'extension des matières plastiques et la production d'équipements pour la distribution des eaux, recrute

INGENIEURS DEBUTANTS

VENIR NOUS REJOINDRE EN REGION LYONNAISE.

Nous vous offrons l'opportunité d'utiliser pleinement vos compétences au sein d'équipes motivées.

Trois domaines d'activité vous sont proposés :

- Recherche développement/conception produits nouveaux.
- Méthodes/Industrialisation.
- Production.

Nous vous offrons de réelles perspectives d'évolution dans un secteur d'activité en pleine expansion.

Merci d'écrire à Françoise JOUISHOMME - s/réf. 1601 LM à Alexandre TIC SA - 7 rue Servient - 69003 LYON.

Seperef

L'innovation en électronique et informatique

DIGILOG
GROUPE DIGITONE

Dans le cadre de son développement national, Société de Hautes Technologies du domaine de la Défense, du Spatial et des Télécommunications recherche pour assurer le suivi de grands projets :

INGENIEURS D'AFFAIRES

Formation Grandes Ecoles : Centrale, Mines, ENSI, SUPélec, etc... Débutants acceptés. Formation assurée par DIGILOG. Postes à pourvoir à Paris. Ecrire avec CV et prétentions à DIGILOG - Groupe DIGITONE - 25, rue Lecomte de Lisle - 75016 PARIS

INGENIEUR CHEF DE PROJET

Industrie Automobile

Un des leaders mondiaux de la transformation des matières plastiques vous propose de prendre la responsabilité de la vie des produits, du cahier des charges clients à la mise en fabrication.

Fonction évolutive ouverte sur l'international.

A réception de votre carte de visite professionnelle et de votre adresse personnelle, sous référence M/3223/A, notre Conseil vous enverra une description précise du poste.

CHP

cabinet Henri PHILIPPE
106 bd Haussmann 75008 PARIS

Membre de l'AFIP

مكتبة المجلد